
**WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS**

COUR D'ARBITRAGE

F. 2000 — 2730

[C — 2000/21467]

Arrêt n° 100/2000 du 4 octobre 2000

Numéros du rôle : 1712 et 1732

En cause : les recours en annulation de la loi du 18 décembre 1998 modifiant le Code électoral en vue d'octroyer le droit de vote aux Belges établis à l'étranger pour l'élection des Chambres législatives fédérales, introduits par J.-P. Vandersmissen, L. Michel et J.-M. Henckaerts.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges P. Martens, E. Cerexhe, H. Coremans, A. Arts et E. De Groot, assistée du référendaire R. Moerenhout, faisant fonction de greffier, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 23 et 30 juin 1999 et parvenues au greffe les 24 juin 1999 et 7 juillet 1999, J.-P. Vandersmissen, demeurant en France, F-75009 Paris, rue Notre-Dame de Lorette 56, et L. Michel, demeurant à 6061 Charleroi, rue Saint-Charles 65, d'une part, et J.-M. Henckaerts, demeurant en Suisse, CH-1230 Nyon, Chemin d'Eysins 51, d'autre part, ont introduit un recours en annulation totale ou partielle de la loi du 18 décembre 1998 modifiant le Code électoral en vue d'octroyer le droit de vote aux Belges établis à l'étranger pour l'élection des Chambres législatives fédérales (publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 1998, deuxième édition).

II. *La procédure*

Par ordonnances des 24 juin 1999 et 7 juillet 1999, le président en exercice a désigné les juges des sièges respectifs conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application dans ces affaires des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 14 juillet 1999, la Cour a joint les affaires.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 31 août 1999.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 23 septembre 1999.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire dans chacune des affaires, par lettres recommandées à la poste le 18 octobre 1999.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 8 décembre 1999.

Le requérant dans l'affaire n° 1732 a introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 31 janvier 1999.

Par ordonnances du 30 novembre 1999 et du 31 mai 2000, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 23 juin 2000 et 23 décembre 2000 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 10 mai 2000, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 30 mai 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 11 mai 2000.

A l'audience publique du 30 mai 2000 :

- a comparu Me M. Mahieu, avocat à la Cour de cassation, pour le Conseil des ministres;
- les juges-rapporteurs P. Martens et E. De Groot ont fait rapport;
- l'avocat précité a été entendu;
- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

— A —

Quant à l'affaire n° 1712

Position des requérants

A.1. Pour justifier la recevabilité de leur recours, les requérants font état, l'un, J.-P. Vandersmissen, de sa qualité de citoyen belge résidant en France, l'autre, L. Michel, de sa qualité de président d'un parti, le « PCN-NCP », privé de la possibilité de faire appel à des candidats belges résidant à l'étranger, tel que le premier requérant qui peut se porter candidat uniquement aux élections européennes.

A.2. Les requérants prennent cinq moyens de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution par la loi du 18 décembre 1998 modifiant le Code électoral en vue d'octroyer le droit de vote aux Belges établis à l'étranger pour l'élection des Chambres législatives fédérales.

A.3. Ils reprochent à cette loi d'établir une différence de traitement injustifiée entre deux catégories de citoyens (premier moyen) et deux catégories d'électeurs (deuxième moyen), à savoir ceux qui résident et votent en Belgique sans aucune formalité et ceux qui, résidant à l'étranger, doivent se soumettre à une impressionnante série de démarches à renouveler chaque année.

A.4. Ils soutiennent que la loi crée en outre une discrimination entre Belges résidant à l'étranger, au détriment de ceux qui n'ont pas de parents ou alliés de nationalité belge disposant de leurs droits électoraux et qui ne peuvent donc désigner un mandataire pour voter (troisième moyen).

A.5. Ils font valoir que la loi discrimine l'électeur résidant à l'étranger qui vote par procuration et qui, bien que membre d'un collège électoral, ne peut se porter candidat (quatrième moyen).

A.6. Ils estiment enfin que les démarches et formalités imposées aux électeurs résidant à l'étranger, qu'ils qualifient d'« ubuesques », sont aggravées par leur coût qui peut s'élever à plus de 10.000 francs belges, alors que le principe absolu du droit électoral belge est la gratuité de tous les actes électoraux (cinquième moyen). Ces formalités ont d'ailleurs découragé presque tous les électeurs résidant à l'étranger puisque, alors qu'ils sont plusieurs centaines de milliers, seuls dix-huit d'entre eux ont finalement obtenu le droit de vote, ce qui confirme la disproportion inacceptable entre le but poursuivi par la loi et les obligations administratives qu'elle impose.

A.7. Les requérants demandent, à titre principal, l'annulation de la loi attaquée et l'annulation des élections législatives (Chambre et Sénat) du 13 juin 1999.

A.8. Les requérants demandent également à la Cour à titre subsidiaire de poser à la Cour de justice des Communautés européennes la question préjudicielle suivante :

« La loi susdite attaquée devant la Cour d'arbitrage en vue de son annulation viole-t-elle ou non les droits démocratiques les plus élémentaires du citoyen belge résidant en dehors du Royaume ou des candidats de listes présentées au suffrage des électeurs dans les collèges électoraux législatifs du Royaume ?

Ladite Loi attaquée est-elle en concordance, soit en valeur, soit en relation semblable avec d'autres dispositions en droit comparé des autres Etats membres et est-elle en respect des droits démocratiques du citoyen belge résidant en dehors du Royaume ou du candidat se présentant aux élections telles qu'organisées ?

Les requérants incluent dans leur question les reproches faits à la loi attaquée, tels qu'énoncés dans leurs moyens développés dans la présente requête. »

Mémoire du Conseil des ministres

A.9. Le Conseil des ministres se réfère à la sagesse de la Cour en ce qui concerne l'intérêt des requérants, tout en ajoutant qu'il appartient à J.-P. Vandersmissen d'apporter la preuve de sa résidence en France.

A.10. En ce qui concerne les premier et deuxième moyens, le Conseil des ministres les dit irrecevables, faute qu'ils précisent les dispositions de la loi du 18 décembre 1998 qu'ils attaquent. A titre subsidiaire, et pour autant qu'on puisse les considérer comme dirigés contre l'article 2, § 5, de la loi, qui dispose que le vote de l'électeur belge résidant à l'étranger doit se faire par procuration, le Conseil des ministres répond qu'il s'agit là d'un choix du législateur effectué en opportunité à l'égard d'une catégorie d'électeurs qui ne sont pas comparables à ceux qui résident en Belgique. Il rappelle qu'antérieurement, le vote était limité aux Belges établis dans le Royaume qui votaient soit en personne, soit par procuration, ce dernier mode de vote étant assorti de contraintes destinées à éviter les abus. Il estime que les règles adoptées à l'égard des Belges établis à l'étranger sont adaptées à la spécificité de leur situation et qu'elles sont raisonnables et proportionnées au but poursuivi.

A.11. Après avoir identifié l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, dernière phrase, et l'article 2, § 4, 2^o, alinéas 3 et 5, de la loi attaquée comme étant ceux auxquels s'adressent les critiques des requérants, le Conseil des ministres expose que ces dispositions ne sont pas discriminatoires. Il estime qu'il est raisonnablement justifié d'exiger que le mandataire choisi par l'électeur soit inscrit sur les registres de la population d'une commune belge, qu'il dispose des droits électoraux et qu'il soit le conjoint, un parent ou un allié de l'électeur, cette dernière exigence, formulée à l'article 147bis, § 2, du Code électoral, devant être applicable aux Belges expatriés, sous peine de faire bénéficier ceux-ci d'un régime plus favorable.

A.12. Le Conseil des ministres soutient que le quatrième moyen repose sur une erreur de droit, rien ne justifiant que des Belges établis de manière permanente à l'étranger puissent être candidats puisqu'ils ne présentent pas un lien suffisamment effectif avec la Belgique, l'électorat et l'éligibilité n'allant pas nécessairement de concert. La comparaison avec les élections européennes ne serait pas pertinente.

A.13. Le cinquième moyen serait également, selon le Conseil des ministres, irrecevable à défaut de précision. Subsidiairement, il ne serait pas fondé puisqu'il critique non la loi elle-même mais les conditions de son application. La loi attaquée constituerait un « premier essai » qui doit faire l'objet d'une évaluation par le Parlement afin d'en modifier les règles. La Cour ne pourrait, sans excéder sa compétence, annuler une loi au seul motif que ses objectifs n'auraient pas été atteints.

A.14. Enfin, le Conseil des ministres fait valoir que la Cour est sans compétence pour annuler les élections législatives du 13 juin 1999 et que la question préjudicielle libellée par les requérants est étrangère aux matières mentionnées à l'article 177 du Traité C.E.

Quant à l'affaire n° 1732

A.15. Le requérant, en sa qualité de Belge à l'étranger, estime avoir intérêt à ce qu'il soit mis fin aux discriminations qu'il dénonce, afin qu'il puisse participer, ultérieurement, aux élections « comme tout autre Belge ». Il demande l'annulation de l'article 2, § 4 et § 5, de la loi du 18 décembre 1998, « ainsi que de la loi dans son ensemble ».

A.16. Il soutient qu'il est discriminatoire que le Belge établi à l'étranger doive justifier de sa nationalité et de son âge, alors que les Belges qui habitent en Belgique sont convoqués aux élections s'ils satisfont à ces conditions, sans qu'ils aient à les justifier et alors que le poste diplomatique ou consulaire où le Belge expatrié est inscrit dispose déjà de l'information nécessaire, laquelle peut également être établie par le passeport. Il estime que la charge de la preuve que doit apporter le Belge résidant à l'étranger est à ce point formaliste qu'il est quasiment impossible de s'y conformer.

A.17. Le requérant souligne le caractère essentiel du droit de vote, consacré par l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les restrictions à ce droit violent, selon lui, à la fois cet article et les articles 10 et 11 de la Constitution.

Il estime que la différence de situation des Belges, selon qu'ils résident en Belgique ou à l'étranger, ne justifie pas les différences qu'il dénonce, la possibilité de voter à l'étranger pouvant être instaurée au moyen d'une procédure plus simple, telle que celle qui permet aux ressortissants des Etats-Unis d'Amérique de remplir un formulaire d'enregistrement dans le poste diplomatique ou consulaire dont ils relèvent, sur simple présentation de leur passeport. Cette procédure dure dix minutes alors que celle qu'a imaginée le législateur belge exige le sacrifice de deux jours ouvrables au moins.

A.18. Le requérant considère que les restrictions imposées par l'article 5 sont déraisonnables en ce qu'elles ne permettent de désigner comme mandataires que des alliés — et non une personne de confiance qui serait un ami —, à qui on impose, après avoir voté où ils sont inscrits, d'aller voter là où le mandant a sa dernière résidence. Il critique également l'exigence d'un acte de notoriété établissant le lien de parenté ou l'alliance ainsi que l'obligation de prouver, au moins quinze jours avant les élections, que le mandant est en vie.

Il estime que le vote pourrait se faire sans mandataire et sans formalités superflues, au poste diplomatique ou consulaire dont dépend l'électeur et rappelle la procédure prévue par la législation des U.S.A.

A.19. Le requérant critique également les dispositions imposant le renouvellement annuel de la procuration, alors que celle-ci pourrait être tenue pour valable aussi longtemps qu'elle n'est pas retirée.

A.20. Le requérant estime que l'obligation de voter par procuration est, en elle-même, une violation du droit reconnu à l'article 25 du Pacte précité, d'autant que cette obligation conduit aux restrictions qu'il estime déraisonnables.

A.21. Enfin, le requérant considère qu'il n'est pas justifié de permettre le vote des Belges expatriés aux élections fédérales mais de ne pas l'autoriser pour les élections qui concernent le Parlement européen et les parlements régionaux et communautaires.

Mémoire du Conseil des ministres

A.22. Le Conseil des ministres s'en réfère à la sagesse de la Cour en ce qui concerne l'intérêt du requérant, pour autant que celui-ci fasse la preuve de sa résidence en Suisse.

A.23. Rappelant que, comme l'admet le requérant, il existe une différence objective entre les Belges établis en Belgique et ceux qui résident à l'étranger, le Conseil des ministres estime que le requérant ne démontre pas *in concreto* en quoi les règles qu'il critique seraient discriminatoires, les éléments de fait qu'il avance ayant trait à des circonstances étrangères à la loi. Il détaille les formalités et conclut que les conditions qu'elles imposent ne sont pas excessives et qu'elles correspondent aux conditions de nationalité, d'âge et de résidence imposées aux électeurs belges établis en Belgique.

De même, la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas encouru certaines condamnations correspond à la condition imposée aux Belges résidant en Belgique de n'être pas sous le coup d'une déchéance ou d'une suspension des droits électoraux. Est également justifiée, selon le Conseil des ministres, l'attestation selon laquelle la personne ne jouit pas du droit de voter dans l'Etat où elle est établie.

A.24. En ce qui concerne le vote par procuration, le Conseil des ministres souligne qu'il s'agit d'un choix effectué par le législateur après qu'il eut évalué les difficultés du vote par correspondance, utilisé lors des élections européennes de 1994.

A.25. Le Conseil des ministres estime que ni l'obligation de faire choix d'un mandataire inscrit dans le registre de population d'une commune belge, ni l'exigence d'annexer la procuration, établie sur un formulaire délivré gratuitement, à la demande d'agrément en tant qu'électeur, ni les mentions qui doivent y figurer concernant le mandant et le mandataire ne seraient constitutives d'une atteinte déraisonnable et discriminatoire à l'exercice du droit de vote. Il conteste que le législateur ait fait preuve d'un formalisme excessif, rappelle qu'un registre des Belges vivant à l'étranger pourrait se heurter au respect de la vie privée et doute que le système suggéré par le requérant soit moins compliqué que celui qu'il critique.

A.26. La liste des personnes pouvant être choisies comme mandataires figure à l'article 147bis, § 2, alinéa 1^{er} et alinéa 5, § 3, alinéa 3, et § 5, du Code électoral, auquel renvoie l'article 5 de la loi attaquée. Le Conseil des ministres en déduit qu'aucune distinction n'est faite entre Belges selon qu'ils résident en Belgique ou à l'étranger et que le principe d'égalité ne peut donc avoir été violé. Quant à la possibilité de choisir pour mandataire une personne de confiance, elle existait dans l'article 147bis du Code électoral tel qu'il avait été modifié par la loi du 5 juillet 1976; le système a été changé en 1982 en raison d'abus constatés, spécialement dans les lieux où se trouvent des personnes malades ou infirmes qui ne peuvent se rendre au bureau de vote, ce qui justifie d'introduire les limites qui figurent dans le texte actuel (*Doc. parl.*, Chambre, 1981-1982, n° 235/3, p. 2; *Ann.*, Chambre, 1981-1982, séance du 26 mai 1982, pp. 1704 et 1709).

Les débats précédant le vote de la loi du 28 juillet 1987, qui a permis de donner procuration à un parent ou un allié jusqu'au troisième degré alors que le texte antérieur visait le deuxième degré, expriment la volonté du législateur de trouver un équilibre entre la faculté réelle de pouvoir voter par procuration et la lutte contre les abus (*Doc. parl.*, Chambre, 1985-1986, n° 591/3, p. 2). Selon le Conseil des ministres, il n'appartient pas à la Cour de redéfinir cet équilibre dès lors que son caractère disproportionné n'est pas établi.

A.27. L'exigence d'un acte de notoriété ne serait pas davantage critiquable. Elle est d'ailleurs prévue, par l'article 147bis, § 2, alinéa 3, du Code électoral, en ce qui concerne l'électeur résidant en Belgique qui vote par procuration.

A.28. Quant au lieu du vote, l'obligation de voter dans la commune de la dernière résidence du mandant est semblable à l'exigence formulée à l'égard de l'électeur qui réside en Belgique. Laisser le choix à l'électeur aurait compliqué la situation administrative et perturbé les résultats. La solution choisie a en outre « [limité] les risques de manipulation des élections » (*Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-1122/2, p. 25).

A.29. Le Conseil des ministres considère que l'attestation de vie, exigée par l'article 5, *in fine*, limite strictement le risque de voir voter au nom d'une personne décédée.

A.30. La limitation dans le temps de la validité de la procuration a été justifiée par la nécessité d'une « évaluation régulière, ne fût-ce que pour éviter que l'on fasse voter des personnes décédées entre-temps » (*Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-1122/2, p. 26).

Le Conseil des ministres ajoute que cette question relève également de l'appréciation exclusive du législateur.

A.31. La critique dirigée contre l'article 5 revient, selon le Conseil des ministres, à critiquer le principe même du vote par procuration alors qu'il s'applique aussi aux Belges résidant en Belgique, ce qui exclut toute discrimination. Le choix de ce mode de vote relève de l'opportunité. L'exigence d'un lien de parenté favorise le respect de la volonté formelle du mandant par le mandataire. Si l'électeur établi à l'étranger ne dispose que de ce mode de vote, c'est précisément parce qu'il ne réside pas en Belgique, circonstance qui justifie qu'il ne dispose pas du même choix que l'électeur établi en Belgique.

A.32. Enfin, le Conseil des ministres estime que le législateur a pu considérer que le droit de vote des Belges établis à l'étranger pour l'élection des Chambres législatives fédérales constituait une première expérience, qu'il appartiendra au législateur d'étendre éventuellement à d'autres élections, sans que ce choix puisse être jugé discriminatoire.

— B —

B.1. L'article 61 de la Constitution dispose :

« Les membres de la Chambre des représentants sont élus directement par les citoyens âgés de dix-huit ans accomplis et ne se trouvant pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par la loi.

Chaque électeur n'a droit qu'à un vote. »

L'article 1^{er} du Code électoral précise que, pour être électeur général, il faut, en outre, être Belge et inscrit aux registres de population d'une commune belge.

L'article 2 de la loi attaquée du 18 décembre 1998 introduit dans le Code électoral un nouvel article 2 qui permet à toute personne de nationalité belge établie à l'étranger de conserver ou d'acquérir sa qualité d'électeur. Il fixe les conditions auxquelles doit satisfaire cet électeur et les modalités de son vote.

B.2. C'est au Constituant et au législateur qu'il appartient de décider si et à quelles conditions les Belges établis à l'étranger peuvent exercer leur droit d'élire et leur droit d'être élus, dont on trouve également l'expression, notamment, dans l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

B.3.1. Les requérants soutiennent en chacun de leurs moyens, à l'exception d'un seul, que la législation attaquée emporte une discrimination entre les électeurs belges selon qu'ils sont établis en Belgique ou à l'étranger.

B.3.2. La différence de traitement critiquée repose sur un critère objectif fondé sur le lieu de résidence des électeurs. Ce critère est pertinent par rapport au but poursuivi, qui est de permettre un contrôle efficace des conditions auxquelles les électeurs doivent satisfaire.

La circonstance qu'un électeur n'a pas sa résidence principale en Belgique impose des vérifications qui ne se justifieraient pas pour un électeur qui est inscrit dans le registre de population tenu par les communes belges. Ce dernier électeur se présente habituellement en personne au bureau de vote, muni de sa carte d'identité, ce qui permet de vérifier aisément s'il est inscrit sur la liste déposée au bureau de vote et s'il satisfait ainsi à toutes les conditions requises pour pouvoir voter.

B.4. La Cour ne pourrait censurer les modalités différentes prévues pour les électeurs établis à l'étranger que si elles apparaissent sans aucune pertinence par rapport à l'objectif mentionné en B.3.2, ou si ces modalités étaient disproportionnées à cet objectif.

B.5. Le choix de recourir au vote par procuration pour les électeurs établis à l'étranger relève du pouvoir d'appréciation du législateur. Ce pouvoir a été exercé après qu'il eut été constaté que le vote par correspondance, utilisé pour les élections européennes de 1994, avait posé de nombreux problèmes pratiques (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1742/3, pp. 10 et 11).

Il n'appartient pas à la Cour de substituer son appréciation à celle du législateur alors que rien ne révèle qu'elle serait entachée d'erreur manifeste. Quant à la possibilité de faire voter les électeurs au poste diplomatique ou consulaire dont ils relèvent, il s'agit d'une option dont il revient au législateur d'apprécier si elle est praticable, compte tenu de la manière dont ces postes sont organisés et répartis.

B.6. Il convient toutefois d'examiner si la manière dont le vote par procuration est organisé n'impose pas des contraintes qui ne seraient pas raisonnablement justifiées.

B.7. Il ressort des écrits de procédure des parties requérantes que leurs griefs s'adressent à l'article 2, § 4, à l'article 2, § 5, et à l'article 5 de la loi attaquée.

B.8. L'article 2, § 4, dispose :

« Toute personne visée au § 2 introduit sa demande d'agrément en qualité d'électeur au moyen d'un formulaire dont le modèle est fixé par le Roi et qui, après avoir été dûment complété et signé, doit être adressé au poste diplomatique ou consulaire belge dont elle relève.

L'introduction d'une telle demande entraîne l'inscription de son auteur au Registre national par le poste diplomatique ou consulaire qui la reçoit.

L'intéressé justifie dans sa demande :

1° qu'il possède la qualité de Belge;

2° qu'il est âgé de dix-huit ans accomplis;

3° qu'il réside à titre habituel sur le territoire de l'Etat où il est établi et qu'il est détenteur des autorisations de séjour nécessaires à cette fin.

Il y déclare sur l'honneur :

1° qu'il n'a pas encouru dans l'Etat où il est établi de condamnations qui, si elles avaient été prononcées en Belgique, emporteraient la déchéance ou la suspension de ses droits électoraux;

2° qu'il ne jouit pas du droit de vote pour les élections législatives dans l'Etat où il est établi.

Il indique en outre dans cette demande les nom, prénoms, sexe, adresse et commune de résidence en Belgique de l'électeur qu'il désigne en qualité de mandataire à l'effet de voter en son nom, ainsi que, le cas échéant, la commune belge où il a résidé en dernier lieu avant de s'établir à l'étranger.

Le mandataire doit être inscrit dans les registres de population d'une commune belge.

La procuration que le Belge établi à l'étranger rédige aux fins visées à l'alinéa précédent est annexée à la demande. Elle est établie sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Roi et qui est délivré gratuitement par le poste diplomatique ou consulaire belge dont l'intéressé relève.

La procuration, dûment signée et datée par le mandant et le mandataire, mentionne en tout cas les nom, prénoms, date de naissance et adresse du mandant et du mandataire ainsi que, le cas échéant, la commune de dernière résidence en Belgique du mandant.

La procuration peut également être rédigée entièrement de la main du mandant, pour autant que toutes les mentions du modèle fixé par le Roi y soient reproduites et que toutes les rubriques de ce modèle soient dûment remplies. »

B.9. Aucune de ces dispositions ne révèle une différence de traitement qui serait injustifiée par rapport aux électeurs établis en Belgique. Au contraire, elles ont pour objet, d'une part, de permettre à l'électeur de démontrer qu'il satisfait aux conditions requises pour voter, d'autre part, de fixer les éléments que doit comporter la procuration par laquelle il donne mandat à un électeur établi en Belgique de voter à sa place. Si les formalités imposées par cette disposition sont plus lourdes que celles auxquelles doit satisfaire un électeur établi en Belgique, c'est parce que, pour celui-ci, ces éléments résultent d'une consultation de registres et de documents sans qu'il ait à en apporter lui-même la preuve.

En ce qu'ils sont dirigés contre ces dispositions, les moyens ne sont pas fondés.

B.10. L'article 2, § 5, de la loi attaquée dispose :

« La procuration visée aux §§ 1^{er} et 4 est valable jusqu'au 31 décembre de l'année au cours de laquelle elle a été établie.

Si elle a été établie dans les trois mois qui précèdent le 31 décembre, sa validité est prorogée jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit.

Sans préjudice de l'alinéa 2, toute personne visée au § 1^{er} ou au § 2 peut, dans le courant du mois d'octobre de chaque année, déclarer par écrit au poste diplomatique ou consulaire belge dont elle relève, qu'elle confirme la procuration par laquelle elle a désigné un électeur pour voter en son nom.

A défaut d'une telle déclaration confirmative, la procuration perd sa validité.

Dans le courant du mois de novembre de chaque année, le poste diplomatique ou consulaire communique la déclaration confirmative à la commune de dernière résidence en Belgique du mandant, ou, si celui-ci n'a jamais résidé en Belgique, à la commune de résidence de l'électeur qu'il a désigné en qualité de mandataire.

A défaut de recevoir une telle déclaration confirmative, le collège des bourgmestre et échevins de la commune visée à l'alinéa précédent indique dans le registre des électeurs visé à l'article 11, § 1^{er}, que le mandant est suspendu de l'exercice de son droit de vote et notifie cette suspension, en la motivant dûment, à l'électeur qui en fait l'objet, via le poste diplomatique ou consulaire dont il relève.

Le collège des bourgmestre et échevins qui a procédé à la suspension du mandant de l'exercice de son droit de vote avise en outre le mandataire qu'il est mis fin à son mandat.

[...] ».

B.11. A l'égard de l'électeur établi à l'étranger, les autorités belges ne disposent pas des moyens permettant de vérifier s'il y est toujours établi et s'il est encore en vie à l'époque des élections. L'obligation de confirmer une procuration qui, à défaut, ne sera plus valable, est un moyen qui permet d'atteindre l'objectif de ne pas permettre qu'un mandataire puisse voter alors que le mandant n'est plus établi à l'étranger, n'est plus en vie ou n'a pas manifesté son intention de maintenir le mandat qu'il a donné de voter en son nom. Aucune des dispositions de l'article 2, § 5, n'exige des formalités ou des démarches qui seraient disproportionnées par rapport à cet objectif.

B.12. L'article 5 de la loi attaquée modifie l'article 147ter du Code électoral, qu'il remplace par la disposition suivante :

« Article 147ter. § 1^{er}. Les électeurs belges établis à l'étranger et inscrits sur la liste des électeurs visée à l'article 11, § 2, expriment leur suffrage par procuration.

Les dispositions de l'article 147bis, § 2, alinéa 1^{er} et alinéa 5, § 3, alinéa 3, et § 5, sont d'application.

Le bourgmestre de la commune où le mandataire est inscrit atteste sur le formulaire de procuration le lien de parenté ou d'alliance qui unit le mandataire au mandant. Le mandataire produit à cet effet un acte de notoriété. L'acte de notoriété est joint au formulaire de procuration.

Sauf si le mandant n'a jamais résidé en Belgique, auquel cas le mandataire vote en son nom dans la commune où il est lui-même inscrit comme électeur, le mandataire vote au nom de son mandant dans la commune où celui-ci a résidé en dernier lieu avant de s'établir à l'étranger. Pour être reçu à voter au nom de son mandant, le mandataire est tenu de produire un certificat attestant que le mandant qui l'a désigné en cette qualité est toujours en vie. Ce certificat dont le modèle est établi par le Roi et qui est délivré par le poste diplomatique ou consulaire belge dont le mandant relève, ne peut être antérieur de plus de quinze jours au jour de l'élection lors de laquelle il est appelé à être produit. Le mandataire remet au président du bureau de vote sa carte d'identité et ce certificat, de même qu'un extrait de la procuration qui l'habilite à voter au nom de son mandant. Il lui présente ensuite sa propre convocation au scrutin sur laquelle le président mentionne "a voté par procuration", après avoir contrôlé sur la liste des électeurs visée à l'article 11, § 2, que le mandataire a bien été désigné en cette qualité par le mandant.

§ 2. Les électeurs belges établis à l'étranger peuvent être admis à voter en personne à l'occasion d'un retour au pays pour autant qu'ils puissent justifier de leur identité et qu'ils produisent l'extrait de la procuration, visé à l'article 107ter, par laquelle ils ont mandaté un autre électeur à l'effet de voter en leur nom. »

B.13. Par le renvoi qu'il fait à l'article 147bis, § 2, alinéa 1^{er} et alinéa 5, § 3, alinéa 3, et § 5, cet article rend applicables les dispositions suivantes :

« Article 147bis

[...]

§ 2. Peut seul être désigné comme mandataire soit le conjoint, soit un parent ou un allié jusqu'au troisième degré, à condition qu'il soit lui-même électeur.

[...]

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

§ 3. [...]

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le mandataire.

[...]

§ 5. Les procurations sont jointes au relevé visé à l'article 146, alinéa 1^{er}, et transmises, avec ce relevé, au juge de paix du canton. »

B.14. En limitant au conjoint et au parent ou allié jusqu'au troisième degré les personnes qui peuvent être choisies comme mandataires, le législateur a pris une mesure propre à éviter certains abus. On lit, en effet, dans les travaux préparatoires de la loi du 6 juillet 1982, qui a modifié l'article 147bis, que le système antérieur, qui ne limitait pas les personnes pouvant être choisies comme mandataires, avait permis de récolter « un nombre élevé de procurations qui, souvent, ne sont pas remplies au moment de leur délivrance, et qui sont complétées après coup, au nom d'un électeur totalement inconnu de l'électeur malade ou âgé et auquel ce dernier ne pourra même pas faire connaître le sens du vote qu'il veut émettre. L'anonymat de la procuration a fait l'objet de nombreuses critiques justifiées. En limitant le choix du mandataire à l'un des proches parents ou alliés du mandant, en l'occurrence jusqu'au deuxième degré inclus, le projet met fin aux abus possibles tout en permettant un choix suffisamment large » (*Doc. Parl., Chambre, 1981-1982, n° 235/3, p. 2*).

B.15. De telles considérations peuvent justifier que les électeurs belges qui sont établis en Belgique et qui, la plupart du temps en raison de leur âge ou de leur état de santé, ne peuvent se déplacer au bureau de vote, ne puissent choisir pour mandataires que des personnes proches, à l'exclusion de tiers, en raison des abus constatés dans le passé.

B.16. Tant dans la comparaison entre les Belges résidant à l'étranger, selon qu'ils ont ou n'ont pas de parents vivant en Belgique qu'ils peuvent désigner comme leurs mandataires, que dans la comparaison entre les électeurs belges selon qu'ils résident ou non en Belgique, la mesure attaquée, qui traite différemment les deux premières catégories et semblablement les deux dernières, est dénuée de pertinence en ce qui concerne les Belges qui résident à l'étranger.

B.17. Les considérations mentionnées en B.14 ne sont en effet pas pertinentes en ce qui concerne les Belges établis à l'étranger. Ces électeurs ne peuvent se déplacer non parce que leur âge ou leur état de santé le leur interdirait, mais en raison de ce qu'ils n'ont pas ou n'ont plus leur résidence en Belgique. Limiter le choix de leurs mandataires à leur conjoint et à leurs parents ou alliés revient à les priver de leur droit de vote s'ils n'ont pas en Belgique des parents ou alliés qui accepteraient de voter en leur nom ou si ceux-ci se sont également expatriés. Il n'existe donc pas de motif raisonnable, en ce qui concerne les électeurs établis à l'étranger, de ne pas leur permettre de désigner la personne qui a leur confiance, dès lors que les risques d'abus qui ont justifié la limitation inscrite à l'article 147bis n'existent pas en ce qui les concerne.

B.18. Quant à l'obligation qui est faite au mandataire, par la deuxième phrase de l'alinéa 4 de l'article 147ter, § 1^{er}, la Cour n'en aperçoit pas la pertinence. Dès lors que la procuration a une durée limitée au 31 décembre de l'année en cours et qu'elle doit être confirmée, chaque année, dans le courant du mois d'octobre, sous peine d'être caduque, le législateur a pris une mesure qui, comme l'indiquent les travaux préparatoires de la loi, veut éviter que « l'on fasse voter des personnes qui sont décédées entre-temps » (*Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-1122/2, p. 26). Exiger en outre une attestation de vie qui doit être délivrée par le poste diplomatique ou consulaire dont le mandant relève, et qui ne peut être antérieure de plus de quinze jours à la date de l'élection, impose une formalité supplémentaire qui, compte tenu notamment de la manière dont les postes diplomatiques sont organisés et répartis, n'est pas raisonnablement justifiée, et qui n'est d'ailleurs pas exigée des électeurs établis en Belgique qui votent par procuration.

B.19. Il convient donc d'annuler, à l'alinéa 2 de l'article 147ter, § 1^{er}, du Code électoral, modifié par l'article 5 de la loi attaquée, les mots « alinéa 1^{er} et », l'alinéa 3 du même article, ainsi que, à l'alinéa 4, les deuxième et troisième phrases, et, dans la quatrième phrase, les mots « et ce certificat ».

B.20. En ce qui concerne le grief tiré de ce que la loi attaquée ne concerne que les élections législatives fédérales, il ne peut être reproché au législateur de n'avoir pas permis aux Belges établis à l'étranger de participer à toutes les élections parlementaires. En effet, il a pu estimer qu'il convenait de n'organiser leur vote que pour les élections législatives fédérales et de n'aborder les problèmes spécifiques posés par les élections européennes, communautaires et régionales qu'à la lumière des résultats de l'expérience acquise.

B.21. Quant à l'impossibilité pour l'électeur belge résidant à l'étranger d'être candidat aux élections, elle résulte des articles 64, 4^e, et 69, 4^e, de la Constitution et ne pourrait donc être censurée par la Cour.

B.22. La Cour n'est pas compétente pour annuler les élections du 13 juin 1999. Elle ne pourrait davantage poser la question préjudicielle suggérée par les requérants dans l'affaire n° 1712, cette question étant étrangère à celles qui, aux termes de l'article 234 (ancien article 177) du Traité C.E., peuvent être posées à la Cour de justice des Communautés européennes.

B.23. Etant donné la portée limitée de l'annulation, la Cour, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, maintient les effets des dispositions annulées.

Par ces motifs,

la Cour

annule, dans l'article 147ter, § 1^{er}, du Code électoral, tel qu'il a été rétabli par l'article 5 de la loi du 18 décembre 1998 modifiant le Code électoral en vue d'octroyer le droit de vote aux Belges établis à l'étranger pour l'élection des Chambres législatives fédérales :

— à l'alinéa 2, les mots « alinéa 1^{er} et »,

— l'alinéa 3,

— à l'alinéa 4, les deuxième et troisième phrases, et, dans la quatrième phrase, les mots « et ce certificat »;

rejette les recours pour le surplus;

maintient les effets des dispositions annulées.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 4 octobre 2000, par le siège précité, dans lequel le juge E. Cerexhe est remplacé, pour le prononcé, par le juge R. Henneuse, conformément à l'article 110 de la même loi.

Le greffier f.f.,

R. Moerenhout.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2000 — 2730

[C — 2000/21467]

Arrest nr. 100/2000 van 4 oktober 2000

Rolnummers 1712 en 1732

In zake : de beroepen tot vernietiging van de wet van 18 december 1998 tot wijziging van het Kieswetboek om het stemrecht toe te kennen aan de Belgen die gevestigd zijn in het buitenland, voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers, ingesteld door J.-P. Vandersmissen, L. Michel en J.-M. Henckaerts.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters P. Martens, E. Cerexhe, H. Coremans, A. Arts en E. De Groot, bijgestaan door referendaris R. Moerenhout, waarnemend griffier, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 23 en 30 juni 1999 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 24 juni 1999 en 7 juli 1999, hebben, enerzijds, J.-P. Vandersmissen, wonende in Frankrijk, F-75009 Parijs, rue Notre-Dame de Lorette 56, en L. Michel, wonende te 6061 Charleroi, rue Saint-Charles 65, en, anderzijds, J.-M. Henckaerts, wonende in Zwitserland, CH-1230 Nyon, Chemin d'Eysins 51, beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de wet van 18 december 1998 tot wijziging van het Kieswetboek om het stemrecht toe te kennen aan de Belgen die gevestigd zijn in het buitenland, voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1998, tweede editie).

II. De rechtspleging

Bij beschikkingen van 24 juni 1999 en 7 juli 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de respectieve zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om in die zaken artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 14 juli 1999 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 31 augustus 1999 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 september 1999.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend in ieder van de zaken bij op 18 oktober 1999 ter post aangetekende brieven.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 8 december 1999 ter post aangetekende brieven.

De verzoeker in de zaak nr. 1732 heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 31 januari 2000 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 30 november 1999 en 31 mei 2000 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 23 juni 2000 en 23 december 2000.

Bij beschikking van 10 mei 2000 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 30 mei 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 11 mei 2000 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 30 mei 2000 :

- is verschenen : Mr. M. Mahieu, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de Ministerraad;
- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en E. De Groot verslag uitgebracht;
- is de voornoemde advocaat gehoord;
- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. In rechte

— A —

Ten aanzien van de zaak nr. 1712

Standpunt van de verzoekers

A.1. Om de ontvankelijkheid van hun beroep aan te tonen vermelden de verzoekers, de ene, J.-P. Vandersmissen, zijn hoedanigheid van Belgisch burger verblijvend in Frankrijk, de andere, L. Michel, zijn hoedanigheid van voorzitter van een partij, « PCN-NCP », waaraan de mogelijkheid werd ontzegd een beroep te doen op Belgische kandidaten verblijvend in het buitenland, zoals de eerste verzoeker, die zich enkel voor de Europese verkiezingen kandidaat kan stellen.

A.2. De verzoekers leiden vijf middelen af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet door de wet van 18 december 1998 tot wijziging van het Kieswetboek om het stemrecht toe te kennen aan de Belgen die gevestigd zijn in het buitenland, voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers.

A.3. Ze verwijten die wet een onverantwoord verschil in behandeling in te voeren tussen twee categorieën van burgers (eerste middel) en twee categorieën van kiezers (tweede middel), namelijk zij die verblijven en stemmen in België zonder enige formaliteit, en zij die, verblijvend in het buitenland, zich moeten onderwerpen aan een indrukwekkende reeks stappen die elk jaar opnieuw moeten worden doorlopen.

A.4. Ze houden staande dat de wet bovendien een discriminatie invoert tussen Belgen verblijvend in het buitenland, ten nadele van hen die geen bloed- of aanverwanten hebben van Belgische nationaliteit die over hun kiesrechten beschikken, en die dus geen gemachtigde voor het stemmen kunnen aanwijzen (derde middel).

A.5. Ze doen gelden dat de wet de kiezer discrimineert die in het buitenland verblijft en bij volmacht stemt, en die, hoewel lid van een kiescollege, zich geen kandidaat kan stellen (vierde middel).

A.6. Ze zijn tot slot van mening dat de stappen en formaliteiten die aan kiezers verblijvend in het buitenland worden opgelegd en die ze bestempelen als « grotesk », nog worden verergerd door de kostprijs ervan die tot meer dan 10.000 Belgische frank kan oplopen, terwijl het absolute beginsel van het Belgische kiesrecht de kosteloosheid van alle kiesverrichtingen is (vijfde middel). Die formaliteiten hebben overigens bijna alle kiezers verblijvend in het buitenland ontmoeid, want hoewel ze met meerdere honderdduizenden zijn hebben slechts achttien onder hen uiteindelijk het stemrecht verkregen, wat de onaanvaardbare onevenredigheid bevestigt tussen het doel dat door de bestreden wet wordt nagestreefd en de administratieve verplichtingen die ze oplegt.

A.7. De verzoekers vorderen, in hoofdorde, de vernietiging van de bestreden wet en de vernietiging van de parlementsverkiezingen (Kamer en Senaat) van 13 juni 1999.

A.8. De verzoekers vragen het Hof ook, in ondergeschikte orde, aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen de volgende prejudiciële vraag voor te leggen :

« Schendt de bovenvermelde wet die voor het Arbitragehof wordt bestreden met het oog op de vernietiging ervan, al dan niet de meest elementaire democratische rechten van de Belgische burger die in het buitenland verblijft of van de kandidaten van lijsten die bij de parlementsverkiezingen in de Belgische kiescolleges worden voorgedragen ?

Is de bestreden wet op het gebied van rechtsvergelijking gelijk aan of vertoont zij overeenkomst met andere bepalingen van de andere Lid-Staten en is zij in overeenstemming met de democratische rechten van de Belgische burger die in het buitenland verblijft of van de kandidaat voor de verkiezingen zoals ze zijn georganiseerd ?

De verzoekers voegen aan hun vraag de verwijten toe die ze ten aanzien van de bestreden wet hebben geformuleerd in de middelen die in dit verzoekschrift zijn uiteengezet. »

Memorie van de Ministerraad

A.9. De Ministerraad gedraagt zich naar de wijsheid van het Hof voor wat het belang van de verzoekers betreft en voegt daaraan toe dat het J.-P. Vandersmissen toekomt het bewijs te leveren van zijn verblijfplaats in Frankrijk.

A.10. De Ministerraad acht het eerste en tweede middel onontvankelijk, in zoverre ze niet preciseren welke bepalingen van de wet van 18 december 1998 ze aanvechten. In ondergeschikte orde, en voor zover ze kunnen worden beschouwd als gericht tegen artikel 2, § 5, van de wet, dat bepaalt dat het stemmen van de Belgische kiezer verblijvend in het buitenland bij volmacht moet gebeuren, antwoordt de Ministerraad dat het gaat om een opportuniteitskeuze van de wetgever ten aanzien van een categorie van kiezers die niet kunnen worden vergeleken met hen die in België verblijven. De Ministerraad herhaalt dat vroeger de stemming was beperkt tot de Belgen gevestigd in het Koninkrijk, die ofwel persoonlijk ofwel bij volmacht stemden, waarbij die laatste stemwijze gepaard ging met een aantal voorwaarden die erop waren gericht misbruiken te vermijden. De Ministerraad is van oordeel dat de regels die ten opzichte van de Belgen gevestigd in het buitenland werden opgenomen, aan de specifieke kenmerken van hun situatie zijn aangepast en dat ze in een redelijke verhouding staan tot het beoogde doel.

A.11. Na artikel 2, § 1, derde lid, laatste zin, en artikel 2, § 4, 2°, derde en vijfde lid, van de bestreden wet te hebben geïdentificeerd als zijnde het voorwerp van de kritiek van de verzoekende partijen, stelt de Ministerraad dat die bepalingen niet discriminerend zijn. Hij is van oordeel dat het redelijkerwijs verantwoord is te eisen dat de door de kiezer gekozen gemachtigde in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente is ingeschreven, dat hij over zijn kiesrechten beschikt en dat hij ofwel de echtgenoot ofwel een bloed- of aanverwant van de kiezer is. Die laatste eis, geformuleerd in artikel 147bis, § 2, van het Kieswetboek, moet worden toegepast op de Belgen in het buitenland, zo niet zou voor hen een gunstiger stelsel gelden.

A.12. De Ministerraad stelt dat het vierde middel op een rechtsdwaling berust, want niets verantwoordt dat Belgen die permanent in het buitenland zijn gevestigd kandidaat zouden kunnen zijn, aangezien ze geen voldoende daadwerkelijke band met België vertonen; kiesbevoegdheid en verkiesbaarheid gaan niet noodzakelijkerwijze samen. De vergelijking met de Europese verkiezingen is niet relevant.

A.13. Het vijfde middel is eveneens, volgens de Ministerraad, onontvankelijk bij gebrek aan precisering. In ondergeschikte orde is het niet gegrond omdat het niet de wet zelf bekritiseert maar de voorwaarden van de toepassing ervan. De bestreden wet vormt een « eerste test » die het voorwerp moet uitmaken van een evaluatie door het Parlement met het oog op het wijzigen van de regels. Het Hof zou geen wet kunnen vernietigen, zonder zijn bevoegdheden te overschrijden, met als enige reden dat de doelstellingen van de wet niet zijn bereikt.

A.14. Tot slot doet de Ministerraad gelden dat het Hof niet bevoegd is om de parlementsverkiezingen van 13 juni 1999 te vernietigen en dat de prejudiciële vraag aangebracht door de verzoekers niets te maken heeft met de materies vermeld in artikel 177 van het E.G.-Verdrag.

Ten aanzien van de zaak nr. 1732

A.15. De verzoeker, in zijn hoedanigheid van Belg in het buitenland, meent er belang bij te hebben dat een eind wordt gemaakt aan de discriminaties die hij aanklaagt, zodat hij later aan verkiezingen kan deelnemen « zoals elke andere Belg ». Hij vraagt de vernietiging van artikel 2, § 4 en § 5, van de wet van 18 december 1998 « alsook van de wet in [haar] geheel ».

A.16. Hij stelt dat het discriminerend is dat de Belg verblijvend in het buitenland zijn nationaliteit en leeftijd moet aantonen terwijl de Belgen die in België verblijven voor de verkiezingen worden opgeroepen als ze aan die voorwaarden voldoen, zonder dat ze ze moeten aantonen, en terwijl de diplomatieke of consulaire post waar de Belg in het buitenland is ingeschreven al over de noodzakelijke informatie beschikt, informatie die ook kan worden aangetoond door het paspoort. Hij is van mening dat de bewijslast voor de Belg verblijvend in het buitenland dermate formalistisch is dat er bijna onmogelijk aan kan worden voldaan.

A.17. De verzoeker beklemtoont het essentiële karakter van het kiesrecht, bevestigd door artikel 25 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten. De beperkingen op dat recht schenden volgens hem tegelijk dat artikel en de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Hij stelt dat de verschillende situatie van Belgen afhankelijk van hun verblijf in België of in het buitenland de door hem aangeklaagde verschillen niet verantwoordt, waarbij de mogelijkheid tot stemmen in het buitenland kan worden ingevoerd door middel van een eenvoudiger procedure zoals die welke het de onderdanen van de Verenigde Staten van Amerika mogelijk maakt op eenvoudig vertoon van hun paspoort een registratieformulier in te vullen in de diplomatieke of consulaire post waarvan ze afhangen. Die procedure duurt tien minuten terwijl de procedure die de Belgische wetgever heeft bedacht minstens twee werkdagen in beslag neemt.

A.18. De verzoeker stelt dat de door artikel 5 opgelegde beperkingen onredelijk zijn doordat ze het slechts mogelijk maken als gemachtigde een aanverwante aan te wijzen – en niet een vertrouwenspersoon die een vriend zou zijn – aan wie men de verplichting oplegt om na te hebben gestemd op de plaats waar hij is ingeschreven, te gaan stemmen waar de volmachtgever zijn laatste verblijfplaats had. Hij bekritiseert ook de vereiste van een akte van bekendheid die de band van bloed- of aanverwantschap aantoont evenals de plicht te bewijzen, ten minste vijftien dagen vóór de verkiezingen, dat de volmachtgever in leven is.

Hij is van mening dat de stemming zonder gemachtigde en zonder overbodige formaliteiten zou kunnen plaatsvinden in de diplomatieke of consulaire post waarvan de kiezer afhangt en wijst op de procedure waarin de wetgeving van de Verenigde Staten van Amerika voorziet.

A.19. De verzoeker bekritiseert eveneens de bepalingen die de jaarlijkse vernieuwing van de volmacht opleggen, terwijl die volmacht als geldig zou kunnen worden beschouwd zolang ze niet wordt ingetrokken.

A.20. De verzoeker is van mening dat de verplichting bij volmacht te stemmen op zichzelf een schending is van het recht erkend bij artikel 25 van voormeld Verdrag, te meer daar die verplichting leidt tot de beperkingen die hij als onredelijk beschouwt.

A.21. Tot slot is de verzoeker van mening dat het niet verantwoord is het stemmen van Belgen in het buitenland toe te staan voor federale parlementsverkiezingen maar niet voor verkiezingen die het Europese Parlement of de gewest- en gemeenschapsparlementen aanbelangen.

Memorie van de Ministerraad

A.22. De Ministerraad gedraagt zich naar de wijsheid van het Hof wat betreft het belang van de verzoeker, voor zover die het bewijs levert van zijn verblijfplaats in Zwitserland.

A.23. Herhalend dat, zoals de verzoeker toegeeft, er een objectief verschil bestaat tussen Belgen gevestigd in België en hen die in het buitenland verblijven, is de Ministerraad van mening dat de verzoeker niet *in concreto* aantoonbaar in welk opzicht de door hem bekritiseerde regels discriminerend zouden zijn. De feitelijke elementen die hij aanbrengt hebben betrekking op omstandigheden vreemd aan de wet. De Ministerraad vermeldt de formaliteiten in detail en besluit dat de voorwaarden die ze opleggen niet buitensporig zijn en overeenstemmen met de voorwaarden wat nationaliteit, leeftijd en verblijfplaats betreft, opgelegd aan Belgische kiezers gevestigd in België.

Zo stemt ook de verklaring op erewoord niet strafrechtelijk te zijn veroordeeld overeen met de aan in België verblijvende Belgen opgelegde voorwaarde dat hun kiesrechten niet vervallen of geschorst zijn. Ook verantwoord is volgens de Ministerraad de verklaring waaruit blijkt dat de persoon niet het stemrecht geniet in de Staat waar hij is gevestigd.

A.24. Wat het stemmen bij volmacht betreft, onderstreept de Ministerraad dat het gaat om een door de wetgever gemaakte keuze na de evaluatie van de bij de Europese verkiezingen van 1994 ondervonden moeilijkheden met het stemmen per brief.

A.25. De Ministerraad is van mening dat noch de verplichting een gemachtigde te kiezen die is ingeschreven in het bevolkingsregister van een Belgische gemeente, noch de eis dat de volmacht opgesteld op een formulier dat gratis wordt afgegeven, bij de aanvraag tot erkenning als kiezer wordt gevoegd, noch de gegevens die erop moeten worden vermeld in verband met de volmachtgever en de gemachtigde, een onredelijke en discriminerende beperking zouden vormen voor de uitoefening van het stemrecht. Hij betwist dat de wetgever blijk zou hebben gegeven van een overdreven formalisme, herhaalt dat een register van alle in het buitenland wonende Belgen in strijd zou kunnen zijn met de inachtneming van de persoonlijke levenssfeer en betwijfelt dat het door de verzoeker gesuggereerde systeem minder complex zou zijn dan het systeem dat hij bekritiseert.

A.26. De lijst van personen die als gemachtigden kunnen worden gekozen, is vermeld in artikel 147*bis*, § 2, eerste en vijfde lid, § 3, derde lid, en § 5, van het Kieswetboek waarnaar artikel 5 van de bestreden wet verwijst. De Ministerraad leidt daaruit af dat geen enkel onderscheid wordt gemaakt tussen Belgen naargelang ze in België of in het buitenland verblijven, en dat het gelijkheidsbeginsel dus niet kan zijn geschonden. In de mogelijkheid een vertrouwenspersoon als gemachtigde te kiezen was voorzien in artikel 147*bis* van het Kieswetboek zoals het was gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976. Het systeem werd veranderd in 1982 vanwege vastgestelde misbruiken, vooral op plaatsen waar zich personen bevinden die ziek of gebrekkig zijn en die niet in staat zijn zich naar het stemlokaal te begeven, wat de invoering van de beperkingen die in de huidige tekst staan verantwoordt (*Parl. St.*, Kamer, 1981-1982, nr. 235/3, p. 2; *Hand.*, Kamer, 1981-1982, zitting van 26 mei 1982, pp. 1704 en 1709).

De debatten die de goedkeuring van de wet van 28 juli 1987 voorafgaan, die het mogelijk heeft gemaakt volmacht te geven aan een bloed- of aanverwant tot in de derde graad, terwijl de vroegere tekst in de tweede graad voorzag, geven de wil van de wetgever weer om een evenwicht te vinden tussen de reële mogelijkheid om bij volmacht te kunnen stemmen en de bestrijding van misbruiken (*Parl. St.*, Kamer, 1985-1986, nr. 591/3, p. 2). Volgens de Ministerraad staat het niet aan het Hof dat evenwicht ter herdefiniëren als het onevenredige karakter ervan niet is vastgesteld.

A.27. De vereiste voorlegging van een akte van bekendheid kan evenmin worden bekritiseerd. Hierin is overigens voorzien bij artikel 147*bis*, § 2, derde lid, van het Kieswetboek voor de kiezer verblijvend in België die bij volmacht stemt.

A.28. Wat de plaats waar de stem wordt uitgebracht betreft, vertoont de verplichting te stemmen in de gemeente van de laatste verblijfplaats van de volmachtgever gelijkenis met de eis geformuleerd ten opzichte van de kiezer die in België verblijft. De keuze aan de kiezer overlaten zou de administratieve situatie hebben bemoedilijkt en de resultaten in het gedrang hebben gebracht. De gekozen oplossing heeft bovendien « het gevaar voor manipulatie van de verkiezingen [...] beperkt » (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-1122/2, p. 25).

A.29. De Ministerraad is van mening dat het getuigschrift van leven vereist door artikel 5, *in fine*, het risico dat een stem wordt uitgebracht uit naam van een overleden persoon op strikte wijze beperkt.

A.30. De in de tijd beperkte geldigheid van de volmacht wordt verantwoord door het feit dat er « geregeld geëvalueerd moet worden, al was het maar om te voorkomen dat men personen laat stemmen die ondertussen overleden zijn » (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-1122/2, p. 26).

De Ministerraad voegt eraan toe dat die vraag uitsluitend door de wetgever kan worden beoordeeld.

A.31. De kritiek gericht tegen artikel 5 komt volgens de Ministerraad neer op het bekritisieren van het principe zelf van het stemmen bij volmacht, terwijl het ook van toepassing is op Belgen die in België verblijven, wat elke discriminatie uitsluit. De keuze van die vorm van stemmen behoort tot de opportuniteit. De vereiste familieband bevordert de inachtneming van de uitdrukkelijke wil van de volmachtgever door de gemachtigde. Als de kiezer gevestigd in het buitenland slechts op die manier kan stemmen, dan is dat precies omdat hij niet in België verblijft, omstandigheid die verantwoordt dat hij niet over dezelfde keuze beschikt als een in België gevestigde kiezer.

A.32. Tot slot is de Ministerraad van mening dat de wetgever vermocht te overwegen dat het stemrecht van Belgen gevestigd in het buitenland voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers een eerste experiment vormde, en dat het de wetgever toekomt het eventueel uit te breiden naar andere verkiezingen, zonder dat die keuze als discriminerend kan worden beschouwd.

— B —

B.1. Artikel 61 van de Grondwet bepaalt :

« De leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers worden rechtstreeks gekozen door de burgers die volle achttien jaar oud zijn en die niet verkeren in een der gevallen van uitsluiting bij de wet bepaald.

Ieder kiezer heeft recht op slechts één stem. »

Artikel 1 van het Kieswetboek bepaalt dat om parlementskiezer te zijn men bovendien Belg moet zijn en ingeschreven in het bevolkingsregister van een Belgische gemeente.

Artikel 2 van de bestreden wet van 18 december 1998 voert in het Kieswetboek een nieuw artikel 2 in dat het iedere persoon van Belgische nationaliteit gevestigd in het buitenland mogelijk maakt zijn hoedanigheid van kiezer te behouden of te verwerven. Het bepaalt de voorwaarden waaraan die kiezer moet voldoen en de modaliteiten van het uitbrengen van zijn stem.

B.2. Het komt de Grondwetgever en de wetgever toe te bepalen of en onder welke voorwaarden de Belgen gevestigd in het buitenland hun recht tot stemmen en hun recht om verkozen te worden kunnen uitoefenen, waaraan met name artikel 25 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten eveneens uitdrukking geeft.

B.3.1. De verzoekers betogen in elk van hun middelen, op één na, dat de bestreden wetgeving een discriminatie inhoudt tussen Belgische kiezers al naargelang ze in België dan wel in het buitenland gevestigd zijn.

B.3.2. Het bestreden onderscheid in behandeling berust op een objectief criterium op basis van de verblijfplaats der kiezers. Dat criterium is pertinent ten aanzien van de beoogde doelstelling om een doeltreffende controle mogelijk te maken van de voorwaarden waaraan de kiezers moeten voldoen.

De omstandigheid dat een kiezer niet zijn hoofdverblijf in België heeft, legt controles op die niet verantwoord zouden zijn voor een kiezer die is ingeschreven in het bevolkingsregister gehouden door de Belgische gemeenten. Deze laatste kiezer meldt zich doorgaans persoonlijk in het stemlokaal met zijn identiteitskaart, die het mogelijk maakt makkelijk te verifiëren of hij is ingeschreven op de in het stemlokaal neergelegde lijst en of hij op die manier voldoet aan alle vereiste voorwaarden om daar te kunnen stemmen.

B.4. Het Hof kan de verschillende modaliteiten waarin is voorzien voor de kiezers gevestigd in het buitenland slechts afkeuren als ze zonder enige relevantie blijken te zijn in verhouding tot het beoogde doel vermeld in B.3.2, of als ze onevenredig zijn ten aanzien van die doelstelling.

B.5. De keuze een beroep te doen op het stemmen bij volmacht voor de kiezers gevestigd in het buitenland valt onder de beoordelingsbevoegdheid van de wetgever. Die bevoegdheid werd uitgeoefend nadat werd vastgesteld dat het stemmen bij brief toegepast voor de Europese verkiezingen van 1994 talrijke praktische problemen had opgeleverd (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1742/3, pp. 10 en 11).

Het staat niet aan het Hof zijn beoordeling in de plaats te stellen van die van de wetgever, terwijl uit niets blijkt dat die door een kennelijke fout zou zijn aangetast. Wat de mogelijkheid betreft de kiezers te laten stemmen in de diplomatieke of consulaire post waarvan ze afhangen, gaat het om een keuze waarover het de wetgever toekomt te oordelen of zij werkbaar is, rekening houdend met de manier waarop die posten zijn georganiseerd en verdeeld.

B.6. Er dient echter te worden onderzocht of de manier waarop het stemmen bij volmacht is georganiseerd geen verplichtingen oplegt die niet redelijk zouden zijn verantwoord.

B.7. Het blijkt uit de procedurestukken van de verzoekende partijen dat hun grieven vooral zijn gericht tegen artikel 2, § 4, artikel 2, § 5, en artikel 5 van de bestreden wet.

B.8. Artikel 2, § 4, bepaalt :

« Iedere in § 2 bedoelde persoon dient zijn aanvraag tot erkenning als kiezer in aan de hand van een formulier waarvan het model bepaald wordt door de Koning en dat behoorlijk ingevuld en ondertekend gericht wordt aan de Belgische diplomatieke of consulaire post waarvan hij afhangt.

De indiening van een dergelijke aanvraag leidt tot de inschrijving van de aanvrager in het Rijksregister door de diplomatieke of consulaire post die de aanvraag ontvangt.

De betrokkene toont in zijn aanvraag aan :

1° dat hij Belg is;

2° dat hij de volle leeftijd van achttien jaar bereikt heeft;

3° dat hij gewoonlijk verblijft op het grondgebied van de Staat waar hij gevestigd is, en dat hij houder is van de daarvoor vereiste verblijfsvergunningen.

Hij verklaart op zijn erewoord :

1° dat hij in de Staat waar hij gevestigd is, geen veroordelingen opgelopen heeft die, als zij in België uitgesproken zouden zijn, zouden leiden tot het vervallen of het schorsen van zijn kiesrechten;

2° dat hij niet het stemrecht heeft voor de parlementsverkiezingen in de Staat waar hij gevestigd is.

Bovendien vermeldt hij in zijn aanvraag de naam, de voornamen, het geslacht, het adres en de gemeente van verblijfplaats in België van de kiezer die hij aanwijst als gemachtigde om in zijn naam te stemmen, evenals in voorkomend geval, de Belgische gemeente waar hij het laatst verbleven heeft vooraleer zich in het buitenland te vestigen.

De gemachtigde moet ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente.

De volmacht die de in het buitenland gevestigde Belg opstelt voor de in het vorige lid bedoelde doeleinden, wordt bij de aanvraag gevoegd. Hij wordt opgesteld op een formulier waarvan het model door de Koning bepaald wordt en dat gratis afgeleverd wordt door de Belgische diplomatieke of consulaire post waarvan de betrokkene afhangt.

De volmacht, naar behoren ondertekend en gedagtekend door de volmachtgever en de gemachtigde, vermeldt in elk geval de naam, de voornamen, de geboortedatum en het adres van de volmachtgever en van de gemachtigde, evenals in voorkomend geval, de gemeente in België waar de volmachtgever het laatst verbleven heeft.

De volmacht kan eveneens volledig door de volmachtgever opgesteld worden, voor zover alle vermeldingen van het door de Koning bepaalde model erin opgenomen zijn en alle rubrieken van dit model behoorlijk ingevuld zijn. »

B.9. Uit geen enkele van die bepalingen blijkt een verschil in behandeling dat onverantwoord zou zijn ten opzichte van de kiezers gevestigd in België. Integendeel, ze hebben tot doel, enerzijds, het de kiezer mogelijk te maken aan te tonen dat hij voldoet aan de vereiste voorwaarden om te stemmen en, anderzijds, de elementen te bepalen die de volmacht moet bevatten waarbij hij een kiezer gevestigd in België ertoe machtigt om in zijn plaats te stemmen. Als de door die bepaling opgelegde formaliteiten zwaarder zijn dan die waaraan een kiezer gevestigd in België moet voldoen, dan is dat omdat voor laatstgenoemde die elementen blijken uit een raadpleging van registers en documenten, zonder dat hij daarvoor zelf het bewijs moet leveren.

In zoverre de middelen tegen die bepalingen zijn gericht, zijn ze niet gegrond.

B.10. Artikel 2, § 5, van de bestreden wet bepaalt :

« De in § 1 en § 4 bedoelde volmacht is geldig tot 31 december van het jaar waarin deze volmacht opgesteld werd.

Wanneer de volmacht binnen de drie maanden die voorafgaan aan 31 december opgesteld werd, wordt de geldigheid ervan verlengd tot 31 december van het volgende jaar.

Onverminderd het tweede lid, kan elke in § 1 of § 2 bedoelde persoon, in de loop van de maand oktober van elk jaar, schriftelijk aan de Belgische diplomatieke of consulaire post waarvan hij afhangt, verklaren dat hij de volmacht waarin hij een kiezer aangewezen heeft om in zijn naam te stemmen, bevestigt.

Bij gebrek aan een dergelijke bevestigende verklaring, verliest de volmacht zijn geldigheid.

In de loop van de maand november van elk jaar deelt de diplomatieke of consulaire post de bevestigende verklaring mee aan de gemeente van laatste verblijfplaats in België van de volmachtgever of, als hij nooit in België verbleven heeft, aan de gemeente van verblijfplaats van de kiezer die aangewezen is in de hoedanigheid van gemachtigde.

Indien hij zulke bevestigende verklaring niet ontvangt duidt het college van burgemeester en schepenen van de in het vorige lid bedoelde gemeente in het kiesregister bedoeld in artikel 11, § 1, aan, dat betrokkene geschorst is in de uitoefening van zijn kiesrecht en deelt het deze, behoorlijk gemotiveerde schorsing, mee aan de betrokken kiezer, via de diplomatieke of consulaire post waarvan hij afhangt.

Het college van burgemeester en schepenen dat overgegaan is tot de schorsing van de volmachtgever in de uitoefening van zijn kiesrecht brengt bovendien de gemachtigde op de hoogte dat er een einde gesteld is aan zijn volmacht.

[...] »

B.11. Voor de kiezer gevestigd in het buitenland beschikken de Belgische autoriteiten niet over de middelen die het mogelijk maken te verifiëren of de persoon in kwestie op het ogenblik van de verkiezingen nog altijd in het buitenland is gevestigd en of hij nog steeds in leven is. De verplichting een volmacht te bevestigen die bij ontstentenis van die bevestiging niet meer geldig is, is een middel om het gestelde doel te bereiken, dat erin bestaat het niet mogelijk te maken dat de gemachtigde kan stemmen terwijl de volmachtgever niet meer in het buitenland is gevestigd, niet meer in leven is of zijn wil niet kenbaar heeft gemaakt de volmacht die hij heeft gegeven om uit zijn naam te stemmen te handhaven. Geen enkele van de bepalingen van artikel 2, § 5, vereist formaliteiten of stappen die onevenredig zijn ten opzichte van dat doel.

B.12. Artikel 5 van de bestreden wet wijzigt artikel 147ter van het Kieswetboek, dat wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 147ter. § 1. De Belgische kiezers die in het buitenland gevestigd zijn, en ingeschreven zijn op de kiezerslijst bedoeld in artikel 11, § 2, stemmen bij volmacht.

De bepalingen van artikel 147bis, § 2, eerste en vijfde lid, § 3, derde lid, en § 5, zijn van toepassing.

De burgemeester van de gemeente waar de gemachtigde ingeschreven is, bevestigt op het volmachtformulier de band door verwantschap of door huwelijksverbintenis die bestaat tussen de gemachtigde en de volmachtgever. De gemachtigde legt hiervoor een akte van bekendheid voor. De akte van bekendheid wordt bij het volmachtformulier gevoegd.

De gemachtigde stemt in naam van zijn volmachtgever in de gemeente waar deze laatste het laatst in België verbleven heeft vooraleer zich in het buitenland te vestigen, behalve indien de volmachtgever nooit in België verbleven heeft. In dat geval stemt de gemachtigde in naam van zijn volmachtgever in de gemeente waar hij zelf ingeschreven is als kiezer. Om toegelaten te worden in naam van zijn volmachtgever te stemmen, moet de gemachtigde een getuigschrift voorleggen waarin verklaard wordt dat de volmachtgever die hem in die hoedanigheid aangewezen heeft, nog steeds in leven is. Dit getuigschrift, waarvan het model bepaald wordt door de Koning, en dat afgeleverd wordt door de Belgische diplomatieke of consulaire post waarvan de volmachtgever afhangt, mag niet ouder zijn dan vijftien dagen op de dag van de verkiezing waarvoor het voorgelegd moet worden. De gemachtigde geeft zijn identiteitskaart en dit getuigschrift aan de voorzitter van het stembureau, evenals een uittreksel van de volmacht die hem machtigt in naam van zijn volmachtgever te stemmen. Vervolgens legt hij zijn eigen oproepingsbrief voor de verkiezing voor, waarop de voorzitter "heeft bij volmacht gestemd" vermeldt, na op de in artikel 11, § 2, bedoelde kiezerslijst gecontroleerd te hebben dat de gemachtigde wel degelijk in die hoedanigheid aangewezen is door de volmachtgever.

§ 2. De Belgische kiezers, gevestigd in het buitenland, mogen naar aanleiding van een terugkeer naar het land persoonlijk tot de stemming toegelaten worden, voor zover zij hun identiteit bewijzen en houder zijn van het uittreksel van de volmacht bedoeld in artikel 107ter, waarbij zij een andere kiezer hebben aangeduid om in hun naam te stemmen. »

B.13. Door naar artikel 147bis, § 2, eerste en vijfde lid, § 3, derde lid, en § 5, te verwijzen maakt dat artikel de volgende bepalingen van toepassing :

« Art. 147bis.

[...]

§ 2. Als gemachtigde kan slechts worden aangewezen hetzij de echtgenoot, hetzij een bloed- of aanverwant tot de derde graad, op voorwaarde dat hij zelf kiezer is.

[...]

Iedere gemachtigde mag slechts één volmacht hebben.

§ 3. [...]

Het volmachtformulier wordt door de volmachtgever en de gemachtigde ondertekend.

[...]

§ 5. De volmachten worden bij de in artikel 146, eerste lid, bedoelde staat gevoegd en, met die staat, aan de vrederechter van het kanton gezonden. »

B.14. Door de personen die als gemachtigde kunnen worden gekozen te beperken tot de echtgenoot en de bloed- of aanverwant tot in de derde graad heeft de wetgever een maatregel genomen die geschikt is om een aantal misbruiken te vermijden. Men leest immers in de parlementaire voorbereiding van de wet van 6 juli 1982, die artikel 147bis heeft gewijzigd, dat het vroegere systeem, dat de personen die als gemachtigde konden worden gekozen niet beperkte, het mogelijk had gemaakt « een groot aantal bij de aflevering dikwijls niet ingevulde volmachten [op te halen], die nadien worden aangevuld met de naam van een kiezer die de zieke of bejaarde kiezer volkomen onbekend is en aan wie hij zelfs zijn kiesintenties niet kan mededelen. Op het anonymaat van de volmachten werden tal van gegronde bezwaren uitgebracht. Door de keuze van de volmachtgever te beperken tot een van zijn naaste bloed- of aanverwanten, in onderhavig geval tot de tweede graad inbegrepen, maakt het ontwerp een einde aan de mogelijke misbruiken en laat het tevens een voldoende ruime keuze over » (*Parl. St.*, Kamer, 1981-1982, nr. 235/3, p. 2).

B.15. Dergelijke overwegingen kunnen verantwoorden dat Belgische kiezers die in België zijn gevestigd en die zich meestal vanwege hun leeftijd of gezondheidstoestand niet naar het stemlokaal kunnen begeven, als gemachtigde slechts verwanten kunnen kiezen met uitsluiting van derden, vanwege de in het verleden vastgestelde misbruiken.

B.16. Zowel in de vergelijking tussen de Belgen verblijvend in het buitenland, al naargelang ze al dan niet verwanten hebben in België die ze als hun gemachtigde kunnen aanwijzen, als in de vergelijking tussen Belgische kiezers al naargelang ze al dan niet in België verblijven, is de bestreden maatregel die de eerste twee categorieën verschillend en de laatste twee gelijk behandelt niet pertinent wat de Belgen verblijvend in het buitenland betreft.

B.17. De overwegingen vermeld in B.14 zijn immers niet relevant wat de Belgen in het buitenland betreft. Die kiezers kunnen zich niet naar het stemlokaal begeven, niet omdat hun leeftijd of hun gezondheidstoestand het onmogelijk maakt, maar wel omdat zij hun verblijfplaats niet of niet meer in België hebben. De keuze van hun gemachtigden beperken tot hun echtgenoot en tot hun bloed- of aanverwanten komt erop neer hun het stemrecht te ontnemen als ze in België geen bloed- of aanverwanten hebben die zouden aanvaarden uit hun naam te stemmen of als die eveneens naar het buitenland zijn vertrokken. Er is dus geen redelijk motief om het de kiezers gevestigd in het buitenland niet mogelijk te maken een persoon aan te wijzen die hun vertrouwen geniet, aangezien de risico's op misbruiken, die de beperking ingeschreven in artikel 147bis hebben verantwoord, voor hen niet bestaan.

B.18. Het Hof ziet niet de relevantie van de verplichting die de gemachtigde is opgelegd door de derde zin van het vierde lid van artikel 147ter, § 1. Doordat de duur van de volmacht beperkt is tot 31 december van het lopende jaar en de volmacht elk jaar moet worden bevestigd in de loop van de maand oktober, op straffe van verval, heeft de wetgever een maatregel genomen die, zoals de parlementaire voorbereiding van de wet aangeeft, wil voorkomen dat « men personen laat stemmen die ondertussen overleden zijn » (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-1122/2, p. 26). Bovendien een getuigschrift van leven eisen dat moet worden afgegeven door de diplomatieke of consulaire post waarvan de volmachtgever afhangt en dat op de dag van de verkiezing niet ouder mag zijn dan vijftien dagen, legt een bijkomende formaliteit op die niet redelijk verantwoord is, rekening houdend met de wijze waarop de diplomatieke posten zijn georganiseerd en verdeeld, en die overigens niet wordt geëist van kiezers gevestigd in België die bij volmacht stemmen.

B.19. Er dient dus te worden vernietigd, in het tweede lid van artikel 147ter, § 1, van het Kieswetboek, gewijzigd bij artikel 5 van de bestreden wet, de woorden « eerste en », het derde lid van hetzelfde artikel alsmede, in het vierde lid, de derde en vierde zin, en in de vijfde zin, de woorden « en dit getuigschrift ».

B.20. Wat de grief betreft afgeleid uit het feit dat de bestreden wet enkel de federale parlementsverkiezingen betreft, kan de wetgever niet worden verweten het de Belgen gevestigd in het buitenland niet mogelijk te hebben gemaakt deel te nemen aan alle parlementsverkiezingen. Hij kon immers van mening zijn dat het paste hun stemrecht enkel voor de federale parlementsverkiezingen te organiseren en de specifieke problemen die de Europese verkiezingen en de gemeenschap- en gewestverkiezingen opleveren pas aan te pakken in het licht van de resultaten van de opgedane ervaring.

B.21. De onmogelijkheid voor een Belgische kiezer verblijvend in het buitenland om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen volgt uit de artikelen 64, 4°, en 69, 4°, van de Grondwet en kan dus niet door het Hof worden beoordeeld.

B.22. Het Hof is niet bevoegd om de verkiezingen van 13 juni 1999 te vernietigen. Het kan ook de prejudiciële vraag voorgesteld door de verzoekers in de zaak nr. 1712 niet stellen, aangezien die vraag vreemd is aan de vragen die naar luid van artikel 234 (oud artikel 177) van E.G.-Verdrag aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen kunnen worden gesteld.

B.23. Gezien de beperkte draagwijdte van de vernietiging, handhaaft het Hof, met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, de gevolgen van de vernietigde bepalingen.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt, in artikel 147ter, § 1, van het Kieswetboek, zoals het opnieuw is opgenomen bij artikel 5 van de wet van 18 december 1998 tot wijziging van het Kieswetboek om het stemrecht toe te kennen aan de Belgen die gevestigd zijn in het buitenland, voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers :

— in het tweede lid, de woorden « eerste en »,

— het derde lid,

— in het vierde lid, de derde en vierde zin, en, in de vijfde zin, de woorden « en dit getuigschrift »;

verwerpt de beroepen voor het overige;

handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepalingen.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 4 oktober 2000, door de voormelde zetel, waarin rechter E. Cerexhe voor uitspraak is vervangen door rechter R. Henneuse, overeenkomstig artikel 110 van de voormelde wet.

De wnd. griffier,

R. Moerenhout.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 2000 — 2730

[C – 2000/21467]

Urteil Nr. 100/2000 vom 4. Oktober 2000

Geschäftsverzeichnisnummern 1712 und 1732

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 18. Dezember 1998 zur Abänderung des Wahlgesetzbuches im Hinblick auf die Gewährung des Stimmrechts für die Wahl der Föderalen Gesetzgebenden Kammern an Belgier, die sich im Ausland niedergelassen haben, erhoben von J.-P. Vandersmissen, L. Michel und J.-M. Henckaerts.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern P. Martens, E. Cerexhe, H. Coremans, A. Arts und E. De Groot, unter Assistenz des Referenten R. Moerenhout als stellvertretender Kanzler, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

II. *Gegenstand der Klagen*

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 23. und 30. Juni 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 24. Juni 1999 und 7. Juli 1999 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben J.-P. Vandersmissen, wohnhaft in Frankreich, F-75009 Paris, rue Notre-Dame de Lorette 56, und L. Michel, wohnhaft in 6061 Charleroi, rue Saint-Charles 65, einerseits und J.-M. Henckaerts, wohnhaft in der Schweiz, CH-1230 Nyon, Chemin d'Eysins 51, andererseits Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 18. Dezember 1998 zur Abänderung des Wahlgesetzbuches im Hinblick auf die Gewährung des Stimmrechts für die Wahl der Föderalen Gesetzgebenden Kammern an Belgier, die sich im Ausland niedergelassen haben (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Dezember 1998, zweite Ausgabe).

III. Verfahren

Durch Anordnungen vom 24. Juni 1999 und 7. Juli 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der jeweiligen Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes in diesen Rechtssachen nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 14. Juli 1999 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Die Klagen würden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 31. August 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. September 1999.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat in jeder Rechtssache mit am 18. Oktober 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen einen Schriftsatz eingereicht.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 8. Dezember 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Der klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1732 hat mit am 31. Januar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 30. November 1999 und vom 31. Mai 2000 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 23. Juni 2000 bzw. 23. Dezember 2000 verlängert.

Durch Anordnung vom 10. Mai 2000 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 30. Mai 2000 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 11. Mai 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 30. Mai 2000

— erschien RA M. Mahieu, beim Kassationshof zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter P. Martens und E. De Groot Bericht erstattet,

— wurde der vorgenannte Rechtsanwalt angehört,

— wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

— A —

In bezug auf die Rechtssache Nr. 1712

Standpunkt der Kläger

A.1. Um die Zulässigkeit ihrer Klage zu rechtfertigen, führt der erste Kläger, J.-P. Vandersmissen, seine Eigenschaft als in Frankreich niedergelassener belgischer Bürger an, und der zweite, L. Michel, seine Eigenschaft als Vorsitzender einer Partei, « PCN-NCP », dem die Möglichkeit entzogen werde, auf belgische, im Ausland niedergelassene Kandidaten zurückzugreifen, wie der erste Kläger, der sich lediglich für die Europawahlen zur Wahl stellen könne.

A.2. Die Kläger leiten fünf Klagegründe ab aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung durch das Gesetz vom 18. Dezember 1998 zur Abänderung des Wahlgesetzbuches im Hinblick auf die Gewährung des Stimmrechts für die Wahl der Föderalen Gesetzgebenden Kammern an Belgier, die sich im Ausland niedergelassen haben.

A.3. Sie bemängeln, daß dieses Gesetz einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen zwei Kategorien von Bürgern (erster Klagegrund) und zwei Kategorien von Wählern (zweiter Klagegrund) einführe, nämlich denjenigen, die in Belgien niedergelassen seien und hier ohne Formalitäten wählten, und denjenigen, die sich im Ausland niedergelassen hätten und eine beeindruckende Anzahl von Schritten unternehmen müßten, die jedes Jahr zu erneuern seien.

A.4. Sie behaupten, das Gesetz schaffe überdies eine Diskriminierung zwischen im Ausland niedergelassenen Belgiern zum Nachteil derjenigen, die keine Verwandten oder Verschwägerten belgischer Staatsangehörigkeit mit Wahlrecht hätten und die somit keinen Bevollmächtigten zum Wählen bezeichnen könnten (dritter Klagegrund).

A.5. Sie machen geltend, das Gesetz diskriminiere den im Ausland niedergelassenen Wähler, der per Vollmacht wähle und der, obwohl er Mitglied eines Wahlkollegiums sei, nicht kandidieren dürfe (vierter Klagegrund).

A.6. Sei sind schließlich der Meinung, daß die Schritte und Formalitäten, die den im Ausland niedergelassenen Wählern auferlegt würden und die sie als « grotesk » bezeichnen, noch durch deren Kosten erschwert würden, die sich auf mehr als 10.000 belgische Franken belaufen könnten, während der absolute Grundsatz des belgischen Wahlrechtes die Unentgeltlichkeit aller Wahlhandlungen sei (fünfter Klagegrund). Diese Formalitäten hätten im übrigen fast alle im Ausland niedergelassenen Wähler entmutigt, da nur achtzehn unter ihnen schließlich das Wahlrecht erhalten hätten, obwohl sie mehrere hunderttausend Personen seien, und dies bestätige das unannehmbare Ungleichgewicht zwischen der Zielsetzung des Gesetzes und den dadurch auferlegten Verwaltungsvorschriften.

A.7. Die Kläger fordern in der Hauptsache die Nichtigerklärung des angefochtenen Gesetzes sowie die Nichtigerklärung der Parlamentswahlen (Kammer und Senat) vom 13. Juni 1999.

A.8. Hilfsweise bitten die Kläger den Hof, dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften die nachstehende präjudizielle Frage zu stellen:

« Verstoßt das obenerwähnte Gesetz, dessen Nichtigkeit vor dem Schiedshof beantragt wird, gegen die elementarsten demokratischen Rechte der belgischen Bürger, die sich im Ausland niedergelassen haben, oder der Kandidaten von Listen, die den Wählern bei den Parlamentswahlen in den belgischen Wahlkollegien vorgelegt werden? »

Ist im Bereich der Rechtsvergleichung das angefochtene Gesetz gleichwertig oder übereinstimmend mit anderen Bestimmungen der anderen Mitgliedstaaten und entspricht es den demokratischen Rechten von im Ausland niedergelassenen belgischen Bürgern oder von Kandidaten für die Wahlen, so wie sie organisiert werden?

Die Kläger fügen ihrer Frage die Beanstandungen an dem angefochtenen Gesetz bei, so wie sie in den in dieser Klageschrift formulierten Klagegründen angeführt sind. »

Schriftsatz des Ministerrates

A.9. Der Ministerrat richtet sich hinsichtlich des Interesses der Kläger nach dem Ermessen des Hofes, fügt jedoch hinzu, daß es J.-P. Vandersmissen obliege, den Nachweis seines Niederlassungsortes in Frankreich zu erbringen.

A.10. Der Ministerrat erachtet den ersten und den zweiten Klagegrund als unzulässig, insofern darin nicht die angefochtenen Bestimmungen des Gesetzes vom 18. Dezember 1998 angeführt seien. Hilfsweise und insofern man davon ausgehen könne, daß sie gegen Artikel 2 § 5 des Gesetzes gerichtet seien, der vorsehe, daß die Wahl der im Ausland niedergelassenen Belgier per Vollmacht geschehen müsse, erwidert der Ministerrat, dabei handele es sich um eine Opportunitätsentscheidung des Gesetzgebers hinsichtlich einer Kategorie von Wählern, die nicht mit den in Belgien niedergelassenen Wählern zu vergleichen seien. Er erinnert daran, daß die Wahl früher auf die in Belgien ansässigen Belgier beschränkt gewesen sei, die ihre Stimme entweder persönlich oder per Vollmacht abgeben hätten, wobei diese letztere Möglichkeit des Wählens mit Bedingungen zur Vermeidung von Mißbräuchen verknüpft gewesen sei. Der Ministerrat vertritt den Standpunkt, daß die für die im Ausland niedergelassenen Belgier eingeführten Bestimmungen den spezifischen Merkmalen ihrer Lage angepaßt seien und daß sie vernünftig seien und im Verhältnis zur Zielsetzung stünden.

A.11. Nachdem der Ministerrat festgestellt hat, daß sich die Kritik der Kläger gegen Artikel 2 § 1 Absatz 3 letzter Satz und Artikel 2 § 4 Nr. 2 Absätze 3 und 5 des angefochtenen Gesetzes richte, legt er dar, daß diese Bestimmungen nicht diskriminierend seien. Er ist der Meinung, es sei vernünftig gerechtfertigt zu verlangen, daß der vom Wähler bezeichnete Bevollmächtigte im Bevölkerungsregister einer belgischen Gemeinde eingetragen sei, daß er wahlberechtigt sei und daß er der Ehegatte, ein Verwandter oder Verschwägerter des Wählers sei, wobei diese letztere Bedingung, die in Artikel 147bis § 2 des Wahlgesetzbuches vorgesehen sei, auf die im Ausland niedergelassenen Belgier angewandt werden müsse, da sie andernfalls in den Vorteil einer günstigeren Regelung gelangten.

A.12. Der Ministerrat führt an, der vierte Klagegrund beruhe auf einem Rechtsirrtum, da es in keiner Weise gerechtfertigt sei, daß Belgier, die ihren ständigen Aufenthalt im Ausland hätten, sich zur Wahl stellen könnten, denn sie wiesen nicht in ausreichendem Maße eine tatsächliche Bindung zu Belgien auf; die Wahlberechtigung und die Wählbarkeit hingen nicht notwendigerweise zusammen. Der Vergleich mit den Europawahlen sei nicht sachdienlich.

A.13. Der fünfte Klagegrund sei nach Auffassung des Ministerrates ebenfalls unzulässig wegen mangelnder Präzision. Hilfsweise entbehre er einer Grundlage, da er nicht das Gesetz selbst bemängele, sondern dessen Anwendungsbedingungen. Das angefochtene Gesetz bilde einen « ersten Test », der im Hinblick auf die Änderung der Vorschriften einer Bewertung durch das Parlament unterliegen müsse. Der Hof könne nicht ohne Überschreitung seiner Zuständigkeit ein Gesetz mit dem einzigen Grund für nichtig erklären, daß seine Ziele nicht erreicht worden seien.

A.14. Schließlich macht der Ministerrat geltend, daß der Hof nicht befugt sei, die Parlamentswahlen vom 13. Juni 1999 für nichtig zu erklären, und daß die präjudizielle Frage der Kläger in keinem Zusammenhang zu den in Artikel 177 des EG-Vertrags angeführten Sachbereichen stehe.

In bezug auf die Rechtssache Nr. 1732

A.15. Der Kläger ist der Meinung, er habe in seiner Eigenschaft als Belgier im Ausland ein Interesse daran, daß den von ihm beanstandeten Diskriminierungen ein Ende gesetzt werde, damit er in Zukunft « wie jeder andere Belgier » an den Wahlen teilnehmen könne. Er fordere die Nichtigerklärung von Artikel 2 § 4 und § 5 des Gesetzes vom 18. Dezember 1998 « sowie des Gesetzes insgesamt ».

A.16. Es sei diskriminierend, daß im Ausland niedergelassene Belgier ihre Staatsangehörigkeit und ihr Alter nachweisen müßten, während die in Belgien wohnenden Belgier zu den Wahlen aufgerufen würden, wenn sie diese Bedingungen erfüllten, ohne sie jedoch nachweisen zu müssen, und während die diplomatische oder konsularische Vertretung des Ortes, an dem der im Ausland ansässige Belgier eingetragen sei, bereits über die erforderlichen Informationen verfüge, die auch anhand des Reisepasses nachzuweisen seien. Er ist der Meinung, die Beweislast sei für die im Ausland niedergelassenen Belgier derart formalistisch, daß die Beweiserbringung fast unmöglich sei.

A.17. Der Kläger unterstreicht, daß es sich beim Wahlrecht um ein wesentliches Recht handele, das durch Artikel 25 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte bestätigt worden sei. Einschränkungen dieses Rechtes verstießen nach seiner Meinung sowohl gegen diesen Artikel als auch gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Er ist der Auffassung, daß die unterschiedliche Lage der Belgier, je nachdem, ob sie ihren Aufenthalt in Belgien oder im Ausland hätten, nicht die von ihm angeprangerten Unterschiede rechtfertigen könne, wobei die Möglichkeit der Stimmabgabe im Ausland anhand eines einfacheren Verfahrens eingeführt werden könne, wie dasjenige, das es den Staatsangehörigen der Vereinigten Staaten von Amerika gestatte, auf einfache Vorlage ihres Reisepasses in der für sie zuständigen diplomatischen oder konsularischen Vertretung ein Eintragungsformular auszufüllen. Dieses Verfahren dauere zehn Minuten, während das vom belgischen Gesetzgeber ausgedachte Verfahren mindestens zwei Arbeitstage in Anspruch nehme.

A.18. Der Kläger ist der Auffassung, die durch Artikel 5 auferlegten Einschränkungen seien unvernünftig, insofern sie es nur gestatteten, als Bevollmächtigten einen Verwandten – und nicht eine Vertrauensperson, bei der es sich um einen Freund handeln könnte – zu bezeichnen, den man verpflichte, nachdem er am Ort seiner Eintragung seine Stimme abgegeben habe, am letzten Wohnort des Vollmachtgebers wählen zu gehen. Er bemängelt auch das Erfordernis der Offenkundigkeitsurkunde, mit der das Verwandtschafts- oder Verschwägerungsverhältnis nachgewiesen werde, sowie die Verpflichtung, mindestens fünfzehn Tage vor den Wahlen nachweisen zu müssen, daß der Vollmachtgeber am Leben sei.

Er vertritt den Standpunkt, die Stimmabgabe könne ohne Bevollmächtigten und ohne überflüssige Formalitäten in der für den Wähler zuständigen diplomatischen oder konsularischen Vertretung vorgenommen werden, und verweist erneut auf das in der Gesetzgebung der Vereinigten Staaten von Amerika vorgesehene Verfahren.

A.19. Der Kläger bemängelt ebenfalls die Bestimmungen, die eine jährliche Erneuerung der Vollmacht auferlegten, während diese Vollmacht bis auf Widerruf als gültig angesehen werden könne.

A.20. Der Kläger ist der Meinung, die Verpflichtung zur Stimmabgabe durch Vollmacht stelle an sich einen Verstoß gegen das in Artikel 25 des obenerwähnten Paktes anerkannte Recht dar, zumal diese Verpflichtung die Einschränkungen zur Folge habe, die er als unvernünftig betrachte.

A.21. Schließlich vertritt der Kläger den Standpunkt, es sei nicht gerechtfertigt, den im Ausland ansässigen Belgiern das Stimmrecht für die Parlamentswahlen zu gewähren, jedoch nicht für die Wahlen zum Europäischen Parlament und zu den Regional- oder Gemeinschaftsparlamenten.

Schriftsatz des Ministerrates

A.22. Der Ministerrat richte sich hinsichtlich des Interesses des Klägers nach dem Ermessen des Hofes, insofern der Kläger den Nachweis liefere, daß sein Aufenthaltsort in der Schweiz liege.

A.23. Der Ministerrat erinnert daran, daß es — wie der Kläger dies zugebe — einen objektiven Unterschied zwischen den in Belgien niedergelassenen Belgiern und den sich im Ausland aufhaltenden Belgiern gebe, und vertritt den Standpunkt, der Kläger weise nicht *in concreto* nach, in welcher Hinsicht die von ihm bemängelten Regeln diskriminierend seien, da die von ihm angeführten faktischen Elemente sich auf Umstände bezögen, die keinen Zusammenhang zum Gesetz aufwiesen. Der Ministerrat führt die Formalitäten im einzelnen an und schlußfolgert, daß die dadurch auferlegten Bedingungen nicht übermäßig seien und den Bedingungen in bezug auf Staatsangehörigkeit, Alter und Wohnort entsprächen, die den in Belgien niedergelassenen belgischen Wählern auferlegt würden.

So entspreche auch die auf Ehre abgegebene Erklärung, nicht strafrechtlich verurteilt worden zu sein, der den in Belgien wohnhaften Belgiern auferlegten Bedingung, daß ihre Wahlberechtigung nicht verfallen oder ausgesetzt sei. Gemäß dem Ministerrat sei auch die Erklärung gerechtfertigt, wonach die Person im Staat ihrer Niederlassung nicht wahlberechtigt sei.

A.24. Was die Wahl per Vollmacht betrifft, unterstreicht der Ministerrat, daß es sich um eine Entscheidung des Gesetzgebers handle, nachdem er die bei den Europawahlen von 1994 festgestellten Schwierigkeiten der Briefwahl bewertet habe.

A.25. Der Ministerrat vertritt den Standpunkt, daß weder die Verpflichtung, einen im Bevölkerungsregister einer belgischen Gemeinde eingetragenen Bevollmächtigten zu bezeichnen, noch das Erfordernis, dem Antrag auf Zulassung als Wähler die auf einem kostenlosen Formular erstellte Vollmacht beizufügen, noch die Angaben, die darauf in bezug auf den Vollmachtgeber und den Bevollmächtigten zu vermerken seien, eine unvernünftige und diskriminierende Einschränkung für die Ausübung des Wahlrechtes darstellten. Er bestreitet, daß der Gesetzgeber einen übertriebenen Formalismus an den Tag gelegt habe, wiederholt, daß ein Register aller im Ausland wohnhaften Belgier gegen den Schutz des Privatlebens verstoßen könnte, und bezweifelt, daß das vom Kläger angeregte System weniger kompliziert wäre als das von ihm bemängelte System.

A.26. Die Liste der Personen, die als Bevollmächtigte in Frage kämen, sei in Artikel 147*bis* § 2 Absätze 1 und 5, § 3 Absatz 3 und § 5 des Wahlgesetzbuches angeführt, auf den Artikel 5 des angefochtenen Gesetzes verweise. Der Ministerrat leite daraus ab, daß keinerlei Unterscheidung zwischen Belgiern vorgenommen werde, je nachdem, ob sie sich in Belgien oder im Ausland aufhielten, und daß der Gleichheitsgrundsatz somit nicht habe verletzt werden können. Die Möglichkeit, eine Vertrauensperson als Bevollmächtigten zu bezeichnen, sei in Artikel 147*bis* des Wahlgesetzbuches in der durch das Gesetz vom 5. Juli 1976 abgeänderten Fassung vorgesehen gewesen; das System sei 1982 abgeändert worden, da Mißbräuche festgestellt worden seien, vor allem an Orten, wo sich kranke oder gebrechliche Personen befänden, die sich nicht zum Wahllokal begeben könnten, was die Einführung der im jetzigen Text vorhandenen Einschränkungen rechtfertige (*Parl. Dok.*, Kammer, 1981-1982, Nr. 235/3, S. 2; *Ann*, Kammer, 1981-1982, Sitzung vom 26. Mai 1982, SS. 1704 und 1709).

Die Debatten vor der Verabschiedung des Gesetzes vom 28. Juli 1987, das die Möglichkeit geschaffen habe, einem Verwandten oder Verschwägerten bis zum dritten Grad eine Vollmacht zu erteilen, während der vorherige Text den zweiten Grad vorgesehen habe, drückten den Willen des Gesetzgebers aus, ein Gleichgewicht zu finden zwischen der realen Möglichkeit, per Vollmacht wählen zu können, und der Bekämpfung von Mißbräuchen (*Parl. Dok.*, Kammer, 1985-1986, Nr. 591/3, S. 2). Gemäß dem Ministerrat obliege es nicht dem Hof, dieses Gleichgewicht neu zu definieren, solange dessen Unverhältnismäßigkeit nicht erwiesen sei.

A.27. Das Erfordernis der Vorlage einer Offenkundigkeitsurkunde sei ebenfalls nicht zu bemängeln. Es sei im übrigen in Artikel 147*bis* § 2 Absatz 3 des Wahlgesetzbuches für die in Belgien wohnhaften Wähler vorgesehen, die ihre Stimme per Vollmacht abgaben.

A.28. Was den Ort der Stimmabgabe betreffe, sei die Verpflichtung, in der Gemeinde des letzten Wohnortes des Vollmachtgebers zu wählen, vergleichbar mit dem für in Belgien niedergelassene Wähler geltenden Erfordernis. Hätte man dem Wähler diese Entscheidung überlassen, hätte dies die Lage verwaltungsmäßig komplizierter gemacht und die Ergebnisse verfälscht. Mit der gewählten Lösung habe man unter anderem « das Risiko der Manipulation der Wahlen eingeschränkt » (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-1122/2, S. 25).

A.29. Der Ministerrat ist der Meinung, die durch Artikel 5 *in fine* geforderte Lebensbescheinigung beschränke auf strikte Weise das Risiko, daß eine Stimme im Namen einer verstorbenen Person abgegeben werde.

A.30. Die zeitliche Beschränkung der Vollmacht sei gerechtfertigt gewesen durch das Erfordernis einer « regelmäßigen Bewertung, und sei es nur, um zu vermeiden, daß man Personen wählen läßt, die mittlerweile verstorben sind » (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-1122/2, S. 26).

Der Ministerrat fügt hinzu, auch diese Frage liege ausschließlich im Ermessen des Gesetzgebers.

A.31. Die gegen Artikel 5 gerichtete Kritik laufe nach Ansicht des Ministerrates darauf hinaus, den eigentlichen Grundsatz der Stimmabgabe per Vollmacht zu kritisieren, während er auch auf die in Belgien niedergelassenen Belgier Anwendung finde, was jegliche Diskriminierung ausschließe. Die Entscheidung für diesen Wahlmodus sei sachdienlich. Das Erfordernis eines Verwandtschaftsverhältnisses begünstige die Beachtung des ausdrücklichen Willens des Vollmachtgebers durch den Bevollmächtigten. Die im Ausland niedergelassenen Wähler könnten ihre Stimme nur auf diese Weise abgeben, gerade weil sie nicht in Belgien wohnten, und dieser Umstand rechtfertige, daß sie nicht die gleichen Wahlmöglichkeiten hätten wie die in Belgien niedergelassenen Wähler.

A.32. Schließlich vertritt der Ministerrat den Standpunkt, der Gesetzgeber habe davon ausgehen können, daß die Wahlberechtigung der im Ausland niedergelassenen Belgier für die Wahl der föderalen gesetzgebenden Kammern ein erster Versuch gewesen sei und daß es dem Gesetzgeber obliege, sie gegebenenfalls auf andere Wahlen auszudehnen, ohne daß diese Entscheidung als diskriminierend angesehen werden könne.

B.1. Artikel 61 der Verfassung bestimmt:

« Die Mitglieder der Abgeordnetenkommission werden unmittelbar von den Bürgern gewählt, die das achtzehnte Lebensjahr vollendet haben und sich nicht in einem der durch Gesetz bestimmten Ausschließungsfälle befinden.

Jeder Wähler hat ein Recht auf nur eine Stimme. »

Artikel 1 des Wahlgesetzbuches sieht vor, daß man außerdem Belgier und im Bevölkerungsregister einer belgischen Gemeinde eingetragen sein muß, um bei den Parlamentswahlen wählen zu können.

Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes vom 18. Dezember 1998 führt einen neuen Artikel 2 in dieses Gesetzbuch ein, der es jeder im Ausland niedergelassenen Person belgischer Staatsangehörigkeit gestattet, ihre Eigenschaft als Wähler zu behalten oder zu erwerben. Er legt die Bedingungen, denen diese Wähler unterliegen, sowie die Modalitäten für ihre Stimmabgabe fest.

B.2. Es obliegt dem Verfassungsgeber und dem Gesetzgeber, festzulegen, ob und unter welchen Bedingungen die im Ausland niedergelassenen Belgier ihr aktives und passives Wahlrecht ausüben können; dies findet insbesondere ebenfalls Ausdruck in Artikel 25 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte.

B.3.1. Die Kläger führen in all ihren Klagegründen, mit Ausnahme eines Klagegrundes, an, die angefochtene Gesetzgebung enthalte eine Diskriminierung zwischen den belgischen Wählern, je nachdem, ob sie in Belgien oder im Ausland niedergelassen seien.

B.3.2. Der beanstandete Behandlungsunterschied beruht auf einem objektiven Kriterium entsprechend dem Wohnort der Wähler. Dieses Kriterium ist sachdienlich in bezug auf die Zielsetzung, eine wirksame Kontrolle der Bedingungen, denen die Wähler entsprechen müssen, zu ermöglichen.

Der Umstand, daß der Wähler seinen Hauptwohnsitz nicht in Belgien hat, macht Kontrollen erforderlich, die nicht gerechtfertigt wären für einen Wähler, der in einem von belgischen Gemeinden geführten Bevölkerungsregister eingetragen ist. Dieser letztere Wähler wird in den meisten Fällen persönlich im Wahllokal mit seinem Personalausweis vorstellig, so daß leicht zu überprüfen ist, ob er in der im Wahlbüro hinterlegten Liste eingetragen ist und ob er somit alle Bedingungen erfüllt, um wählen zu können.

B.4. Der Hof kann die verschiedenen Modalitäten, die für die im Ausland niedergelassenen Wähler vorgesehen sind, nur tadeln, wenn sie sich als nicht sachdienlich im Vergleich zu der unter B.3.2 angeführten Zielsetzung erweisen würden oder wenn sie unverhältnismäßig zu dieser Zielsetzung wären.

B.5. Die Entscheidung, für die im Ausland niedergelassenen Wähler auf eine Wahl per Vollmacht zurückzugreifen, fällt in die Ermessensbefugnis des Gesetzgebers. Diese Befugnis wurde ausgeübt, nachdem man festgestellt hat, daß die für die Europawahlen von 1994 angewandte Briefwahl zu zahlreichen praktischen Problemen geführt hat (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1742/3, SS. 10 und 11).

Es obliegt nicht dem Hof, mit seiner Beurteilung an die Stelle der Beurteilung des Gesetzgebers zu treten, während nichts darauf hindeutet, daß die Beurteilung des Gesetzgebers offensichtlich fehlerhaft wäre. Die Möglichkeit, die Wähler in den für sie zuständigen diplomatischen oder konsularischen Vertretungen wählen zu lassen, ist eine Entscheidung, deren praktische Umsetzbarkeit vom Gesetzgeber zu bewerten ist, dies unter Berücksichtigung der Weise, wie diese Vertretungen organisiert und verteilt sind.

B.6. Es muß jedoch geprüft werden, ob durch die Art und Weise der Organisation der Wahl per Vollmacht keine Zwänge auferlegt werden, die nicht vernünftig gerechtfertigt wären.

B.7. Aus den Verfahrensunterlagen der klagenden Parteien wird ersichtlich, daß ihre Beschwerden gegen Artikel 2 § 4, Artikel 2 § 5 und Artikel 5 des angefochtenen Gesetzes gerichtet sind.

B.8. Artikel 2 § 4 bestimmt:

« Jede in § 2 erwähnte Person reicht ihren Antrag auf Zulassung als Wähler anhand eines Formulars ein, dessen Muster vom König festgelegt wird und das ordnungsgemäß ausgefüllt und unterzeichnet an die für sie zuständige belgische diplomatische oder konsularische Vertretung gerichtet werden muß.

Die Einreichung eines solchen Antrags führt zur Eintragung des Antragstellers ins Nationalregister von seiten der diplomatischen oder konsularischen Vertretung, die den Antrag erhält.

Der Betreffende erbringt im Antrag den Nachweis:

1. daß er Belgier ist,
2. daß er das achtzehnte Lebensjahr vollendet hat,
3. daß er seinen gewöhnlichen Wohnort auf dem Staatsgebiet des Staates hat, in dem er sich niedergelassen hat, und daß er die zu diesem Zweck erforderlichen Aufenthaltserlaubnisse besitzt.

In diesem Antrag erklärt er auf Ehre:

1. daß im Staat, in dem er sich niedergelassen hat, kein Urteil gegen ihn ausgesprochen wurde, das für ihn die Aberkennung oder Aussetzung des Wahlrechts bedeuten würde, wäre es in Belgien ausgesprochen worden,
2. daß er kein Stimmrecht für die Parlamentswahlen im Staat hat, in dem er sich niedergelassen hat.

Außerdem vermerkt er in diesem Antrag Name, Vornamen, Geschlecht, Anschrift und Gemeinde des Wohnortes in Belgien des Wählers, den er als Bevollmächtigten bestimmt, um in seinem Namen zu wählen, und gegebenenfalls die belgische Gemeinde, in der er zuletzt gewohnt hat, bevor er sich im Ausland niedergelassen hat.

Der Bevollmächtigte muß in den Bevölkerungsregistern einer belgischen Gemeinde eingetragen sein.

Die Vollmacht, die der Belgier, der sich im Ausland niedergelassen hat, zu den in vorhergehendem Absatz erwähnten Zwecken ausstellt, wird dem Antrag beigefügt. Sie wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster vom König festgelegt wird und das kostenlos von der für den Betreffenden zuständigen belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertretung zur Verfügung gestellt wird.

In der vom Vollmachtgeber und Bevollmächtigten ordnungsgemäß unterzeichneten und datierten Vollmacht werden in jedem Fall Name, Vornamen, Geburtsdatum und Anschrift des Vollmachtgebers und Bevollmächtigten und gegebenenfalls die Gemeinde des letzten Wohnortes des Vollmachtgebers in Belgien angegeben.

Die Vollmacht kann vom Vollmachtgeber auch ganz mit der Hand ausgestellt werden, insofern alle Vermerke des vom König festgelegten Musters darin aufgenommen und alle Rubriken dieses Musters ordnungsgemäß ausgefüllt werden. »

B.9. Keine dieser Bestimmungen läßt einen Behandlungsunterschied erkennen, der nicht gerechtfertigt wäre im Verhältnis zu den in Belgien niedergelassenen Wählern. Im Gegenteil, damit soll einerseits dem Wähler gestattet werden, nachzuweisen, daß er die Wahlbedingungen erfüllt, und andererseits sollen damit die Elemente festgelegt werden, die auf der Vollmacht vermerkt sein müssen, mit der er einen in Belgien niedergelassenen Wähler bevollmächtigt, an seiner Stelle zu wählen. Die durch diese Bestimmung auferlegten Formalitäten sind zwar umfangreicher als diejenigen, die ein in Belgien niedergelassener Wähler erfüllen muß, doch dies ist darauf zurückzuführen, daß sich diese Elemente für letzteren aus der Einsichtnahme in Register und Dokumente ergeben, ohne daß er selbst hierfür den Nachweis liefern muß.

Insofern die Klagegründe sich gegen diese Bestimmungen richten, sind sie unbegründet.

B.10. Artikel 2 § 5 des angefochtenen Gesetzes bestimmt:

« Die in den Paragraphen 1 und 4 erwähnte Vollmacht ist gültig bis zum 31. Dezember des Jahres ihrer Ausstellung.

Ist die Vollmacht in den drei Monaten vor dem 31. Dezember ausgestellt worden, so wird ihre Gültigkeit bis zum 31. Dezember des folgenden Jahres verlängert.

Unbeschadet des Absatzes 2 kann jede in § 1 oder § 2 erwähnte Person jedes Jahr im Laufe des Monats Oktober bei der für sie zuständigen belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertretung schriftlich erklären, daß sie die Vollmacht, durch die sie einen Wähler bevollmächtigt, um in ihrem Namen zu wählen, bestätigt.

Mangels solcher Bestätigungserklärung verliert die Vollmacht ihre Gültigkeit.

Jedes Jahr im Laufe des Monats November übermittelt die diplomatische oder konsularische Vertretung die Bestätigungserklärung an die Gemeinde des letzten Wohnortes des Vollmachtgebers in Belgien oder, wenn dieser nie in Belgien gewohnt hat, an die Gemeinde des Wohnortes des Wählers, den er als Bevollmächtigten bestimmt hat.

Erhält das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der in vorhergehendem Absatz erwähnten Gemeinde keine solche Bestätigungserklärung, so trägt es in das in Artikel 11 § 1 erwähnte Wählerregister ein, daß die Ausübung des Stimmrechts des Vollmachtgebers ausgesetzt ist, und notifiziert dem betreffenden Wähler über die für ihn zuständige diplomatische oder konsularische Vertretung diese ordnungsgemäß mit Gründen versehene Aussetzung.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium, das die Ausübung des Stimmrechts des Vollmachtgebers ausgesetzt hat, teilt außerdem dem Bevollmächtigten mit, daß seiner Vollmacht ein Ende gesetzt worden ist.

[...] »

B.11. Für die im Ausland niedergelassenen Wähler verfügen die belgischen Behörden nicht über die Möglichkeiten zu prüfen, ob sie zum Zeitpunkt der Wahlen noch immer im Ausland niedergelassen sind und ob sie am Leben sind. Die Verpflichtung, eine Vollmacht bestätigen zu lassen, die andernfalls nicht mehr gültig ist, bietet ein Mittel zum Erreichen des Ziels, es unmöglich zu machen, daß der Bevollmächtigte seine Stimme abgeben kann, während der Vollmachtgeber nicht mehr im Ausland niedergelassen ist, nicht mehr lebt oder nicht seine Absicht kundgetan hat, die Vollmacht, um in seinem Namen zu wählen, aufrechtzuerhalten. Keine der Bestimmungen von Artikel 2 § 5 verlangt Formalitäten oder Schritte, die unverhältnismäßig zu diesem Ziel wären.

B.12. Artikel 5 des angefochtenen Gesetzes ändert Artikel 147ter des Wahlgesetzbuches ab, indem er ihn durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 147ter. § 1. Belgische Wähler, die sich im Ausland niedergelassen haben und die in der in Artikel 11 § 2 erwähnten Wählerliste eingetragen sind, wählen mittels Vollmacht.

Die Bestimmungen von Artikel 147bis § 2 Absatz 1 und 5, § 3 Absatz 3 und § 5 sind anwendbar.

Der Bürgermeister der Gemeinde, in der der Bevollmächtigte eingetragen ist, bescheinigt auf dem Vollmachtsformular das Verwandtschafts- oder Verschwägerungsverhältnis zwischen Vollmachtgeber und Bevollmächtigtem. Der Bevollmächtigte legt zu diesem Zweck eine Offenkundigkeitsurkunde vor. Die Offenkundigkeitsurkunde wird dem Vollmachtsformular beigelegt.

Der Bevollmächtigte wählt im Namen seines Vollmachtgebers in der Gemeinde, in der dieser zuletzt in Belgien gewohnt hat, bevor er sich im Ausland niedergelassen hat, es sei denn, der Vollmachtgeber hat nie in Belgien gewohnt. In diesem Fall wählt der Bevollmächtigte im Namen seines Vollmachtgebers in der Gemeinde, in der er selbst als Wähler eingetragen ist. Um zur Stimmabgabe im Namen des Vollmachtgebers zugelassen zu werden, muß der Bevollmächtigte eine Bescheinigung vorlegen, in der bestätigt wird, daß der Vollmachtgeber, der ihn als Bevollmächtigten bestimmt hat, noch lebt. Diese Bescheinigung, deren Muster vom König festgelegt wird und die von der für den Vollmachtgeber zuständigen belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertretung ausgestellt wird, darf am Wahltag, an dem sie vorgelegt werden muß, nicht älter als fünfzehn Tage sein. Der Bevollmächtigte übergibt dem Vorsitzenden des Wahlbürovorstandes seinen Personalausweis und diese Bescheinigung und einen Auszug aus der Vollmacht, die ihn ermächtigt, im Namen seines Vollmachtgebers zu wählen. Anschließend legt er seine eigene Wahlaufforderung vor; darauf vermerkt der Vorsitzende: "Hat mittels Vollmacht gewählt", nachdem er in der in Artikel 11 § 2 erwähnten Wählerliste überprüft hat, ob der Bevollmächtigte tatsächlich vom Vollmachtgeber als Bevollmächtigter bestimmt worden ist.

§ 2. Belgische Wähler, die sich im Ausland niedergelassen haben, dürfen bei einer Rückkehr ins Land selbst wählen, insofern sie ihre Identität nachweisen und den in Artikel 107ter erwähnten Auszug aus der Vollmacht, durch die sie einen anderen Wähler bevollmächtigt haben, um in ihrem Namen zu wählen, vorlegen. »

B.13. Indem dieser Artikel auf Artikel 147bis § 2 Absätze 1 und 5, § 3 Absatz 3 und § 5 verweist, macht er folgende Bestimmungen anwendbar:

« Art. 147bis.

[...]

§ 2. Als Bevollmächtigte können nur entweder der Ehegatte oder ein Verwandter oder Verschwägerter bis zum dritten Grad bezeichnet werden, unter der Bedingung, daß er selbst Wähler ist.

[...]

Jeder Bevollmächtigte darf nur über eine Vollmacht verfügen.

§ 3. [...]

Das Formular für die Vollmacht wird vom Vollmachtgeber und vom Bevollmächtigten unterzeichnet.

[...]

§ 5. Die Vollmachten werden der in Artikel 146 Absatz 1 angeführten Auflistung beigelegt und dem Friedensrichter des Kantons mit dieser Auflistung übermittelt. »

B.14. Indem der Gesetzgeber die Auswahl der Personen, die als Bevollmächtigte in Frage kommen, auf den Ehegatten und auf Verwandte oder Verschwägerter bis zum dritten Grad beschränkt, hat er eine Maßnahme ergriffen, mit der sich gewisse Mißbräuche vermeiden lassen. In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 6. Juli 1982, mit dem Artikel 147*bis* abgeändert wurde, ist nämlich zu lesen, daß mit dem vorherigen System, das keine Beschränkung hinsichtlich der als Bevollmächtigte zu bestimmenden Personen enthielt, « eine hohe Zahl von Vollmachten » gesammelt werden konnten, « die oft nicht zu dem Zeitpunkt ausgefüllt wurden, als sie ausgestellt wurden, sondern nachträglich mit dem Namen eines dem kranken oder alten Wähler absolut unbekanntem Wählers versehen wurden, dem dieser nicht einmal mitteilen konnte, in welchem Sinne er zu wählen gedachte. Anonyme Vollmachten waren Gegenstand zahlreicher gerechtfertigter Beanstandungen. Indem die Auswahl des Bevollmächtigten auf einen nahen Verwandten oder Verschwägerten des Vollmachtgebers, nämlich bis zum zweiten Grad einschließlich, begrenzt wird, setzt der Entwurf möglichen Mißbräuchen ein Ende und bietet dennoch eine ausreichend große Auswahl » (*Parl. Dok.*, Kammer, 1981-1982, Nr. 235/3, S. 2).

B.15. Solche Erwägungen können es rechtfertigen, daß die in Belgien niedergelassenen belgischen Wähler, die sich meist wegen ihres Alters oder ihres Gesundheitszustandes nicht zum Wahllokal begeben können, als Bevollmächtigte nur mit ihnen verwandte Personen bestimmen können, jedoch keine Dritten, dies wegen der in Vergangenheit festgestellten Mißbräuche.

B.16. Sowohl im Vergleich zwischen im Ausland niedergelassenen Belgiern, je nachdem, ob sie in Belgien lebende Verwandte, die sie als ihre Bevollmächtigten bestimmen können, haben oder nicht, als auch im Vergleich zwischen den belgischen Wählern, je nachdem, ob sie in Belgien wohnhaft sind oder nicht, ist die angefochtene Maßnahme, die die beiden ersteren Kategorien unterschiedlich und die beiden letzteren ähnlich behandelt, hinsichtlich der im Ausland niedergelassenen Belgier nicht sachdienlich.

B.17. Die unter B.14 angeführten Erwägungen sind nämlich nicht sachdienlich in bezug auf die im Ausland niedergelassenen Belgier. Diese Wähler können sich nicht zum Wahllokal begeben, nicht weil ihr Alter oder ihr Gesundheitszustand es ihnen unmöglich macht, sondern weil sie nicht oder nicht mehr in Belgien niedergelassen sind. Die Auswahl ihrer Bevollmächtigten auf ihren Ehepartner und auf ihre Verwandten oder Verschwägerten zu beschränken, bedeutet, daß man ihnen die Wahlberechtigung entzieht, wenn sie in Belgien keine Verwandten oder Verschwägerten haben, die bereit wären, an ihrer Stelle zu wählen, oder wenn diese ebenfalls im Ausland niedergelassen sind. Es gibt also in bezug auf die im Ausland niedergelassenen Wähler keine vernünftige Begründung, um sie nicht eine Person bestimmen zu lassen, die ihr Vertrauen genießt, da in bezug auf sie nicht die Gefahren des Mißbrauchs bestehen, die die in Artikel 147*bis* vorgesehene Einschränkung gerechtfertigt haben.

B.18. In bezug auf die Verpflichtung des Bevollmächtigten durch den dritten Satz von Absatz 4 von Artikel 147*ter* § 1 erkennt der Hof nicht die Sachdienlichkeit. Da die Vollmacht nur eine begrenzte Dauer bis zum 31. Dezember des laufenden Jahres hat und jedes Jahr im Laufe des Monats Oktober bestätigt werden muß, um nicht hinfällig zu werden, hat der Gesetzgeber eine Maßnahme ergriffen, die — wie in den Vorarbeiten zum Gesetz vermerkt ist — vermeiden soll, daß « man Personen wählen läßt, die mittlerweile verstorben sind » (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-1122/2, S. 26). Außerdem eine Lebensbescheinigung zu verlangen, die von der diplomatischen oder konsularischen Vertretung, der der Vollmachtgeber untersteht, ausgestellt werden muß und frühestens fünfzehn Tage vor dem Wahldatum ausgefertigt werden darf, stellt eine zusätzliche Formalität dar, die angesichts der Organisation und Verteilung der diplomatischen Vertretungen nicht gerechtfertigt ist und die im übrigen nicht von den in Belgien niedergelassenen Wählern, die per Vollmacht wählen, verlangt wird.

B.19. Folglich sind in Absatz 2 von Artikel 147*ter* § 1 des Wahlgesetzbuches, der durch Artikel 5 des angefochtenen Gesetzes abgeändert wurde, die Wörter « 1 und », Absatz 3 desselben Artikels sowie in Absatz 4 der dritte und vierte Satz und im fünften Satz die Wörter « und diese Bescheinigung » für nichtig zu erklären.

B.20. In bezug auf die Beschwerde, die daraus abgeleitet ist, daß das angefochtene Gesetz nur die Wahlen zum föderalen Parlament betrifft, kann dem Gesetzgeber nicht vorgeworfen werden, den im Ausland niedergelassenen Belgiern nicht die Teilnahme an allen Parlamentswahlen erlaubt zu haben. Er konnte nämlich den Standpunkt vertreten, daß es angebracht sei, ihre Teilnahme nur für die föderalen Parlamentswahlen einzurichten und die spezifischen Probleme der Europa-, Gemeinschafts- und Regionalwahlen erst im Lichte der Ergebnisse der gewonnenen Erfahrungen in Angriff zu nehmen.

B.21. Daß es den im Ausland niedergelassenen belgischen Wählern nicht möglich ist, sich zur Wahl zu stellen, ergibt sich aus den Artikeln 64 Nr. 4 und 69 Nr. 4 der Verfassung und kann daher nicht vom Hof getadelt werden.

B.22. Der Hof ist nicht befugt, die Wahl vom 13. Juni 1999 für nichtig zu erklären. Er kann ebenfalls nicht die von den Klägern in der Rechtssache Nr. 1712 angeregte präjudizielle Frage stellen, da diese nicht zu denjenigen gehört, die gemäß Artikel 234 (vormals Artikel 177) des EG-Vertrags dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften gestellt werden können.

B.23. Angesichts der begrenzten Tragweite der Nichtigerklärung hält der Hof in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen aufrecht.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt in Artikel 147*ter* § 1 des Wahlgesetzbuches, so wie er durch Artikel 5 des Gesetzes vom 18. Dezember 1998 zur Abänderung des Wahlgesetzbuches im Hinblick auf die Gewährung des Stimmrechts für die Wahl der Föderalen Gesetzgebenden Kammern an Belgier, die sich im Ausland niedergelassen haben, wieder aufgenommen wurde,

— in Absatz 2 die Wortfolge « 1 und »,

— Absatz 3,

— in Absatz 4 den dritten und vierten Satz und im fünften Satz die Wortfolge « und diese Bescheinigung »

für nichtig;

weist die Klagen im übrigen zurück;

erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 4. Oktober 2000, durch die vorgenannte Besetzung, in der der Richter E. Cerehe bei der Urteilsverkündung gemäß Artikel 110 desselben Gesetzes durch den Richter R. Henneuse vertreten wird.

Der stellv. Kanzler,

R. Moerenhout.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN INTERNATIONALE SAMENWERKING

N. 2000 — 2731

[C — 2000/15116]

25 MEI 2000

Wet houdende instemming met het WEU-Akkoord
inzake veiligheid, gedaan te Brussel op 28 maart 1995 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het WEU-Akkoord inzake veiligheid, gedaan te Brussel op 28 maart 1995, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 mei 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADTDe Minister van Buitenlandse Zaken,
L. MICHELDe Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUTDe Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN—
Nota's

(1) Zitting 1999-2000.

Senaat.

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 20 januari 2000, nr. 2-306/1. — Verslag, nr. 2-306/2. — Tekst aangenomen in vergadering en overgezonden aan de Kamer, nr. 2-306/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergadering van 24 februari 2000.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Documenten. — Tekst overgezonden door de Senaat, nr. 50-476/1. — Verslag, nr. 50-476/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergadering van 6 april 2000.

VERTALING

HET WEU-AKKOORD INZAKE VEILIGHEID

De Hoge Verdragsluitende Partijen, hierna te noemen « de Partijen », bij het Verdrag van economische, sociale en culturele samenwerking en collectieve zelfverdediging, ondertekend te Brussel op 17 maart 1948, zoals gewijzigd en aangevuld bij het op 23 oktober 1954 te Parijs ondertekende Protocol en bij de andere Protocollen en Bijlagen die een integreerend deel daarvan uitmaken, hierna te noemen « het WEU-Verdrag »;

Gelet op de door de Hoge Verdragsluitende Partijen bij het Verdrag betreffende de Europese Unie genomen besluiten betreffende de uitvoering van een gemeenschappelijk buitenlands- en veiligheidsbeleid en de bijbehorende verklaring betreffende de Westeuropese Unie;

Bevestigend dat doeltreffend politiek overleg, technische en industriële samenwerking, samenwerking en operationele planning in het kader van humanitaire taken en vredeshandhavingstaken alsook activiteiten ten behoeve van crisis-beheer de verwezenlijking van de doelstellingen van het WEU-Verdrag en de bovengenoemde Verklaring ten goede komen;

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

F. 2000 — 2731

[C — 2000/15116]

25 MAI 2000

Loi portant assentiment à l'Accord de sécurité de l'UEO,
fait à Bruxelles le 28 mars 1995 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord de Sécurité de l'UEO, fait à Bruxelles le 28 mars 1995, sortira son plein et entier effect.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADTLe Ministre des Affaires étrangères,
L. MICHELLe Ministre de la Défense nationale,
A. FLAHAUTLe Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN—
Notes

(1) Session 1999-2000.

Sénat.

Documents. — Projet de loi déposé le 20 janvier 2000, n° 2-306/1. — Rapport, n° 2-306/2. — Texte adopté en séance et transmis à la Chambre, n° 2-306/3.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 24 février 2000.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 50-476/1. — Rapport, n° 50-476/2.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 6 avril 2000.

ACCORD DE SECURITE DE L'UEO

Les Hautes Parties Contractantes, ci-après désignées « les Parties », au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948 puis modifié et complété par le Protocole signé à Paris le 23 octobre 1954, ainsi que par les autres Protocoles et Annexes qui font partie intégrante de ce document, ci-après désigné « le Traité »;

considérant les décisions prises par les Hautes Parties Contractantes au Traité établissant l'Union européenne en ce qui concerne la mise en oeuvre d'une politique étrangère et de sécurité communes et la Déclaration relative à l'Union de l'Europe occidentale y incluse;

affirmant que des consultations politiques, une collaboration technique ou industrielle, une coopération et une planification opérationnelle efficaces dans le cadre de missions à caractère humanitaire, d'activités de maintien de la paix et d'opérations de gestion des crises facilitent la réalisation des objectifs du Traité et de la Déclaration susmentionnée;

Erkennend dat de activiteiten gericht op de verwezenlijking van deze doelstellingen de uitwisseling van gerubriceerde gegevens en gerubriceerd materiaal tussen de Partijen vergen;

Erkennend de noodzaak van herziening van de resolutie betreffende veiligheid binnen de Westeuropese Unie, aangenomen door de Raad van de Westeuropese Unie in WEU-document C(90)53 van 21 mei 1990;

Handelend voor zichzelf en namens de Westeuropese Unie;

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

De Partijen :

1) dragen zorg voor de bescherming en de beveiliging van gerubriceerde gegevens en gerubriceerd materiaal van de andere Partijen;

2) handhaven de door een Partij vastgestelde rubricering met betrekking tot van die Partije afkomstige gegevens en materiaal, en stellen alles in het werk om die gegevens en dat materiaal dienovereenkomstig te beveiligen;

3) gebruiken die gegevens en dat materiaal niet voor andere doeleinden dan die welke zijn vastgelegd in het WEU-Verdrag en de besluiten en resoluties die op het WEU-Verdrag betrekking hebben;

4) brengen deze gegevens en dat materiaal niet ter kennis van derde Partijen zonder de toestemming van degene van wie deze afkomstig zijn.

Artikel 2

Ter uitvoering van artikel 1 van dit Verdrag richten de Partijen een nationale veiligheidsorganisatie op en stellen zij nationale veiligheidsprogramma's vast, gebaseerd op de overeengekomen grondbeginselen en minimumnormen terzake, die worden uitgevoerd in het kader van de nationale stelsels van beveiliging, opdat op dit gebied een gemeenschappelijke beschermingsnorm wordt gehanteerd.

Artikel 3

1) De Partijen dragen er zorg voor dat al hun onderdanen die in de uitoefening van hun officiële functie toegang behoeven of toegang kunnen hebben tot vertrouwelijk of hoger gerubriceerd(e) gegevens of materiaal op passende wijze op hun betrouwbaarheid zijn onderzocht alvorens zij hun functie aanvaarden.

2) De procedure betreffende het betrouwbaarheidsonderzoek heeft tot doel vast te stellen of een persoon, gelet op zijn loyaliteit en betrouwbaarheid, toegang tot gerubriceerde gegevens mag hebben zonder een risico te vormen voor de veiligheid.

3) Op verzoek verlenen de Partijen elkaar bijstand met betrekking tot de procedure betreffende het betrouwbaarheidsonderzoek.

Artikel 4

Artikel 1 van dit Verdrag is van toepassing op gerubriceerde gegevens die en gerubriceerd materiaal dat een Partij ter kennis brengt of ter beschikking stelt ofwel van een andere Partij ofwel van ondergeschikte organen van de Raad, en omgekeerd.

Artikel 5

De Secretaris-Generaal draagt er zorg voor dat de bepalingen van dit Verdrag door de ondergeschikte organen van de Raad worden toegepast.

Artikel 6

Dit Verdrag belet de Partijen geenszins bilaterale verdragen te sluiten voor soortgelijke doeleinden. Dit verdrag laat bestaande bilaterale verdragen onverlet.

Artikel 7

Dit Verdrag treedt in de plaats van de resolutie betreffende de veiligheid binnen de Westeuropese Unie, aangenomen door de Raad van de WEU in document C(90)53 van 21 mei 1990.

Artikel 8

1) Dit Verdrag staat voor ondertekening open voor de Staten die Partij zijn bij het Verdrag van economische, sociale en culturele samenwerking en collectieve zelfverdediging, ondertekend te Brussel op 17 maart 1948, zoals gewijzigd en aangevuld bij het op 23 oktober 1954 te Parijs ondertekende Protocol, en bij de andere Protocollen en Bijlagen die een integrerend deel daarvan uitmaken.

2) De Regering van België is depositaris van dit Verdrag.

considérant que les activités axées sur la réalisation de ces objectifs nécessitent l'échange d'informations et de matériels classifiés entre les Parties;

conscientes de la nécessité d'une révision de la résolution relative à la sécurité de l'Union de l'Europe occidentale, adoptée par le Conseil de l'UEO dans le document C(90)53 du 21 mai 1990;

agissant en leur nom et au nom de l'Union de l'Europe Occidentale; sont convenues de ce qui suit :

Article 1

Les Parties :

1) veillent à la protection et à la sauvegarde des informations et des matériels classifiés des autres Parties;

2) conservent la classification de sécurité établie par une Partie quelconque pour des informations et des matériels émanant d'elle et mettent tout en oeuvre pour assurer la protection de ces informations et de ces matériels en conséquence;

3) s'abstiennent d'exploiter ces informations et ces matériels à des fins autres que celles prévues par le Traité ou les décisions et résolutions qui s'y rapportent;

4) s'abstiennent de communiquer ces informations et ces matériels à des Parties tierces sans l'accord de l'autorité d'origine.

Article 2

En application de l'Article 1 du présent Accord, les Parties créent une organisation et des programmes nationaux de sécurité fondés sur les principes de base et les normes minimales agréés en la matière; ceux-ci doivent être mis en oeuvre dans le cadre des systèmes de protection nationaux, de sorte qu'une norme commune soit appliquée à cet égard.

Article 3

1) Les Parties doivent s'assurer que tout ressortissant qui, dans l'accomplissement de ses fonctions officielles, aurait besoin d'accéder à des informations ou à des matériels classifiés confidentiel ou au-dessus ou pourrait avoir accès à de telles informations, possède une habilitation de sécurité appropriée avant sa prise de fonctions.

2) La procédure d'habilitation doit avoir pour but de déterminer si une personne peut, compte tenu de sa loyauté et de sa fiabilité, avoir accès à des informations classifiées sans constituer un risque pour la sécurité.

3) Sur demande, les Parties se portent mutuellement assistance en ce qui concerne la procédure d'habilitation de sécurité.

Article 4

L'Article 1 du présent Accord porte sur les informations et les matériels classifiés que l'une des Parties communique à une autre ou met à sa disposition ou communique à des organismes subsidiaires du Conseil ou met à leur disposition, et réciproquement.

Article 5

Le Secrétaire général doit s'assurer que les dispositions du présent Accord qui les concernent sont appliquées par les organismes subsidiaires du Conseil.

Article 6

Le présent Accord n'empêche nullement les Parties de conclure des accords bilatéraux à des fins similaires. Il ne modifie en rien les dispositions des accords bilatéraux existants.

Article 7

Le présent Accord annule et remplace la résolution relative à la sécurité à l'Union de l'Europe Occidentale adoptée par le Conseil de l'UEO dans le cadre du document C(90)53, du 21 mai 1990.

Article 8

1) Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats parties au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948 puis modifié et complété par le Protocole signé à Paris le 23 octobre 1954, ainsi que par les autres Protocoles et Annexes qui forment une partie intégrante de ce document.

2) Le dépositaire du présent Accord sera le Gouvernement de la Belgique.

3) De Staten kunnen uitdrukking geven aan hun instemming door dit Verdrag te worden gebonden door :

a) ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring; of

b) ondertekening onder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, gevolgd door bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring; of

c) toetreding.

4) Dit Verdrag treedt in werking dertig dagen na de datum waarop vier Staten hetzij dit Verdrag hebben ondertekend zonder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring hetzij hun akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding hebben nedergelegd.

5) Ten aanzien van een Staat die een akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van, dan wel van toetreding tot dit Verdrag nederlegt nadat aan de voorwaarden voor inwerkingtreding hiervan is voldaan, wordt de bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding van kracht dertig dagen na de datum van nederlegging.

Artikel 9

1) Na de inwerkingtreding staat dit Verdrag open voor toetreding door Staten die Partij worden bij het Verdrag van economische, sociale en culturele samenwerking en collectieve zelfverdediging, ondertekend te Brussel op 17 maart 1948, zoals gewijzigd en aangevuld bij het op 23 oktober 1954 te Parijs ondertekende Protocol, en bij de andere Protocollen en Bijlagen die een integrerend deel daarvan uitmaken.

2) Ten aanzien van een toetredende Staat treedt het Verdrag in werking dertig dagen na de datum van de nederlegging van de akte van toetreding bij de depositaris.

Artikel 10

Dit Verdrag kan door elke Partij worden opgezegd door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de depositaris, die alle andere Partijen van deze kennisgeving mededeling doet. De opzegging wordt van kracht één jaar na ontvangst van de kennisgeving door de depositaris. Zij laat uit hoofde van de bepalingen van dit Verdrag eerder aangegane verplichtingen en verkregen rechten of mogelijkheden evenwel onverlet.

Ten blijk van de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun onderscheiden Regeringen, dit Verdrag hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel op 28 maart 1995 in één exemplaar in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk gezaghebbend, dat zal worden nedergelegd in het archief van de Belgische regering, die voor eensluidend gewaarmerkte afschriften daarvan zal toezenden aan elk van de andere ondertekenaars.

Voor de Regering van België :

Brigitte Minart (adjunct-Permanent Vertegenwoordiger).

Voor de Regering van Frankrijk :

Z.E. Jean-Marie Guéhenno (Permanent Vertegenwoordiger).

Voor de Regering van Griekenland :

Z.E. Adamantios Vacalopoulos (Permanent Vertegenwoordiger).

Voor de Regering van Luxemburg :

Jean-Jacques Welfring (adjunct-Permanent Vertegenwoordiger).

Voor de Regering van Nederland :

Peter Feith (Permanent Vertegenwoordiger a.i.).

Voor de Regering van het Verenigd Koninkrijk :

Roland Smith, CMG (Zaakgelastigde).

Voor de Regering van Duitsland :

Z.E. Dr. Rüdiger Hartmann (Permanent Vertegenwoordiger).

Voor de Regering van Italië :

Z.E. Fabio Migliorini (Permanent Vertegenwoordiger).

Voor de Regering van Spanje :

Z.E. Luis Javier Casanova (Permanent Vertegenwoordiger).

Voor de Regering van Portugal :

Z.E. Antonio Martins da Cruz (Permanent Vertegenwoordiger).

WEU-AKKOORD INZAKE VEILIGHEID,

Gedaan te Brussel op 28 maart 1995.

3) Les Etats peuvent exprimer leur consentement à être liés par le présent Accord par :

a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou

b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou

c) adhésion.

4) Le présent Accord entre en vigueur trente jours après la date à laquelle quatre Etats ont soit signé l'Accord sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, soit déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

5) Pour un Etat qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Accord ou d'adhésion à celui-ci après que les conditions régissant son entrée en vigueur ont été remplies, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion prend effet trente jours après la date du dépôt.

Article 9

1) Une fois en vigueur, le présent Accord sera ouvert à l'accession d'Etats devenant parties au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948 puis modifié et complété par le Protocole signé à Paris le 23 octobre 1954, ainsi que par les autres Protocoles et Annexes qui font partie intégrante de ce document.

2) Pour tout Etat y accédant, l'Accord entrera en vigueur trente jours après la date du dépôt de l'instrument d'accession auprès du dépositaire.

Article 10

Le présent Accord pourra être dénoncé par chaque Partie au moyen d'une notification écrite de dénonciation adressée au dépositaire qui informera toutes les autres Parties de cette notification. La dénonciation prendra effet un an après réception de sa notification par le dépositaire. Toutefois, elle n'affectera pas les obligations contractées et les droits ou facultés acquis antérieurement par les Parties en vertu des dispositions du présent Accord.

En foi de quoi les Représentants ci-dessous, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 1995, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, chaque texte faisant également foi, qui sera versé aux archives du Gouvernement belge, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des autres signataires.

Pour le Gouvernement de la Belgique :

Mme Brigitte Minart (Représentant Permanent adjoint).

Pour le Gouvernement de la France :

S.E. M. Jean-Marie Guéhenno (Représentant Permanent).

Pour le Gouvernement de la Grèce :

S.E. M. Adamantios Vacalopoulos (Représentant Permanent).

Pour le Gouvernement du Luxembourg :

M. Jean-Jacques Welfring (Représentant Permanent adjoint).

Pour le Gouvernement des Pays-Bas :

M. Peter Feith (Représentant Permanent par interim).

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni :

M. Roland Smith, CMG (Chargé d'affaires).

Pour le Gouvernement de l'Allemagne :

S.E. Dr. Rüdiger Hartmann (Représentant Permanent).

Pour le Gouvernement de l'Italie :

S.E. M. Fabio Migliorini (Représentant Permanent).

Pour le Gouvernement de l'Espagne :

S.E. M. Luis Javier Casanova (Représentant Permanent).

Pour le Gouvernement du Portugal :

S.E. M. Antonio Martins da Cruz (Représentant Permanent)

ACCORD DE SECURITE DE L'UEO

Fait à Bruxelles le 28 mars 1995.

LIJST MET DE GEBONDEN STATEN				LISTE DES ETATS LIES			
STATEN	ONDERTEKENING	BEKRACHTIGING	INWERKING TREDING	ETATS	SIGNATURE	RATIFICATION	ENTRÉE EN VIGUEUR
	DEFINITIEVE ONDERTEKENING (D)				SIGNATURE DEFINITIVE (D)		
BELGIË	28 maart 1995	7 september 2000	7 oktober 2000	ALLEMAGNE	28 mars 1995	5 décembre 1997	4 janvier 1998
DUITSLAND	28 maart 1995	5 december 1997	4 januari 1998	BELGIQUE	28 mars 1995	7 septembre 2000	7 octobre 2000
FRANKRIJK	28 maart 1995 (D)		28 november 1996	ESPAGNE	28 mars 1995	19 février 1996	28 novembre 1996
GRIEKENLAND	28 maart 1995	18 augustus 1998	18 september 1998	FRANCE	28 mars 1995 (D)		28 novembre 1996
ITALIË	28 maart 1995	26 september 1997	26 oktober 1997	GRECE	28 mars 1995	18 août 1998	18 septembre 1998
LUXEMBURG	28 maart 1995			ITALIE	28 mars 1995	26 septembre 1997	26 octobre 1997
NEDERLAND	28 maart 1995	29 oktober 1996	28 november 1996	LUXEMBOURG	28 mars 1995		
PORTUGAL	28 maart 1995 (D)		28 september 1996	PAYS-BAS	28 mars 1995	29 octobre 1996	28 novembre 1996
SPANJE	28 maart 1995	19 februari 1996	28 november 1996	PORTUGAL	28 mars 1995 (D)		28 septembre 1996
VERENIGD KONINKRIJK	28 maart 1995	21 januari 1999	20 februari 1999	ROYAUME-UNI	28 mars 1995	21 janvier 1999	20 février 1999

N. 2000 — 2732

[2000/15129]

Akkoord betreffende het statuut van de missies en de vertegenwoordigers van Derde Staten bij de Noordatlantische Verdragsorganisatie, ondertekend te Brussel op 14 september 1994 (1). — Bekrachtiging door de Portugese Republiek

Op 26 juni 2000 is bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking van België de akte van bekrachtiging van de Portugese Republiek van bovengenoemd Akkoord ingekomen.

De nederlegging van de akte van bekrachtiging is gebeurd overeenkomstig het bepaalde in artikel 3, lid a van het Akkoord.

Het Akkoord is ten aanzien van de Portugese Republiek op 26 juni 2000 in werking getreden.

F. 2000 — 2732

[2000/15129]

Accord sur le statut des missions et des représentants d'Etats Tiers auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, signé à Bruxelles le 14 septembre 1994 (1). — Ratification par la République portugaise

Le 26 juin 2000 a été reçu au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération Internationale de Belgique, l'instrument de ratification de la République portugaise concernant l'accord cité sous objet.

Le dépôt de l'instrument de ratification a été effectué conformément aux dispositions de l'article 3 paragraphe a de l'accord.

Celui-ci est entré en vigueur à l'égard de la République portugaise, le 26 juin 2000.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 2000 — 2733 (2000 — 2706)

[C — 2000/11447]

11 OKTOBER 2000. — Koninklijk besluit tot in aanmerking komen van andere categorieën eindafnemers
Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 24 oktober 2000, blz. 35572, in de Nederlandse tekst, dient de titel te worden gelezen « Koninklijk besluit » in plaats van « Ontwerp van koninklijk besluit ».

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 2000 — 2733

[C — 2000/11447]

11 OCTOBRE 2000. — Arrêté royal déclarant éligibles d'autres catégories de clients finals
Erratum

Au *Moniteur belge* du 24 octobre 2000, page 35572, dans le texte néerlandais, le titre, il y a lieu de lire « Koninklijk besluit » au lieu de « Ontwerp van koninklijk besluit ».

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 2000 — 2734 (2000 — 2462)

[C — 2000/03649]

20 SEPTEMBER 2000. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven en tot opheffing van het ministerieel besluit nr. 21 van 5 mei 1999 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van de rubrieken XXIIIbis en XXXV van tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven en de diensten bij die tarieven. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 28 september 2000, nr. 189, 2e uitgave, blz. 33272 :

in de Nederlandse tekst van artikel 2, § 1, dient te worden gelezen : "rubriek XXXI. § 3. 3° tot 6°" in plaats van "rubriek XXXV. § 3. 3° tot 6°"

MINISTERE DES FINANCES

F. 2000 — 2734 (2000 — 2462)

[C — 2000/03649]

20 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, et abrogeant l'arrêté ministériel n° 21, du 5 mai 1999, réglant les modalités d'application des rubriques XXIIIbis et XXXV du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, ainsi que l'arrêté ministériel, du 25 août 1999, modifiant l'arrêté ministériel n° 21, du 5 mai 1999, réglant les modalités d'application des rubriques XXIIIbis et XXXV du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.
Erratum

Au *Moniteur belge* du 28 septembre 2000, n° 189, 2ème édition, p. 33272 :

dans le texte néerlandais de l'article 2, § 1^{er}, il faut lire "rubriek XXXI, § 3. 3° tot 6°" au lieu de "rubriek XXXV, § 3. 3° tot 6°".

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2000 — 2735

[C — 2000/22732]

25 SEPTEMBER 2000. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op de artikelen 87, 88, 93, 94, derde lid, 97 en 99;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 21 april 1987, 11 augustus 1987, 7 november 1988, 12 oktober 1989, 20 december 1989, 23 juni 1990, 10 juli 1990, 28 november 1990, 28 februari 1991, 20 maart 1991, 10 april 1991, 20 november 1991, 21 november 1991, 19 oktober 1992, 30 oktober 1992, 30 december 1993, 23 juni 1994, 19 juli 1994, 28 december 1994, 27 december 1995, 30 december 1996, 8 september 1997, 10 december 1997, 29 december 1997, 26 augustus 1998, 30 december 1998, 24 maart 1999, 15 juni 1999, 22 juni 1999 en 23 december 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 1999 tot vaststelling van de nadere regelen bedoeld in artikel 32 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, met betrekking tot de aard en het aantal bedden waarvan de desaffectatie in aanmerking mag komen om de ingebruikneming van ziekenhuisbedden mogelijk te maken, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 februari 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 augustus 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de rechtszekerheid gebiedt dat de ziekenhuisbeheerders dringend in kennis worden gesteld van de in 2000 vigerende voorwaarden en regelen inzake de financiering van de ziekenhuizen zodat ze tijdig de nodige maatregelen kunnen treffen;

Overwegende dat alle reconversies van bedden in de psychiatrie voorzien door het koninklijk besluit van 16 juni 1999 tot vaststelling van nadere regelen bedoeld in artikel 32 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, met betrekking tot de aard en het aantal bedden waarvan de desaffectatie in aanmerking mag komen om de ingebruikneming van ziekenhuisbedden mogelijk te maken, ook moeten genieten van de recyclage voorzien in artikel 48, § 2 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 48, § 2 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten, laatst gewijzigd bij de ministerieel besluit van 23 december 1999, worden de woorden « artikelen 4 en 5 » vervangen door de woorden « artikelen 4, 5 en 6 behalve voor wat betreft de desaffectatie van C-, D-, G- en E-bedden naar Sp- bedden ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 25 september 2000.

F. VANDENBROUCKE

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2000 — 2735

[C — 2000/22732]

25 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant, pour les hôpitaux et les services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de la journée d'hospitalisation, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota des journées d'hospitalisation

Le Ministre des Affaires Sociales,

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment les articles 87, 88, 93, 94, troisième alinéa, 97 et 99;

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant, pour les hôpitaux et les services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de la journée d'hospitalisation, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota de journées d'hospitalisation, modifié par les arrêtés ministériels des 21 avril 1987, 11 août 1987, 7 novembre 1988, 12 octobre 1989, 20 décembre 1989, 23 juin 1990, 10 juillet 1990, 28 novembre 1990, 28 février 1991, 20 mars 1991, 10 avril 1991, 20 novembre 1991, 21 novembre 1991, 19 octobre 1992, 30 octobre 1992, 30 décembre 1993, 23 juin 1994, 19 juillet 1994, 28 décembre 1994, 27 décembre 1995, 30 décembre 1996, 8 septembre 1997, 10 décembre 1997, 29 décembre 1997, 26 août 1998, 30 décembre 1998, 24 mars 1999, 15 juin 1999, 22 juin 1999 et 23 décembre 1999;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 1999 précisant les règles, visées à l'article 32 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, relatives au type et au nombre de lits dont la désaffectation peut permettre la mise en service de lits hospitaliers, modifié par les arrêtés royaux du 18 février 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 août 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la sécurité juridique impose qu'il faut d'urgence informer les gestionnaires des hôpitaux des conditions et des règles en vigueur pour le financement des hôpitaux en 2000, afin qu'ils puissent prendre en temps utile les mesures nécessaires;

Considérant que toutes les reconversions de lits en psychiatrie prévues par l'arrêté royal du 16 juin 1999 précisant les règles, visées à l'article 32 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, relatives au type et au nombre de lits dont la désaffectation peut permettre la mise en service de lits hospitaliers doivent aussi bénéficier du recyclage prévu à l'article 48, §2 de l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant, pour les hôpitaux et les services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de la journée d'hospitalisation, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota de journées d'hospitalisation,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 48, § 2 de l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant, pour les hôpitaux et les services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de journée d'hospitalisation, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota des journées d'hospitalisation modifié, en dernier lieu, par l'arrêté ministériel du 23 décembre 1999, les mots « articles 4 et 5 » sont remplacés par les mots « articles 4, 5 et 6 sauf en ce qui concerne la désaffectation des lits C, D, G et E en lits Sp ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 septembre 2000.

F. VANDENBROUCKE

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2000 — 2736

[C — 2000/00590]

16 AUGUSTUS 2000. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van de wet van 27 april 1999 tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1°, en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van de wet van 27 april 1999 tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van de wet van 27 april 1999 tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 16 augustus 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 2000 — 2736

[C — 2000/00590]

16 AOUT 2000. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de la loi du 27 avril 1999 modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1°, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de la loi du 27 avril 1999 modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de la loi du 27 avril 1999 modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 16 août 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Bijlage - Annexe

MINISTERIUM DES INNERN

27. APRIL 1999 — Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

Artikel 1 - Vorliegendes Gesetz regelt eine in Artikel 78 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - Artikel 5 Absatz 3 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen, eingefügt durch das Gesetz vom 24. Mai 1994 und abgeändert durch die Gesetze vom 21. Dezember 1994 und 30. November 1998, wird durch eine Nummer 13 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«13. den Minister der Finanzen.»

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 27. April 1999

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern
L. VAN DEN BOSSCHEDer Minister der Justiz
T. VAN PARYS

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz
T. VAN PARYS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 16 augustus 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 16 août 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 2000 — 2737

[C — 2000/12648]

17 SEPTEMBER 2000. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 februari 1999, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, betreffende het conventioneel brugpensioen op 58 jaar (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 11 februari 1999, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, betreffende het conventioneel brugpensioen op 58 jaar.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 september 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
Koninklijk besluit van 16 januari 1975, *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 1975.

Koninklijk besluit van 7 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 11 december 1992.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 2000 — 2737

[C — 2000/12648]

17 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 11 février 1999, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces de Brabant, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, relative à la prépension conventionnelle à 58 ans (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle;

Vu la convention collective de travail n° 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces de Brabant, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 11 février 1999, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces de Brabant, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, relative à la prépension conventionnelle à 58 ans

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 septembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Arrêté royal du 16 janvier 1975, *Moniteur belge* du 31 janvier 1975.

Arrêté royal du 7 décembre 1992, *Moniteur belge* du 11 décembre 1992.

Bijlage

Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen*Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 februari 1999*

Brugpensioen (Overeenkomst geregistreerd op 30 juli 1999 onder het nummer 51795/CO/102.05)

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is toepasselijk op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen.

Met "werklieden" worden de werklieden en werksters bedoeld.

HOOFDSTUK II. — *Beschikkingen*

Art. 2. Aangezien de wekelijkse arbeidsduur in de sector wordt behouden op 36 uren per week (arbeidstijdregelingen zijn mogelijk waarbij de wekelijkse arbeidsprestaties worden gehandhaafd op 38 uren per week en waarbij er bijkomende compenserende verlofdagen worden toegekend) en de sector porseleinaarde- en zandgroeven op dit ogenblik niet expandeert, hebben de partijen beslist in 1999 en 2000 de mogelijkheden uit te breiden inzake het brugpensioen voor de bejaarde werknemers die trouw zijn gebleven aan de sector, ten einde de tewerkstelling van de jonge werknemers te bevorderen.

Art. 3. Om de lasten van de brugpensioenen te verdelen die zouden kunnen worden toegekend of die, overeenkomstig deze overeenkomst ten laste van het "Fonds voor sociale vrede in de porseleinaarde- en zandgroeven in het zuiden van België" moeten worden toegekend, hebben de partijen beslist de brugpensioenen te behouden overeenkomstig de sectoriële collectieve arbeidsovereenkomsten die in dit paritair subcomité worden gesloten en mits inachtnaam van de beschikkingen van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen ingeval van conventioneel brugpensioen.

Art. 4. De werkgevers verbinden er zich niet toe de mogelijkheden inzake het brugpensioen voor de werknemers te behouden na 31 december 2000, maar zij wijzen erop dat zij er zullen op toezien dat het "Fonds voor sociale vrede in de porseleinaarde- en zandgroeven in het zuiden van België" na 31 december 2000 beschikt over de nodige middelen om de brugpensioenuitkeringen die zijn ingegaan, te betalen.

Art. 5. Deze brugpensioenen worden in 1999 en 2000 toegekend op basis van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad en van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen. Het fonds waarborgt de brugpensioneerde het totaal inkomen uit het brugpensioen volgens de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad ingeval dit inkomen zou verminderen ten gevolge van de wetgeving op de werkloosheid.

HOOFDSTUK III. — *Financiering - Technische modaliteiten*

Art. 6. a) Werkgeversbijdrage aan het "Fonds voor sociale vrede in de porseleinaarde- en zandgroeven in het zuiden van België":

Er zullen geen werkgeversbijdragen aan het "Fonds voor sociale vrede" door de Rijksdienst voor sociale zekerheid worden geïnd voor het eerste en tweede kwartaal 1999.

De door toedoen van de Rijksdienst voor sociale zekerheid ontvangen werkgeversbijdragen aan het "Fonds voor sociale vrede" worden gehandhaafd op 1,70 pct. van de brutolonen van de werknemers van het derde en vierde kwartaal 1999.

Vanaf 1 januari 2000 worden de door toedoen van de Rijksdienst voor sociale zekerheid ontvangen werkgeversbijdragen aan het "Fonds voor sociale vrede" gehandhaafd op 1 pct. van de brutolonen van de werknemers voor 2000.

b) Mogelijkheden inzake het brugpensioen voor de werklieden van de sector:

Vanaf 1 mei 1988 kunnen de werklieden die de volle leeftijd van 58 jaar hebben bereikt met brugpensioen gaan.

De werkgever heeft de mogelijkheid het brugpensioen toe te kennen aan de werkmans op voorwaarde dat deze werkmans de volle leeftijd van 58 jaar heeft bereikt.

Art. 7. Een onderzoek van de situatie brugpensioen en van het "Fonds voor sociale vrede in de porseleinaarde- en zandgroeven in het zuiden van België" zal plaatsvinden in de loop van het jaar 1999.

Annexe

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces de Brabant, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur*Convention collective de travail du 11 février 1999*

Prépension (Convention enregistrée le 30 juillet 1999 sous le numéro 51795/CO/102.05)

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces de Brabant, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur.

Par "ouvriers" sont visés les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. — *Dispositions*

Art. 2. Etant donné que la durée hebdomadaire de travail dans le secteur reste fixée à 36 heures par semaine (avec possibilité de régimes de travail maintenant des prestations hebdomadaires à 38 heures par semaine avec octroi de jours de congé complémentaire compensatoire) et que le secteur du sable et du kaolin n'est pas actuellement un secteur en voie d'expansion, les parties ont décidé d'élargir en 1999 et 2000 les possibilités de prépension pour les travailleurs âgés ayant été fidèles au secteur, afin de promouvoir l'emploi des jeunes travailleurs.

Art. 3. Afin de répartir les charges des prépensions susceptibles d'être accordées, ou à accorder conformément à la présente convention à charge du "Fonds de paix sociale des carrières de kaolin et de sable du sud de la Belgique", les parties ont décidé de maintenir les prépensions conformément aux conventions collectives de travail sectorielles conclues au sein de la présente sous-commission paritaire et en tenant compte des dispositions de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle.

Art. 4. Les employeurs ne s'engagent pas à maintenir les possibilités de prépension pour les travailleurs du secteur après le 31 décembre 2000, mais ils précisent qu'ils veilleront à ce que le "Fonds de paix sociale des carrières de kaolin et de sable du sud de la Belgique" ait après le 31 décembre 2000, les disponibilités nécessaires pour assurer le paiement des allocations de prépension ayant pris cours.

Art. 5. Ces prépensions sont accordées en 1999 et 2000 sur base de la convention collective de travail n° 17 conclue au sein du Conseil national du travail et de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle. Le fonds garantit au prépensionné son revenu global de prépension conformément à la convention collective de travail n° 17 du Conseil national du travail au cas où il viendrait à diminuer suite à l'influence de la législation chômage.

CHAPITRE III. — *Financement - Modalités techniques*

Art. 6. a) Cotisation des employeurs au "Fonds de paix sociale des carrières de kaolin et de sable du sud de la Belgique":

Il n'y aura pas de cotisations des employeurs au "Fonds de paix sociale" perçues via l'Office national de sécurité sociale pour les premier et second trimestres 1999.

Les cotisations des employeurs au "Fonds de paix sociale" perçues via l'Office national de sécurité sociale sont portées à 1,70 p.c. des salaires bruts des travailleurs pour les troisième et quatrième trimestre 1999.

Dès le 1^{er} janvier 2000, les cotisations des employeurs au "Fonds de paix sociale" perçues via l'Office national de sécurité sociale sont portées à 1 p.c. des salaires bruts des travailleurs pour 2000.

b) Possibilités de prépension pour les ouvriers du secteur:

A partir du 1^{er} mai 1988, les ouvriers âgés de 58 ans accomplis peuvent bénéficier de leur prépension.

L'employeur a la possibilité d'accorder la prépension à l'ouvrier, à condition que cet ouvrier soit âgé de 58 ans accomplis.

Art. 7. Un examen de la situation prépension et du "Fonds de paix sociale des carrières de kaolin et de sable du sud de la Belgique" aura lieu dans le courant de l'année 1999.

Art. 8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000.

Ze kan niettemin jaarlijks opgezegd worden, mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 september 2000.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Art. 8. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2000.

Elle peut néanmoins être dénoncée annuellement moyennant un préavis de trois mois, adressé par lettre recommandée à la poste, au président de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces de Brabant, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 septembre 2000.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

N. 2000 — 2738

[C — 2000/12680]

20 SEPTEMBER 2000. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 mei 1999, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant, betreffende de toekenning van een uitkering ter aanvulling van de werkloosheidsuitkeringen wegens slecht weder of wegens economische oorzaken en van een getrouwheidspremie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 3 mei 1999, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant, betreffende de toekenning van een uitkering ter aanvulling van de werkloosheidsuitkeringen wegens slecht weder of wegens economische oorzaken en van een getrouwheidspremie.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 september 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

F. 2000 — 2738

[C — 2000/12680]

20 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 3 mai 1999, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon, relative à l'octroi d'une allocation complémentaire à l'allocation de chômage pour cause d'intempéries ou de chômage résultant de causes économiques et d'une prime de fidélité (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 3 mai 1999, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon, relative à l'octroi d'une allocation complémentaire à l'allocation de chômage pour cause d'intempéries ou de chômage résultant de causes économiques et d'une prime de fidélité

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Bijlage

Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsiet-groeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant*Collectieve arbeidsovereenkomst van 3 mei 1999*

Toekenning van een uitkering ter aanvulling van de werkloosheidsuitkering wegens slecht weder of wegens economische oorzaken en van een getrouwheidspremie (Overeenkomst geregistreerd op 28 oktober 1999 onder het nummer 52851/CO/102.04)

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de ondernemingen van de provincie Luik, die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant.

Met « werklieden » worden de werklieden en werksters bedoeld.

HOOFDSTUK II. — *Uitkering ter aanvulling van de werkloosheidsuitkering wegens slecht weder of wegens economische oorzaken*

Art. 2. In geval van werkloosheid wegens slecht weder of wegens economische oorzaken ontvangen de werklieden een dagelijkse aanvullende werkloosheidsuitkering van 260 BEF vanaf de eerste dag van de werkloosheid tot maximum de 45e dag inbegrepen.

Vanaf 2000, wordt deze werkloosheidsuitkering op 270 F gebracht.

Art. 3. Het aantal verloren dagen wegens slecht weder of wegens werkloosheid om economische oorzaken dat recht geeft op de bij artikel 2 vastgestelde uitkeringen, wordt berekend over het kalenderjaar.

Art. 4. De betaling van de bij de artikelen 2 en 3 vastgestelde uitkeringen geschiedt samen met de uitbetaling van het loon over de periode waarin de dagen werkloosheid vallen.

HOOFDSTUK III. — *Eindejaarspremie*

Art. 5. De werklieden ontvangen één eindejaarspremie waarvan het bedrag wordt berekend op basis van het aantal effectief gewerkte dagen tijdens de referentieperiode met andere woorden tussen 1 juni en 31 mei van het volgende jaar naar rata van 150 BEF per dag vanaf 1 juni 1993.

Een bedrag van 10 000 BEF wordt, zonder andere berekening, in de loop van december betaald bij wijze van voorschot en het saldo dan in juni.

Met effectief gewerkte dagen worden gelijkgesteld de inhaalrustdagen, de dagen afwezigheid wegens ziekte met een maximum van 10 dagen per jaar, 10 dagen wegens economische werkloosheid of werkloosheid wegens slecht weder en 10 dagen ongeschiktheid wegens arbeidsongeval.

Art. 6. De premie wordt betaald naar rata van het aantal gewerkte dagen wanneer een werkmans de onderneming verlaat in de loop van de maand.

HOOFDSTUK IV. — *Toekenning van voordelen aan de georganiseerde werklieden*

Art. 7. Voor 1999 en 2000 verbinden de werkgevers zich er toe om uiterlijk op 31 januari van het volgende jaar aan de V.Z.W. « Sociaal Fonds voor de werklieden van het groefbedrijf », waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Brussel, Hoogstraat 26-28, een bedrag te storten van 4.440 BEF per jaar per werkmans die op 31 december van het vorige jaar is ingeschreven in het personeelsregister, alsmede voor de bruggepensioneerde werklieden.

Indien de werkmans die op 31 december van het jaar is ingeschreven geen volledig jaar heeft gewerkt, wordt er prorata temporis een premie betaald, met een minimum van 6 maanden.

Indien de werknemer niet meer is ingeschreven op 31 december van het jaar, maar in de onderneming heeft gewerkt, zal de premie prorata temporis worden betaald. Elke begonnen maand wordt beschouwd als een volledige maand.

Voor iedere werknemer die tijdens het referentiejaar meer dan één jaar afwezig is, stort de onderneming niet meer het fonds. Met dit bovenvermelde bedrag kan het sociaal fonds aan de werknemers een premie van 4 200 BEF toekennen.

Annexe

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon*Convention collective de travail du 3 mai 1999*

Octroi d'une allocation complémentaire à l'allocation de chômage pour cause d'intempéries ou de chômage résultant de causes économiques et d'une prime de fidélité (Convention enregistrée le 28 octobre 1999 sous le numéro 52851/CO/102.04)

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises de la province de Liège ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon.

Par « ouvriers » sont visés les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. — *Allocation complémentaire à l'occasion de chômage pour cause d'intempéries ou de chômage résultant de causes économiques*

Art. 2. En cas de chômage pour cause d'intempéries ou de chômage résultant de causes économiques, les ouvriers reçoivent un complément à l'allocation de chômage d'un montant journalier de 260 BEF à partir du premier jour de chômage jusqu'au 45e jour de chômage inclus, au maximum.

A partir de 2000, cette allocation de chômage est portée à 270 F.

Art. 3. Le nombre de journées perdues pour cause d'intempéries ou de chômage résultant de causes économiques donnant droit aux allocations prévues à l'article 2, se calcule sur l'année civile.

Art. 4. Le paiement des allocations prévues aux articles 2 et 3 s'effectue en même temps que le paiement du salaire afférent à la période au cours de laquelle se situent les jours de chômage.

CHAPITRE III. — *Prime de fin d'année*

Art. 5. Les ouvriers reçoivent une prime de fin d'année dont le montant est calculé sur la base du nombre de leurs journées de travail effectif durant la période de référence, c'est-à-dire entre le 1^{er} juin et le 31 mai de l'année suivante, à raison de 150 BEF par jour à partir du 1^{er} juin 1993.

Une somme de 10 000 BEF est payée, sans autre calcul, dans le courant de décembre en guise d'acompte et le solde en juin.

Sont assimilés à des jours de travail effectif les jours de repos compensatoires, les jours d'absence pour maladie à concurrence de 10 jours maximum par an, 10 jours de chômage économique ou intempérie et 10 jours d'incapacité pour accident du travail.

Art. 6. La prime est payée au prorata des journées effectuées lorsqu'un ouvrier quitte l'entreprise au cours d'un mois.

CHAPITRE IV. — *Octroi d'avantages aux ouvriers syndiqués*

Art. 7. Pour 1999 et 2000, les employeurs s'engagent à verser pour le 31 janvier de l'année suivante au plus tard, à l'A.S.B.L. « Fonds social des ouvriers carriers », dont le siège social est établi à Bruxelles, rue Haute, 26-28, un montant de 4 440 BEF par an par travailleur inscrit au registre du personnel au 31 décembre de l'année précédente, ainsi que pour les prépensionnés.

Si le travailleur inscrit au 31 décembre de l'année ne compte pas une année complète, il sera payé une prime au prorata temporis avec un minimum de 6 mois.

Si le travailleur n'est plus inscrit au 31 décembre de l'année mais a presté dans l'entreprise, il sera versé au prorata temporis. Tout mois commencé est considéré comme mois entier.

Pour tout travailleur absent de plus d'un an durant l'année de référence, l'entreprise ne verse pas au fonds précité. Ce montant permet au fonds social d'octroyer aux travailleurs une prime de 4 200 BEF.

Art. 8. De premie wordt door toedoen van de V.Z.W. « Sociaal Fonds voor de werklieden van het groefbedrijf », Hoogstraat 26-28 te Brussel, aan de rechthebbenden betaald en door dit fonds prorata temporis verdeeld onder de georganiseerde werknemers die lid zijn van een van de vakorganisaties die deze overeenkomst hebben ondertekend.

Art. 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 september 2000.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Art. 8. La prime est payée aux bénéficiaires, à l'intervention de l'A.S.B.L. « Fonds social des ouvriers carriers », rue Haute 26-28, à Bruxelles, et est répartie par ce fonds prorata temporis aux travailleurs syndiqués dans l'une des organisations syndicales signataires de la présente convention.

Art. 9. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2000.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 20 septembre 2000.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

N. 2000 — 2739

[C — 2000/12700]

25 SEPTEMBER 2000. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 mei 1999, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant, betreffende het conventioneel bruggensioen op 58 jaar (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel bruggensioen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 3 mei 1999, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant, betreffende het conventioneel bruggensioen op 58 jaar.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 september 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
Koninklijk besluit van 16 januari 1975, *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 1975.

Koninklijk besluit van 7 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 11 december 1992.

F. 2000 — 2739

[C — 2000/12700]

25 SEPTEMBER 2000. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 3 mai 1999, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon, relative à la prépension conventionnelle à 58 ans (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle;

Vu la convention collective de travail n° 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 3 mai 1999, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon, relative à la prépension conventionnelle à 58 ans.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 septembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Arrêté royal du 16 janvier 1975, *Moniteur belge* du 31 janvier 1975.

Arrêté royal du 7 décembre 1992, *Moniteur belge* du 11 décembre 1992.

Bijlage

Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsiet-groeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant*Collectieve arbeidsovereenkomst van 3 mei 1999*

Conventioneel brugpensioen op 58 jaar (Overeenkomst geregistreerd op 30 juli 1999 onder het nummer 51839/CO/102.04)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is toepasselijk op de werkgevers en werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant.

Met "werknemers" worden de mannelijke en vrouwelijke werknemers bedoeld.

Art. 2. Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, wordt het principe van de toepassing van een regeling van conventioneel brugpensioen volgens de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 in de huidige sector aanvaard voor het werkend personeel (met uitsluiting van de werknemers die langdurig ziek zijn) dat voor deze formule opteert en tussen 1 januari 1999 en 31 december 2000 de leeftijd van 58 jaar bereikt en die een beroepsloopbaan van 20 jaar in de sector kan getuigen.

Art. 3. De aanvullende vergoeding die wordt toegekend aan de bruggepensioneerde werknemer van 58 jaar is, individueel, ten minste gelijk aan de vergoeding voorzien door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad. Het is een bruto bedrag, voor sociale en/of fiscale afhoudingen.

Het "Fonds voor bestaanszekerheid van de Paritaire Subcomités voor het bedrijf der hardsteengroeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen en voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals Brabant" zorgt voor de financiering van deze brugpensioenen.

De werkgevers verbinden zich ertoe te voorzien in deze financiering ingeval het fonds over de nodige beschikbare middelen niet meer beschikt.

Art. 4. Het bedrag van de aanvullende vergoeding wordt gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de toepassingsmodaliteiten inzake de werkloosheidsuitkeringen, zoals is bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Het bedrag vermeld in artikel 3 stemt overeen met het indexcijfer dat van kracht is op 1 januari 1999.

Art. 5. De bruggepensioneerde zal worden vervangen overeenkomstig de wettelijke bepalingen.

Art. 6. Het stelsel van conventioneel brugpensioen is facultatief.

De werkgever verbindt er zich toe het brugpensioen te gepasten tijde voor te stellen aan de werknemer die de vrije keuze heeft.

Art. 7. Het vertrek met brugpensioen onder de voorwaarden bepaald in het voormelde artikel 6 houdt in dat de werknemer de opzeggingstermijn moet uitdoen.

Art. 8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 25 september 2000.

De Minister van Werkgelegenheid,

Mevr. L. ONKELINX

Annexe

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon*Convention collective de travail du 3 mai 1999*

Prépension conventionnelle à 58 ans (Convention enregistrée le 30 juillet 1999 sous le numéro 51839/CO/102.04)

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon.

Par "travailleurs" sont visés les travailleurs et les travailleuses.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, le principe de l'application d'un régime de prépension conventionnelle du type convention collective de travail n° 17 est admis dans le présent secteur pour le personnel actif (à l'exclusion des grands malades), qui opte pour cette formule et qui atteint l'âge de 58 ans entre le 1^{er} janvier 1999 et le 31 décembre 2000 et qui justifie d'une carrière professionnelle de 20 ans dans le secteur.

Art. 3. L'indemnité complémentaire accordée au travailleur prépensionné à 58 ans est, individuellement, au moins égale à l'indemnité prévue par la convention collective de travail n° 17 conclue au sein du Conseil national du travail. Elle s'entend brut, avant toute déduction sociale et/ou fiscale légal.

Le "Fonds de sécurité d'existence des Sous-commissions paritaires de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur et de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant Wallon" assurera le financement des prépensions.

Les employeurs s'engagent à suppléer ce financement au cas où le fonds ne disposerait plus des moyens financiers nécessaires.

Art. 4. Le montant de l'indemnité complémentaire est lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation suivant les modalités d'application en matière d'allocations de chômage, tel que prévu par la convention collective de travail n° 17 conclue au sein du Conseil national du travail.

Le montant indiqué à l'article 3 correspond à l'indice en vigueur au 1^{er} janvier 1999.

Art. 5. Le prépensionné sera remplacé suivant les dispositions légales.

Art. 6. Le système de prépension conventionnelle est facultatif.

L'employeur s'engage à proposer en temps utile la prépension au travailleur qui a la liberté du choix.

Art. 7. Le départ en prépension dans les conditions définies ci-dessus dans l'article 6 donne lieu par le travailleur à la prestation de son préavis.

Art. 8. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2000.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 25 septembre 2000.

La Ministre de l'Emploi,

Mme L. ONKELINX

N. 2000 — 2740

[C — 2000/12696]

25 SEPTEMBER 2000. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 mei 1999, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant, betreffende het halftijds conventioneel brugpensioen op 55 jaar (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55 van 13 juli 1993, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers in geval van halvering van de arbeidsprestaties, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 17 november 1993;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55bis gesloten op 7 februari 1995 in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55 van 13 juli 1993 tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers, in geval van halvering van de arbeidsprestaties, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 maart 1995;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 3 mei 1999, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant, betreffende het halftijds conventioneel brugpensioen op 55 jaar.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 september 2000.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
Wet van 26 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1999.
Koninklijk besluit van 17 november 1993, *Belgisch Staatsblad* van 4 december 1993.

Koninklijk besluit van 16 maart 1995, *Belgisch Staatsblad* van 26 april 1995.

F. 2000 — 2740

[C — 2000/12696]

25 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 3 mai 1999, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon, relative à la prépension conventionnelle à mi-temps à 55 ans (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses;

Vu la convention collective de travail n° 55 du 13 juillet 1993, conclue au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de réduction des prestations de travail à mi-temps, rendue obligatoire par arrêté royal du 17 novembre 1993;

Vu la convention collective de travail n° 55bis conclue le 7 février 1995 au sein du Conseil national du Travail, modifiant la convention collective de travail n° 55 du 13 juillet 1993 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de réduction des prestations de travail à mi-temps, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 mars 1995;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 3 mai 1999, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon, relative à la prépension conventionnelle à mi-temps à 55 ans.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 septembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Loi du 26 mars 1999, *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1999.
Arrêté royal du 17 novembre 1993, *Moniteur belge* du 4 décembre 1993.
Arrêté royal du 16 mars 1995, *Moniteur belge* du 26 avril 1995.

Bijlage

Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsiet-groeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant*Collectieve arbeidsovereenkomst van 3 mei 1999*

Halftijds conventioneel brugpensioen op 55 jaar
(Overeenkomst geregistreerd op 30 juli 1999
onder het nummer 51840/CO/102.04)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant.

Onder "werknemers" verstaat men de werklieden en werksters.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in toepassing van het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998 en van de collectieve arbeidsovereenkomst nr° 55bis gesloten op 7 februari 1995 in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr 55, gesloten op 13 juli 1993 in de Nationale Arbeidsraad, tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers, in geval van halvering van de arbeidsprestaties, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 17 november 1993, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 december 1993.

Art. 3. Het principe van de toepassing van een regeling van halftijds conventioneel brugpensioen wordt in deze sector aanvaard voor het actief personeel (met uitzondering van de langdurige zieken), dat opteert voor deze formule en de leeftijd van 55 jaar bereikt tussen 1 januari 1999 en 31 december 2000, dat 25 jaar dienst kan bewijzen waarvan 20 in de sector.

De berekening van de aanvullende vergoeding wordt als volgt vastgesteld :

— het te waarborgen inkomen is gelijk aan het inkomen van het volle brugpensioen, plus de helft van het netto referentieloon van de voltijds werknemer min het inkomen voltijds brugpensioen, afgerond tot de hogere eenheid;

— het inkomen te betalen door het fonds voor bestaanszekerheid van de Paritaire Subcomités voor het bedrijf der hardsteengroeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen en voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van Waals-Brabant, is gelijk met het te waarborgen inkomen min het netto referentieloon min de werkloosheidsuitkering die voor iedereen hetzelfde is (11 828 BEF).

Art. 4. Het systeem van het halftijds conventioneel brugpensioen op 55 jaar is facultatief. De werkgever verbindt er zich toe ter gelegener tijd het halftijds brugpensioen voor te stellen aan de werknemer die de wil om er aanspraak op te maken te kennen heeft gegeven.

Art. 5. De toekenningsvoorwaarden van het halftijds conventioneel brugpensioen op 55 jaar worden gepreciseerd in de wetgeving.

Art. 6. Overgang naar het voltijds brugpensioen.

De betrokken werknemer heeft recht op de aanvullende vergoeding voor sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen, onder de voorwaarden vastgesteld door collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen, in het kader van de sectoriële collectieve arbeidsovereenkomst van 3 mei 1999 betreffende het conventioneel brugpensioen op 58 jaar, indien hij de vereiste leeftijd voor het voltijds conventioneel brugpensioen bereikt op de datum van de eerste dag werkloosheid waarvoor werkloosheidsuitkeringen worden ontvangen.

Art. 7. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 25 september 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Annexe

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon*Convention collective de travail du 3 mai 1999*

Prépension conventionnelle à mi-temps à 55 ans
(Convention enregistrée le 30 juillet 1999
sous le numéro 51840/CO/102.04)

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux travailleurs occupés dans les entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières du Brabant wallon.

Par "travailleurs" on entend les ouvriers et ouvrières.

Art. 2. La présente convention collective de travail est conclue en application de l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998 et de la convention collective de travail n° 55bis, conclue le 7 février 1995 au sein du Conseil national du travail, modifiant la convention collective de travail n° 55, conclue le 13 juillet 1993 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de réduction des prestations de travail à mi-temps, rendue obligatoire par arrêté royal du 17 novembre 1993, publié au *Moniteur belge* du 4 décembre 1993.

Art. 3. Le principe de l'application d'un régime de prépension conventionnelle à mi-temps est admis dans le présent secteur pour le personnel actif (à l'exclusion des grands malades), qui opte pour cette formule et qui atteint l'âge de 55 ans entre le 1^{er} janvier 1999 et le 31 décembre 2000, qui peut bénéficier de 25 années de travail dont 20 années dans le secteur.

Le calcul de l'indemnité complémentaire s'établit comme suit :

— le revenu à garantir est égal au revenu de la prépension à temps plein, plus la moitié du salaire net du travailleur à temps plein moins le revenu prépension temps plein, arrondi à la centaine supérieure;

— l'indemnité à payer par le fonds de sécurité d'existence des Sous-commissions paritaires de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur et de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite du Brabant wallon est égale au revenu à garantir moins la rémunération nette de référence moins l'allocation de chômage identique pour tous (11 828 BEF).

Art. 4. Le système de prépension conventionnelle à mi-temps à 55 ans est facultatif. L'employeur s'engage à proposer en temps utile la prépension à mi-temps au travailleur qui a manifesté sa volonté d'en réclamer le bénéfice.

Art. 5. Les conditions d'octroi de la prépension conventionnelle à mi-temps à 55 ans sont celles précisées par la législation.

Art. 6. Passage à la prépension à temps plein.

Le travailleur concerné a droit à l'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, dans les conditions fixées par la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de licenciement, dans le cadre de la convention collective de travail sectorielle du 3 mai 1999 relative à la prépension conventionnelle à 58 ans, s'il atteint l'âge requis pour la prépension à temps plein à la date de la première journée de chômage indemnisée.

Art. 7. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2000.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 25 septembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

N. 2000 — 2741

[C — 2000/12717]

26 SEPTEMBER 2000. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 1999, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik, betreffende het conventioneel brugpensioen op 56 jaar (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 mei 1997, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik, betreffende het conventioneel brugpensioen op 55 en op 56 jaar, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 12 oktober 1998;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 1999, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik, betreffende het conventioneel brugpensioen op 56 jaar.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 2000.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
Wet van 26 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1999.
Koninklijk besluit van 16 januari 1975, *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 1975.
Koninklijk besluit van 7 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 11 december 1992.
Koninklijk besluit van 12 oktober 1998, *Belgisch Staatsblad* van 10 december 1998.

F. 2000 — 2741

[C — 2000/12717]

26 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 25 février 1999, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai, relative à la prépension conventionnelle à 56 ans (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle;

Vu la convention collective de travail n° 17 conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975;

Vu la convention collective de travail du 6 mai 1997, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai, relative à la prépension conventionnelle à 55 et à 56 ans, rendue obligatoire par arrêté royal du 12 octobre 1998;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 25 février 1999, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai, relative à la prépension conventionnelle à 56 ans.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre de l'Emploi
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Loi du 26 mars 1999, *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1999.
Arrêté royal du 16 janvier 1975, *Moniteur belge* du 31 janvier 1975.
Arrêté royal du 7 décembre 1992, *Moniteur belge* du 11 décembre 1992.
Arrêté royal du 12 octobre 1998, *Moniteur belge* du 10 décembre 1998.

Bijlage

Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik*Collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 1999*

Conventioneel brugpensioen op 56 jaar
(Overeenkomst geregistreerd op 2 april 1999
onder het nummer 50432/CO/102.07)

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen welke onder het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik ressorteren.

Met "werknemers" worden de werklieden en werksters bedoeld.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het interprofessioneel akkoord getekend op 8 december 1998.

Art. 3. Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, wordt het principe van de toepassing van een regeling van conventioneel brugpensioen in de sector van het groefbedrijf van het Doornikse aanvaard voor het werkend personeel (met uitsluiting van de werknemers die langdurig ziek zijn) dat voor deze formule opteert en tussen 1 januari 1999 en 31 december 2000 de leeftijd van 56 jaar bereikt.

Art. 4. a) De leeftijd van het brugpensioen van de werknemers die 33 jaar beroepsverleden als loontrekkende kunnen rechtvaardigen berekend overeenkomstig artikel 114, § 4, tweede lid van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsuitkeringen, wordt op 56 jaar gebracht vanaf 1 januari 1999.

b) Voor de toepassingsmodaliteiten van dit beroepsverleden, wordt de gelijkstelling van de dagen van volledige werkloosheid beperkt tot een maximum van 5 jaar.

Art. 5. De toepassing van de verschillende bepalingen overeenkomstig de artikelen 3 en 4 is evenwel onderworpen aan volgende regelingen :

a) het brugpensioen op 56 jaar zal toegestaan worden voor zover de werknemer een beroepsverleden van 33 jaar, gelijkstellingsperiodes inbegrepen, kan aantonen, en tenminste 20 jaar in een nachtarbeid omvattend ploegenstelsel heeft gewerkt;

b) voor de werknemer die met brugpensioen wenst te gaan op 56 jaar onder de voorwaarden bepaald onder a) wordt een aanvullende vergoeding toegekend tot de leeftijd van 65 jaar;

c) zowel voor de bruggepensioneerden als voor de bejaarde werknemers is er verplichting tot vervanging;

d) de controle zal worden uitgevoerd door de instanties van het huidige paritair subcomité eind december 1999 en eind december 2000.

Art. 6. In geval van brugpensioen zal de bruggepensioneerde worden vervangen in het raam van arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur voor een periode van 3 jaar.

HOOFDSTUK III***Rechthebbenden en bedrag van de aanvullende vergoeding***

Art. 7. De werkgever garandeert de bruggepensioneerde een zodanig bedrag voor de aanvullende vergoeding bij de werkloosheidsuitkeringen dat het jaarlijks minimum bruto-inkomen gelijk is aan 551.349 BEF (indexcijfer 120,68) per jaar geïndexeerd op basis van het indexcijfer bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst voor de sector Doornik van 6 mei 1997 tot coördinatie van de algemene arbeidsregels in de sector.

Art. 8. Zonder afbreuk te doen aan de vereiste dat de minimumleeftijd waarvan sprake in de artikelen 3 en 4 moet bereikt zijn tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst, kan de eerste dag die recht geeft op wettelijke werkloosheidsvergoeding zich situeren na 1 mei 1999 indien dit te wijten is aan de verlenging van de opzeggingstermijn ingevolge toepassing van de artikelen 38, § 2 en 38bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 9. Het stelsel van conventioneel brugpensioen op 56 jaar is facultatief.

De werkgever verbindt er zich toe het brugpensioen ten gepasten tijde voor te stellen aan de werknemer die de vrije keuze heeft.

Het vertrek met voormeld brugpensioen wordt echter effectief 3 maand na het akkoord.

Annexe

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai*Convention collective de travail du 25 février 1999*

Prépension conventionnelle à 56 ans
(Convention enregistrée le 2 avril 1999
sous le numéro 50432/CO/102.07)

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux travailleurs occupés dans les entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai.

Par "travailleurs" on entend les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. — Dispositions

Art. 2. La présente convention collective de travail est conclue en application de l'accord interprofessionnel signé le 8 décembre 1998.

Art. 3. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, le principe de l'application d'un régime de prépension conventionnelle est admis dans le secteur carrier de Tournais pour le personnel actif (à l'exclusion des grands malades), qui opte pour cette formule et qui atteint l'âge de 56 ans entre le 1^{er} janvier 1999 et le 31 décembre 2000.

Art. 4. a) L'âge de la prépension des travailleurs qui peuvent se prévaloir de 33 ans de passé professionnel en tant que salarié, calculés conformément à l'article 114, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif aux allocations de chômage, est ramené à 56 ans à partir du 1^{er} janvier 1999.

b) Pour les modalités d'application de cette carrière professionnelle, l'assimilation des périodes de chômage complet est limité à un maximum de 5 ans.

Art. 5. L'application des diverses dispositions prévues aux articles 3 et 4 précités est cependant soumise aux conditions suivantes :

a) la prépension à 56 ans sera accordée pour autant que le travailleur puisse justifier d'un passé professionnel de 33 ans, périodes d'assimilation comprises, et avoir travaillé au moins 20 ans dans un régime de travail en équipes comportant des prestations de nuit;

b) pour le travailleur désirant prendre sa prépension à 56 ans dans les conditions reprises sous a), il sera octroyé une indemnité complémentaire jusqu'à l'âge de 65 ans;

c) tant pour les prépensionnés que pour les chômeurs âgés, il y a obligation de remplacement;

d) le contrôle sera effectué par les instances de la présente sous-commission paritaire à fin décembre 1999 et à fin décembre 2000.

Art. 6. En cas de prépensionnement le prépensionné sera remplacé dans les liens de contrats de travail à durée déterminée pour une période déterminée de 3 ans.

CHAPITRE III***Bénéficiaires et montant de l'indemnité complémentaire***

Art. 7. L'employeur garanti au prépensionné un montant d'indemnité complémentaire à l'allocation de chômage de manière telle que le revenu brut annuel garanti soit égal à 551.349 BEF (indice 120,68) par an indexé sur la base de l'indice de la convention collective de travail du secteur du Tournais du 6 mai 1997 coordonnant les conditions générales de travail dans le secteur.

Art. 8. Sans préjudice de la condition selon laquelle l'âge minimum visé aux articles 3 et 4 doit être atteint pendant la durée de la présente convention collective de travail, le premier jour donnant droit à l'allocation de chômage peut se situer après le 1^{er} mai 1999, si cela est la conséquence de la prolongation du délai de préavis par application des articles 38, § 2 et 38bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 9. Le système de prépension conventionnelle à 56 ans est facultatif.

L'employeur s'engage à proposer en temps utile la prépension au travailleur qui a manifesté sa volonté d'en réclamer le bénéfice.

Toutefois, le départ à ladite prépension sera effectif 3 mois après l'accord.

Art. 10. Het vertrek met brugpensioen wordt gelijkgesteld met een gewoon vertrek uit de onderneming in de zin van een rechtzetting van de structuren.

Art. 11. Een persoon tegen wie door de R.V.A. een disciplinaire maatregel werd getroffen zal in geen geval van zijn vroegere werkgever enigerlei compensatie kunnen eisen die hoger is dan de aanvullende vergoeding waarop het recht had vóór de maatregel werd getroffen.

Art. 12. In 1999 zal de werkgever bovendien in het sociaal fonds storten, de premie aan de georganiseerden ten bedrage van 3.500 BEF, de vakantiebijslag ten bedrage van 3.500 BEF en de vormingspremie die 3.500 BEF bedraagt.

Deze bedragen worden prorata temporis, per gepresteerde of gelijkgestelde maanden berekend.

HOOFDSTUK IV. — *Geldigheid*

Art. 13. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 1 mei 1999.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 2000.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Art. 10. Le départ en prépension est assimilé à un départ naturel dans l'ajustement des structures.

Art. 11. Une personne faisant l'objet d'une sanction disciplinaire de l'ONEM ne pourra en aucun cas revendiquer une quelconque compensation auprès de son ancien employeur au-delà de l'indemnité complémentaire à laquelle il avait droit avant la sanction.

Art. 12. En 1999, l'employeur versera au fonds social, outre la prime syndicale de 3.500 BEF, l'allocation complémentaire de vacances de 3.500 BEF et la prime de formation de 3.500 BEF.

Ces montants sont calculés prorata temporis par mois presté ou assimilé.

CHAPITRE IV. — *Validité*

Art. 13. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et cesse de produire ses effets le 1^{er} mai 1999.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 2000.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

N. 2000 — 2742

[C - 2000/12719]

26 SEPTEMBER 2000. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 1999, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik, betreffende het halftijds conventioneel brugpensioen op 55 jaar (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1994 betreffende het halftijds brugpensioen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55 van 13 juli 1993, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers in geval van halvering van de arbeidsprestaties, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 17 november 1993;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55bis van 7 februari 1995, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55 van 13 juli 1993 tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers, in geval van halvering van de arbeidsprestaties, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 maart 1995;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 1999, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik, betreffende het halftijds conventioneel brugpensioen op 55 jaar.

F. 2000 — 2742

[C - 2000/12719]

26 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 15 juin 1999, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai, relative à la prépension conventionnelle à mi-temps à 55 ans (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1994 relatif à la prépension à mi-temps;

Vu la convention collective de travail n° 17 conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975;

Vu la convention collective de travail n° 55 du 13 juillet 1993, conclue au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de réduction des prestations de travail à mi-temps, rendue obligatoire par arrêté royal du 17 novembre 1993;

Vu la convention collective de travail n° 55bis du 7 février 1995, conclue au sein du Conseil national de travail, modifiant la convention collective de travail n° 55 du 13 juillet 1993 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de réduction des prestations de travail à mi-temps, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 mars 1995;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 15 juin 1999, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai, relative à la prépension conventionnelle à mi-temps à 55 ans.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 2000.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
Wet van 26 juli 1996, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1996.
Koninklijk besluit van 16 januari 1975, *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 1975.
Koninklijk besluit van 7 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 11 december 1992.
Koninklijk besluit van 17 november 1993, *Belgisch Staatsblad* van 4 december 1993.
Koninklijk besluit van 30 juli 1994, *Belgisch Staatsblad* van 10 augustus 1994.
Koninklijk besluit van 16 maart 1995, *Belgisch Staatsblad* van 26 april 1995.

Bijlage

Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik

Collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 1999

Halftijds conventioneel brugpensioen op 55 jaar
(Overeenkomst geregistreerd op 8 oktober 1999
onder het nummer 52534/CO/102.07)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik.

Onder "werknemers" verstaat men de werklieden en werksters.

Art. 2. De collectieve arbeidsovereenkomst van 11 april 1995, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik, betreffende het halftijds conventioneel brugpensioen op 56 jaar, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 23 mei 1996, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 1996, verlengd tot 30 april 1997 door de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 november 1996, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 22 december 1997, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1998, verlengd tot 31 december 1998 door de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 mei 1997, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 november 1998, is verlengd, mits wijzigingen, tot 31 december 2000.

Art. 3. Artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 april 1995 vermeld in artikel 2, wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in toepassing van het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998, de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55 van 13 juli 1993, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers, in geval van halvering van de arbeidsprestaties, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 17 november 1993, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 december 1993, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55bis van 7 februari 1995, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 maart 1995, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 april 1995. »

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Loi du 26 juillet 1996, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1996.
Arrêté royal du 16 janvier 1975, *Moniteur belge* du 31 janvier 1975.

Arrêté royal du 7 décembre 1992, *Moniteur belge* du 11 décembre 1992.

Arrêté royal du 17 novembre 1993, *Moniteur belge* du 4 décembre 1993.
Arrêté royal du 30 juillet 1994, *Moniteur belge* du 10 août 1994.

Arrêté royal du 16 mars 1995, *Moniteur belge* du 26 avril 1995.

Annexe

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai

Convention collective de travail du 15 juin 1999

Prépension conventionnelle à mi-temps à 55 ans
(Convention enregistrée le 8 octobre 1999
sous le numéro 52534/CO/102.07)

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux travailleurs occupés dans les entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai.

Par "travailleurs" on entend les ouvriers et ouvrières.

Art. 2. La convention collective de travail du 11 avril 1995, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai, relative à la prépension conventionnelle à mi-temps à 56 ans, rendue obligatoire par arrêté royal du 23 mai 1996, publié au *Moniteur belge* du 25 juin 1996, prorogée jusqu'au 30 avril 1997 par la convention collective de travail du 4 novembre 1996, rendue obligatoire par arrêté royal du 22 décembre 1997, publié au *Moniteur belge* du 20 mars 1998, prorogée jusqu'au 31 décembre 1998 par la convention collective de travail du 6 mai 1997, rendue obligatoire par arrêté royal du 8 octobre 1998, publié au *Moniteur belge* du 18 novembre 1998, est prorogée, moyennant modifications, jusqu'au 31 décembre 2000.

Art. 3. L'article 2 de la convention collective de travail du 11 avril 1995 citée à l'article 2, est modifié comme suit :

« Art. 2. La présente convention collective de travail est conclue en application de l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998, de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, de la convention collective de travail n° 55 du 13 juillet 1993, conclue au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaires pour certains travailleurs âgés, en cas de réduction des prestations de travail à mi-temps, rendue obligatoire par arrêté royal du 17 novembre 1993, publié au *Moniteur belge* du 4 décembre 1993, modifiée par la convention collective de travail n° 55bis du 7 février 1995, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 mars 1995, publié au *Moniteur belge* du 26 avril 1995. »

Art. 4. Artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 april 1995 vermeld in artikel 2, wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 3. Overeenkomstig hoofdstuk III van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen en onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, wordt het principe van de toepassing van een regeling van halftijds-conventioneel brugpensioen in de sector groefbedrijf van het Doornikse aanvaard voor het actief personeel (met uitzondering van de langdurige zieken), dat opteert voor deze formule en de leeftijd van 55 jaar bereikt tussen 1 januari 1999 en 31 december 2000. ».

Art. 5. Artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 april 1995 vermeld in artikel 2, wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 4. Het systeem van het halftijds conventioneel brugpensioen op 55 jaar is facultatief. De werkgever verbindt er zich toe te gelegener tijd het halftijds brugpensioen voor te stellen aan de werknemer die de wil om er aanspraak op te maken te kennen heeft gegeven. ».

Art. 6. Artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 april 1995 vermeld in artikel 2, wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 5. De toekenningsvoorwaarden van het halftijds conventioneel brugpensioen op 55 jaar worden gepreciseerd in de wetgeving. » .

Daarenboven, zal een onderzoek plaats hebben, in overleg, van de gevolgen op het vlak van de arbeidsorganisatie en meer bepaald in geval van ploegenarbeid. In dit laatste geval moeten aangepaste formules worden overwogen. »

Art. 7. Artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 april 1995 vermeld in artikel 2, wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 6. Overgang naar het voltijds brugpensioen. De betrokken werknemer heeft recht op de aanvullende vergoeding voor sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen, onder de voorwaarden vastgesteld door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen, in het kader van de sectoriële collectieve arbeidsovereenkomsten van 11 april 1995, 6 mei 1997 en 15 juni 1999 betreffende het conventioneel brugpensioen op 58 jaar, indien hij de vereiste leeftijd voor het voltijds conventioneel brugpensioen bereikt op de datum van de eerste dag werkloosheid waarvoor werkloosheidsuitkeringen worden ontvangen. ».

Art. 8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 2000.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Art. 4. L'article 3 de la convention collective de travail du 11 avril 1995 citée à l'article 2, est modifié comme suit :

« Art. 3. Conformément au chapitre III de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses et sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, le principe de l'application d'un régime de prépension conventionnelle à mi-temps est admis dans le secteur carrier du Tournaisis pour le personnel actif (à l'exclusion des grands malades), qui opte pour cette formule et qui atteint l'âge de 55 ans entre le 1^{er} janvier 1999 et le 31 décembre 2000. ».

Art. 5. L'article 4 de la convention collective de travail du 11 avril 1995 citée à l'article 2, est modifié comme suit :

« Art. 4. Le système de prépension conventionnelle à mi-temps à 55 ans est facultatif. L'employeur s'engage à proposer en temps utile la prépension à mi-temps au travailleur qui a manifesté sa volonté d'en réclamer le bénéfice. ».

Art. 6. L'article 5 de la convention collective de travail du 11 avril 1995 citée à l'article 2, est modifié comme suit :

« Art. 5. Les conditions d'octroi de la prépension conventionnelle à mi-temps à 55 ans sont celles précisées par la législation. » .

En outre, chaque cas fera l'objet d'un examen, en concertation, des conséquences sur le plan de l'organisation du travail et plus particulièrement en cas de prestations postées. Dans ce dernier cas, des formules adéquates devront être envisagées. »

Art. 7. L'article 6 de la convention collective de travail du 11 avril 1995 citée à l'article 2, est modifié comme suit :

« Art. 6. Passage à la prépension à temps plein. Le travailleur concerné a droit à l'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, dans les conditions fixées par la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de licenciement, dans le cadre des conventions collectives de travail sectorielles des 11 avril 1995, 6 mai 1997 et 15 juin 1999 relatives à la prépension conventionnelle à 58 ans, s'il atteint l'âge requis pour la prépension à temps plein à la date de la première journée de chômage indemnisée. ».

Art. 8. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2000.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 2000.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

N. 2000 — 2743

[C — 2000/12760]

17 OKTOBER 2000. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de opzeggingstermijnen in de ondernemingen die onder het Paritair Subcomité voor de cementfabrieken ressorteren (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 61, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1991;

Gelet op het voorstel van het Paritair Subcomité voor de cementfabrieken;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

F. 2000 — 2743

[C — 2000/12760]

17 OCTOBRE 2000. — Arrêté royal fixant les délais de préavis pour les entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 61, modifié par la loi du 20 juillet 1991;

Vu la proposition de la Sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Overwegende dat het noodzakelijk is zonder uitstel de opzeggings-termijnen voor de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de cementfabrieken, te wijzigen, teneinde de rechtspositie van de betrokken werknemers te waarborgen;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en werklieden van de ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de cementfabrieken ressorteren.

Art. 2. § 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt, wanneer de opzegging van de werkgever uitgaat, de opzeggingstermijn vastgesteld op :

1° vijftig dagen indien het werklieden betreft die tussen zes maanden en minder dan vijf jaar ononderbroken in dienst van dezelfde werkgever zijn gebleven;

2° zesenvijftig dagen indien het werklieden betreft die tussen vijf en minder dan tien jaren ononderbroken in dienst van dezelfde werkgever zijn gebleven;

3° vierentwintig dagen indien het werklieden betreft die tussen tien en minder dan twintig jaren ononderbroken in dienst van dezelfde werkgever zijn gebleven;

4° honderdachtzestig dagen indien het werklieden betreft die twintig jaar of langer ononderbroken in dienst van dezelfde werkgever zijn gebleven.

§ 2. Wanneer de opzegging van de werkman uitgaat, gelden de opzeggingstermijnen bedoeld in artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 3. Ingeval van conventioneel brugpensioen gelden de opzeggingstermijnen zoals bepaald in artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 4. De opzeggingen betekend vóór de inwerkingtreding van dit besluit, blijven hun gevolgen behouden.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 oktober 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

Considérant qu'il est nécessaire de modifier sans retard les délais de préavis, pour les entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment, de garantir le statut juridique des travailleurs concernés;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment.

Art. 2. § 1. Par dérogation aux dispositions de l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, lorsque le préavis est donné par l'employeur, le délai de préavis est fixé à :

1° trente-cinq jours lorsqu'il s'agit d'ouvriers demeurés sans interruption au service du même employeur entre six mois et moins de cinq ans;

2° cinquante-six jours lorsqu'il s'agit d'ouvriers demeurés sans interruption au service du même employeur entre cinq ans et moins de dix ans;

3° quatre-vingt quatre jours lorsqu'il s'agit d'ouvriers demeurés sans interruption au service du même employeur entre dix et moins de vingt ans;

4° cent soixante-huit jours lorsqu'il s'agit d'ouvriers demeurés sans interruption au service du même employeur depuis vingt ans ou plus.

§ 2. Lorsque le préavis émane de l'ouvrier, les délais de préavis applicables sont ceux prévus à l'article 59 de la loi de 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 3. En cas de prépension conventionnelle, les délais de préavis applicables sont ceux prévus à l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 4. Les préavis notifiés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à sortir leurs effets.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 octobre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.
Wet van 20 juli 1991, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1991.

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.
Loi du 20 juillet 1991, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1991.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 2744

[C — 2000/36036]

**8 JUNI 2000. — Besluit van de Vlaamse regering
houdende organisatie en regeling van het beheer en de werking van het Vlaams Zorgfonds**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering, inzonderheid op artikel 11, tweede lid, en 20;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 8 juni 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Vlaamse regering, op 8 juni 1999, betreffende de aanvraag om advies bij de Raad van State binnen een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 februari 2000, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting, Buitenlands Beleid en Europese Aangelegenheden en de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering;

2° Fonds : het Vlaams Zorgfonds, bedoeld in artikel 11 van het decreet;

3° ministers : de Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen, en de Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën;

4° administratie : de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap;

5° leidend ambtenaar : de leidend ambtenaar van de administratie;

6° zorgkas : een zorgkas die erkend is conform artikel 15 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — Organisatie van het Fonds

Art. 2. Het Fonds is een instelling van categorie A, als bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

HOOFDSTUK III. — Beheer en werking van het Fonds

Art. 3. De leidend ambtenaar is belast met de leiding, het dagelijkse en financiële beheer van het Fonds.

Art. 4. Onder het dagelijkse en financiële beheer van het Fonds wordt verstaan :

1° ondertekenen van de dagelijkse briefwisseling, de nota's, de ambtsberichten en de documenten met betrekking tot het Fonds;

2° ontvangen van de gewone en aangetekende zendingen en van de dagvaardingen, gericht aan het Fonds,

3° eensluidend verklaren van uittreksels en afschriften van documenten;

4° geven van alle noodzakelijke goedkeuringen en nemen van beslissingen die desgevallend nodig zijn voor de verevening tussen de zorgkassen en het verlenen van subsidies aan de zorgkassen conform artikel 11, eerste lid, 1°, van het decreet en binnen de richtlijnen vastgesteld door de Vlaamse regering;

5° vastleggen en aanrekenen van de uitgaven;

6° opstellen van de jaarlijkse uitvoeringsrekening van de begroting, de balans- en resultatenrekening;

7° terugvorderen van ten onrechte gedane betalingen;

8° aanstellen van externe deskundigen;

9° nemen van beslissingen in het kader van het toezicht en de controle op de zorgkassen, bedoeld in artikel 11, eerste lid, 3°, van het decreet.

Art. 5. De leidend ambtenaar kan de in artikel 4 vermelde taken delegeren aan personeelsleden van niveau A van zijn administratie, die hem in de uitvoering van zijn taak bijstaan.

Bij tijdelijke afwezigheid of verhinderd van de leidend ambtenaar wordt hij vervangen door een ambtenaar van niveau A van zijn administratie, die hij aanwijst. Heeft hij geen ambtenaar aangewezen, dan gebeurt zijn vervanging conform artikel 1129, § 1, van het besluit van de Vlaamse regering van 24 november 1993 houdende organisatie van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de regeling van de rechtspositie van het personeel.

De delegaties en aanwijzingen worden binnen acht dagen meegedeeld aan de ministers. Tweemaal per jaar brengt de leidend ambtenaar aan de ministers verslag uit over de aanwending van de delegaties.

Art. 6. De personen die daartoe door de leidend ambtenaar zijn aangewezen kunnen ter plaatse of op stukken toezicht uitoefenen op het beheer, de werking en de financiële toestand van de zorgkassen. Op hun eenvoudig verzoek bezorgen de zorgkassen hen elk stuk dat daarmee verband houdt.

Die personen brengen aan het Fonds verslag uit over het door hen uitgeoefende toezicht.

Art. 7. De leidend ambtenaar en de personen die meewerken aan de uitvoering van de opdrachten van het Fonds, zijn gebonden aan het beroepsgeheim.

HOOFDSTUK IV. — *Het reservefonds*

Art. 8. In de boekhouding van het Fonds wordt een rekening geopend voor een reservefonds.

De Vlaamse regering bepaalt jaarlijks welk bedrag van de middelen van het Fonds in het reservefonds gestort moet worden.

Art. 9. Elke opneming uit het reservefonds is afhankelijk van de voorafgaande toestemming van de ministers.

Het reservefonds kan enkel worden aangewend ter vrijwaring van de dekking van de tenlastenemingen door de zorgkassen.

HOOFDSTUK V. — *De begroting*

Art. 10. Met uitzondering van de werkingsuitgaven bevatten de onderscheiden uitgavenposten niet-limitatieve kredieten.

HOOFDSTUK VI. — *De boekhouding*

Art. 11. In de boekhouding wordt per zorgkas een rekening geopend.

Elke uitgave aan een zorgkas wordt chronologisch geboekt met vermelding van de kostensoort.

De ministers bepalen de kostensoorten en het model van de in het eerste lid bedoelde rekening.

Art. 12. Het Fonds bezorgt uiterlijk op 31 maart aan de ministers een boekhoudkundig verslag van alle verrichtingen van het voorbije jaar.

De ministers bepalen de vormvereisten waaraan het verslag moet voldoen.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Artikel 20 van het decreet en dit besluit treden in werking op 1 juli 2000.

Art. 14. De Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen, en de Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën, zijn, ieder wat haar of hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juni 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering en Vlaams minister van Financiën, Begroting,
Buitenlands Beleid en Europese Aangelegenheden,
P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. M. VOGELS

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2000 — 2744

[C — 2000/36036]

8 JUIN 2000. — Arrêté du Gouvernement flamand portant organisation et réglant la gestion et le fonctionnement du « Vlaams Zorgfonds » (Fonds flamand d'Assurance Soins)

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 30 mars 1999 portant organisation de l'assurance soins, notamment les articles 11, alinéa 2, et 20;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 8 juin 1999;

Vu la délibération du Gouvernement flamand le 8 juin 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 février 2000, en application de l'article 84, premier alinéa, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand des Finances, du Budget, de la Politique extérieure et des Affaires européennes et du Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Égalité des Chances;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté on entend par :

1° décret : le décret du 30 mars 1999 portant organisation de l'assurance soins;

2° Fonds : le Fonds flamand d'Assurance Soins visé à l'article 11 du décret;

3° Ministres : le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions, et le Ministre flamand chargé des finances;

4° Administration : l'Administration de la Famille et de l'Aide sociale du Ministère de la Communauté flamande;

5° fonctionnaire dirigeant : le fonctionnaire dirigeant de l'Administration;

6° caisse d'assurance soins : une caisse d'assurance soins agréée conformément à l'article 15 du décret.

CHAPITRE II. — *Organisation du Fonds*

Art. 2. Le Fonds est un organisme de la catégorie A tel que visé par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

CHAPITRE III. — *Gestion et fonctionnement du Fonds*

Art. 3. Le fonctionnaire dirigeant est chargé de la direction et de la gestion journalière et financière du Fonds.

Art. 4. On entend par gestion journalière et financière du Fonds :

- 1° la signature de la correspondance quotidienne, des notes, des avis officiels et des documents ayant trait au Fonds;
- 2° la réception d'envois normaux et recommandés et des exploits adressés au Fonds;
- 3° la certification de conformité d'extraits et de copies de documents;
- 4° les approbations requises et la prise de décisions éventuellement nécessaires en vue de la compensation entre les caisses d'assurances soins, et l'octroi de subventions aux caisses d'assurances soins conformément à l'article 11, premier alinéa, 1°, du décret et selon les directives déterminées par le Gouvernement flamand;
- 5° engagement et imputation des dépenses;
- 6° établissement du compte annuel d'exécution budgétaire, du compte de bilan et des résultats;
- 7° recouvrement de paiements indus;
- 8° désignation d'experts extérieurs;
- 9° la prise de décisions dans le cadre de la surveillance et du contrôle des caisses d'assurance soins, tels que visés à l'article 11, premier alinéa, 3°, du décret.

Art. 5. Le fonctionnaire dirigeant peut déléguer les tâches visées à l'article 4 à des membres du personnel du niveau A de son administration, qui l'assistent dans l'exécution de sa mission.

En cas d'absence temporaire ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, il est remplacé par un fonctionnaire du niveau A de son administration, qu'il désigne. Faute de désignation d'un fonctionnaire, son remplacement s'effectue conformément à l'article II 29, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 novembre 1993 portant organisation du Ministère de la Communauté flamande et statut du personnel.

Les délégations et désignations sont communiquées aux ministres dans les huit jours. Deux fois par an, le fonctionnaire dirigeant fait rapport aux ministres sur les délégations.

Art. 6. Les personnes désignées à cet effet par le fonctionnaire dirigeant peuvent exercer sur place ou sur pièces le contrôle de la gestion, du fonctionnement et de la situation financière des caisses d'assurance soins. Les caisses d'assurance soins leur communiquent, sur simple demande, tout document y afférent.

Ces personnes font rapport au Fonds sur le contrôle exercé par elles.

Art. 7. Le fonctionnaire dirigeant et les personnes qui l'assistent dans l'exécution des missions du Fonds sont tenus au secret professionnel.

CHAPITRE IV. — *Le fonds de réserve*

Art. 8. Il est ouvert un compte pour un fonds de réserve dans la comptabilité du Fonds.

Le Gouvernement fixe annuellement le montant des moyens du Fonds à verser au fonds de réserve.

Art. 9. Tout prélèvement du fonds de réserve est subordonné à l'accord préalable des ministres.

Le fonds de réserve ne peut être affecté qu'à la garantie de la couverture de la prise en charge par les caisses d'assurance soins.

CHAPITRE V. — *Le budget*

Art. 10. A l'exception des dépenses de fonctionnement, les différents postes de dépenses contiennent des crédits non limitatifs.

CHAPITRE VI. — *La comptabilité*

Art. 11. Il est ouvert un compte par caisse d'assurance soins dans la comptabilité.

Chaque dépense faite à une caisse d'assurance soins est comptabilisée chronologiquement en mentionnant le type de coûts.

Les ministres déterminent les types de coûts et le modèle du compte visé au premier alinéa.

Art. 12. Le Fonds soumet aux ministres, au plus tard le 31 mars, un rapport comptable de toutes les transactions de l'année écoulée.

Les ministres fixent les conditions de forme que le rapport doit remplir.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 13. L'article 20 du décret et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2000.

Art. 14. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions, et le Ministre flamand ayant les finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juin 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand
et Ministre flamand des Finances, du Budget, de la Politique extérieure et des Affaires européennes,
P. DEWAELE

La Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
Mme M. VOGELS

17 JULI 2000.

Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 16 juni 1998 tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van de centra voor ontwikkelingsstoornissen

De Vlaamse regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II, 1°;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 16 juni 1998 tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van de centra voor ontwikkelingsstoornissen, gewijzigd bij besluit van de Vlaamse regering van 25 februari 2000;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor begroting, gegeven op 17 juli 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend en noodzakelijk is de werkdruk binnen de centra voor ontwikkelingsstoornissen tot een houdbaar niveau te verlagen en snel de wachttijden te verminderen;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Vlaamse regering van 16 juni 1998 tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van de centra voor ontwikkelingsstoornissen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°. 6° wordt vervangen door wat volgt :

« 6° het multidisciplinair onderzoek : een afgerond geheel van twee of meer gecombineerde deelonderzoeken op medisch, paramedisch, psychologisch, pedagogisch of sociaal vlak met betrekking tot één cliënt, samengevoegd tot een geïntegreerd multidisciplinair verslag. »

2°. Het volgende punt wordt toegevoegd :

« 10° het deelonderzoek : het onderzoek op medisch, paramedisch, psychologisch, pedagogisch of sociaal vlak met betrekking tot één cliënt en uitgevoerd door één persoon. Indien twee of meer personen behorend tot een verschillende discipline een onderzoek uitvoeren bij één cliënt, wordt dit beschouwd als twee of meer deelonderzoeken”.

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt § 1 vervangen door wat volgt :

« § 1. Het centrum heeft als opdracht multidisciplinaire onderzoeken uit te voeren bij kinderen die behoren tot de doelgroepen, genoemd in artikel 3.

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt 5° geschrapt en wordt 6° vervangen door wat volgt :

« 6° a) het een financiële bijdrage vraagt van de cliënt, die niet hoger mag zijn dan 2040 frank per opgestart multidisciplinair onderzoek;

b) uit de rekening van het afgelopen werkjaar van het centrum blijkt dat een gemiddelde bijdrage van meer dan 1020 frank per opgestart multidisciplinair onderzoek werd geïnd. »

Art. 4. Aan artikel 5 van hetzelfde besluit worden volgende paragrafen toegevoegd :

« § 3. Een erkenning als centrum voor ontwikkelingsstoornissen of een wijziging van de erkenning wordt steeds toegekend voor een welbepaalde capaciteit en met in acht name van een minimum capaciteit per centrum van 200 multidisciplinaire onderzoeken gedurende het eerste jaar en 400 multidisciplinaire onderzoeken vanaf het tweede jaar van de erkenning.

§ 4. Onder wijziging van erkenning wordt verstaan wijziging van de capaciteit.

§ 5. Om erkend te blijven moet een centrum na één jaar, te rekenen vanaf de datum van het erkenningsbesluit, blijvend voldoen aan alle erkenningsvoorwaarden. »

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 6. Een erkenning als centrum voor ontwikkelingsstoornissen kan enkel worden verleend voorzover de programmienorm niet wordt overschreden en indien het centrum :

1° een ontvankelijke aanvraag heeft ingediend;

2° voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, bedoeld in afdeling 1.

De programmienorm wordt bepaald op 2650 multidisciplinaire onderzoeken als maximum totale erkende capaciteit. »

Art. 6. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden 2° en 3° vervangen door wat volgt :

« 2° jaarlijks, vóór 30 april aan de administratie een jaarverslag bezorgt, dat minstens een gedetailleerd overzicht geeft van de inhoudelijke werking, onder meer wat betreft de bezetting, de bereikte populatie, het aantal deelonderzoeken en multidisciplinaire onderzoeken, de samenwerkingsverbanden en aandachtspunten voor de toekomst;

3° een boekhouding voert overeenkomstig een rekeningstelsel, bepaald door de Vlaamse minister en die boekhouding, geïntegreerd door een bedrijfsrevisor, vóór 30 april aan de administratie bezorgd;”

Art. 7. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 14. § 1. De subsidie bestaat uit een enveloppe die wordt bepaald door de vermenigvuldiging van het subsidiebedrag per capaciteitsseenheid met de erkende capaciteit.

Elk centrum dient jaarlijks minimaal 90 % en maximaal 110 % van de haar toegekende capaciteit te realiseren. Indien een centrum minder dan 90 % realiseert van de haar toegekende capaciteit wordt de subsidie-enveloppe berekend op de gerealiseerde bezetting en niet op de erkende capaciteit.

Indien de bezettingsgraad gedurende twee opeenvolgende jaren minder dan 90 % bedraagt, wordt de erkende capaciteit verminderd tot 110 % van de gemiddelde bezetting tijdens deze twee opeenvolgende jaren.

§ 2. Het subsidiebedrag per capaciteits eenheid wordt vastgesteld op 18 377 frank per opgestart multidisciplinair onderzoek.

§ 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen, bepaalt per centrum de erkende capaciteit. »

Art. 8. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Als de som van alle inkomsten meer bedraagt dan de reële uitgaven voor de uitvoering van zijn opdrachten van dat kalenderjaar, bouwt het centrum reserves op. De opgebouwde reserve mag maximum 50 % bedragen van de jaarlijks, conform artikel 14 berekende subsidie. Het deel van deze reserve dat dit percentage overtreft wordt teruggestort aan de administratie. »

Art. 9. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« De bedragen vermeld in artikel 14, § 2 en artikel 4, 6° zijn gekoppeld aan het prijsindexcijfer dat berekend en benoemd wordt voor de toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van het concurrentievermogen. De basisindex is de spilindex, van toepassing op 1 januari 2000. De subsidiebedragen worden aan het prijsindexcijfer gekoppeld op 1 januari van het jaar volgend op de indexsprong. »

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

Art. 11. De Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 17 juli 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. M. VOGELS

TRADUCTION

F. 2000 — 2745

[C — 2000/36011]

17 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 juin 1998 réglant l'agrément et le subventionnement des centres pour troubles du développement

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1^{er}, II, 1°;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 juin 1998 réglant l'agrément et le subventionnement des centres pour troubles du développement, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 février 2000;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 17 juillet 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de réduire d'urgence à un niveau acceptable la pression du travail dans les centres pour troubles du développement ainsi que les délais d'attente;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 juin 1998 réglant l'agrément et le subventionnement des centres pour troubles du développement, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° l'examen multidisciplinaire : un ensemble complet de deux ou plusieurs examens partiels combinés dans les domaines médical, paramédical, psychologique, pédagogique ou social portant sur un client et réunis en un rapport multidisciplinaire intégré;

2° Le point suivant est ajouté :

« 10° l'examen partiel : l'examen dans le domaine médical, paramédical, psychologique, pédagogique ou social portant sur un client et effectué par une seule personne. Si deux ou plusieurs personnes appartenant à des disciplines différentes examinent un seul client, cet examen est considéré comme deux ou plusieurs examens partiels ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le centre a pour mission d'effectuer des examens multidisciplinaires auprès d'enfants appartenant aux groupes cibles visés à l'article 3.

Art. 3. Dans l'article 4 du même arrêté, le 5° est supprimé et le 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° a) il demande une cotisation financière au client ne dépassant pas le montant de 2 040 francs par examen multidisciplinaire entamé;

b) les comptes de l'exercice écoulé du centre font apparaître qu'une cotisation moyenne de plus de 1 020 francs par examen multidisciplinaire entamé a été perçue. ».

Art. 4. A l'article 5 du même arrêté sont ajoutés les paragraphes suivants :

« § 3. Un agrément comme centre pour troubles du développement ou une modification de l'agrément est toujours accordé pour une capacité déterminée et en tenant compte d'une capacité minimum par centre de 200 examens multidisciplinaires au cours de la première année et 400 examens multidisciplinaires à partir de la deuxième année de l'agrément.

§ 4. Par modification de l'agrément on entend la modification de la capacité.

§ 5. Pour conserver l'agrément, le centre doit continuer à répondre à toutes les conditions d'agrément après un an, à compter de la date de l'arrêté d'agrément. »

Art. 5. L'article 6 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 6. L'agrément comme centre pour troubles du comportement peut uniquement être octroyé lorsque la norme de programmation n'a pas été dépassé et le centre :

1° a introduit une demande recevable;

2° remplit les conditions d'agrément telles que visées à la section 1re.

La norme de programmation est fixée à 2650 examens multidisciplinaires en tant que capacité agréée totale maximale. »

Art. 6. Dans l'article 13 du même arrêté, les 2° et 3° sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 2° remet à l'administration, avant le 31 avril de chaque année, un rapport annuel qui présente au moins un aperçu détaillé du fonctionnement notamment en ce qui concerne l'occupation, la population atteinte, le nombre d'examens partiels et multidisciplinaires, les structures de coopération et les points qui mériteront une attention particulière à l'avenir.

3° tient une comptabilité conformément à un plan comptable arrêté par le Ministre flamand et remet cette comptabilité, visée par un réviseur d'entreprises, à l'administration avant le 31 avril; »

Art. 7. L'article 14 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 14. § 1^{er}. La subvention consiste en une enveloppe dont le montant est déterminé par la multiplication du montant de la subvention par unité de capacité par la capacité agréée.

Chaque centre doit réaliser annuellement au minimum 90 % et au maximum 110 % de la capacité qui lui est attribuée. Si un centre réalise moins de 90 % de la capacité attribuée à lui, l'enveloppe est calculée en fonction de l'occupation réalisée et non sur la capacité agréée.

Si le taux d'occupation s'élève à moins de 90 % pendant deux années successives, la capacité agréée est réduite à 110 % de l'occupation moyenne au cours de ces deux années successives.

§ 2. Le montant de la subvention par unité de capacité est fixé à 18 337 francs par examen multidisciplinaire entamé.

§ 3. Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions détermine par centre la capacité agréée. »

Art. 8. L'article 15 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Si la somme de toutes les recettes dépasse les dépenses réelles pour l'exécution de ses missions de l'année civile en question, le centre constituera des réserves, plafonnées à 50 % du montant de la subvention annuelle calculée conformément à l'article 14. La partie de cette réserve qui dépasse ce pourcentage sera remboursée à l'administration. »

Art. 9. L'article 17 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les montants visés à l'article 14, § 2 et à l'article 4, 6° sont liés à l'indice des prix qui est calculé et nommé en application de l'article 2 de l'Arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. L'indice de base est l'indice-pivot qui est d'application le 1^{er} janvier 2000. Les montants des subventions sont liés à l'indice des prix le 1^{er} janvier de l'année suivant le saut d'indexation. »

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2000.

Art. 11. Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAEL

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
Mme M. VOGELS

N. 2000 — 2746

[C — 2000/36043]

28 AUGUSTUS 2000. — Besluit van de Vlaamse regering houdende oprichting en samenstelling van de lokale comités voor de personeelsleden van het gemeenschapsonderwijs

De Vlaamse regering,

Gelet op het bijzonder decreet van 19 juli 1998 betreffende het gemeenschapsonderwijs;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 34, tweede lid en 42, § 1, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 december 1999;

Gelet op het met redenen omklede advies van 21 december 1999, uitgebracht door het Hoog Overlegcomité, opgericht in het gebied van Sectorcomité X;

Gelet op de beraadslaging van de Vlaamse regering, op 17 maart 2000, betreffende de aanvraag om advies bij de Raad van State binnen een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 mei 2000, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "comités": de comités die zijn opgericht krachtens artikel 10 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, hierna de wet te noemen, en die bevoegd zijn om met betrekking tot het personeel van het gemeenschapsonderwijs te onderhandelen over de materies, vermeld in artikel 11, § 1, en te overleggen over de materies, bedoeld in artikel 11, § 2, van de wet.

Art. 2. Voor de personeelsleden van het gemeenschapsonderwijs worden met betrekking tot de materies, bedoeld in artikel 11, § 1 en § 2, van de wet, comités opgericht zoals bepaald in dit besluit.

Art. 3. Voor de materies die tot de bevoegdheid van de schooldirecteur behoren, wordt telkens een basiscomité voor de school opgericht. De schooldirecteur zit het voor.

Art. 4. Voor de materies die tot de bevoegdheid van de directeur van een centrum voor leerlingenbegeleiding behoren, wordt telkens een basiscomité voor het centrum voor leerlingenbegeleiding opgericht. De directeur van het centrum voor leerlingenbegeleiding zit het voor.

Art. 5. Voor de materies die de personeelsleden betreffen die rechtstreeks onder de scholengroep ressorteren, wordt telkens een basiscomité voor de scholengroep opgericht. De algemeen directeur zit het voor.

Art. 6. Voor de materies die de personeelsleden van de pedagogische begeleidingsdienst betreffen, wordt een basiscomité voor de pedagogische begeleidingsdienst opgericht. De voorzitter van de centrale raad en vanaf 1 januari 2003 de afgevaardigd bestuurder zitten het voor.

Art. 7. Voor de materies die de bevoegdheid van één basiscomité van een bepaalde scholengroep overstijgen en die tot de bevoegdheid van de raad van bestuur, de algemene vergadering, de algemeen directeur of van het college van directeurs van de betreffende scholengroep behoren, wordt telkens één tussencomité voor de scholengroep opgericht. De algemeen directeur zit het voor.

Art. 8. Voor de materies die de bevoegdheid van één scholengroep overstijgen en die tot de bevoegdheid van het centrale niveau behoren, wordt een tussencomité voor het centrale niveau opgericht. De voorzitter van de centrale raad en vanaf 1 januari 2003 de afgevaardigd bestuurder zitten het voor.

Art. 9. Onverminderd de bepalingen van artikel 42, § 4, en 44 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, worden de leden van de afvaardiging van de overheid van de comités, bedoeld in artikel 3 tot en met 8, door de voorzitter van het betrokken comité voor elke vergadering aangewezen naargelang van de dagorde.

Art. 10. De voorzitter van een comité wijst zijn plaatsvervanger aan.

Art. 11. Het besluit van de Vlaamse regering van 25 maart 1992 houdende oprichting en samenstelling van de basisoverlegcomités en het tussenoverlegcomité voor de personeelsleden van het onderwijs georganiseerd door de Vlaamse Gemeenschap wordt opgeheven met ingang van 1 januari 2000, met uitzondering van de bepalingen die betrekking hebben op de basisoverlegcomités, opgericht in een PMS-centrum, die worden opgeheven op 1 september 2000.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000, met uitzondering van artikel 4, dat in werking treedt op 1 september 2000.

Art. 13. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 augustus 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,
P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Onderwijs en Vorming,
Mevr. M. VANDERPOORTEN

TRADUCTION

F. 2000 — 2746

[C — 2000/36043]

28 AOUT 2000. — Arrêté du Gouvernement flamand créant et composant les comités locaux pour les personnels de l'enseignement communautaire

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret spécial du 14 juillet 1998 relatif à l'enseignement communautaire;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 10, modifié par la loi du 19 juillet 1983;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment les articles 34, deuxième alinéa et 42, § 1^{er}, deuxième alinéa;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, émis le 15 décembre 1999;

Vu l'avis motivé du 21 décembre 1999, émis par le Comité supérieur de concertation, constitué au sein du Comité sectoriel X;

Vu la délibération du Gouvernement flamand du 17 mars 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 mai 2000, par application de l'article 84, premier alinéa, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Formation;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par "comités", les comités créés en vertu de l'article 10 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, dénommée ci-après la loi, et autorisés, par rapport aux personnels de l'enseignement communautaire, à négocier les matières, visées à l'article 11, § 1^{er}, et à délibérer sur les matières visées à l'article 11, § 2, de la loi.

Art. 2. Pour les personnels de l'enseignement communautaire, des comités sont constitués conformément au présent arrêté pour les matières, visées à l'article 11, § 1^{er} et § 2, de la loi.

Art. 3. Pour les matières rentrant dans les attributions du directeur d'école, il est créé un comité de base pour chaque école. Le directeur d'école en assume la présidence.

Art. 4. Pour les matières rentrant dans les attributions du directeur d'un centre d'encadrement des élèves, il est créé un comité de base pour chaque centre d'encadrement des élèves. Le directeur du centre d'encadrement des élèves en assume la présidence.

Art. 5. Pour les matières ayant trait aux personnels relevant directement du groupe d'écoles, il est créé un comité de base pour chaque groupe d'écoles. Le directeur général en assume la présidence.

Art. 6. Pour les matières ayant trait aux personnels du service d'encadrement pédagogique, un comité de base pour le service d'encadrement pédagogique est installé. Le président du conseil central et à compter du 1^{er} janvier 2003 l'administrateur délégué en assument la présidence.

Art. 7. Pour les matières dépassant les attributions d'un comité de base d'un certain groupe d'écoles mais étant de la compétence du conseil d'administration, de l'assemblée générale, du directeur général ou du collège des directeurs du groupe d'écoles en question, un comité intermédiaire pour chaque groupe d'écoles est créé. Le directeur général en assume la présidence.

Art. 8. Pour les matières dépassant les attributions d'un groupe d'écoles et rentrant dans les attributions du niveau central, un comité intermédiaire pour le niveau central est institué. Le président du conseil central et à partir du 1^{er} janvier 2003 l'administrateur délégué en assurent la présidence.

Art. 9. Sans préjudice des dispositions des articles 42, § 4, et 44 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, les membres de la délégation de l'autorité au sein des comités, visés à l'article 3 à 8 inclus, sont désignés par le président du comité concerné pour chaque séance selon l'ordre du jour.

Art. 10. Le président d'un comité désigne son suppléant.

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement flamand du 25 mars 1992 portant création et composition des comités de concertation de base et du comité intermédiaire de concertation pour les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté flamande est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2000, à l'exception des dispositions applicables aux comités de concertation de base, organisés au sein d'un centre PMS, qui sont supprimés le 1^{er} septembre 2000.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2000, à l'exception de l'article 4, qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2000.

Art. 13. Le Ministre flamand compétent pour l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 août 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Formation,
Mme M. VANDERPOORTEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 2747

[2000/29357]

29 JUIN 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant une subvention à l'office de la naissance et de l'enfance, avenue de la Toison d'Or 86, à 1060 Bruxelles, afin de mettre en œuvre le code de qualité de l'accueil pour la période du 1^{er} juillet 2000 au 31 mars 2001

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.), notamment l'article 5, tel que modifié par le décret du 8 février 1999;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la Promotion de la Santé en Communauté française;

Vu le décret du 16 mars 1998 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitances;

Vu le décret du 23 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2000, notamment l'allocation de base 33.39.33, division organique 16;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 6 juin 2000;

Vu l'accord du Ministre du Gouvernement de la Communauté française chargé du budget donné le 29 juin 2000;

Sur proposition du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.).

Vu la délibération du Gouvernement du 29 juin 2000;

Considérant la mission confiée à l'Office de la Naissance et de l'Enfance par décret du 30 mars 1983;

Considérant qu'il convient de donner les moyens à l'Office de la Naissance et de l'Enfance de mettre en œuvre les dispositions du code de qualité de l'accueil approuvé par le Gouvernement de la Communauté française en date du 31 mai 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Une subvention de quatorze millions quatre cents mille francs belges (14 400 000 BEF) à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 33.39.33, Division organique 16 du budget général des dépenses de la Communauté française, année budgétaire 2000, est octroyée à l'Office de la Naissance et de l'Enfance, avenue de la Toison d'Or 86, à 1060 Bruxelles (Code 200.971/CCP n° 091-0095741-31) afin de mettre en œuvre le code de qualité de l'accueil pour la période du 1^{er} juillet 2000 au 31 mars 2001.

Art. 2. La présente subvention est destinée à couvrir des frais de personnel à charge de l'O.N.E. ainsi que des frais de fonctionnement relatifs à la mise en œuvre du code de qualité de l'accueil.

Art. 3. La subvention sera liquidée en deux tranches et de la manière suivante :

1° une première tranche de onze millions cinq cent vingt mille francs belges (11 520 000 BEF) représentant 80 % du montant de la subvention à titre d'avance après signature du présent arrêté;

2° le solde de deux millions huit cent quatre-vingt mille francs belges (2 880 000 BEF) représentant 20 % de la subvention sera liquidé après réception et approbation des documents visés à l'article 4.

Art. 4. Au terme des activités visées à l'article 1^{er} et en tout cas avant le 1^{er} juin 2001, le bénéficiaire de la subvention devra produire les documents énumérés ci-après :

1° le compte détaillé (en double exemplaire) des recettes et des dépenses relatives aux activités visées à l'article 1^{er};

2° les pièces justificatives relatives à toutes les dépenses visées au 1°. Ces pièces doivent être fournies en double exemplaire et reprises par ordre chronologique sur un relevé récapitulatif établi en deux exemplaires;

3° un rapport d'activités, en triple exemplaire. Ce rapport comportera obligatoirement une note de synthèse reprenant les activités concrètes relatives à la période couverte par le présent arrêté;

4° les brochures et autres documents produits et réalisés dans le cadre de l'action menée, également en triple exemplaire.

Art. 5. Pour pouvoir satisfaire aux dispositions de l'article 4, le bénéficiaire tient une comptabilité séparée pour ce qui a trait à l'utilisation de la subvention.

Art. 6. La subvention est liquidée à due concurrence des dépenses strictement nécessaires à la réalisation de l'objet de la subvention à l'exclusion des dépenses déjà financées par d'autres sources que la subvention prévue par le présent arrêté.

Le montant non justifié de la subvention devra être remboursé à la Communauté française selon les modalités déterminées par celle-ci.

Les frais de déplacements et de séjour du personnel sont pris en considération à raison des montants accordés à des fonctionnaires de même degré de qualification.

Le remboursement des frais de déplacements ou de séjour à l'étranger doit faire l'objet d'un accord préalable d'un fonctionnaire dirigeant de la Direction générale de la Santé. Il est à noter que ces frais ne seront acceptés que s'ils contribuent au bon déroulement de l'activité pour laquelle la subvention est accordée.

Art. 7. 1° Le bénéficiaire est responsable du programme et des documents produits; il conserve la propriété de ces derniers et est libre de les utiliser au-delà des délais d'exécution du présent arrêté, sous réserve d'y faire figurer l'emblème et le logo officiels de la Communauté française.

2° Au cas où la présente subvention couvre la totalité des frais relatifs à la création de documents, le Ministre se réserve le droit de faire retirer et de diffuser ces documents en nombre illimité à des fins éducatives. Les retirages et leur diffusion sont exempts de perception de droits. Dans ce cadre, si la création de documents visuels et audiovisuels est prévue, le Ministre peut céder les droits évoqués ci-dessus, à l'A.S.B.L. « Médiathèque de la Communauté française de Belgique », dans le cadre de la mission qui lui est confiée, en vue de reproduction et de diffusion et selon les modalités générales du prêt.

Art. 8. Le bénéficiaire de la subvention est tenu d'accepter la publication des informations sur les activités et résultats du programme.

Art. 9. La responsabilité de la Communauté française ne peut être engagée ni en ce qui concerne les contrats d'emploi, ni les actes de sous-traitance, ni le contenu des documents produits à l'occasion de la réalisation du programme subventionné par le présent arrêté, ni les dommages causés aux personnes et aux biens.

Art. 10. Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 juin 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Accueil
et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 2747

[2000/29357]

29 JUNI 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toekenning van een toelage aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance », Gulden Vlieslaan 86, te 1060 Brussel, om de voorschriften inzake degelijkheid van de opvang toe te passen vanaf 1 juli 2000 tot 31 maart 2001

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (ONE), inzonderheid op artikel 5, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de Gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 16 maart 1998 inzake hulpverlening aan mishandelde kinderen;

Gelet op het decreet van 23 december 1999 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000, inzonderheid op de basisallocatie 33.39.33, organisatie- afdeling 16;

Gelet op het besluit van 11 december 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorschriften inzake degelijkheid van de opvang;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juni 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met de begroting, gegeven op 29 juni 2000;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance », (O.N.E.);

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 29 juni 2000;

Overwegende de opdracht toegewezen aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » bij het decreet van 30 maart 1983;

Overwegende dat het past aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » de middelen te bezorgen om de bepalingen van de door de Regering van de Franse Gemeenschap op 31 mei 1999 goedgekeurde voorschriften inzake degelijkheid van de opvang in toepassing te brengen,

Besluit :

Artikel 1. Een toelage van veertien miljoen vierhonderd duizend Belgische frank (14 400 000 BEF) aan te rekenen op het krediet ingeschreven in de basistoelage 33.39.33, Organisatie-afdeling 16 van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000 wordt toegekend aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance », Gulden Vlieslaan 86, te 1060 Brussel (Code 200.971/PR nr. 091-0095741-31) om de voorschriften inzake degelijkheid van de opvang toe te passen vanaf 1 juli 2000 tot 31 maart 2001.

Art. 2. Deze toelage is bestemd om de personeelskosten te dekken ten laste van de « O.N.E. » alsook de werkingskosten voortvloeiend uit de inwerkingstelling van de voorschriften inzake degelijkheid van de opvang.

Art. 3. De toelage wordt in twee schijven op de volgende wijze uitgekeerd :

1° een eerste schijf van elf miljoen vijfhonderd twintig duizend Belgische frank (11 520 000 BEF) die overeenstemt met 80 % van het bedrag van de toelage als voorschot na ondertekening van dit besluit;

2° het saldo van twee miljoen achthonderd tachtig duizend Belgische frank (2 880 000 BEF) dat overeenstemt met 20 % van de toelage zal worden uitgekeerd na ontvangst en goedkeuring van de bij artikel 4 bedoelde documenten.

Art. 4. Op het einde van de activiteiten bedoeld bij artikel 1 en in alle geval vóór 1 juni 2001 is de begunstigde van de toelage verplicht de hierna vermelde documenten voor te leggen :

1° de gedetailleerde rekening (in tweevoud) van de inkomsten en uitgaven voor de in artikel 1 bedoelde activiteiten;

2° de bewijsstukken voor al de uitgaven bedoeld in 1°. Deze stukken moeten in tweevoud bezorgd worden en in chronologische orde in tweevoud opgenomen op een verzamellijst;

3° een activiteitenverslag in drievoud. Dit verslag bevat verplicht een synthesenota met opgave van de concrete activiteiten over de periode die door dit besluit wordt bestreken;

4° de brochures en andere documenten opgesteld en verwezenlijkt in het kader van de gevoerde actie, eveneens in drievoud.

Art. 5. Om te kunnen voldoen aan de bepalingen van artikel 4, houdt de begunstigde een afzonderlijke boekhouding bij over wat betrekking heeft op de aanwending van de toelage.

Art. 6. De toelage wordt uitgekeerd tot het passend bedrag van de uitgaven die absoluut nodig zijn voor de verwezenlijking van de affectatie van de toelage met uitsluiting van de uitgaven die reeds door andere bronnen dan de bij dit besluit voorziene toelage worden gefinancierd.

Het niet verantwoord bedrag van de toelage moet terugbetaald worden aan de Franse Gemeenschap volgens de door deze laatste bepaalde nadere regels.

De reis- en verblijfkosten van het personeel worden in rekening genomen naar rata van de bedragen die aan ambtenaren van dezelfde kwalificatiegraad worden toegekend.

Voor de terugbetaling van de reis- of verblijfkosten in het buitenland moet een leidend ambtenaar van de algemene directie van de Gezondheidszorg voorafgaand zijn toestemming geven. Op te merken valt dat deze kosten slechts zullen aanvaard worden indien zij bijdragen tot het goede verloop van de activiteit waarvoor de toelage wordt toegekend.

Art. 7. 1° De begunstigde is verantwoordelijk voor het programma en de opgestelde documenten; hij blijft er eigenaar van en is vrij die te gebruiken na de uitvoeringstermijnen van dit besluit, onder voorbehoud het officieel embleem en logo van de Franse Gemeenschap erop te laten voorkomen.

2° In geval dat deze toelage het geheel van de kosten dekt voor het ontwerpen van documenten, houdt de Minister zich het recht voor deze documenten in een onbeperkt aantal om educatieve doeleinden te laten herdrukken en verspreiden. Op de nieuwe druk en de verspreiding ervan worden er geen rechten geïnd. In dit kader, indien het ontwerpen van visuele en audiovisuele documenten voorzien is, kan de Minister de hierboven vermelde rechten afstaan aan de V.Z.W. « Médiathèque de la Communauté française de Belgique », in het kader van de hem toegewezen opdracht met het oog op reproductie en verspreiding en volgens de algemene nadere regels van de lening.

Art. 8. De begunstigde van de toelage is ertoe verplicht de publicatie van de informatie over de activiteiten en de resultaten van het programma te aanvaarden.

Art. 9. De Franse Gemeenschap kan niet verantwoordelijk gesteld worden noch wat betreft de betrekkingsovereenkomsten, noch de akten van onderaanneming, noch de inhoud van de documenten die worden opgemaakt ter gelegenheid van de realisatie van het door dit besluit gesubsidieerd programma, noch de schade toegebracht aan de mensen en de goederen.

Art. 10. De Minister van kinderopvang, belast met de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « ONE », is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 juni 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Kinderopvang, belast met de Opvang
en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

F. 2000 — 2748

[C — 2000/29366]

13 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant pour l'année scolaire 2000-2001 une subvention au réseau de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel destinée à couvrir les dépenses en personnel contractuel, en application de l'article 8 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 55 et suivants des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Vu le décret du 23 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2000;

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu la proposition de répartition arrêtée par la Commission des discriminations positives en date du 4 mai 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Gouvernement de la Communauté française chargé du budget, donné le 13 juillet 2000

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des missions confiées à l'ONE;

Vu l'accord du Gouvernement de la Communauté française donné le 13 juillet 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Un montant global de dix millions quatre cent dix-sept mille quatre vingt quatre francs (10.417.084 BEF) à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 01.01 du programme d'activité 90 de la division organique 51 est réservé à la rétribution du personnel contractuel.

Art. 2. La répartition des emplois figure en annexe du présent arrêté.

Art. 3. Les services compétents de l'Administration générale des Personnels de l'Enseignement sont chargés de liquider au terme de chaque mois presté la subvention-traitement dévolue au personnel en fonction, conformément à l'article 1^{er} et au tableau de répartition repris en annexe.

Art. 4. Au terme des activités prévues et au plus tard pour le 30 septembre 2001, le Pouvoir organisateur bénéficiaire adresse à la Commission des discriminations positives un rapport d'activités comprenant une note de synthèse.

Bruxelles, le 13 juillet 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Annexe 1

Personnel contractuel octroyé aux implantations du réseau
de l'enseignement libre confessionnel subventionné reconnues en discrimination positive

N° projet	Localité	CP	IMPLANTATION CONCERNEE	FONCTION	BUDGET
BXL2-2000-19	BRUXELLES	1000	AV. DE L'HELIPORT 46	Assistant social Tps partiel	586.740
BXL2-2000-10	BRUXELLES	1000	RUE T'KINT 28 QUAI AU FOIN 23	Logopède Tps partiel	690.582
BXL4-2000-04	ETTERBEEK	1040	AVENUE EUDORE PIRMEZ 45	Logopède Tps partiel	540.000
BXL4-2000-08	IXELLES	1050	RUE LOUIS HAP 143	Logopède Tps partiel	540.000
BXL5-2000-11	ST-GILLES	1060	RUE MORIS 19	Assistant social Tps partiel	586.740
BXL1-2000-27	MOLENBEEK-ST-JEAN	1080	CHAUSSEE DE NINOVE 132	Educateur Tps partiel	508.494
LGE-2000-09	LIEGE	4000	RUE DU GENERAL BERTRAND 3	Educateur Tps partiel	705.000 ACS (région W)
LGE-2000-21 LGE-2000-25	LIEGE (BRESSOUX)	4020	RUE TANIXHE 27	Ass.social Educateur Tps partiel	475.000 470.000 ACS (région W)
8/100/FLEU/04	FLEURUS	6620	CHAUSSEE DE GILLY 223	Puéricultrice Tps partiel	501 735 ACS (région W)
LGE-2000-33	SERAING	4101	AV. DE DOUAI 12	Educateur Tps partiel	465.000 ACS (région W)
LGE-2000-36	SERAING (OUGREE)	4102	RUE FRANKLIN ROOSEVELT 129	Ass.social Tps social	475.000 ACS (région W)
LGE-2000-48	SAINT-NICOLAS	4420	PLACE FRANCISCO FERRER, 15	Educateur Tps partiel	470.000 ACS (région W)
NAM/SAM/01	TAMINES	5600	RUE ST CATHERINE 17	Ass.social Tps partiel	568.995
8/100/CHC/05	MARCHIENNE -AU -PONT	6030	RUE DU CIMETIERE 34 RUE LEON DUBOIS 225 RUE DE LA COLLINE	Psychomo Tricien Tps partiel	227.856
8/100/CHB/05	GILLY	6060	CH. DE FLEURUS 416	Logopède Tps partiel	538.000
8/100/BIN/01	GRAND-RENG	6560	RUE DES DEPORTES, 18	Logopède Tps partiel	169.840
8/100/MO/03	MONS (JEMAPPES)	7012	AVENUE MARECHAL FOCH 824 AVENUE DU COQ,10	Logopède Temps plein	1.076.231
8/120/LEU/01	BERNISSART	7321	RUE BUISSONNET 22	Psychomo Tricien Tps partiel Logopède Tps partiel	500.000 321.871
TOTAL BUDGET		10.417.084			

Vu pour être annexé à l'arrêté du 13 juillet 2000 octroyant une subvention pour l'année scolaire 2000-2001 au réseau de l'enseignement libre confessionnel subventionné, en application de l'article 8 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en uvre de discriminations positives.

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

VERTALING

N. 2000 — 2748

[C — 2000/29366]

13 JULI 2000. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toekenning van een toelage voor het schooljaar 2000-2001 aan het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijsnet om de uitgaven voor contractueel personeel te dekken, in toepassing van artikel 8 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 55 en volgende van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit;

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

Gelet op het decreet van 23 december 1999 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 december 1995 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 juli 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de begroting, gegeven op 13 juli 2000;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toevertrouwd aan de ONE;

Gelet op het akkoord van de Regering van de Franse Gemeenschap, gegeven op 13 juli 2000,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een globale toelage van 10.417.084 BEF ten laste van het krediet uitgetrokken op de basisallocatie 01.01 van het activiteitenprogramma 90 van de organisatie-afdeling 51 bestemd voor de bezoldiging van het contractueel personeel.

Art. 2. De verdeling van de betrekkingen wordt in de bijlage bij dit besluit vermeld.

Art. 3. De bevoegde diensten van het Algemeen Bestuur Onderwijspersoneel worden belast met de vereffening op het einde van iedere gepresteerde maand van de wedde-toelage van het met een ambt bekleed personeel, overeenkomstig artikel 1 en de in bijlage opgenomen verdelingstabel.

Art. 4. Op het einde van de bepaalde activiteiten en ten laatste op 30 september 2001, stuurt de begunstigde Inrichtende macht een activiteitenverslag met een synthesesnota aan de Commissie voor positieve discriminaties toe.

Brussel, 13 juli 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toevertrouwd aan de ONE,

Bijlage 1
Contractueel personeel toegekend aan de vestigingsplaatsen
van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijsnet erkend voor positieve discriminatie

Ontwerpnummer	Gemeente	PC	VESTIGINGSPLAATS	AMBT	BEGROTING
BXL2-2000-19	BRUXELLES	1000	AV. DE L'HELIPORT 46	Maatsch. ass. Deeltijds	586.740
BXL2-2000-10	BRUXELLES	1000	RUE T'KINT 28 QUAI AU FOIN 23	Logopedist Deeltijds	690.582
BXL4-2000-04	ETTERBEEK	1040	AVENUE EUDORE PIRMEZ 45	Logopedist Deeltijds	540.000
BXL4-2000-08	IXELLES	1050	RUE LOUIS HAP 143	Logopedist Deeltijds	540.000
BXL5-2000-11	ST-GILLES	1060	RUE MORIS 19	Maatsch. ass. Deeltijds	586.740
BXL1-2000-27	MOLENBEEK-ST-JEAN	1080	CHAUSSÉE DE NINOVE 132	Opvoeder Deeltijds	508.494
LGE-2000-09	LIEGE	4000	RUE DU GENERAL BERTRAND 3	Opvoeder Deeltijds	705.000 ACS (W Gewest)
LGE-2000-21 LGE-2000-25	LIEGE (BRESSOUX)	4020	RUE TANIXHE 27	Maatsch. ass. Opvoeder Deeltijds	475.000 470.000 ACS (W Gewest)
8/100/FLEU/04	FLEURUS	6620	CHAUSSÉE DE GILLY 223	Kinderverzorgster Deeltijds	501 735 ACS (W Gewest)
Ontwerpnummer	Gemeente	PC	VESTIGINGSPLAATS	AMBT	BEGROTING
LGE-2000-33	SERAING	4101	AV. DE DOUAI 12	Opvoeder Deeltijds	465.000 ACS (W Gewest)
LGE-2000-36	SERAING (OUGREE)	4102	RUE FRANKLIN ROOSEVELT 129	Maatsch. ass. Tps social	475.000 ACS (W Gewest)
LGE-2000-48	SAINT-NICOLAS	4420	PLACE FRANCISCO FERRER, 15	Opvoeder Deeltijds	470.000 ACS (W Gewest)
NAM/SAM/01	TAMINES	5600	RUE ST CATHERINE 17	Maatsch. ass. Deeltijds	568.995
8/100/CHC/05	MARCHIENNE -AU -PONT	6030	RUE DU CIMETIERE 34 RUE LEON DUBOIS 225 RUE DE LA COLLINE	Specialist psycho- motoriek Deeltijds	227.856
8/100/CHB/05	GILLY	6060	CH. DE FLEURUS 416	Logopedist Deeltijds	538.000
8/100/BIN/01	GRAND-RENG	6560	RUE DES DEPORTES, 18	Logopedist Deeltijds	169.840
8/100/MO/03	MONS (JEMAPPES)	7012	AVENUE MARECHAL FOCH 824 AVENUE DU COQ,10	Logopedist Temps plein	1.076.231
8/120/LEU/01	BERNISSART	7321	RUE BUISSONNET 22	Specialist psycho- motoriek Deeltijds Logopedist Deeltijds	500.000 321.871
TOTAAL BEGROTING		10.417.084			

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 13 juli 2000 van de Franse Gemeenschap tot toekenning van een bijkomende dotatie voor het schooljaar 2000-2001 aan het onderwijsnet ingericht door de Franse Gemeenschap, in toepassing van artikel 8 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,

J.-M. NOLLET

F. 2000 — 2749

[C — 2000/29365]

13 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant une subvention pour l'année scolaire 2000-2001 au réseau de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel, en application de l'article 8 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 55 et suivants des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Vu le décret du 23 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2000;

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Gouvernement de la Communauté française chargé du budget, donné le 13 juillet 2000;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des missions confiées à l'ONE;

Vu l'accord du Gouvernement de la Communauté française donné le 13 juillet 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Un subside global de dix-neuf millions six cent soixante deux mille soixante francs (19.662.060 BEF) à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 01.01 du programme d'activités 90 de la division organique 51 est alloué aux Pouvoirs organisateurs du réseau de l'enseignement libre confessionnel subventionné reconnu en discriminations positives.

Art. 2. Le subside visé à l'article 1 est destiné à couvrir d'une part les dépenses de fonctionnement à raison d'un montant global de douze millions cent soixante cinq mille cinq cent quatre-vingt deux francs (12.165.582 BEF), conformément au tableau de synthèse 1 repris en annexe et d'autre part, les dépenses de fonctionnement complémentaire à raison d'un montant global de sept millions quatre cent nonante six mille quatre cent septante huit francs (7.496.478 BEF), conformément au tableau de synthèse 2 repris en annexe.

Art. 3. Les subventions inférieures à deux cent mille francs sont liquidées en une seule tranche à partir du 1^{er} septembre 2000.

Art. 4. Les subventions supérieures à deux cent mille francs sont liquidées en deux tranches respectivement de 80% et 20% au 1^{er} septembre 2000 et 1^{er} janvier 2001.

Art. 5. Au terme des activités prévues et au plus tard pour le 30 septembre 2001, le Pouvoir organisateur bénéficiaire adresse à la Commission des discriminations positives un rapport d'activités comprenant une note de synthèse.

Art. 6. Le Pouvoir organisateur bénéficiaire tient à la disposition du service de la Vérification de la Communauté française, pendant une durée de cinq ans, une comptabilité séparée, reprenant le compte détaillé des recettes et des dépenses accompagné de toutes les pièces originales justificatives indiquées chronologiquement.

Art. 7. Le Pouvoir organisateur bénéficiaire est tenu de rembourser à la Communauté française tout montant non utilisé ainsi que toute dépense qui ne correspond pas au descriptif repris en annexe ou pour laquelle les justificatifs ne sont pas reconnus conformes ou qui sont déjà couverts par une autre subvention.

Bruxelles, le 13 juillet 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Annexe 1

Subventions supplémentaires octroyées aux implantations
du réseau de l'enseignement libre confessionnel subventionné reconnues en discrimination positive

N°projet	Localité	CP	IMPLANTATION CONCERNEE	FONCTIONNEMENT
BXL3-2000-17	SCHAERBEEK	1030	CHAUSSEE DE HAECHE 164	384.000
BXL3-2000-06	SCHAERBEEK	1030	BOULEVARD LAMBERMONT 31	144.871
BXL3-2000-12 BXL3-2000-13 BXL3-14 BXL3-2000-11	SCHAERBEEK	1030	RUE DU RADIUM 5	90.000 107.540 163.000 62.460
BXL-3-2000-04	SCHAERBEEK	1030	SQUARE FRANCOIS RIGA 39	385.000
BXL3-2000-22 BXL3-2000-23	SCHAERBEEK	1030	RUE DE LA RUCHE 28	350.000 180.000
BXL3-2000-21	SCHAERBEEK	1030	RUE DE LA FRATERNITE 11	166.000
BXL4-2000-09	ETTERBEEK	1040	RUE LOUIS HAP 143	130.000
BXL4-2000-07	ETTERBEEK	1040	AVENUE EUDORE PIRMEZ 45	171.800
BXL4-2000-02	IXELLES	1050	RUE DU NID 8	130.000
BXL5-2000-07	ST-GILLES	1060	RUE THEODORE VERHAEGEN 6	583.082
BXL4-2000-10	ST-GILLES	1060	RUE MORIS 19	355.000
BXL3-2000-05	EVERE	1140	RUE DU BON PASTEUR 3	364.838
BXL5-2000-04 BXL5-2000-05 BXL5-2000-06	FOREST	1190	RUE PIERRE DECOSTER 21	30.000 433.496 285.000
BXL3-2000-01 BXL3-2000-02	ST-JOSSE-TEN- NOODE	1210	RUE POTAGERE 74	50.000 100.000
BXL3-2000-20 BXL3-2000-19	ST-JOSSE-TEN- NOODE	1210	CHAUSSEE DE HAECHE 68	250.000 112.428
BXL5-2000-10	ST-GILLES	1060	RUE MORIS 19	355.000
BXL3-2000-05	EVERE	1140	RUE DU BON PASTEUR 3	418.828
LGE-2000-14	LIEGE	4000	RUE SAINTE-MARGUERITE 64	100.000
LGE-2000-16	LIEGE	4000	RUE SAINT-LEONARD 351	100.000
LGE-2000-10 LGE-2000-11	LIEGE	4000	RUE DU GENERAL BERTRAND 3	40.506 100.000
LGE-2000-03 LGE-2000-06	LIEGE (SCLESSIN)	4000	PLACE FRANCISCO FERRER 11	40.457 100.000
LGE-2000-22 LGE-2000-24	LIEGE (BRESSOUX)	4020	RUE TANIXHE 27	50.369 150.000
LGE-2000-31	SERAING	4100	RUE DE LA PROVINCE 101 RUE DU PAIRAY 33 RUE BEAUJEAN 41	50.000
LGE-2000-37	SERAING (OUGREE)	4102	RUE FRANKLIN ROOSEVELT 129	50.000
LGE-2000-40 LGE-2000-41	FLEMALLE	4400	RUE DES HOSPITALIERS 14	149.458 150.000
LGE-2000-44	FLEMALLE	4400	RUE HOULBOUSE 83	100.000
NAM-SAM-02	NAMUR	5060	RUE DE FLEURUS 59	70.000
DIN/BEAU/01	DINANT(Willerzie)	5575	RUE DE LA CHAPELLE 1	126.000
8/100/CHAT/01	CHARLEROI (COUILLET)	6010	RUE DU CONGO 28	134.000
8/100/CHC/05 8-100-CHC-06	CHARLEROI (MARCHIENNE-AU- PONT)	6030	RUE DU CIMETIERE 34 RUE LEON DUBOIS 225 RUE DE LA COLLINE 59	31.087 90.048
8/100/CHC/07	CHARLEROI (MARCHIENNE-AU- PONT)	6030	RUE DE CHATELET 5	15.084
8/100/CHC/02	CHARLEROI (MONCEAU-SUR- SAMBRE)	6031	RUE JULES DESTREE,12 RUE SAINT-FIACRE 46	246.545
8/100/CHD/02	CHARLEROI (JUMET)	6040	RUE EMILE STRIMELLE 1	34.010
8/100/CHD/03	CHARLEROI (JUMET)	6040	RUE JULES DESTREE 13	79.785

N°projet	Localité	CP	IMPLANTATION CONCERNEE	FONCTIONNEMENT
8/100/CHC/01	ROUX (CHARLEROI)	6044	RUE E. JACQUET 36	43.564
8/100/CHB/01C	GILLY	6060	RUE SAINT JOSEPH 60	380.000
8/100/CHB/04	GILLY	6060	RUE THIOT 31 16, SENTIER DU PROCES RUE DU NORD 161	136.094
8/100/CHB/01B	GILLY	6060	RUE JONET 100	144.500
8/100/CHB/05	GILLY	6060	CH.DE FLEURUS 416	325.000
8/100/CHB/01A	CHARLEROI (GILLY)	6060	RUE DES VALLEES 2 A	162.000
8/100/CHB/02	CHARLEROI (MONTIGNIES- SUR-SAMBRE)	6061	RUE DU CALVAIRE 29	706.767
/100/CHAT/02	PIRONCHAMPS	6240 6240	RUE JOUAY,94	72.000
8/100/CHC/04	COURCELLES	6180	RUE DE FORRIERE 111 + RUE BAUDY 4A à 6020	148.762
8/100/FLEU/04	FLEURUS	6220	CH.DE GILLY 223	170.000
8/100/CHAT/03 8/100/CHAT/04A		6200	RUE LLOYD GEORGES 10	100.000 279.999
8/100/FLEU/04	FLEURUS	6220	CH.DE GILLY 223	170.000
8/100/FLEU/01C	FARCIENNES	6240	RUE AMION 14	5.000
8/100/CHAT/02	PIRONCHAMPS	6240 6240	RUE JOUAY 94	72.000
8/100/FLEU/03	FARCIENNES	6240	RUE FERRER 84	67.775
8/100/FLEU/01B	FARCIENNES		RUE AMION 14 STATION 7	280.000
8/100/FLEU/02B	FARCIENNES	6240	RUE DES ECOLES 5	93.000
ARL/NEU/01	HERBEUMONT	6887	RUE DES PONTS 17	120.000
8/100/BIN/01	GRAND-RENG	6560	RUE DES DEPORTES 18	131.805
8/100/MO/01	GHLIN	7011	PLACE BASTIEN	124.000
8/110/MO/02	MONS (JEMAPPES)	7012	AVENUE MARECHAL FOCH 824	123.862
8/110/MO/03	JEMAPPES	7012	AVENUE DU COQ 10 AV.MARECHAL FOCH 824	80.000
8/110/LALOU/01	LA LOUVIERE (MAU- RAGE)	7110	RUE DU ROEULX 23 RUE DE BOUSSOIT 101	139.762
8/120/LEU/01 8/120/LEU/02 8/120/LEU/03	BERNISSART	7321	RUE BUISSONNET 22	80.000 140.000 60.000
TOTAL				12.165.582

Vu pour être annexé à l'arrêté du 13 juillet 2000 octroyant un subside pour l'année scolaire 2000-2001 au réseau de l'enseignement libre confessionnel subventionné, en application de l'article 8 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en uvre de discriminations positives.

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Annexe 2

Subventions de fonctionnement complémentaire octroyées aux implantations du réseau de l'enseignement libre confessionnel subventionné reconnues en discrimination positive

N° projet	Localité	CP	IMPLANTATION CONCERNEE	FONCTIONNEMENT
LGE-2000-17	LIEGE	4000	RUE SAINT-LEONARD 351	83.490
LGE-2000-04	LIEGE (SCLESSIN)	4000	PLACE FRANCISCO FERRER 11	109.296
LGE-2000-23	LIEGE (BRESSOUX)	4020	RUE TANIXHE 27	262.108
LGE/2000/27	HERSTAL	4040	CAMPAGNE DES MONTS 19B	26.640
LGE-2000-30	SERAING	4100	RUE DE LA PROVINCE 101 RUE DU PAIRAY, 33 RUE BEAUJEAN 41	97.280

N°projet	Localité	CP	IMPLANTATION CONCERNEE	FONCTIONNEMENT
LGE-2000-35	SERAING (OUGREE)	4102	RUE FRANKLIN ROOSEVELT 129 AV. DU CENTENAIRE 2	34.119
LGE-2000-40	FLEMALLE	4400	RUE DES HOSPITALIERS 14	20.240
LGE/2000/50	CHERATTE	4602	RUE PIERRE ADRIEN 6	27.260
LGE/2000/53	VIVEGNIS	4683	RUE FÛT DE VOIE 150	29.240
8/100/CHAT/01	CHARLEROI (COUILLET)	6010	RUE DU CONGO 28	22.250
8/100/CHC/05	CHARLEROI (MARCHIENNE-AU- PONT)	6030	RUE DU CIMETIERE 34 RUE LEON DUBOIS 225 RUE DE LA COLLINE 59	64.500
8/100/CHC/07	CHARLEROI (MARCHIENNE-AU- PONT)	6030	RUE DE CHATELET 5	37.750
8/100/CHC/02	CHARLEROI (MONCEAU-SUR- SAMBRE)	6031	RUE JULES DESTREE 12 RUE SAINT-FIACRE 46	76.500
8/100/CHD/02	CHARLEROI (JUMET)	6040	RUE EMILE STRIMELLE 1	86.250
8/100/CHD/03	CHARLEROI (JUMET)	6040	RUE JULES DESTREE 13	67.750
8/100/CHC/01	ROUX (CHARLEROI)	6044	RUE E. JACQUET 36	13.000
8/100/CHB/01C	GILLY	6060	RUE SAINT JOSEPH 60	71.000
8/100/CHB/03	GILLY	6060	RUE THIOT 31	70.750
8/100/CHB/01B	GILLY	6060	RUE JONET 100	11.750
8/100/CHB/05	GILLY	6060	CH.DE FLEURUS 416	48.750
8/100/CHB/01A	CHARLEROI (GILLY)	6060	RUE DES VALLEES 2 A	22.250
8/100/CHB/02	CHARLEROI (MONTIGNIES- SUR-SAMBRE)	6061	RUE DU CALVAIRE 29	134.750
8/100/COU/01	FONTAINE L'EVEQUE	6140	RUE BERTEAUX 3	16.750
9/100/COU/02	FORCHIES -LA -MARCHE	6141	RUE J LOMBARD 34	23.750
8/100/CHC/04	COURCELLES	6180	RUE DE FORRIERE 111 + RUE BAUDY 4A à 6020	34.750
8/100/CHAT/04B		6200	RUE LLOYD GEORGES 10	77.500
8/100/FLEU/04	FLEURUS	6220	CH.DE GILLY 223	13.000
8/100/FLEU/02A	FARCIENNES	6240	RUE DES ECOLES 5 RUE FERRER 84	28.750
8/100/CHAT/02	PIRONCHAMPS	6240 6240	RUE JOUAY 94	13.500
8/100/FLEU/01A	FARCIENNES		RUE AMION 14 STATION 7	53.500
8/100/BIN/01	GRAND-RENG	6560	RUE DES DEPORTES, 18	131.805
8/100/MO/01	GHLIN	7011	PLACE BASTIEN	22.250
8/110/MO/02	MONS (JEMAPPES)	7012	AVENUE MARECHAL FOCH 824	110.500
8/110/MO/03	JEMAPPES	7012	AVENUE DU COQ,10 AVENUE FOCH 824	24.000
8/110/LALOU/01	LA LOUVIERE (MAU- RAGE)	7110	RUE DU ROEULX 23 RUE DE BOUSSOIT, 101	61.500
8/120/LEU/04	BERNISSART	7321	RUE BUISSONNET 22	84.750
8/110/LALOU/02	LA LOUVIERE	7100	RUE PARMENTIER 23	28.250
8/110/LALOU/03	LA LOUVIERE	7100	RUE JEAN LOUTHE	23.250
8/110/LALOU/04	LA LOUVIERE	7100	RUE DU QUINCONCE	18.250
TOUTE LES IMPLANTATIONS SUR BRUXELLES / 10.627 ELEVES à 500 BEF				5.313.500
TOTAL				7.496.478

Vu pour être annexé à l'arrêté du 13 juillet 2000 octroyant un subside pour l'année scolaire 2000-2001 au réseau de l'enseignement libre confessionnel subventionné, en application de l'article 8 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

VERTALING

N. 2000 — 2749

[C — 2000/29365]

13 JULI 2000. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toekenning van een toelage voor het schooljaar 2000-2001 aan het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijsnet, in toepassing van artikel 8 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 55 en volgende van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit;

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

Gelet op het decreet van 23 december 1999 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 december 1995 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 juli 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de begroting, gegeven op 13 juli 2000;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toevertrouwd aan de ONE;

Gelet op het akkoord van de Regering van de Franse Gemeenschap, gegeven op 13 juli 2000,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een globale toelage van 19.662.060 BEF ten laste van het krediet uitgetrokken op de basisallocatie 01.01 van het activiteitenprogramma 90 van de organisatie-afdeling 51 toegekend aan de Inrichtende machten van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijsnet erkend voor positieve discriminaties.

Art. 2. De bij artikel 1 bedoelde toelage is bestemd voor het dekken, enerzijds, van de uitgaven voor de werking naar rata van een globaal bedrag van 12.165.582 BEF, overeenkomstig de als bijlage 1 gevoegde synthesesetabel en, anderzijds, van de uitgaven voor de bijkomende werking naar rata van 7.496.478, overeenkomstig de als bijlage 2 gevoegde synthesesetabel.

Art. 3. De toelagen die lager liggen dan 200.000 BEF worden in één schijf vereffend vanaf 1 september 2000.

Art. 4. De toelagen die hoger liggen dan 200.000 BEF worden in twee schijven vereffend van respectief 80% en 20% op 1 september 2000 en op 1 januari 2001.

Art. 5. Op het einde van de bepaalde activiteiten en ten laatste op 30 september 2001, stuurt de begunstigde Inrichtende macht een activiteitenverslag met een synthesesnota aan de Commissie voor positieve discriminaties toe.

Art. 6. De begunstigde Inrichtende macht houdt ter beschikking van de Nazichtdienst van de Franse Gemeenschap, voor een periode van vijf jaar, een afzonderlijke boekhouding, waarin de gedetailleerde rekening van de ontvangsten en uitgaven met alle oorspronkelijke verantwoordingen chronologisch gerangschikt, vervat zijn.

Art. 7. De begunstigde Inrichtende macht is ertoe gehouden aan de Franse Gemeenschap elk niet gebruikt bedrag terug te betalen alsook elke uitgave die niet overeenstemt met de beschrijving opgenomen als bijlage of waarvoor de verantwoordingen niet conform werden verklaard of die al door een andere toelage wordt gedekt.

Brussel, 13 juli 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toevertrouwd aan de ONE,

J.-M. NOLLET

Bijlage 1

Bijkomende toelagen toegekend aan de vestigingsplaatsen
van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijsnet erkend voor positieve discriminatie

Ontwerpnummer	Gemeente	PC	VESTIGINGSPLAATS	WERKING
BXL3-2000-17	SCHAERBEEK	1030	CHAUSSEE DE HAECHE 164	384.000
BXL3-2000-06	SCHAERBEEK	1030	BOULEVARD LAMBERMONT 31	144.871
BXL3-2000-12	SCHAERBEEK	1030	RUE DU RADIUM 5	90.000
BXL3-2000-13				107.540
BXL3-14				163.000
BXL3-2000-11				62.460
BXL-3-2000-04	SCHAERBEEK	1030	SQUARE FRANCOIS RIGA 39	385.000
BXL3-2000-22	SCHAERBEEK	1030	RUE DE LA RUCHE 28	350.000
BXL3-2000-23				180.000

Ontwerpnummer	Gemeente	PC	VESTIGINGSPLAATS	WERKING
BXL3-2000-21	SCHAERBEEK	1030	RUE DE LA FRATERNITE 11	166.000
BXL4-2000-09	ETTERBEEK	1040	RUE LOUIS HAP 143	130.000
BXL4-2000-07	ETTERBEEK	1040	AVENUE EUDORE PIRMEZ 45	171.800
BXL4-2000-02	IXELLES	1050	RUE DU NID 8	130.000
BXL5-2000-07	ST-GILLES	1060	RUE THEODORE VERHAEGEN 6	583.082
BXL4-2000-10	ST-GILLES	1060	RUE MORIS 19	355.000
BXL3-2000-05	EVERE	1140	RUE DU BON PASTEUR 3	364.838
BXL5-2000-04 BXL5-2000-05 BXL5-2000-06	FOREST	1190	RUE PIERRE DECOSTER 21	30.000 433.496 285.000
BXL3-2000-01 BXL3-2000-02	ST-JOSSE-TEN- NOODE	1210	RUE POTAGERE 74	50.000 100.000
BXL3-2000-20 BXL3-2000-19	ST-JOSSE-TEN- NOODE	1210	CHAUSSEE DE HAECHE 68	250.000 112.428
BXL5-2000-10	ST-GILLES	1060	RUE MORIS 19	355.000
BXL3-2000-05	EVERE	1140	RUE DU BON PASTEUR 3	418.828
LGE-2000-14	LIEGE	4000	RUE SAINTE-MARGUERITE 64	100.000
LGE-2000-16	LIEGE	4000	RUE SAINT-LEONARD 351	100.000
LGE-2000-10 LGE-2000-11	LIEGE	4000	RUE DU GENERAL BERTRAND 3	40.506 100.000
LGE-2000-03 LGE-2000-06	LIEGE (SCLESSIN)	4000	PLACE FRANCISCO FERRER 11	40.457 100.000
LGE-2000-22 LGE-2000-24	LIEGE (BRESSOUX)	4020	RUE TANIXHE 27	50.369 150.000
LGE-2000-31	SERAING	4100	RUE DE LA PROVINCE 101 RUE DU PAIRAY 33 RUE BEAUJEAN 41	50.000
LGE-2000-37	SERAING (OUGREE)	4102	RUE FRANKLIN ROOSEVELT 129	50.000
LGE-2000-40 LGE-2000-41	FLEMALLE	4400	RUE DES HOSPITALIERS 14	149.458 150.000
LGE-2000-44	FLEMALLE	4400	RUE HOULBOUSE 83	100.000
NAM-SAM-02	NAMUR	5060	RUE DE FLEURUS 59	70.000
DIN/BEAU/01	DINANT(Willerzie)	5575	RUE DE LA CHAPELLE 1	126.000
8/100/CHAT/01	CHARLEROI (COUIL- LET)	6010	RUE DU CONGO 28	134.000
8/100/CHC/05 8-100-CHC-06	CHARLEROI (MARCHIENNE-AU- PONT)	6030	RUE DU CIMETIERE 34 RUE LEON DUBOIS 225 RUE DE LA COLLINE 59	31.087 90.048
8/100/CHC/07	CHARLEROI (MARCHIENNE-AU- PONT)	6030	RUE DE CHATELET 5	15.084
8/100/CHC/02	CHARLEROI (MONCEAU-SUR- SAMBRE)	6031	RUE JULES DESTREE 12 RUE SAINT-FIACRE 46	246.545
8/100/CHD/02	CHARLEROI (JUMET)	6040	RUE EMILE STRIMELLE 1	34.010
8/100/CHD/03	CHARLEROI (JUMET)	6040	RUE JULES DESTREE 13	79.785
8/100/CHC/01	ROUX (CHARLEROI)	6044	RUE E. JACQUET 36	43.564
8/100/CHB/01C	GILLY	6060	RUE SAINT JOSEPH 60	380.000
8/100/CHB/04	GILLY	6060	RUE THIOT 31 16, SENTIER DU PROCES RUE DU NORD 161	136.094
8/100/CHB/01B	GILLY	6060	RUE JONET 100	144.500
8/100/CHB/05	GILLY	6060	CH.DE FLEURUS 416	325.000
8/100/CHB/01A	CHARLEROI (GILLY)	6060	RUE DES VALLEES 2 A	162.000
8/100/CHB/02	CHARLEROI (MONTIGNIES- SUR-SAMBRE)	6061	RUE DU CALVAIRE 29	706.767
/100/CHAT/02	PIRONCHAMPS	6240 6240	RUE JOUAY 94	72.000
8/100/CHC/04	COURCELLES	6180	RUE DE FORRIERE,111 + RUE BAUDY 4A à 6020	148.762

Ontwerpnummer	Gemeente	PC	VESTIGINGSPLAATS	WERKING
8/100/FLEU/04	FLEURUS	6220	CH.DE GILLY 223	170.000
8/100/CHAT/03 8/100/CHAT/04A		6200	RUE LLOYD GEORGES 10	100.000 279.999
Ontwerpnummer	Gemeente	PC	VESTIGINGSPLAATS	WERKING
8/100/FLEU/04	FLEURUS	6220	CH.DE GILLY 223	170.000
8/100/FLEU/01C	FARCIENNES	6240	RUE AMION 14	5.000
8/100/CHAT/02	PIRONCHAMPS	6240 6240	RUE JOUAY 94	72.000
8/100/FLEU/03	FARCIENNES	6240	RUE FERRER 84	67.775
8/100/FLEU/01B	FARCIENNES		RUE AMION 14 STATION 7	280.000
8/100/FLEU/02B	FARCIENNES	6240	RUE DES ECOLES 5	93.000
ARL/NEU/01	HERBEUMONT	6887	RUE DES PONTS 17	120.000
8/100/BIN/01	GRAND-RENG	6560	RUE DES DEPORTES 18	131.805
8/100/MO/01	GHLIN	7011	PLACE BASTIEN	124.000
8/110/MO/02	MONS (JEMAPPES)	7012	AVENUE MARECHAL FOCH 824	123.862
8/110/MO/03	JEMAPPES	7012	AVENUE DU COQ 10 AV.MARECHAL FOCH 824	80.000
8/110/LALOU/ 01	LA LOUVIERE (MAU- RAGE)	7110	RUE DU ROEULX 23 RUE DE BOUSSOIT 101	139.762
8/120/LEU/01 8/120/LEU/02 8/120/LEU/03	BERNISSART	7321	RUE BUISSONNET 22	80.000 140.000 60.000
TOTAAL				12.165.582

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toekenning van een toelage voor het schooljaar 2000-2001 aan het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijsnet, in toepassing van artikel 8 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toevertrouwd aan de ONE,

J.-M. NOLLET

Bijlage 2

Toelagen voor de bijkomende werking toegekend aan de vestigingsplaatsen
van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijsnet erkend voor positieve discriminatie

Ontwerpnummer	Gemeente	PC	VESTIGINGSPLAATS	WERKING
LGE-2000-17	LIEGE	4000	RUE SAINT-LEONARD 351	83.490
LGE-2000-04	LIEGE (SCLESSIN)	4000	PLACE FRANCISCO FERRER 11	109.296
LGE-2000-23	LIEGE (BRESSOUX)	4020	RUE TANIXHE 27	262.108
LGE/2000/27	HERSTAL	4040	CAMPAGNE DES MONTS 19B	26.640
LGE-2000-30	SERAING	4100	RUE DE LA PROVINCE 101 RUE DU PAIRAY 33 RUE BEAUJEAN 41	97.280
LGE-2000-35	SERAING (OUGREE)	4102	RUE FRANKLIN ROOSEVELT 129 AV. DU CENTENAIRE 2	34.119
LGE-2000-40	FLEMALLE	4400	RUE DES HOSPITALIERS 14	20.240
LGE/2000/50	CHERATTE	4602	RUE PIERRE ADRIEN 6	27.260
LGE/2000/53	VIVEGNIS	4683	RUE FÛT DE VOIE 150	29.240
8/100/CHAT/01	CHARLEROI (COUIL- LET)	6010	RUE DU CONGO 28	22.250

Ontwerpnummer	Gemeente	PC	VESTIGINGSPLAATS	WERKING
8/100/CHC/05	CHARLEROI (MARCHIENNE-AU-PONT)	6030	RUE DU CIMETIERE 34 RUE LEON DUBOIS 225 RUE DE LA COLLINE 59	64.500
8/100/CHC/07	CHARLEROI (MARCHIENNE-AU-PONT)	6030	RUE DE CHATELET 5	37.750
8/100/CHC/02	CHARLEROI (MONCEAU-SUR-SAMBRE)	6031	RUE JULES DESTREE 12 RUE SAINT-FIACRE 46	76.500
8/100/CHD/02	CHARLEROI (JUMET)	6040	RUE EMILE STRIMELLE 1	86.250
8/100/CHD/03	CHARLEROI (JUMET)	6040	RUE JULES DESTREE 13	67.750
8/100/CHC/01	ROUX (CHARLEROI)	6044	RUE E. JACQUET 36	13.000
8/100/CHB/01C	GILLY	6060	RUE SAINT JOSEPH 60	71.000
8/100/CHB/03	GILLY	6060	RUE THIOT 31	70.750
8/100/CHB/01B	GILLY	6060	RUE JONET 100	11.750
8/100/CHB/05	GILLY	6060	CH.DE FLEURUS 416	48.750
8/100/CHB/01A	CHARLEROI (GILLY)	6060	RUE DES VALLEES 2 A	22.250
8/100/CHB/02	CHARLEROI (MONTIGNIES-SUR-SAMBRE)	6061	RUE DU CALVAIRE 29	134.750
8/100/COU/01	FONTAINE L'EVEQUE	6140	RUE BERTEAUX 3	16.750
9/100/COU/02	FORCHIES-LA -MARCHE	6141	RUE J LOMBARD 34	23.750
8/100/CHC/04	COURCELLES	6180	RUE DE FORRIERE 111 + RUE BAUDY 4A à 6020	34.750
8/100/CHAT/04B		6200	RUE LLOYD GEORGES 10	77.500
8/100/FLEU/04	FLEURUS	6220	CH.DE GILLY 223	13.000
8/100/FLEU/02A	FARCIENNES	6240	RUE DES ECOLES 5 RUE FERRER 84	28.750
8/100/CHAT/02	PIRONCHAMPS	6240 6240	RUE JOUAY 94	13.500
8/100/FLEU/01A	FARCIENNES		RUE AMION 14 STATION 7	53.500
8/100/BIN/01	GRAND-RENG	6560	RUE DES DEPORTES 18	131.805
8/100/MO/01	GHLIN	7011	PLACE BASTIEN	22.250
8/110/MO/02	MONS (JEMAPPES)	7012	AVENUE MARECHAL FOCH 824	110.500
8/110/MO/03	JEMAPPES	7012	AVENUE DU COQ 10 AVENUE FOCH 824	24.000
8/110/LALOU/01	LA LOUVIERE (MAURAGE)	7110	RUE DU ROEULX 23 RUE DE BOUSSOIT 101	61.500
8/120/LEU/04	BERNISSART	7321	RUE BUISSONNET 22	84.750
8/110/LALOU/02	LA LOUVIERE	7100	RUE PARMENTIER 23	28.250
8/110/LALOU/03	LA LOUVIERE	7100	RUE JEAN LOUTHE	23.250
8/110/LALOU/04	LA LOUVIERE	7100	RUE DU QUINCONCE	18.250
ALLE VESTIGINGSPLAATSEN VOOR BRUSSEL/10.627 LEERLINGEN tegen 500 BEF				5.313.500
TOTAAL				7.496.478

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toekenning van een toelage voor het schooljaar 2000-2001 aan het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijsnet, in toepassing van artikel 8 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toevertrouwd aan de ONE,

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 2750

[C — 2000/27476]

12 OCTOBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les articles 10 et 12, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 1995 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession à un niveau supérieur des fonctionnaires de la Région

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, modifié par les décrets des 2 avril 1998, 25 février 1999, 1^{er} avril 1999 et 6 mai 1999, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 1995 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession à un niveau supérieur des fonctionnaires de la Région, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 1997, notamment les articles 10 et 12, § 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 février 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 3 mars 2000;

Vu le protocole n° 309 du Comité de secteur n° XVI, établi le 14 avril 2000;

Vu la délibération du Gouvernement, le 16 mars 2000, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 1995 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession à un niveau supérieur des fonctionnaires de la Région, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

« L'épreuve générale a pour but d'apprécier la formation générale.

L'épreuve particulière a pour but d'apprécier soit la connaissance de matières déterminées soit les aptitudes requises pour l'exercice de la fonction soit ces deux éléments ensemble. »

Art. 2. L'article 12, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Si un concours consiste en une épreuve générale et une ou plusieurs épreuves particulières, les fonctionnaires qui ont réussi l'épreuve générale sont, à leur demande, dispensés de cette épreuve si, par la suite, ils participent à nouveau à un ou plusieurs concours du même niveau ou d'un niveau inférieur.

La même règle s'applique aux agents porteurs du brevet visé à l'article 9, § 2, du présent arrêté, attestant la réussite d'une épreuve de formation générale de niveau 1 et qui participent par la suite à un concours d'accession au niveau 2+. »

Art. 3. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux concours organisés après son entrée en vigueur.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le présent arrêté s'applique également aux concours en cours d'organisation à la date de son entrée en vigueur pour les gradués en sylviculture et pour les gradués en construction.

Pour ces deux concours, une nouvelle procédure d'inscription est entamée afin de permettre aux candidats de demander la dispense instituée par le présent arrêté.

Art. 4. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 octobre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

J.-M. SEVERIN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 2750

[C — 2000/27476]

12. OKTOBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Artikel 10 und 12, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 1995 bezüglich der Prüfungen im Wettbewerbsverfahren, die für die Beamten der Region zwecks deren Anwerbung und des Aufstiegs in eine höhere Stufe organisiert werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87 § 3 abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, abgeändert durch die Dekrete vom 2. April 1998, vom 25. Februar 1999, vom 1. April 1999 und vom 6. Mai 1999, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 1995 bezüglich der Prüfungen im Wettbewerbsverfahren, die für die Beamten der Region zwecks deren Anwerbung und des Aufstiegs in eine höhere Stufe organisiert werden, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 1997, insbesondere der Artikel 10 und 12 § 2;

Aufgrund des am 25. Februar 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 3. März 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Protokolls Nr. 309 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 14. April 2000;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 16. März 2000 über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 29. Mai 2000 in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 1995 bezüglich der Prüfungen im Wettbewerbsverfahren, die für die Beamten der Region zwecks deren Anwerbung und des Aufstiegs in eine höhere Stufe organisiert werden, werden die Absätze 2 und 3 durch die folgenden Absätze ersetzt:

«Die allgemeine Prüfung hat zum Zweck, die Allgemeinbildung zu bewerten.

Die spezifische Prüfung hat zum Zweck, entweder die Kenntnis in bestimmten Bereichen, oder die für die Ausübung des Amtes erforderlichen Fähigkeiten oder diese beiden Komponenten zusammen zu bewerten.»

Art. 2 - Artikel 12 § 2 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2. Wenn ein Wettbewerb aus einer allgemeinen und einer oder mehreren spezifischen Prüfungen besteht, werden die Beamten, die die allgemeine Prüfung bestanden haben, auf ihre Anfrage hin von dieser Prüfung befreit, wenn sie in der Zukunft wieder an einem oder mehreren Wettbewerben der gleichen Stufe oder einer niedrigeren Stufe teilnehmen.

Dieselbe Regel findet Anwendung auf die Bediensteten, die über das in Artikel 9 § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnte Zeugnis verfügen, welches das Bestehen einer Prüfung der Stufe 1 über die Allgemeinbildung bestätigt und die nachher an einem Wettbewerb für den Aufstieg in die Stufe 2+ teilnehmen.»

Art. 3 - § 1. Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die nach seinem Inkrafttreten organisierten Wettbewerbe.

§ 2. In Abweichung vom § 1 findet der vorliegende Erlass ebenfalls Anwendung auf die Wettbewerbe, die am Tag seines Inkrafttretens für die Graduierten in den Fachrichtungen Forstwissenschaft und Bauwesen vorbereitet werden.

Für diese beiden Wettbewerbe wird ein neues Eintragungsverfahren eingeleitet, damit die Bewerber die durch den vorliegenden Erlass eingeführte Freistellung beantragen können.

Art. 4 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Oktober 2000

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

J.-M. SEVERIN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 2750

[C — 2000/27476]

12 OKTOBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de artikelen 10 en 12, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 21 december 1995 betreffende de organisatie van vergelijkende wervingsexamens en van vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau voor de ambtenaren van het Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, gewijzigd bij de decreten van 2 april 1998, 25 februari 1999, 1 april 1999 en 6 mei 1999, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 december 1995 betreffende de organisatie van vergelijkende wervingsexamens en van vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau voor de ambtenaren van het Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 1997, inzonderheid op de artikelen 10 en 12, § 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 februari 2000;
 Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 3 maart 2000;
 Gelet op het protocol nr. 309 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 14 april 2000;
 Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 16 maart 2000 over de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;
 Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 29 mei 2000, krachtens artikel 84, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;
 Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;
 Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 21 december 1995 betreffende de organisatie van vergelijkende wervingsexamens en van vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau voor de ambtenaren van het Gewest, worden het tweede en het derde lid vervangen door volgende leden :

« Het algemeen gedeelte heeft tot doel de algemene vorming van de kandidaat te toetsen.

Het bijzonder gedeelte heeft tot doel het volgende te toetsen : hetzij de kennis van bepaalde vakken, hetzij de voor het uitoefenen van de functie vereiste vaardigheden, hetzij beide samen. »

Art. 2. Artikel 12, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Indien een vergelijkend examen uit een algemeen en één of verscheidene bijzondere gedeelten bestaat, worden de ambtenaren die geslaagd zijn voor het algemeen gedeelte, op hun verzoek, van dit gedeelte vrijgesteld wanneer zij later opnieuw deelnemen aan één of verscheidene vergelijkende examens van hetzelfde of een lager niveau.

Dezelfde regel geldt voor de ambtenaren die in het bezit zijn van het in artikel 9, § 2, van dit besluit, bedoelde getuigenschrift, waarbij bevestigd is dat ze voor een gedeelte van algemene vorming van niveau 1 geslaagd zijn, en die vervolgens een vergelijkend examen voor overgang naar niveau 2+ afleggen. »

Art. 3. § 1. Dit besluit is van toepassing op de vergelijkende examens die na inwerkingtreding van het besluit worden georganiseerd.

§ 2. In afwijking van § 1, is dit besluit eveneens van toepassing op de vergelijkende examens die opgestart zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit voor de gegradueerden in de bosbouw en de gegradueerden in de bouw.

Voor beide laatstgenoemde vergelijkende examens wordt een nieuwe inschrijvingsprocedure opgestart zodat de kandidaten de bij dit besluit ingevoerde vrijstelling kunnen aanvragen.

Art. 4. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 oktober 2000.

De Minister-President,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
 J.-M. SEVERIN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2000 — 2751

[2000/31325]

20 JULI 2000. — Besluit van het Verenigd College tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 17 juli 1997 tot invoering van een moratorium op de opening van nieuwe bedden in rusthuizen

Het Verenigd College,

Gelet op de ordonnantie van 20 februari 1992 betreffende inrichtingen die bejaarden huisvesten, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van 7 oktober 1993 tot vaststelling van de procedure betreffende de voorlopige werkingsvergunning, de erkenning, de weigering en de intrekking van de erkenning en de sluiting van de inrichtingen die bejaarden huisvesten, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 17 juli 1997 tot invoering van een moratorium op de opening van nieuwe bedden in de rusthuizen;

Gelet op het protocol gesloten op 9 juni 1997 tussen de federale regering en de overheden bedoeld in de artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet over het te voeren ouderenzorgbeleid, en de wijzigingen of bijlagen ervan, hierna « het protocol » genoemd;

Gelet op het advies van de afdeling instellingen en diensten voor bejaarden van de Commissie voor Welzijnszorg van de Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gegeven op 11 mei 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[2000/31325]

20 JUILLET 2000. — Arrêté du Collège réuni modifiant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 17 juillet 1997 instituant un moratoire sur l'ouverture de nouveaux lits dans les maisons de repos

Le Collège réuni,

Vu l'ordonnance du 20 février 1992 relative aux établissements hébergeant des personnes âgées, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté du Collège réuni du 7 octobre 1993 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements hébergeant des personnes âgées, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Collège réuni du 17 juillet 1997 instituant un moratoire sur l'ouverture de nouveaux lits dans les maisons de repos;

Vu le protocole conclu le 9 juin 1997 entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130 et 135, de la Constitution, concernant la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées, et ses modifications ou annexes, ci-après dénommé « le protocole », l'avis de la section des institutions et services pour personnes âgées de la Commission de l'Aide aux personnes du Conseil consultatif de la Santé en de l'Aide aux personnes de la Commission communautaire commune, donné le 11 mai 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld precieze maatregelen moeten worden genomen om te zorgen voor de juiste toepassing van de beginselen vervat in het besluit van het Verenigd College van 17 juli 1997 tot invoering van een moratorium op de opening van nieuwe bedden in de rusthuizen, bij ontstentenis waarvan manipulaties om de genoemde beginselen te omzeilen zouden kunnen plaatsvinden;

Overwegende bovendien dat de praktijken die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gangbaar zijn inzake overnames van erkende instellingen geharmoniseerd moeten worden; dat de reglementaire normen eigen aan elke op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegde instelling de neiging hebben van elkaar te verschillen;

Op de voordracht van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van het Verenigd College van 17 juli 1997 tot invoering van een moratorium op de opening van nieuwe bedden in de rusthuizen worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Kan worden beschouwd als gelijkwaardige vermindering van het aantal bedden, de operatie waarbij een nieuwe beheerder of een beheerder die over erkende bedden of bedden onder voorlopige werkingsvergunning beschikt, erkende bedden of bedden onder voorlopige werkingsvergunning overneemt, op voorwaarde dat het totaal aantal bedden van de instelling, na overname, beneden de 150 eenheden ligt, en dat de koper tijdens de duur van de toepassing van het onderhavige besluit erkende bedden of bedden onder voorlopige werkingsvergunning noch heeft afgestaan nog zelf afstaat.

Mag alleen bedden afstaan, de instelling waarvan de beheerder de vrijwillige sluiting van de instelling overweegt, zoals bedoeld in artikel 8, 2e lid, van het besluit van het Verenigd College van 7 oktober 1993 tot vaststelling van de procedure betreffende de voorlopige werkingsvergunning, de erkenning, de weigering en de intrekking van de erkenning en de sluiting van de inrichtingen die bejaarden huisvesten.

Wanneer de voorlopige werkingsvergunning niet onmiddellijk kan worden toegekend omwille van de aanpassingen die aan de gebouwen moeten worden aangebracht, beschikt de inrichting die de erkenning aanvraagt over vier jaar te rekenen vanaf de betekening van de goedkeuring van de in § 1bis bedoelde overeenkomstig over de overname van de erkende bedden om tot deze aanpassingen over te gaan. Indien dit niet het geval is, mag de instelling de aangekochte bedden niet meer in rekening brengen. »

2° een § 1bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. In de gevallen bedoeld in § 1, 2e lid, stellen de beheerder van de betrokken instellingen een overeenkomst op met het oog op de afstand van de bedden. Deze laatste moet vóór de overname door de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen, goedgekeurd worden.

Deze overeenkomst moet de identiteit van de betrokken beheerders, het aantal en de vestiging van de bedoelde bedden, de datum van de inwerkingtreding, de financiële elementen waardoor de leefbaarheid van het project alsmede het leefproject van de instelling beoordeeld kan worden, vermelden.

Zodra de goedkeuring van de voormelde overeenkomst aan de contractanten wordt betekend, licht de overdrager de bewoners en de personeelsleden schriftelijk in over de operatie van overname van de bedden, en dit binnen een tijdsperiode die de drie maanden vanaf de betekening van de goedgekeurde overeenkomst niet mag overschrijden.

Wanneer de Leden van het Verenigd College vaststellen dat de in § 1 bedoelde voorwaarden niet worden nageleefd, betekenen zij, op een met redenen omklede wijze, hun weigering van goedkeuring van de overeenkomst.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 23 februari 2000 en houdt op van kracht te zijn op 24 februari 2001.

Art. 3. De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 2000.

Het Lid van het Verenigd College,
bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen,

A. NEYTS-UYTTEBROECK

Vu l'urgence;

Considérant que des dispositions précises doivent être prises sans délai pour assurer l'application correcte des principes contenus dans l'arrêté du Collège réuni du 17 juillet 1997 instituant un moratoire sur l'ouverture de nouveaux lits dans les maisons de repos, à défaut de quoi des agissements visant à détourner lesdits principes pourraient survenir;

Considérant en outre qu'il convient d'harmoniser sans délai les pratiques qui ont cours sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale en matière de reprises d'établissements agréés; que les normes réglementaires propres à chacune des institutions compétentes sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale tendent à se différencier;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni compétents pour la politique de l'Aide aux personnes;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Collège réuni du 17 juillet 1997 instituant un moratoire sur l'ouverture de nouveaux lits dans les maisons de repos, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété par les alinéas suivants :

« Peut être considérée comme réduction équivalente du nombre de lits, l'opération par laquelle un nouveau gestionnaire ou un gestionnaire disposant déjà de lits agréés ou faisant l'objet d'une autorisation de fonctionnement provisoire, reprend des lits agréés ou sous autorisation de fonctionnement provisoire, à condition que le nombre total de lits de l'établissement soit, après reprise, inférieur à 150 unités, et que l'acquéreur n'ait cédé ou ne cède lui-même des lits agréés ou sous autorisation de fonctionnement provisoire durant la durée du présent arrêté.

Est seul susceptible de céder des lits, l'établissement dont le gestionnaire envisage une fermeture volontaire, telle que visée à l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté du Collège réuni du 7 octobre 1993 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture volontaire des établissements hébergeant des personnes âgées.

Lorsque l'autorisation de fonctionnement provisoire ne peut être octroyée immédiatement en raison des adaptations à apporter aux bâtiments, l'établissement qui demande l'agrément dispose de quatre années à dater de la notification de l'approbation de la convention visée au § 1^{er}bis portant sur la reprise des lits agréés pour procéder à ces adaptations, à défaut de quoi l'établissement ne pourra plus comptabiliser les lits qu'il avait rachetés. »

2° un § 1^{er}bis est inséré, libellé comme suit :

« § 1^{er}bis. Dans les cas visés au § 1^{er}, alinéa 2, les gestionnaires des établissements concernés établissent une convention de cession des lits. Celle-ci doit être approuvée par les Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de l'Aide aux personnes, préalablement à la reprise.

Cette convention précise obligatoirement l'identité des gestionnaires concernés, le nombre et la localisation des lits visés, la date de prise d'effets, les éléments financiers permettant d'évaluer la viabilité du projet ainsi que le projet de vie de l'établissement.

Dès que l'approbation de la convention susvisée est notifiée aux contractants, le cédant informe les résidents et les membres du personnel, par écrit, de l'opération de reprise des lits qui doit être réalisée dans un délai ne pouvant excéder trois mois à dater de la notification de la convention approuvée.

Lorsque les Membres du Collège réuni constatent que les conditions visées au § 1^{er} ne sont pas respectées, ils notifient leur refus d'approuver la convention, de façon dûment motivée. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 23 février 2000 et cesse d'être en vigueur le 24 février 2001.

Art. 3. Les Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de l'Aide aux personnes, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Le Membre du Collège réuni,
compétent pour la politique de l'Aide aux Personnes,

E. TOMAS

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C - 2000/11273]

Nationale Orden. — Benoemingen. — Bevorderingen

Bij koninklijke besluiten van 9 februari 1999 werden, met ingang van de tegenover hun naam vermelde datum, benoemd of bevorderd :

Leopoldsorde

Commandeur

De heer H. Bogaert, commissaris bij het plan van het Federaal Planbureau met ingang van 8 april 1998;

De heer J.C.J. Parmentier, adviseur bij het Bestuur Economische Betrekkingen met ingang van 8 april 1998.

Officier

De heer R.C.J. Antonissen, adviseur bij de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven met ingang van 8 april 1997;

De heer E.J.J. Clauw, adjunct-adviseur bij het Bestuur Algemene Diensten met ingang van 8 april 1998;

Mevr. M. Delvaux, echtg. Forton, afdelingsdirecteur bij de Controledienst voor de Verzekeringen met ingang van 8 april 1998;

De heer H.J. D'Hondt, adviseur-generaal bij het Bestuur Handelsbeleid met ingang van 8 april 1998;

De heer L.J.G. Droushoudt, industrieel ingenieur bij het Bestuur Energie met ingang van 8 april 1998;

Mevr. V. Henderickx, echtg. Messinne, afdelingsdirecteur bij de Controledienst voor de Verzekeringen met ingang van 8 april 1998;

De heer P.O.L. Henriët, adviseur bij de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven met ingang van 15 november 1997;

De heer P. Verbiest, adjunct-directeur bij de Controledienst voor de Verzekeringen met ingang van 8 april 1998.

Ridder

De heer Y.M.J. Bergmans, statisticus bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mevr. J.H. De Vries, Wwe Dielen, controleur bij het Bestuur Economische Inspectie met ingang van 8 april 1998;

De heer G.C.M. Heerwegh, controleur bij het Bestuur Economische Inspectie met ingang van 8 april 1998;

De heer P. Jamagne, statisticus bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mej. L.M.G. Merckx, statisticus bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mevr. M.H.R. Niemegeers, eerstaanwezend paramedicus bij het Bestuur Algemene Diensten met ingang van 8 april 1998;

Mevr. M.L.R. Van Wijmersch, echtg. Wicheler, bestuurschef bij het Bestuur Economische Betrekkingen met ingang van 8 april 1998;

Mevr. M.M.F. Vos, echtg. Baudts, inspecteur bij het Bestuur Economische Inspectie met ingang van 8 april 1998;

De heer R.A. Willems, controleur bij het Bestuur Economische Inspectie met ingang van 8 april 1998.

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.

Kroonorde

Commandeur

De heer P.J.J. Gillet, adviseur bij het Bestuur Handelsbeleid met ingang van 8 april 1998;

De heer R. Leonard, adviseur bij het Federaal Planbureau met ingang van 8 april 1998.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[C - 2000/11273]

Ordres nationaux. — Nominations. — Promotions

Par arrêtés royaux du 9 février 1999 ont été nommés ou promus à la date indiquée en regard de leur nom :

Ordre de Léopold

Commandeur

M. H. Bogaert, commissaire au plan du Bureau fédéral du Plan à la date du 8 avril 1998;

M. J.C.J. Parmentier, conseiller à l'Administration des Relations économiques à la date du 8 avril 1998.

Officier

M. R.C.J. Antonissen, conseiller au Conseil central de l'Economie à la date du 8 avril 1997;

M. E.J.J. Clauw, conseiller adjoint à l'Administration des Services généraux à la date du 8 avril 1998;

Mme M. Delvaux, épouse Forton, directeur de division à l'Office de Contrôle des Assurances à la date du 8 avril 1998;

M. H.J. D'Hondt, conseiller général à l'Administration de la Politique commerciale à la date du 8 avril 1998;

M. L.J.G. Droushoudt, ingénieur industriel à l'Administration de l'Energie à la date du 8 avril 1998;

Mme V. Henderickx, épouse Messinne, directeur de division à l'Office de Contrôle des Assurances à la date du 8 avril 1998;

M. P.O.L. Henriët, conseiller au Conseil central de l'Economie à la date du 15 novembre 1997;

M. P. Verbiest, directeur adjoint à l'Office de Contrôle des Assurances à la date du 8 avril 1998.

Chevalier

M. Y.M.J. Bergmans, statisticien à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Mme J.H. De Vries, Vve Dielen, contrôleur à l'Administration de l'Inspection économique à la date du 8 avril 1998;

M. G.C.M. Heerwegh, contrôleur à l'Administration de l'Inspection économique à la date du 8 avril 1998;

M. P. Jamagne, statisticien à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Melle L.M.G. Merckx, statisticien à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Mme M.H.R. Niemegeers, assistant médical principal à l'Administration des Services généraux à la date du 8 avril 1998;

Mme M.L.R. Van Wijmersch, épouse Wicheler, chef administratif à l'Administration des Relations économiques à la date du 8 avril 1998;

Mme M.M.F. Vos, épouse Baudts, inspecteur à l'Administration de l'Inspection économique à la date du 8 avril 1998;

M. R.A. Willems, contrôleur à l'Administration de l'Inspection économique à la date du 8 avril 1998.

Ils porteront la décoration civile.

Orde de la Couronne

Commandeur

M. P.J.J. Gillet, conseiller à l'Administration de la Politique commerciale à la date du 8 avril 1998;

M. R. Leonard, conseiller au Bureau fédéral du Plan à la date du 8 avril 1998.

Officier

De heer H.H.M. Buermans, adjunct-adviseur bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mevr. F.E.J. Depunt, echtg. Salieres, adjunct-adviseur bij het Bestuur Economische Betrekkingen met ingang van 8 april 1998;

Mevr. M.L.G. Duray, echtg. Bairamjan, adjunct-adviseur bij het Bestuur Economische Betrekkingen met ingang van 8 april 1998;

De heer J. Gourdin, adjunct-adviseur bij het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid met ingang van 8 april 1998;

De heer J.A.L. Herman, geoloog bij het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid met ingang van 8 april 1998;

De heer C.S.G. Rose, inspecteur bij het Bestuur Economische Inspectie met ingang van 8 april 1998;

De heer C.R. Verbeke, industrieel ingenieur bij het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid met ingang van 15 november 1997;

De heer L.R. Veroeveren, informaticus bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998.

Ridder

De heer L. Bruggeman, procuratiehouder bij de Nationale Delcredentien dienst met ingang van 8 april 1998;

De heer H. De Leeuw, hoofdmonitor bij het Bestuur Handelsbeleid met ingang van 8 april 1998;

De heer D. Goeman, attaché bij de Controledienst voor de Verzekeringen met ingang van 8 april 1998;

De heer R.S. Mory, bestuursassistent bij het Bestuur Economische Betrekkingen met ingang van 8 april 1998;

Mevr. A.M. Ponnet, bestuurschef bij het Bestuur Economische Betrekkingen met ingang van 8 april 1998;

De heer C.N.J. Sajotte, bestuurschef bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

De heer R.J.M. Schepers, bestuurschef bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mevr. J. Secq, echtg. Terlinck, actuaaris bij de Controledienst voor de Verzekeringen met ingang van 8 april 1998.

Gouden Palmen

Mevr. D.A. Appelmans, echtg. Ermens, klerk bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1997;

De heer G.G.A. Blehen, klerk bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

De heer E.J.J. Dandrifosse, beambte bij het Secretariaat-generaal met ingang van 8 april 1998;

Mevr. I.E.G. De Vos, echtg. Haelterman, klerk bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mevr. L.J.D. Druez, echtg. Wens, klerk bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mevr. V.S.A. Gehenot, echtg. Cauwenbergh, klerk bij het Bestuur Handelsbeleid met ingang van 8 april 1998;

Mevr. S.T. Huenaerts, echtg. Luypaert, klerk bij het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid met ingang van 8 april 1998;

Mevr. A. Lacroix, klerk bij het Federaal Planbureau met ingang van 8 april 1998;

Mevr. N.L. Paelstermans, echtg. Vandevort, beambte bij het Bestuur Algemene Diensten met ingang van 8 april 1998;

De heer L. Scheers, geschoold arbeider bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mevr. Y.M.P. Smeulders, echtg. Goossens, klerk bij het Bestuur Economische Betrekkingen met ingang van 8 april 1997;

De heer H.X.M. Van Billoen, klerk bij het Bestuur Algemene Diensten met ingang van 8 april 1998.

Officier

M. H.H.M. Buermans, conseiller adjoint à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Mme F.E.J. Depunt, épouse Salieres, conseiller adjoint à l'Administration des Relations économiques à la date du 8 avril 1998;

Mme M.L.G. Duray, épouse Bairamjan, conseiller adjoint à l'Administration des Relations économiques à la date du 8 avril 1998;

M. J. Gourdin, conseiller adjoint à l'Administration de la Qualité et de la Sécurité à la date du 8 avril 1998;

M. J.A.L. Herman, géologue à l'Administration de la Qualité et de la Sécurité à la date du 8 avril 1998;

M. C.S.G. Rose, inspecteur à l'Administration de l'Inspection économique à la date du 8 avril 1998;

M. C.R. Verbeke, ingénieur industriel à l'Administration de la Qualité et de la Sécurité à la date du 15 novembre 1997;

M. L.R. Veroeveren, informaticien à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998.

Chevalier

M. L. Bruggeman, fondé de pouvoir à l'Office national du Ducroire à la date du 8 avril 1998;

M. H. De Leeuw, chef moniteur à l'Administration de la Politique commerciale à la date du 8 avril 1998;

M. D. Goeman, attaché à l'Office de Contrôle des Assurances à la date du 8 avril 1998;

M. R.S. Mory, assistant administratif à l'Administration des Relations économiques à la date du 8 avril 1998;

Mme A.M. Ponnet, chef administratif à l'Administration des Relations économiques à la date du 8 avril 1998;

M. C.N.J. Sajotte, chef administratif à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

M. R.J.M. Schepers, chef administratif à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Mme J. Secq, épouse Terlinck, actuaire à l'Office de Contrôle des Assurances à la date du 8 avril 1998.

Palmes d'Or

Mme D.A. Appelmans, épouse Ermens, commis à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1997;

M. G.G.A. Blehen, commis à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

M. E.J.J. Dandrifosse, agent administratif au Secrétariat général à la date du 8 avril 1998;

Mme I.E.G. De Vos, épouse Haelterman, commis à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Mme L.J.D. Druez, épouse Wens, commis à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Mme V.S.A. Gehenot, épouse Cauwenbergh, commis à l'Administration de la Politique commerciale à la date du 8 avril 1998;

Mme S.T. Huenaerts, épouse Luypaert, commis à l'Administration de la Qualité et de la Sécurité à la date du 8 avril 1998;

Mme A. Lacroix, commis au Bureau fédéral du Plan à la date du 8 avril 1998;

Mme N.L. Paelstermans, épouse Vandevort, agent administratif à l'Administration des Services généraux à la date du 8 avril 1998;

M. L. Scheers, ouvrier qualifié à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Mme Y.M.P. Smeulders, épouse Goossens, commis à l'Administration des Relations économiques à la date du 8 avril 1997;

M. H.X.M. Van Billoen, commis à l'Administration des Services généraux à la date du 8 avril 1998.

Orde van Leopold II

Commandeur

De heer P. Beaufay, adviseur-generaal bij de Controledienst voor de Verzekeringen met ingang van 8 april 1998;

Mej. B.M.E. Crevecœur, adviseur bij het Bestuur Handelsbeleid met ingang van 8 april 1998;

De heer W. De Smet, adviseur bij het Bestuur Algemene Diensten met ingang van 8 april 1998;

Mevr. C. Henrard, echtg. Dupont, inspecteur-directeur bij het Bestuur Economische Inspectie met ingang van 8 april 1998;

De heer R.L.F. Vanderbeke, adjunct-adviseur bij het Bestuur Handelsbeleid met ingang van 8 april 1998;

Mej. M. Verlaeten, adviseur bij het Bestuur Economische Betrekkingen met ingang van 8 april 1998.

Officier

De heer L.J.E. Maes, eerstaanwezend controleur bij het Bestuur Economische Inspectie met ingang van 8 april 1998;

Mej. D. Vindevogel, actuaris bij de Controledienst voor de Verzekeringen met ingang van 8 april 1998.

Ridder

De heer J.E.I. Asselberghs, bestuursassistent bij het Bestuur Algemene Diensten met ingang van 8 april 1998;

De heer J.J.A. Carteus, klerk bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mevr. B.H.L. Delarbre, bestuurschef bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

De heer G.G. Deryn, bestuurschef bij het Bestuur Economische Betrekkingen met ingang van 8 april 1998;

Mevr. F.E.J. Destexhe, echtg. Wilkin, bestuurschef bij het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid met ingang van 8 april 1998;

Mevr. Béatrice Dubois, bestuurschef bij het Bestuur Economische Betrekkingen met ingang van 8 april 1998;

De heer J.M.V. Fissette, bestuurschef bij het Bestuur Algemene Diensten met ingang van 8 april 1998;

Mej. J. Flamend, bestuursassistent bij het Bestuur Handelsbeleid met ingang van 8 april 1998;

De heer J.H.S. Frans, bestuurschef bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mej. A.J.R. Janssens, bestuurschef bij het Bestuur Algemene Diensten met ingang van 8 april 1998;

De heer J. Lahaye, bestuurschef bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mevr. B.C.C. Lhoir, bestuursassistent bij het Bestuur Economische Informatie met ingang van 8 april 1998;

De heer A. Looze, eerste bureauchef bij de Nationale Delcredere-dienst met ingang van 8 april 1998;

Mevr. M.M.E. Maricq, echtg. Szabo, bestuurschef bij het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid met ingang van 8 april 1998;

Mevr. L.J. Reekmans, klerk bij het Bestuur Handelsbeleid met ingang van 8 april 1998;

Mej. K.V.C. Van Cauter, bestuurschef bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mej. N.L.L. Vandeville, bestuurschef bij het Bestuur Energie met ingang van 8 april 1998;

Mevr. M.M.E. Van Loo, echtg. Vandevilde, bestuurschef bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mevr. A.M.R. Van Nuffel, echtg. Van Geem, bestuurschef bij het Bestuur Economische Betrekkingen met ingang van 8 april 1998;

De heer J. Van Vaerenbergh, controleur bij het Bestuur Economische Inspectie met ingang van 8 april 1998;

Mevr. I. Van Wesemael, echtg. Van Roosbroeck, programmeur bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mevr. F.L.G. Vergucht, echtg. Balfroid, bestuursassistent bij het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid met ingang van 8 april 1998;

De heer D.T.R. Vos, bestuurschef bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998;

Mevr. A.R.J. Withofs, bestuurschef bij het Bestuur Economische Informatie met ingang van 8 april 1998.

Ordre de Leopold II

Commandeur

M. P. Beaufay, conseiller général à l'Office de Contrôle des Assurances à la date du 8 avril 1998;

Mlle B.M.E. Crevecœur, conseiller à l'Administration de la Politique commerciale à la date du 8 avril 1998;

M. W. De Smet, conseiller à l'Administration des Services généraux à la date du 8 avril 1998;

Mme C. Henrard, épouse Dupont, inspecteur-directeur à l'Administration de l'Inspection économique à la date du 8 avril 1998;

M. R.L.F. Vanderbeke, conseiller adjoint à l'Administration de la Politique commerciale à la date du 8 avril 1998;

Melle M. Verlaeten, conseiller à l'Administration des Relations économiques à la date du 8 avril 1998.

Officier

M. L.J.E. Maes, contrôleur principal à l'Administration de l'Inspection économique à la date du 8 avril 1998;

Melle D. Vindevogel, actuaire à l'Office de Contrôle des Assurances à la date du 8 avril 1998.

Chevalier

M. J.E.I. Asselberghs, assistant administratif à l'Administration des Services généraux à la date du 8 avril 1998;

M. J.J.A. Carteus, commis à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Mme B.H.L. Delarbre, chef administratif à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

M. G.G. Deryn, chef administratif à l'Administration des Relations économiques à la date du 8 avril 1998;

Mme F.E.J. Destexhe, épouse Wilkin, chef administratif à l'Administration de la Qualité et de la Sécurité à la date du 8 avril 1998;

Mme Béatrice Dubois, chef administratif à l'Administration des Relations économiques à la date du 8 avril 1998;

M. J.M.V. Fissette, chef administratif à l'Administration des Services généraux à la date du 8 avril 1998;

Melle J. Flamend, assistant administratif à l'Administration de la Politique commerciale à la date du 8 avril 1998;

M. J.H.S. Frans, chef administratif à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Melle A.J.R. Janssens, chef administratif à l'Administration des Services généraux à la date du 8 avril 1998;

M. J. Lahaye, chef administratif à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Mme B.C.C. Lhoir, assistant administratif à l'Administration de l'Information économique à la date du 8 avril 1998;

M. A. Looze, chef de bureau à l'Office national du Ducroire à la date du 8 avril 1998;

Mme M.M.E. Maricq, épouse Szabo, chef administratif à l'Administration de la Qualité et de la Sécurité à la date du 8 avril 1998;

Mme L.J. Reekmans, commis à l'Administration de la Politique commerciale à la date du 8 avril 1998;

Melle K.V.C. Van Cauter, chef administratif à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Melle N.L.L. Vandeville, chef administratif à l'Administration de l'Energie à la date du 8 avril 1998;

Mme M.M.E. Van Loo, épouse Vandevilde, chef administratif à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Mme A.M.R. Van Nuffel, épouse Van Geem, chef administratif à l'Administration des Relations économiques à la date du 8 avril 1998;

M. J. Van Vaerenbergh, contrôleur à l'Administration de l'Inspection économique à la date du 8 avril 1998;

Mme I. Van Wesemael, épouse Van Roosbroeck, programmeur à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Mme F.L.G. Vergucht, épouse Balfroid, assistant administratif à l'Administration de la Qualité et de la Sécurité à la date du 8 avril 1998;

M. D.T.R. Vos, chef administratif à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998;

Mme A.R.J. Withofs, chef administratif à l'Administration de l'Information économique à la date du 8 avril 1998.

Gouden Medaille

Mevr. D. Armslag, beambte bij het Bestuur Algemene Diensten met ingang van 8 april 1998;

De heer A. Desaer, geschoold arbeider bij het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid met ingang van 15 november 1996;

De heer P.W. Nicola, beambte bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 8 april 1998.

Bij koninklijke besluiten van 16 februari 1999 werden, met ingang van de tegenover hun naam vermelde datum, benoemd :

Kroonorde**Gouden Palmen**

Mevr. M.S. Steenwinckels, echtg. Hobin, geschoold arbeider bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek met ingang van 15 november 1996.

Orde van Leopold II**Officier**

Mevr. M.M. Joos, echtg. Beirens, hoofdcontroleur bij het Bestuur Economische Inspectie met ingang van 8 april 1998.

Gouden Medaille

De heer F.L. Minner, geschoold arbeider bij het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid met ingang van 15 november 1996.

Médaille d'Or

Mme D. Armslag, agent administratif à l'Administration des Services généraux à la date du 8 avril 1998;

M. A. Desaer, ouvrier qualifié à l'Administration de la Qualité et de la Sécurité à la date du 15 novembre 1996;

M. P.W. Nicola, agent administratif à l'Institut national de Statistique à la date du 8 avril 1998.

Par arrêtés royaux du 16 février 1999 ont été nommés à la date indiquée en regard de leur nom :

Ordre de la Couronne**Palmes d'Or**

Mme M.S. Steenwinckels, épouse Hobin, ouvrier qualifié à l'institut national de Statistique à la date du 15 novembre 1996.

Ordre de Léopold II**Officier**

Mme M.M. Joos, épouse Beirens, contrôleur en chef à l'Administration de l'Inspection économique à la date du 8 avril 1998.

Médaille d'Or

M. F.L. Minner, ouvrier qualifié à l'Administration de la Qualité et de la Sécurité à la date du 15 novembre 1996.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2000/09950]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 15 oktober 2000 is aan de heer Dherte, A., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Doornik.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres: Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

[2000/09949]

Rechterlijke Orde. — Addendum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 101 van 23 mei 2000, pagina 17021, wordt in de bekendmaking van de benoeming van Mevr. Verschueren, N., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, als rechter in deze rechtbank, volgende zin toegevoegd :

« Zij is gelijktijdig benoemd tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt ».

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2000/09950]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 15 octobre 2000 est acceptée, à sa demande, la démission de M. Dherte, A., de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Tournai.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Le recours en annulation des acte précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

[2000/09949]

Ordre judiciaire. — Addendum

Dans la publication, au *Moniteur belge* n° 101 du 23 mai 2000, page 17021, de la nomination de Mme Verschueren, N., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers, comme juge à ce tribunal, la phrase suivante est à ajouter :

« Elle est nommée simultanément juge au tribunal de première instance de Hasselt ».

**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW**

[2000/16283]

Personeel. — Pensionering

Bij koninklijk besluit van 19 september 2000 wordt met ingang van 1 februari 2001 eervol ontslag uit zijn functies van vertaler-revisor (vlakke loopbaan in uitdoving) verleend aan de heer Michel Desmet die aanspraak heeft op een rustpensioen.

Bij hetzelfde besluit wordt de betrokkene ertoe gemachtigd de eretitel van zijn ambt te voeren en de ambtskleding te dragen.

**MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE**

[2000/16283]

Personnel. — Mise à la retraite

Par arrêté royal du 19 septembre 2000, démission honorable de ses fonctions de traducteur-réviseur (carrière plane en extinction) est accordée, à partir du 1^{er} février 2001, à M. Michel Desmet qui est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite.

Par le même arrêté l'intéressé est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions et à en porter l'uniforme.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN INTERNATIONALE SAMENWERKING

[2000/15164]

Buitenlandse Consulaten in België

Op 3 oktober 2000 heeft de heer René Peeters de nodige machtiging ontvangen om het ambt van Ereconsul-generaal van Japan te Antwerpen uit te oefenen, met als consulaire ressort de provincie Antwerpen.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE ÉTRANGÈRE
ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

[2000/15164]

Consulats étrangers en Belgique

Le 3 octobre 2000, M. René Peeters a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul général honoraire du Japon à Anvers, avec comme circonscription consulaire la province d'Anvers.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

[2000/03660]

Kabinet van de Minister van Financiën. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 9 oktober 2000, wordt, met ingang van 29 oktober 2000 s'avonds, ontslag uit zijn functie van kabinetschef van de Minister van Financiën verleend aan de heer Praet, P.

MINISTÈRE DES FINANCES

[2000/03660]

Cabinet du Ministre des Finances. — Démission

Par arrêté royal du 9 octobre 2000, démission de sa fonction de chef de cabinet du Ministre des Finances est accordée à M. Praet, P., à partir du 29 octobre 2000 au soir.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[2000/22505]

22 MEI 2000. — Ministerieel besluit tot benoeming van de leden van de Commissie voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening voor de provincie Luxemburg

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening, inzonderheid op artikel 1, derde lid, vervangen bij de wet van 22 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot oprichting van de Commissies voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening, inzonderheid op artikel 3, § 5,

Besluit :

Artikel 1. Worden benoemd, voor een termijn van vier jaar, respectievelijk tot werkende en plaatsvervangende leden van de Commissie voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening in de provincie Luxemburg :

a) in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de brandweerdienst van de in het ambtsgebied van de Commissie gelegen gemeenten als bedoeld in artikel 3 van de wet :

Even, Joël, 6700 Arlon
Kirsch, Michel, 6700 Arlon
Maniet, André, 6700 Arlon
Fairon, Robert, 6700 Arlon

b) in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de ambulance-diensten :

De Pauw, Eric, 6700 Arlon
Richard, Jean, 6700 Arlon
Louis, Jacques, 6600 Bastogne
Louis, Raymond, 6600 Bastogne
Gérard, Luc, 6880 Bertrix
Bourg, Serge, 6880 Bertrix
Laforet, Guy, 6830 Bouillon
Serson, Nicolas, 6830 Bouillon
Leboutte, Francis, 6997 Erezée
Janssens, Daniel, 6997 Erezée
Burnet, Jean-Louis, 6740 Etalle
Solofrizzo, Marcel, 6740 Etalle
Jendrzejewski, Wanda, 6820 Florenville
Mernier, Laurence, 6820 Florenville
Fizaine, Jean-Claude, 6660 Houffalize
Desset, Marcel, 6660 Houffalize
Denis, Christian, 6894 Hives
Poncelet, Madeleine, 6894 Hives
Delhalle, J.-Louis, 6690 Rencheux
Cordier, Jean-Marie, 6800 Libramont
Huet, Thierrv. 6900 Marche-en-Famenne

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[2000/22505]

22 MAI 2000. — Arrêté ministériel portant nomination des membres de la Commission d'Aide médicale urgente pour la province de Luxembourg

La Ministre de la Santé publique,

Vu la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente, notamment l'article 1^{er}, alinéa 3, remplacé par la loi du 22 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 10 août 1998 instituant les Commissions d'Aide médicale urgente, notamment l'article 3, § 5,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont nommés pour une période de quatre ans, respectivement membres effectifs et membres suppléants de la Commission d'Aide médicale urgente dans la province de Luxembourg :

a) en qualité de représentants du service d'incendie qui dessert les communes du ressort de la commission, tel que visé à l'article 3 de la loi :

Even, Joël, 6700 Arlon
Kirsch, Michel, 6700 Arlon
Maniet, André, 6700 Arlon
Fairon, Robert, 6700 Arlon

b) en qualité de représentants des services d'ambulances :

De Pauw, Eric, 6700 Arlon
Richard, Jean, 6700 Arlon
Louis, Jacques, 6600 Bastogne
Louis, Raymond, 6600 Bastogne
Gérard, Luc, 6880 Bertrix
Bourg, Serge, 6880 Bertrix
Laforet, Guy, 6830 Bouillon
Serson, Nicolas, 6830 Bouillon
Leboutte, Francis, 6997 Erezée
Janssens, Daniel, 6997 Erezée
Burnet, Jean-Louis, 6740 Etalle
Solofrizzo, Marcel, 6740 Etalle
Jendrzejewski, Wanda, 6820 Florenville
Mernier, Laurence, 6820 Florenville
Fizaine, Jean-Claude, 6660 Houffalize
Desset, Marcel, 6660 Houffalize
Denis, Christian, 6894 Hives
Poncelet, Madeleine, 6894 Hives
Delhalle, J.-Louis, 6690 Rencheux
Cordier, Jean-Marie, 6800 Libramont
Huet, Thierrv. 6900 Marche-en-Famenne

Laurent, Dominique, 6900 Marche-en-Famenne
 Devalet, Serge, 6840 Longlier
 Panier, Emile, 6840 Neufchâteau
 Olagny, Daniel, 6850 Paliseul
 Boulanger, Francis, 6850 Paliseul
 Lothaire, Eric, 6870 Arville
 Delbauve, Jean-Claude, 6870 Saint-Hubert
 Constant, Guy, 6690 Vielsalm
 Boland, Eric, 6690 Vielsalm
 Fizaine, Gilbert, 6760 Virton
 Rouge, Eric, 6760 Virton

c) in de hoedanigheid van artsen, vertegenwoordigers van de spoedgevallendiensten :

Simon, Marc, 6700 Arlon
 De Fays, Robert, 6700 Arlon
 Ferrant, Etienne, 6800 Saint-Pierre
 Magotteaux, Vincianne, 6840 Neufchâteau
 Maillet, Philippe, 5580 Rochefort
 Simons, Robert, 6900 Hargimont
 Simons, Robert, 6900 Hargimont
 Maillet, Philippe, 5580 Rochefort

d) in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de wachtdiensten :

Cousin, Martine, 6790 Aubange
 Lambert, Olivier, 6780 Messancy
 Clarinval, Frédéric, 6927 Bure
 Pignon, Bertrand, 6927 Tellin
 Govaerts, André, 6600 Bastogne
 Migot, Luc, 6600 Bastogne
 Stephenne, Didier, 6680 Amberloup
 Schoubben, Michel, 6687 Bertogne
 Buchet, Jacques, 6820 Muno
 Poncelet, Bernard, 6838 Corbion
 Michaelis, François, 6820 Florenville
 Baudin, Marc, 6821 Lacuisine
 Delaey, Nicolas, 6887 Herbeumont
 Buchet, Jacques, 6820 Muno
 Lambotte, Christine, 6941 Heyd
 Laperche, Jean, 6940 Wéris
 Gena, Guy, 6997 Soy
 Missaire, Axel, 6960 Manhay
 Heinrich, Danièle, 6980 La Roche
 Minsier, Jean-Louis, 6980 La Roche
 Coeckelberghs, Luc, 6860 Ebly
 Vanoudenhoven, Michel, 6860 Mellier
 Desenfants, Nicole, 6890 Anloy
 Delvaux, Jean, 6890 Libin
 Servais, José, 6800 Libramont
 Arnould, Pierre-Henry, 6800 Libramont
 Duquenne, Jean-Louis, 6900 Marche-en-Famenne
 Jacob, Jean-Luc, 6900 Waha
 Lambinet, Patrick, 6637 Fauvillers
 Chidiac, Tania, 6630 Martelange
 Pierre-Delhez, Nathalie, 6953 Ambly
 Defoin, Bénédicte, 6953 Forrières
 Siméon, Marc, 6840 Neufchâteau
 Lecomte, Dominique, 6840 Neufchâteau
 Gruslin, Jacques, 6870 Saint-Hubert
 Jacobs, Jean-Pierre, 6870 Saint-Hubert
 Bosquet, Jean-Louis, 6747 Saint-Léger
 Cerfontaine, Hubert, 6747 Saint-Léger
 Joris, Pierre, 6640 Vaux-sur-Sûre
 Rigot, Bernard, 6640 Vaux-sur-Sûre
 Hedia, Mourad, 6670 Gouvvy
 Parmentier-Rahal, Igne, 6670 Cherain
 Kaiser, Francis, 6762 Saint-Mard
 Authelet, Claude, 6760 Ethe

Laurent, Dominique, 6900 Marche-en-Famenne
 Devalet, Serge, 6840 Longlier
 Panier, Emile, 6840 Neufchâteau
 Olagny, Daniel, 6850 Paliseul
 Boulanger, Francis, 6850 Paliseul
 Lothaire, Eric, 6870 Arville
 Delbauve, Jean-Claude, 6870 Saint-Hubert
 Constant, Guy, 6690 Vielsalm
 Boland, Eric, 6690 Vielsalm
 Fizaine, Gilbert, 6760 Virton
 Rouge, Eric, 6760 Virton

c) en qualité de médecins, représentant les services des urgences :

Simon, Marc, 6700 Arlon
 De Fays, Robert, 6700 Arlon
 Ferrant, Etienne, 6800 Saint-Pierre
 Magotteaux, Vincianne, 6840 Neufchâteau
 Maillet, Philippe, 5580 Rochefort
 Simons, Robert, 6900 Hargimont
 Simons, Robert, 6900 Hargimont
 Maillet, Philippe, 5580 Rochefort

d) en qualité de représentants des services de garde :

Cousin, Martine, 6790 Aubange
 Lambert, Olivier, 6780 Messancy
 Clarinval, Frédéric, 6927 Bure
 Pignon, Bertrand, 6927 Tellin
 Govaerts, André, 6600 Bastogne
 Migot, Luc, 6600 Bastogne
 Stephenne, Didier, 6680 Amberloup
 Schoubben, Michel, 6687 Bertogne
 Buchet, Jacques, 6820 Muno
 Poncelet, Bernard, 6838 Corbion
 Michaelis, François, 6820 Florenville
 Baudin, Marc, 6821 Lacuisine
 Delaey, Nicolas, 6887 Herbeumont
 Buchet, Jacques, 6820 Muno
 Lambotte, Christine, 6941 Heyd
 Laperche, Jean, 6940 Wéris
 Gena, Guy, 6997 Soy
 Missaire, Axel, 6960 Manhay
 Heinrich, Danièle, 6980 La Roche
 Minsier, Jean-Louis, 6980 La Roche
 Coeckelberghs, Luc, 6860 Ebly
 Vanoudenhoven, Michel, 6860 Mellier
 Desenfants, Nicole, 6890 Anloy
 Delvaux, Jean, 6890 Libin
 Servais, José, 6800 Libramont
 Arnould, Pierre-Henry, 6800 Libramont
 Duquenne, Jean-Louis, 6900 Marche-en-Famenne
 Jacob, Jean-Luc, 6900 Waha
 Lambinet, Patrick, 6637 Fauvillers
 Chidiac, Tania, 6630 Martelange
 Pierre-Delhez, Nathalie, 6953 Ambly
 Defoin, Bénédicte, 6953 Forrières
 Siméon, Marc, 6840 Neufchâteau
 Lecomte, Dominique, 6840 Neufchâteau
 Gruslin, Jacques, 6870 Saint-Hubert
 Jacobs, Jean-Pierre, 6870 Saint-Hubert
 Bosquet, Jean-Louis, 6747 Saint-Léger
 Cerfontaine, Hubert, 6747 Saint-Léger
 Joris, Pierre, 6640 Vaux-sur-Sûre
 Rigot, Bernard, 6640 Vaux-sur-Sûre
 Hedia, Mourad, 6670 Gouvvy
 Parmentier-Rahal, Igne, 6670 Cherain
 Kaiser, Francis, 6762 Saint-Mard
 Authelet, Claude, 6760 Ethe

e) in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de hulpdienst van het Rode Kruis :

Crijns, Guy, 6600 Bastogne
Baltus, Jean-Marie, 6792 Halanzy

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 22 mei 2000.

Mevr. M. AELVOET

[2000/22724]

**Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering
Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging
Ontslagverlening. — Benoeming**

Bij koninklijk besluit van 21 september 2000, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt eervol ontslag verleend uit zijn mandaat van lid van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, aan de heer Callewaert, P., plaatsvervangend lid.

Bij hetzelfde besluit, wordt benoemd bij voornoemd Comité, de heer Van Der Meeren, I., tot plaatsvervangend lid, als vertegenwoordiger van een verzekeringsinstelling, ter vervanging van de heer Callewaert, P., wiens mandaat hij zal voleindigen.

[2000/22725]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Comité van de Dienst voor geneeskundige controle. — Ontslagverlening. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 21 september 2000, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt eervol ontslag uit zijn functies van plaatsvervangend lid van het Comité van de Dienst voor Geneeskundige Controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, verleend aan de heer Van Eupen, J., die de leeftijdsgrens heeft bereikt.

Bij hetzelfde besluit wordt benoemd bij het Comité van de Dienst voor Geneeskundige Controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering :

— de heer Laureyssens, P., plaatsvervangend lid, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van een representatieve vereniging van de opticiens ter vervanging van de heer Van Eupen, J., wiens mandaat hij zal voleindigen.

e) en qualité de représentant du service des secours de la Croix Rouge :

Crijns, Guy, 6600 Bastogne
Baltus, Jean-Marie, 6792 Halanzy

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 mai 2000.

Mme M. AELVOET

[2000/22724]

**Institut national d'assurance maladie-invalidité
Comité de l'assurance soins de santé
Démission. — Nomination**

Par arrêté royal du 21 septembre 2000, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, démission honorable de son mandat de membre du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est accordée à M. Callewaert, P., membre suppléant.

Par le même arrêté, est nommé audit Comité, M. Van Der Meeren, I., en qualité de membre suppléant, au titre de représentant d'un organisme assureur, en remplacement de M. Callewaert, P., dont il achèvera le mandat.

[2000/22725]

**Institut national d'assurance maladie-invalidité
Comité du Service du contrôle médical
Démission. — Nomination**

Par arrêté royal du 21 septembre 2000, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, démission honorable de ses fonctions de membre suppléant du Comité du Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est accordée à M. Van Eupen, J., qui a atteint la limite d'âge.

Par le même arrêté est nommé auprès du Comité du Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité :

— M. Laureyssens, P., en qualité de membre suppléant au titre de représentant d'une association représentative des opticiens en remplacement de M. Van Eupen, J., dont il achèvera le mandat.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2000/00849]

Hoofdcommissaris van politie. — Benoeming

Bij koninklijk besluit d.d. 21 september 2000 wordt de heer Neyrinck, Curd, benoemd tot hoofdcommissaris van politie van de stad Roeselare (arrondissement Roeselare).

[2000/00791]

Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 17 september 2000, is Mevr. Conard, Chantal, adjunct-adviseur, m.i.v. 1 augustus 2000 bevorderd tot de graad van adviseur bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Frans taalkader.

Bij koninklijk besluit van 17 september 2000, is Mevr. Michaux, Thérèse, adjunct-adviseur, m.i.v. 1 augustus 2000 bevorderd tot de graad van adviseur bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Frans taalkader.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel te worden toegezonden.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[C - 2000/00849]

Commissaire de police en chef. — Nomination

Par arrêté royal du 21 septembre 2000, M. Neyrinckx, Curd, est nommé commissaire de police en chef de la ville de Roulers (arrondissement de Roulers).

[2000/00791]

Promotions

Par arrêté royal du 17 septembre 2000, Mme Conard, Chantal, conseiller adjoint, est promue au grade de conseiller, au Ministère de l'Intérieur, Services centraux, cadre linguistique français, à partir du 1^{er} août 2000.

Par arrêté royal du 17 septembre 2000, Mme Michaux, Thérèse, conseiller adjoint, est promue au grade de conseiller, au Ministère de l'Intérieur, Services centraux, cadre linguistique français, à partir du 1^{er} août 2000.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 2000/12752]

6 OKTOBER 2000. — Koninklijk besluit tot benoeming van de leden van het Paritair Comité voor de grote kleinhandelszaken (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1973 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de grote kleinhandelszaken;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juni 1973 tot vaststelling van het aantal leden van het Paritair Comité voor de grote kleinhandelszaken;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juni 1996 tot benoeming van de leden van het Paritair Comité voor de grote kleinhandelszaken;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat over te gaan tot de hernieuwing van het mandaat der leden van dit comité;

Gelet op de voordracht door de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Tot leden van het Paritair Comité voor de grote kleinhandelszaken worden benoemd :

1. als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie :

Gewone leden :

Mevr. Van Meirhaeghe, Linda, te Zwijndrecht;

De heren :

Sack, Freddy, te Sint-Niklaas;

Platteau, Willy, te Edegem;

Mevrn. :

Vanlimbergen, Irena, te Balen;

Rutten, Leontine, te Etterbeek;

De heer Provost, Marc, te Geraardsbergen;

Mevr. Cailliez, Bernadette, te Wezembeek-Oppem;

De heren :

Broeckhoven, Peter, te Mechelen;

De Vadder, Alfons, te Bonheiden;

Delfosse, Jan, te Brasschaat;

Mevr. Stevens, Ingrid, te Etterbeek.

Plaatsvervangende leden :

De heer Verpoort, Marc, te Zottegem;

Mevr. Melis, Sophie, te Antwerpen;

De heer Hampson, Eric, te Zaventem;

Mevr. Peffer, Nicole, te Duffel;

De heer Tondreau, Jean-Pierre, te Waver;

Mevr. Thomas, Lucienne, te Brussel;

De heer Libbrecht, Jean, te Kraainem;

Mevrn. :

Van Win, Marie-Josée, te Grimbergen;

Brisse, Martine, te Ukkel;

Delmotte, Francine, te Namen;

De heer Casters, Michiel, te Beringen.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 2000/12752]

6 OCTOBRE 2000. — Arrêté royal nommant les membres de la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 42;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1973 instituant la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail et fixant sa dénomination et sa compétence;

Vu l'arrêté royal du 8 juin 1973 fixant le nombre de membres de la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail;

Vu l'arrêté royal du 19 juin 1996 nommant les membres de la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au renouvellement du mandat des membres de cette commission;

Vu les candidatures présentées par les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont nommés membres de la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail :

1. en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs :

Membres effectifs :

Mme Van Meirhaeghe, Linda, à Zwijndrecht;

MM. :

Sack, Freddy, à Saint-Nicolas;

Platteau, Willy, à Edegem;

Mmes :

Vanlimbergen, Irena, à Balen;

Rutten, Leontine, à Etterbeek;

M. Provost, Marc, à Grammont;

Mme Cailliez, Bernadette, à Wezembeek-Oppem;

MM. :

Broeckhoven, Peter, à Malines;

De Vadder, Alfons, à Bonheiden;

Delfosse, Jan, à Brasschaat;

Mme Stevens, Ingrid, à Etterbeek.

Membres suppléants :

M. Verpoort, Marc, à Zottegem;

Mme Melis, Sophie, à Anvers;

M. Hampson, Eric, à Zaventem;

Mme Peffer, Nicole, à Duffel;

M. Tondreau, Jean-Pierre, à Wavre;

Mme Thomas, Lucienne, à Bruxelles;

M. Libbrecht, Jean, à Kraainem;

Mmes :

Van Win, Marie-Josée, à Grimbergen;

Brisse, Martine, à Uccle;

Delmotte, Francine, à Namur;

M. Casters, Michiel, à Beringen.

2. als vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties :

Gewone leden :

De heren :

De Deyn, Erwin, te Dilbeek;

Frissen, Jean-Marie, te Tubeke;

Seclef, Georges, te Antwerpen;

Roufosse, Claude te Fléron;

Stabel, René, te Turnhout;

Uyttenhove, Dirk, te Dendermonde;

Sauvage, Michel, te Ottignies-Louvain-la-Neuve;

Deceukelier, Philippe, te Luik;

Vander Elst, Hugo, te Dilbeek;

Joosten, Philip, te Kortenberg;

De Jaeger, Koen, te Gent.

Plaatsvervangende leden :

De heer Roland, Christian, te Saint-Ghislain;

Mevrn. :

Roisin, Catherine, te Charleroi;

Desmet, Pia, te Gent;

De heren :

Peeters, Jean, te Doornik;

De Batselier, Georges, te Lebbeke;

Cnop, Walter, te Steenokkerzeel;

Mevrn. :

Dubuis, Brigitte, te Doornik;

Petre, Irène, te Sint-Gillis;

De heren :

Van Hout, Jos, te Heusden-Zolder;

Wauman, Patrick, te Sint-Niklaas;

Mevr. Dos Santos Costa, Vera, te Sint-Pieters-Woluwe.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 oktober 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
Koninklijk besluit van 22 maart 1973, *Belgisch Staatsblad* van 9 mei 1973.
Koninklijk besluit van 8 juni 1973, *Belgisch Staatsblad* van 29 september 1973.

Koninklijk besluit van 19 juni 1996, *Belgisch Staatsblad* van 4 juli 1996.

2. en qualité de représentants des organisations de travailleurs :

Membres effectifs :

MM. :

De Deyn, Erwin, à Dilbeek;

Frissen, Jean-Marie, à Tubize;

Seclef, Georges, à Anvers;

Roufosse, Claude à Fléron;

Stabel, René, à Turnhout;

Uyttenhove, Dirk, à Termonde;

Sauvage, Michel, à Ottignies-Louvain-la-Neuve;

Deceukelier, Philippe, à Liège;

Vander Elst, Hugo, à Dilbeek;

Joosten, Philip, à Kortenberg;

De Jaeger, Koen, à Gand.

Membres suppléants :

M. Roland, Christian, à Saint-Ghislain;

Mmes :

Roisin, Catherine, à Charleroi;

Desmet, Pia, à Gand;

MM. :

Peeters, Jean, à Tournai;

De Batselier, Georges, à Lebbeke;

Cnop, Walter, à Steenokkerzeel;

Mmes :

Dubuis, Brigitte, à Tournai;

Petre, Irène, à Saint-Gilles;

MM. :

Van Hout, Jos, à Heusden-Zolder;

Wauman, Patrick, à Saint-Nicolas;

Mme Dos Santos Costa, Vera, à Woluwe-Saint-Pierre.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 octobre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Arrêté royal du 22 mars 1973, *Moniteur belge* du 9 mai 1973.
Arrêté royal du 8 juin 1973, *Moniteur belge* du 29 septembre 1973.

Arrêté roval du 19 juin 1996, *Moniteur belge* du 4 juillet 1996.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[2000/29307]

**20 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
accordant dérogation aux normes de rationalisation à certains établissements d'enseignement secondaire**

Le Gouvernement de la Communauté française :

Vu les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1957, telles qu'elles ont été modifiées;

Vu la loi du 29 mai 1959, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée, notamment l'article 4;

Vu la loi du 19 juillet 1971, relative à la structure générale de l'enseignement secondaire, telle qu'elle a été modifiée;

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, tel qu'il a été modifié, notamment l'article 5 *quinquies*;

Vu l'arrêté royal du 14 mars 1960 portant application de l'article 4 de la loi du 29 mai 1959, notamment l'article 3;

Vu l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire donné le 29 février 2000;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le 6 juin 2000;

Vu l'accord du Ministre du budget donné le 20 juillet 2000;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire, de Arts et des Lettres;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française,

Arrête :

Article unique. Une dérogation aux normes de rationalisation, fixées par les articles 3 et 4 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire, est accordée aux établissements d'enseignement secondaire repris ci-dessous, pour l'année scolaire 2000-2001.

Enseignement de la Communauté française :

Athénée royal Jacquemin à Comines

ITCF Chomé Wijns à Bruxelles (Anderlecht)

Lycée de la CF à Quevaucamps

Enseignement libre subventionné :

Athénée Ganenou à Bruxelles

Athénée Maimonide à Bruxelles

Institut Sainte-Marie Saint-Antoine à Saint-Gilles.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,

P. HAZETTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[2000/29307]

**20 JULI 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
tot toekenning van een afwijking op de normen inzake rationalisatie aan sommige inrichtingen
van het secundair onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het middelbaar onderwijs, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 30 april 1957, zoals zij werden gewijzigd;

Gelet op de wet van 29 mei 1959, houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals zij werd gewijzigd, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs, zoals hij werd gewijzigd;

Gelet op het decreet van 29 juli 1992, houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, zoals het werd gewijzigd, inzonderheid op artikel 5^{quinquies};

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 1960 houdende toepassing van artikel 4 van de wet van 29 mei 1959, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het advies van de Algemene Raad van Advies voor het secundair onderwijs, gegeven op 29 februari 2000;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juni 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2000;

Op de voordracht van de Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Enig artikel. Een afwijking op de normen inzake rationalisatie, bepaald bij de artikelen 3 en 4 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs wordt toegestaan aan de hierna vermelde inrichtingen voor secundair onderwijs voor het schooljaar 2000-2001.

Onderwijs van de Franse Gemeenschap :

Athénée royal Jacquemin te Komen

ITCF Chomé Wijns te Brussel (Anderlecht)

Lycée de la CF te Quevaucamps

Gesubsidieerd vrij onderwijs :

Athénée Ganenou te Brussel

Athénée Maimonide te Brussel

Institut Sainte-Marie Saint-Antoine te Sint-Gillis.

Brussel, 20 juli 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,

P. HAZETTE



[2000/29314]

2 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 novembre 1991 portant nomination du président, du vice-président et des membres de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale et des membres du secrétariat permanent de ladite commission. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 6 juillet 2000, dans le sommaire, page 23892, et à la page 23956, dans le titre de l'arrêté, il y a lieu de remplacer les termes « 2 mars 1998 » par « 2 mars 2000 ».



VERTALING

[2000/29314]

2 MAART 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 21 november 1991 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende benoeming van de Voorzitter, de Ondervoorzitter en de leden van de Overlegcommissie van het Onderwijs voor sociale promotie en de leden van het Vast Secretariaat van bedoelde commissie. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 6 juli 2000, in de inhoud op bladzijde 23 892 en op bladzijde 23.956 in de betiteling van het besluit moeten de woorden « 2 maart 1998 » vervangen worden door de woorden « 2 maart 2000 ».

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2000/27475]

Pouvoirs locaux

Un arrêté ministériel du 2 octobre 2000 annule la convention signée le 16 décembre 1999 entre les intercommunales Idelix-Aive et M. Richard Pierret dont les principaux éléments ont été approuvés par le comité permanent de l'Aive du 10 décembre 1999 ainsi que la décision du comité permanent du 10 décembre 1999 et la décision du 19 mai 2000 par laquelle le conseil d'administration de l'Aive a marqué son accord sur le rapport de la délégation de pouvoirs accordée en décembre au comité permanent pour finaliser les conventions passées avec Richard Pierret.

Le même arrêté annule les engagements relatifs aux conditions de collaboration de Richard Pierret pour l'avenir tels que repris dans la convention du 23 janvier 1998 et tels que confirmés par le comité permanent du 29 octobre 1999 de l'Aive.

Un arrêté ministériel du 2 octobre 2000 annule la convention signée le 16 décembre 1999 entre les intercommunales Idelux-Aive et M. Richard Pierret dont les principaux éléments ont été approuvés par le comité permanent d'Idelux du 10 décembre 1999 ainsi que la décision du comité permanent du 10 décembre 1999 et la décision du 19 mai 2000 par laquelle le conseil d'administration d'Idelux a marqué son accord sur le rapport de la délégation de pouvoirs accordée en décembre au comité permanent pour finaliser les conventions passées avec Richard Pierret.

Le même arrêté annule les engagements relatifs aux conditions de collaboration de Richard Pierret pour l'avenir tels que repris dans la convention du 23 janvier 1998 et tels que confirmés par le comité permanent du 29 octobre 1999 d'Idelux.

Un arrêté ministériel du 4 octobre 2000 approuve la décision du 29 juin 2000 par laquelle l'assemblée générale ordinaire de la société coopérative à responsabilité limitée « Intercommunale hospitalière Famenne Ardenne Condroz » a nommé à l'unanimité M. Roiseux en qualité de commissaire en remplacement de M. Renard.

Un arrêté ministériel du 4 octobre 2000 approuve la décision du 30 juin 2000 par laquelle l'assemblée générale de la société coopérative « Intercommunale des Œuvres sociales du Brabant wallon » modifie l'article 6 des statuts.

Un arrêté ministériel du 4 octobre 2000 approuve la décision du 22 juin 2000 par laquelle l'assemblée générale de la Société coopérative « Intercommunale du Centre funéraire de Liège et environs » approuve les modifications statutaires de mise en conformité avec le décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes.

Un arrêté ministériel du 6 octobre 2000 approuve la décision du 28 juin 2000 par laquelle l'assemblée générale de l'Association intercommunale de Santé de la Basse-Sambre entérine les comptes 1999 de l'intercommunale.

Un arrêté ministériel du 11 octobre 2000 approuve la décision du 22 juin 2000 par laquelle l'assemblée générale de l'association intercommunale des Sports du Sud-Namurois et Sud-Hainaut a adopté les comptes 1999 de l'intercommunale.

Un arrêté ministériel du 13 octobre 2000 approuve la décision du 30 août 2000 par laquelle l'assemblée générale de la société coopérative « Intercommunale namuroise de Services publics » désigne en qualité d'administrateurs M. Fernand-René Gillard proposé par la commune de Ciney et M. Ernest Arnould proposé par la commune de Walcourt.

Un arrêté ministériel du 16 octobre 2000 proroge jusqu'au 20 novembre 2000 le délai pour statuer sur la décision du 21 juin 2000 par laquelle l'assemblée générale de la société coopérative « Association intercommunale des eaux de la province de Namur » approuve les comptes 1999.

Un arrêté ministériel du 16 octobre 2000 approuve la décision du 28 juin 2000 par laquelle l'assemblée générale de la société coopérative « Association intercommunale des eaux du bassin de Charleroi » approuve les comptes 1999.

CHATELET. — Un arrêté ministériel du 25 septembre 2000 annule la délibération du 28 janvier 2000 par laquelle le collège des bourgmestre et échevins de Châtelet désigne la sprl Branders en qualité d'auteur de projet pour la création et l'aménagement d'une salle polyvalente et d'une cuisine dans les bâtiments de l'E.C.E.T.I.C. (projet pyramide), au montant de son offre, conforme aux clauses et conditions du cahier spécial des charges régissant le marché.

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[C – 2000/27466]

11 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Boussu

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

- a) considérant qu'il est d'utilité publique de désengorger la N51;
- b) considérant que le but de ces expropriations est d'améliorer la sécurité des usagers;
- c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable,

Vu l'arrêté ministériel du 8 février 1999 relatif à l'expropriation de biens immeubles sur le territoire de la commune de Boussu,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la réalisation, par la Région wallonne, de la construction de la N550 sur le territoire de la commune de Boussu figurés par une teinte jaune au plan n° H.N550.D6/36¹ ci-annexé, visé par le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, rectificatif au plan n° H.N550.D6/36 annexé à l'arrêté ministériel du 8 février 1999.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 11 septembre 2000.

M. DAERDEN

TABLEAU DES EMPRISES

N°	CADASTRE		LIEUX-DITS	PROPRIETAIRES	NATURE	CONTENANCE			REVENU	A ACQUERIR		
	S ^{on}	N°				Ha	A	Ca		Ha	A	Ca
10	B	668/2	Robertsart	DEKONINCK Françoise Avenue Coghem 154 1180 UCCLÉ	Terre V.V.	00	59	42	20	00	45	47
11	B	564a/2	Vaulx	DEKONINCK Françoise Avenue Coghem 154 1180 UCCLÉ	Terre V.V.	00	90	88	90	00	01	45

Le plan n° H.N550.D6/36¹ peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Mons, rue du Joncquois 118, 7000 Mons.

[C – 2000/27468]

11 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Boussu

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

- a) considérant qu'il est d'utilité publique de désengorger la N51;
- b) considérant que le but de ces expropriations est d'améliorer la sécurité des usagers;
- c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable,

Vu l'arrêté ministériel du 8 février 1999 relatif à l'expropriation de biens immeubles sur le territoire de la commune de Boussu,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la réalisation, par la Région wallonne, de la construction de la N550 sur le territoire de la commune de Boussu figurés par une teinte jaune au plan n° H.N550.D6/36² ci-annexé, visé par le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, rectificatif au plan n° H.N550.D6/36 annexé à l'arrêté ministériel du 8 février 1999.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 11 septembre 2000.

M. DAERDEN

TABLEAU DES EMPRISES

N°	CADASTRE		LIEUX-DITS	PROPRIETAIRES	NATURE	CONTENANCE			REVENU	A ACQUERIR		
	S ^{on}	N°				Ha	A	Ca		Ha	A	Ca
26	B	526a	HANNETON	BROUCKAERT-TAMIGNEAU Vve Joseph, Rue Cauder loo 14 7370 DOUR	PATURE	01	76	20	5100		01	03

11 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Brugelette

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

a) considérant qu'il est d'utilité publique d'améliorer la sécurité des usagers et des élèves aux abords d'une école;

b) considérant que le but de ces expropriations est un aménagement de sécurité au droit de l'école communale de Brugelette et la réduction de la vitesse à l'entrée de l'agglomération

c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la réalisation, par la Région wallonne, de l'aménagement de sécurité au droit de l'école communale sur la N523 sur le territoire de la commune de Brugelette figurés par une teinte jaune au plan n° H.N523-A1-10 ci-annexé, visé par le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 11 septembre 2000.

M. DAERDEN

TABLEAU DES EMPRISES

N°	CADASTRE		LIEUX-DITS	PROPRIETAIRES	NATURE	CONTENANCE			REVENU	A ACQUERIR		
	S ^{on}	N°				Ha	A	Ca		Ha	A	Ca
1	B	384d	Ch. du Cadet 1	Domaine de la Commune de BRUGELETTE	BATIMENT SCOLAIRE	02	22	49	310100		03	43
2	B	383h	Rue G. Petit	VANDENBULKE Eugene et VANDERHAEGEN Pauline Av. Gabrielle Petit 4 7940 BRUGELETTE	TERRAIN		09	34	500		00	54
				VANDENBULKE Monique /Vve FRANCOIS Ghislain Av. de Gages 3 7940 BRUGELETTE								
3	B	392d	IDEM	IDEM	MAISON		29	90	33700		00	49

SUPERFICIE TOTALE A ACQUERIR 04 A 46 Ca

Le plan n° HN 523.A1-10 peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Mons, rue du Joncquois 118, 7000 Mons.

[C – 2000/27469]

11 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Tournai

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

a) considérant qu'il est d'utilité publique de réaliser l'alignement pour dégager le carrefour avec la ligne RAVEL et augmenter la visibilité;

b) considérant que le but de ces expropriations est d'assurer la sécurité des usagers;

c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la réalisation, par la Région wallonne, du dégagement de la N7 sur le territoire de la ville de Tournai figurés par une teinte jaune au plan n° HN7.E22-46 ci-annexé, visé par le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 11 septembre 2000.

M. DAERDEN

TABLEAU DES EMPRISES

N°	CADASTRE		LIEUX-DITS	PROPRIETAIRES	NATURE	CONTENANCE			REVENU	A ACQUERIR		
	S ^{on}	N°				Ha	A	Ca		Ha	A	Ca
1	B/1	19p9	chée de Bruxelles 186	Domaine de l'Etat-SNCB, rue de France 85 1060 BRUXEL- LES	maison	00	10	00	18000	00	00	47

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

[2000/40206]

ALGEMENE STAAT DER KREDIETINSTELLINGEN PER 30 JUNI 2000 (1)

gepubliceerd door de Nationale Bank van België ingevolge artikels 45, 71 en 80, § 1, 4° van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen.

	(miljoenen euro's)	
ACTIEF		
THESAURIETEGOEDEN EN INTERBANKVORDERINGEN	218 220	
Kas, tegoeden bij centrale banken, postcheque- en girodiensten	2 078	
Vorderingen op kredietinstellingen	216 142	
Onmiddellijk opvraagbaar	29 825	
Overige vorderingen	186 317	
VORDERINGEN OP CLIENTEN	290 204	
Kredieten bij de oorsprong verleend door de instellingen	280 727	
Handelsswissels	3 317	
Eigen accepten	714	
Leasing- en soortgelijke vorderingen	779	
Niet-hypothecaire leningen op afbetaling	12 944	
Hypothecaire leningen	55 561	
Leningen op termijn	166 286	
Voorschotten in rekening-courant	24 824	
Overige kredietvorderingen	16 302	
Overige debiteuren	9 477	
EFFECTEN EN ANDER WAARDEPAPIER (2)	229 459	
Overheidspapier	18 981	
Herfinancierbaar bij centrale banken	17 818	
Overige	1 163	
Ander kortlopend waardepapier	11 303	
Overheidsfondsen	133 013	
Overige leningen op lange termijn vertegenwoordigd door effecten	60 325	
Aandelen en deelbewijzen	3 714	
Overige effecten	2 123	
VASTE ACTIVA	25 165	
Financiële vaste activa	21 279	
waarvan (3) :		
Deelnemingen in verbonden ondernemingen	18 949	
Deelnemingen in andere ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	547	
Andere financiële vaste activa	1 606	
Aandelen	509	
Achtergestelde vorderingen op verbonden ondernemingen en ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	1 067	
Overige	30	
Materiële vaste activa	3 569	
Oprichtingskosten en immateriële vaste activa	317	
EIGEN AANDELEN	0	
OVERIGE ACTIVA	41 523	
TOTAAL ACTIEF	804 571	

[2000/40206]

SITUATION GLOBALE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU 30 JUNI 2000 (1)

publiée par la Banque Nationale de Belgique conformément aux dispositions des articles 45, 71 et 80, § 1^{er}, 4° de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

	(miljoenen euro's)	
ACTIF		
TRESORERIE ET CREANCES INTERBANCAIRES	218 220	
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	2 078	
Créances sur les établissements de crédit	216 142	
A vue	29 825	
Autres créances	186 317	
CREANCES SUR LA CLIENTELE	290 204	
Crédits accordés à l'origine par les établissements	280 727	
Effets de commerce	3 317	
Acceptations propres	714	
Créances résultant de location-financement et créances similaires	779	
Prêts non hypothécaires à tempérament	12 944	
Prêts hypothécaires	55 561	
Prêts à terme	166 286	
Avances en comptes courants	24 824	
Autres crédits	16 302	
Autres débiteurs	9 477	
VALEURS MOBILIERES ET AUTRES TITRES NEGOCIABLES (2)	229 459	
Effets publics	18 981	
Admissibles au refinancement auprès de banques centrales	17 818	
Autres	1 163	
Autres titres négociables à court terme	11 303	
Fonds publics	133 013	
Autres emprunts à long terme représentés par des titres	60 325	
Actions et parts de sociétés	3 714	
Autres valeurs mobilières	2 123	
IMMOBILISATIONS	25 165	
Immobilisations financières	21 279	
dont (3) :		
Participations dans des entreprises liées	18 949	
Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	547	
Autres immobilisations financières	1 606	
Actions	509	
Créances subordonnées sur des entreprises liées et entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	1 067	
Autres	30	
Immobilisations corporelles	3 569	
Frais d'établissement et immobilisations incorporelles	317	
ACTIONS PROPRES	0	
AUTRES ACTIFS	41 523	
TOTAL ACTIF	804 571	

PASSIEF		
INTERBANKSCHULDEN		294 401
Onmiddellijk opvraagbaar	44 716	
Mobiliseringsschulden	93 840	
Overige schulden op termijn of met opzegtermijn	155 845	
SCHULDEN TEGENOVER CLIËNTEN		326 841
Deposito's	294 557	
Zichtdeposito's	77 855	
Op termijn of met opzegtermijn < 1 maand	34 905	
Op termijn of met opzegtermijn >= 1 maand en <= 1 jaar	56 340	
Op termijn of met opzegtermijn > 1 jaar	24 531	
Deposito's van bijzondere aard	4 949	
Gereguleerde spaardeposito's	95 372	
Gekoppeld aan hypothecaire leningen	421	
Depositiobeschermingsregeling	184	
Overige crediteuren	32 284	
IN SCHULDBEWIJZEN BELICHAAMDE SCHULDEN		84 556
Depositocertificaten en soortgelijke schulden	20 403	
Kasbons	62 163	
Obligatieleningen	1 990	
WAARDEVERMINDERINGEN, VOORZIENINGEN, VOORZORGS-FONDSSEN EN UITGESTELDE BELASTINGEN		9 207
OVERIGE PASSIVA		40 146
ACHTERGESTELDE SCHULDEN		21 874
EIGEN VERMOGEN		27 546
waarvan (3) :		
Kapitaal	12 531	
Geplaatst kapitaal	12 531	
Niet opgevraagd kapitaal	0	
Uitgiftepremies	6 320	
Herwaarderingsmeerwaarden	36	
Reserves	5 279	
Wettelijke reserve	591	
Onbeschikbare reserves	119	
Belastingvrije reserves	885	
Beschikbare reserves	3 684	
Overgedragen winst (+) of verlies (-)	401	
Winst (+) of verlies (-) van het boekjaar	2 642	
TOTAAL PASSIEF		804 571

(1) Rapportering over de vennootschappelijke positie voor de kredietinstellingen naar Belgisch recht en over de territoriale positie voor de in België gevestigde bijkantoren van kredietinstellingen naar buitenlands recht.

(2) Bevat de beleggings- en de handelsportefeuille.

(3) De verdeling is niet gekend voor de bijkantoren van kredietinstellingen die onder een andere lidstaat van de Europese Unie ressorteren en evenmin voor de ermee gelijkgestelde bijkantoren.

PASSIF		
DETTES INTERBANCAIRES		294 401
A vue	44 716	
Dettes résultant de mobilisations	93 840	
Autres dettes à terme ou avec préavis	155 845	
DETTES ENVERS LA CLIENTELE		326 841
Dépôts	294 557	
Dépôts à vue	77 855	
A terme ou avec préavis < 1 mois	34 905	
A terme ou avec préavis >= 1 mois et <= 1 an	56 340	
A terme ou avec préavis > 1 an	24 531	
Dépôts spéciaux	4 949	
Dépôts d'épargne réglementés	95 372	
Liés à des prêts hypothécaires	421	
Système de protection des dépôts	184	
Autres créanciers	32 284	
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE		84 556
Certificats de dépôt et dettes similaires	20 403	
Bons de caisse	62 163	
Emprunts obligataires	1 990	
REDUCTIONS DE VALEUR, PROVISIONS, FONDS DE PREVOYANCE ET IMPOTS DIFFERES		9 207
AUTRES PASSIFS		40 146
DETTES SUBORDONNÉES		21 874
CAPITAUX PROPRES		27 546
dont (3) :		
Capital	12 531	
Capital souscrit	12 531	
Capital non appelé	0	
Primes d'émission	6 320	
Plus-values de réévaluation	36	
Réserves	5 279	
Réserve légale	591	
Réserves indisponibles	119	
Réserves immunisées	885	
Réserves disponibles	3 684	
Bénéfice reporté (+) ou perte reportée (-)	401	
Bénéfice de l'exercice (+) ou perte de l'exercice (-)	2 642	
TOTAL PASSIF		804 571

(1) Communication sur base de la situation sociale pour les établissements de crédit de droit de belge et sur base de la situation territoriale pour les d'établissements de crédit de droit étranger établies en Belgique.

(2) Contient le portefeuille de placement et le portefeuille commercial.

(3) La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union Européenne ni pour les succursales assimilées.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C - 2000/11429]

Belgisch instituut voor normalisatie (BIN)

Registratie van Belgische normen

1. Overeenkomstig § 5 van het koninklijk besluit van 30 juli 1976 betreffende de bekrachtiging en de registratie van de door het Belgisch instituut voor normalisatie openbaar gemaakte normen, kondigt dit Instituut de registratie aan van de hierna volgende Belgische normen :

NBN EN ISO 14556

Staal - Kerfslagproef volgens Charpy (V-kerf) - Geïstrumenteerde beproevingsmethode (ISO 14556:2000) (1e uitgave)

NBN EN 10276-1

Chemische analyse van ijzer en staal - Bepaling van het gehalte aan zuurstof in ijzer en staal - Deel 1 : Monsterneming en monstervoorbereiding voor staalmonsters voor de zuurstofbepaling (1e uitgave)

NBN EN 10246-10

Niet-destructief onderzoek van stalen buizen - Deel 10 : Radiografisch onderzoek van de las van automatisch booggelaste stalen buizen voor het aantonen van onvolkomenheden (1e uitgave)

NBN EN 10256

Niet-destructief onderzoek van stalen buizen - Kwalificatie en bekwaamheid van personeel voor niet-destructief onderzoek van niveau 1 en 2 (1e uitgave)

NBN EN 10142

Continu-dompelverzinkte band en plaat van laag koolstofstaal voor kouddieptrekken of zetwerk - Technische leveringsvoorwaarden (3e uitgave)

NBN EN 10147

Continu-dompelverzinkte band en plaat van staal voor constructiedoeleinden - Technische leveringsvoorwaarden (3e uitgave)

NBN EN 10292

Continu-dompelbeklede band en plaat van staal met een hoge rekgrens voor koudvervormen - Technische leveringsvoorwaarden (1e uitgave)

NBN EN 10241

Stalen fittingen met schroefdraad (1e uitgave)

NBN EN 12883

Gieterijtechniek - Apparatuur voor de productie van verloren mallen voor het gietproces met de verloren-was-methode (1e uitgave)

NBN EN 1337-1

Opleggingen voor het bouwwezen - Deel 1 : Algemene ontwerpregels (1e uitgave)

NBN EN 12715

Uitvoering van bijzonder grondwerk - Spuitmortel (1e uitgave)

NBN EN 197-1

Cement - Deel 1 : Samenstelling, specificatie en overeenkomstigheidscriteria voor gebruikelijke cementsoorten (1e uitgave)

NBN EN 197-2

Cement - Deel 2 : Overeenkomstigheidsbeoordeling (1e uitgave)

NBN EN 1877-1

Producten en systemen voor de bescherming en reparatie van vetonconstructies - Beproevingmethoden - Reactiefuncties van epoxyharsen - Deel 1 : Bepaling van het epoxy-equivalent (1e uitgave)

NBN EN 1877-2

Producten en systemen voor de bescherming en reparatie van betonconstructies - Beproevingmethoden - Reactiefuncties van epoxyharsen - Deel 2 : Bepaling van het aminegetal met behulp van het totale basiteitsgetal (1e uitgave)

NBN EN 12407

Beproevingmethoden voor natuursteen - Petrografisch onderzoek (1e uitgave)

NBN EN 13014

Verbindingen voor gasbemonsteringsslangen aan anesthesie- en beademingsapparatuur (1e uitgave)

NBN EN 13318

Dekvloermortels en dekvloeren - Begripsbepalingen (1e uitgave)

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[C - 2000/11429]

Institut belge de normalisation (IBN)

Enregistrement de normes belges

1. Conformément au § 5 de l'arrêté royal du 30 juillet 1976, relatif à l'homologation et l'enregistrement des normes rendues publiques par l'Institut belge de normalisation, cet Institut annonce l'enregistrement des normes belges ci-après :

NBN EN ISO 14556

Aciers - Essai de flexion par choc sur éprouvette Charpy à entaille en V - Méthode d'essai instrumenté (ISO 14556:2000) (1e édition)

NBN EN 10276-1

Analyse chimique des matériaux sidérurgiques - Dosage de l'oxygène dans les aciers et les fontes - Partie 1 : Échantillonnage et préparation des échantillons en acier pour dosage de l'oxygène (1e édition)

NBN EN 10246-10

Essais non destructifs des tubes en acier - Partie 10 : Contrôle par radiographie du cordon de soudure pour la détection des imperfections des tubes en acier soudés à l'arc immergé sous flux en poudre (1e édition)

NBN EN 10256

Essais non destructifs des tubes en acier - Qualification et compétence du personnel en contrôle non destructif de niveaux 1 et 2 (1e édition)

NBN EN 10142

Bandes et tôles en acier doux galvanisées à chaud et en continu pour formage à froid - Conditions techniques de livraison (3e édition)

NBN EN 10147

Bandes et tôles en acier de construction galvanisées à chaud en continu - Conditions techniques de livraison (3e édition)

NBN EN 10292

Bandes et tôles en aciers à haute limite d'élasticité revêtues en continu par immersion à chaud pour formage à froid - Conditions techniques de livraison (1e édition)

NBN EN 10241

Raccords filetés en acier (1e édition)

NBN EN 12883

Fonderie - Outillages pour la production de modèles perdus pour le procédé de moulage à la cire perdue (1e édition)

NBN EN 1337-1

Appareils d'appui structuraux - Partie 1 : Indications générales (1e édition)

NBN EN 12715

Exécution des travaux géotechniques spéciaux - Injection (1e édition)

NBN EN 197-1

Ciment - Partie 1 : Composition, spécifications et critères de conformité des ciments courants (1e édition)

NBN EN 197-2

Ciment - Partie 2 : Evaluation de la conformité (1e édition)

NBN EN 1877-1

Produits et systèmes pour la protection et la réparation des structures en béton - Méthodes d'essai - Fonctions réactives des résines époxydes - Partie 1 : Détermination de l'équivalent époxyde (1e édition)

NBN EN 1877-2

Produits et systèmes pour la protection et la réparation des structures en béton - Méthodes d'essai - Fonctions réactives liées aux résines époxydes - Partie 2 : Détermination des fonctions amines par l'indice de basicité totale (1e édition)

NBN EN 12407

Méthodes d'essai pour pierres naturelles - Examen pétrographique (1e édition)

NBN EN 13014

Raccordements pour tubes à prélèvement de gaz du matériel respiratoire et anesthésique (1e édition)

NBN EN 13318

Matériau pour chape et chapes - Terminologie (1e édition)

NBN EN 12467
Vlakke platen van vezelcement - Productspecificaties en beproevingsmethoden (1e uitgave)

NBN EN 772-1
Proeven op metselstenen - Deel 1 : Druksterkte (1e uitgave)

NBN EN 772-13
Proeven op metselstenen - Deel 13 : Netto- en bruto droge ruwe dichtheid van metselstenen (uitgezonderd natuursteen) (1e uitgave)

NBN EN 772-16
Proeven op metselstenen - Deel 16 : Maten (1e uitgave)

NBN EN 1026
Ramen en deuren - Luchtdoorlatendheid - Beproevingmethode (1e uitgave)

NBN EN 1027
Ramen en deuren - Waterdichtheid - Beproevingmethode (1e uitgave)

NBN EN 1121
Deuren - Gedrag bij plaatsing tussen twee verschillende klimaten - Beproevingmethode (1e uitgave)

NBN EN 12045
Aangedreven luiken en zonneschermen - Gebruiksveiligheid - Meting van de stuwkracht (1e uitgave)

NBN EN 12153
Gordijnmuren - Luchtdoorlatendheid - Beproevingmethode (1e uitgave)

NBN EN 12155
Gordijnmuren - Waterdichtheid - Laboratoriumbeproeving onder statische druk (1e uitgave)

NBN EN 12179
Gordijnmuren - Weerstand tegen windbelasting - Beproevingmethode (1e uitgave)

NBN EN 12194
Luiken, zonneschermen, aan de binnenzijde geplaatste zonneschermen - Onjuiste bediening - Beproevingmethoden (1e uitgave)

NBN EN 12211
Ramen en deuren - Weerstand tegen windbelasting - Beproevingmethode (1e uitgave)

NBN EN 12424
Industriële, bedrijfs- en garagedeuren en -poorten - Weerstand tegen windbelasting - Classificatie (1e uitgave)

NBN EN 12425
Industriële, bedrijfs- en garagedeuren en hekken - Weerstand tegen het binnendringen van water - Classificatie (1e uitgave)

NBN EN 12426
Industriële, bedrijfs- en garagedeuren en -poorten - Luchtdoorlatendheid - Classificatie (1e uitgave)

NBN EN 12427
Industriële, bedrijfs- en garagedeuren en -poorten - Luchtdoorlatendheid - Beproevingmethode (1e uitgave)

NBN EN 12428
Industriële, bedrijfs- en garagedeuren en hekken - Warmtetransmissie - Eisen voor de berekening (1e uitgave)

NBN EN 12489
Industriële, bedrijfs- en garagedeuren en -poorten - eerstand tegen het binnendringen van water - Beproevingmethode (1e uitgave)

NBN EN 1487
Appendages in gebouwen - Hydraulische veiligheidsgroepen - Beproevingen en eisen (1e uitgave)

NBN EN 12056-1
Binnenriolering onder vrij verval - Deel 1 : Algemene en uitvoeringseisen (1e uitgave)

NBN EN 12056-2
Binnenriolering onder vrij verval - Deel 2 : Ontwerp en berekening van huishoudelijk-afvalwatersystemen (1e uitgave)

NBN EN 12467
Plaques planes en fibres-ciment - Spécifications du produit et méthodes d'essai (1e édition)

NBN EN 772-1
Méthodes d'essai des éléments de maçonnerie - Partie 1 : Détermination de la résistance à la compression (1e édition)

NBN EN 772-13
Méthodes d'essai des éléments de maçonnerie - Partie 13 : Détermination de la masse volumique absolue sèche et de la masse volumique apparente sèche des éléments de maçonnerie (excepté les pierres naturelles) (1e édition)

NBN EN 772-16
Méthodes d'essai des éléments de maçonnerie - Partie 16 : Détermination des dimensions (1e édition)

NBN EN 1026
Fenêtres et portes - Perméabilité à l'air - Méthode d'essai (1e édition)

NBN EN 1027
Fenêtres et portes - Perméabilité à l'eau - Méthode d'essai (1e édition)

NBN EN 1121
Portes - Comportement entre deux climats différents - Méthode d'essai (1e édition)

NBN EN 12045
Fermetures, stores extérieurs et stores intérieurs motorisés - Sécurité d'utilisation - Mesure de l'effort de poussée (1e édition)

NBN EN 12153
Façades rideaux - Perméabilité à l'air - Méthode d'essai (1e édition)

NBN EN 12155
Façades rideaux - Détermination de l'étanchéité à l'eau - Essai de laboratoire sous pression statique (1e édition)

NBN EN 12179
Façades rideaux - Résistance à la pression du vent - Méthode d'essai (1e édition)

NBN EN 12194
Fermetures pour baies équipées de fenêtres, stores extérieurs et intérieurs - Fausses manœuvres - Méthodes d'essais (1e édition)

NBN EN 12211
Fenêtres et portes - Résistance au vent - Essai (1e édition)

NBN EN 12424
Portes équipant les locaux industriels, commerciaux et les garages - Résistance à la charge du vent - Classification (1e édition)

NBN EN 12425
Portes équipant les locaux industriels, commerciaux et les garages - Résistance à la pénétration de l'eau - Classification (1e édition)

NBN EN 12426
Portes équipant les locaux industriels, commerciaux et les garages - Perméabilité à l'air - Classification (1e édition)

NBN EN 12427
Portes équipant les locaux industriels, commerciaux et les garages - Perméabilité à l'air - Méthode d'essai (1e édition)

NBN EN 12428
Portes équipant les locaux industriels, commerciaux et les garages - Transmission thermique - Exigences pour les calculs (1e édition)

NBN EN 12489
Portes équipant les locaux industriels, commerciaux et les garages - Résistance à la pénétration de l'eau - Méthode d'essai (1e édition)

NBN EN 1487
Robinetterie de bâtiment - Groupes de sécurité - Essais et prescriptions (1e édition)

NBN EN 12056-1
Réseaux d'évacuation gravitaire à l'intérieur des bâtiments - Partie 1 : Prescriptions générales et de performance (1e édition)

NBN EN 12056-2
Réseaux d'évacuation gravitaire à l'intérieur des bâtiments - Partie 2 : Systèmes pour les eaux usées, conception et calculs (1e édition)

NBN EN 12056-3

Binnenriolering onder vrij verval - Deel 3 : Ontwerp en berekening van hemelwaterafvoersystemen (1e uitgave)

NBN EN 1931

Flexibele banen voor waterafdichtingen - Bitumen, kunststof en rubber banen voor waterafdichtingen voor daken - Bepaling van de eigenschappen van water dampdoorlatendheid (1e uitgave)

NBN EN 1946-5

Thermische eigenschappen van bouwproducten en bouwonderdelen - Specifieke criteria voor de beoordeling van laboratoria bij de uitvoering van metingen voor de bepaling van de warmteoverdrachtseigenschappen - Deel 5 : Metingen met de pijpmeetmethoden (1e uitgave)

NBN EN ISO 10077-1

Thermische eigenschappen van ramen, deuren en luiken - Berekening van de warmtegeleiding - Deel 1 : Vereenvoudigde methode (ISO 10077-1:2000) (1e uitgave)

NBN EN 1317-3

Afscherpende constructies voor wegen - Deel 3 : Prestatieklassen, beoordelingscriteria voor botsproeven en beproevingsmethoden voor obstakelbeveiligers (1e uitgave)

NBN EN 60598-1

Verlichtingsarmaturen - Deel 1 : Algemene eisen en beproevingen (7e uitgave)

NBN EN 60598-2-8/A1

Verlichtingsarmaturen - Deel 2 : Bijzondere eisen - Sectie 8 : Looplampen (1e uitgave)

NBN EN 60950

Veiligheid van apparatuur voor informatietechniek (3e uitgave)

NBN EN 327

Warmtewisselaars - Geforceerde luchtkoeling van condensators - Beproevingprocedure voor het vaststellen van de prestaties (1e uitgave)

NBN EN ISO 13706

Aardolie- en aardgasindustrie - Warmtewisselaars met luchtkoeling (ISO 13706:1998) (1e uitgave)

NBN EN 12669

Met gas gestookte heteluchtblazers voor gebruik in serres en aanvullende niet-huishoudelijke ruimteverwarming (1e uitgave)

NBN EN 442-2/A1

Radiatoren en convectoren - Deel 2 : Beproevingmethoden en opgave van de prestatie (1e uitgave)

NBN EN 1775/A1

Gasvoorziening - Gasleidingen in gebouwen - Maximale werkdruk tot en met 5 bar - Functionele aanbevelingen (1e uitgave)

NBN EN 12252

Uitrusting van tankvoertuigen voor het wegvervoer van vloeibaar gas (LPG) (1e uitgave)

NBN EN 12198-1

Veiligheid van machines - Beoordeling en vermindering van het gevaar veroorzaakt door straling uitgezonden door machines - Deel 1 : Algemene beginselen (1e uitgave)

NBN EN ISO 887

Vlakke sluitringen voor metrische bouten, schroeven en moeren voor algemene doeleinden - Algemeen overzicht (ISO 887:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 3269

Bevestigingsartikelen - Aanvaardingskeuring (ISO 3269:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 7089

Vlakke sluitringen - Normale reeks - Productklasse A (ISO 7089:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 7090

Vlakke sluitringen, afgeschuind - Normale reeks - Productklasse A (ISO 7090:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 7091

Vlakke sluitringen - Normale reeks - Productklasse C (ISO 7091:2000) (1e uitgave)

NBN EN 12056-3

Réseaux d'évacuation gravitaire à l'intérieur des bâtiments - Partie 3 : Système d'évacuation des eaux pluviales, conception et calculs (1e édition)

NBN EN 1931

Feuilles souples d'étanchéité - Feuilles d'étanchéité de toiture bitumineuses, plastiques et élastomères - Détermination des propriétés de transmission de la vapeur d'eau (1e édition)

NBN EN 1946-5

Performance thermique des produits et composants pour le bâtiment - Critères particuliers pour l'évaluation des laboratoires mesurant les propriétés de transmission thermique - Partie 5 : Mesurage selon les méthodes d'essai des conduites (1e édition)

NBN EN ISO 10077-1

Performance thermique des fenêtres, portes et fermetures - Calcul du coefficient de transmission thermique - Partie 1 : Méthode simplifiée (ISO 10077-1:2000) (1e édition)

NBN EN 1317-3

Dispositifs routiers de retenue - Partie 3 : Atténuateurs de choc - Classes de performance, critère d'acceptation des essais de choc et méthodes d'essais (1e édition)

NBN EN 60598-1

Luminaires - Partie 1 : Prescriptions générales et essais (7e édition)

NBN EN 60598-2-8/A1

Luminaires - Partie 2 : Règles particulières - Section 8 : Baladeuses (1e édition)

NBN EN 60950

Sécurité des matériels de traitement de l'information (3e édition)

NBN EN 327

Echangeurs thermiques - Aérocondenseurs à convection forcée - Procédure d'essai pour la détermination de la performance (1e édition)

NBN EN ISO 13706

Industries du pétrole et du gaz naturel - Echangeurs de chaleur refroidis à l'air (ISO 13706:1998) (1e édition)

NBN EN 12669

Générateurs-pulseurs d'air chaud à chauffage direct utilisant les combustibles gazeux pour les applications horticoles et le chauffage d'appoint des locaux à usage non-domestique (1e édition)

NBN EN 442-2/A1

Radiateurs et convecteurs - Partie 2 : Méthodes d'essai et d'évaluation (1e édition)

NBN EN 1775/A1

Alimentation en gaz - Tuyauteries de gaz pour les bâtiments - Pression maximale de service inférieure ou égale à 5 bar - Recommandations fonctionnelles (1e édition)

NBN EN 12252

Equipements des camions citernes pour GPL (1e édition)

NBN EN 12198-1

Sécurité des machines - Estimation et réduction des risques engendrés par les rayonnements émis par les machines - Partie 1 : Principes généraux (1e édition)

NBN EN ISO 887

Rondelles plates pour vis et écrous métriques pour usages généraux - Plan général (ISO 887:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 3269

Eléments de fixation - Contrôle de réception (ISO 3269:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 7089

Rondelles plates - Série normale - Grade A (ISO 7089:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 7090

Rondelles plates, chanfreinées - Série normale - Grade A (ISO 7090:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 7091

Rondelles plates - Série normale - Grade C (ISO 7091:2000) (1e édition)

- NBN EN ISO 7092**
Vlakke sluitringen - Kleine reeks - Productklasse A (ISO 7092:2000) (1e uitgave)
- NBN EN ISO 7093-1**
Vlakke sluitringen - Grote reeks - Deel 1 : Productklasse A (ISO 7093-1:2000) (1e uitgave)
- NBN EN ISO 7093-2**
Vlakke sluitringen - Grote reeks - Deel 2 : Productklasse C (ISO 7093-2:2000) (1e uitgave)
- NBN EN ISO 7094**
Vlakke sluitringen - Extra grote reeks - Productklasse C (ISO 7094:2000) (1e uitgave)
- NBN EN 1074-4**
Afsluiters voor de watervoorziening - Eisen aan de geschiktheid voor gebruik en de beproeving ervan - Deel 4 : Beluchtungs- en ontluuchtungs-kleppen (1e uitgave)
- NBN EN 378-1**
Koelsystemen en warmtepompen - Veiligheids- en milieu-eisen - Deel 1 : Basiseisen, definities, classificatie en selectie criteria (2e uitgave)
- NBN EN ISO 8434-4**
Metalen buisverbindingen voor hydraulische, pneumatische en algemene toepassingen - Deel 4 : Aangelaste koppelstukken met 24 -conus voor afdichting met O-ring (ISO 8434-4:1995) (1e uitgave)
- NBN EN ISO 9974-1**
Leidingverbindingen voor hydraulische en pneumatische systemen en algemene toepassingen - Poorten en inschroefnippels voorzien van schroefdraad volgens ISO 261 voor gebruik met een elastische of een metaal-op-metaal poortafdichting - Deel 1 : Poorten met schroefdraad (ISO 9974-1:1996) (1e uitgave)
- NBN EN ISO 9974-2**
Leidingverbindingen voor hydraulische en pneumatische systemen en algemene toepassingen - Poorten en inschroefnippels voorzien van schroefdraad volgens ISO 261 voor gebruik met een elastische of een metaal-op-metaal poortafdichting - Deel 2 : Inschroefnippels met een elastische poortafdichting (type E) (ISO 9974-2:1996) (1e uitgave)
- NBN EN ISO 9974-3**
Leidingverbindingen voor hydraulische en pneumatische systemen en algemene toepassingen - Poorten en inschroefnippels voorzien van schroefdraad volgens ISO 261 voor gebruik met een elastische of een metaal-op-metaal poortafdichting - Deel 3 : Inschroefnippels met een metaal-op-metaal poortafdichting (type B) (ISO 9974-3:1996) (1e uitgave)
- NBN EN 12348**
Kernboormachines op boorkolommen - Veiligheid (1e uitgave)
- NBN EN 12629-1**
Machines voor de vervaardiging van bouwproducten van beton en kalkzandsteen - Veiligheid - Deel 1 : Gemeenschappelijke eisen (1e uitgave)
- NBN EN 1612-2**
Machines voor rubber en kunststoffen - Reactie-gietmachines - Deel 2 : Veiligheidseisen voor reactie-gietinstallaties (1e uitgave)
- NBN EN 12013**
Machines voor rubber en kunststoffen - Interne mixers - Veiligheidseisen (1e uitgave)
- NBN EN 1870-9**
Veiligheid van houtbewerkingsmachines - Cirkelzagen - Deel 9 : Cirkelzaagmachines met twee bladen voor dwarszagen met geïntegreerde voeding en met handmatig laden en/of lossen (1e uitgave)
- NBN EN 792-2**
Handgereedschap met niet-elektrische aandrijving - Veiligheidseisen - Deel 2 : Knip- en krimpgereedschap (1e uitgave)
- NBN EN 792-4**
Handgereedschap met niet-elektrische aandrijving - Veiligheidseisen - Deel 4 : Slaggereedschap (1e uitgave)
- NBN EN 792-5**
Handgereedschap met niet-elektrische aandrijving - Veiligheidseisen - Deel 5 : Slagboormachines (1e uitgave)

- NBN EN ISO 7092**
Rondelles plates - Série étroite - Grade A (ISO 7092:2000) (1e édition)
- NBN EN ISO 7093-1**
Rondelles plates - Série large - Partie 1 : Grade A (ISO 7093-1:2000) (1e édition)
- NBN EN ISO 7093-2**
Rondelles plates - Série large - Partie 2 : Grade C (ISO 7093-2:2000) (1e édition)
- NBN EN ISO 7094**
Rondelles plates - Série très large - Grade C (ISO 7094:2000) (1e édition)
- NBN EN 1074-4**
Robinetterie pour l'alimentation en eau - Prescriptions d'aptitude à l'emploi et vérifications s'y rapportant - Partie 4 : Purgeurs et ventouses à flotteur (1e édition)
- NBN EN 378-1**
Systèmes de réfrigération et pompes à chaleur - Exigences de sécurité et d'environnement - Partie 1 : Exigences de base, définitions, classification et critères de choix (2e édition)
- NBN EN ISO 8434-4**
Raccords de tubes métalliques pour transmissions hydrauliques et pneumatiques et applications générales - Partie 4 : Raccords à cône à 24, à embout à souder à joint torique (ISO 8434-4:1995) (1e édition)
- NBN EN ISO 9974-1**
Raccordements pour applications générales et transmissions hydrauliques et pneumatiques - Orifices et éléments mâles à filetage ISO 261 et joints en élastomère ou étanchéité métal sur métal - Partie 1 : Orifices filetés (ISO 9974-1:1996) (1e édition)
- NBN EN ISO 9974-2**
Raccordements pour applications générales et transmissions hydrauliques et pneumatiques - Orifices et éléments mâles à filetage ISO 261 et joints en élastomère ou étanchéité métal sur métal - Partie 2 : Eléments mâles avec joint en élastomère (type E) (ISO 9974-2:1996) (1e édition)
- NBN EN ISO 9974-3**
Raccordements pour applications générales et transmissions hydrauliques et pneumatiques - Orifices et éléments mâles à filetage ISO 261 et joint en élastomère ou étanchéité métal sur métal - Partie 3 : Eléments mâles avec étanchéité métal sur métal (type B) (ISO 9974-3:1996) (1e édition)
- NBN EN 12348**
Foreuses à béton (carotteuses) sur colonne - Sécurité (1e édition)
- NBN EN 12629-1**
Machines pour la fabrication de produits de construction en béton et silico-calcaire - Sécurité - Partie 1 : Exigences communes (1e édition)
- NBN EN 1612-2**
Machines pour le caoutchouc et les matières plastiques - Machines de moulage par réaction - Partie 2 : Prescriptions de sécurité relatives aux installations de moulage par réaction (1e édition)
- NBN EN 12013**
Machines pour le caoutchouc et les matières plastiques - Mélangeurs internes - Prescriptions de sécurité (1e édition)
- NBN EN 1870-9**
Sécurité des machines pour le travail du bois - Machines à scier circulaires - Partie 9 : Machines à scier à deux lames de scie circulaires, pour tronçonnage, à avance mécanisée et à chargement et/ou déchargement manuels (1e édition)
- NBN EN 792-2**
Machines portatives à moteur non électrique - Prescriptions de sécurité - Partie 2 : Machines de découpe et de sertissage (1e édition)
- NBN EN 792-4**
Machines portatives à moteur non électrique - Prescriptions de sécurité - Partie 4 : Machines portatives non rotatives à percussion (1e édition)
- NBN EN 792-5**
Machines portatives à moteur non électrique - Prescriptions de sécurité - Partie 5 : Perceuses à rotation et à percussion (1e édition)

NBN EN 792-11

Handgereedschap met niet-elektrische aandrijving - Veiligheidseisen - Deel 11 : Plaatscharen en knabbscharen (1e uitgave)

NBN EN 792-12

Handgereedschap met niet-elektrische aandrijving - Veiligheidseisen - Deel 12 : Kleine cirkelzagen, oscillerende zagen en decoupeerzagen (1e uitgave)

NBN EN 792-1

Handgereedschap met niet-elektrische aandrijving - Veiligheidseisen - Deel 1 : Montagegereedschap voor bevestigingsmiddelen zonder schroefdraad (1e uitgave)

NBN EN 792-3

Handgereedschap met niet-elektrische aandrijving - Veiligheidseisen - Deel 3 : Boor- en tapmachines (1e uitgave)

NBN EN 792-10

Handgereedschap met niet-elektrische aandrijving - Veiligheidseisen - Deel 10 : Persen (1e uitgave)

NBN EN 792-6

Handgereedschap met niet-elektrische aandrijving - Veiligheidseisen - Deel 6 : Montagegereedschap voor bevestigingsmiddelen met schroefdraad (1e uitgave)

NBN EN 12732

Gasvoorzieningssystemen - Lassen van stalen leidingen - Functionele eisen (1e uitgave)

NBN EN ISO 8249

Lassen - Bepaling van het ferrietgetal (FN) in austenitisch lasmetaal en duplex ferritisch-austenitisch Cr-Ni lasmetaal van corrosievast staal (ISO 8249:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 5183-1

Weerstandslagen - Elektrode-adapters, buitenconus 1 : 10 - Deel 1 : Conische aansluiting 1 : 10 (ISO 5183-1:1998) (1e uitgave)

NBN EN ISO 9454-2

Vloeimiddelen voor zachtsolderen - Indeling en eisen - Deel 2 : Prestatie-eisen (ISO 9454-2:1998) (1e uitgave)

NBN EN ISO 9455-10

Vloeimiddelen voor zachtsolderen - Beproevingmethoden - Deel 10 : Beproeving van de werkzaamheid van het vloeimiddel, methode van spreiding van soldeer (ISO 9455-10:1998) (1e uitgave)

NBN EN 1492-1

Hijsbanden - Veiligheid - Deel 1 : Vlakke gewezen hijsbanden, gemaakt van kunststofvezels, voor algemeen gebruik (1e uitgave)

NBN EN 1492-2

Hijsbanden - Veiligheid - Deel 2 : Ronde hijsbanden, gemaakt van kunststofvezels, voor algemeen gebruik (1e uitgave)

NBN EN ISO 12945-2

Textiel - Bepaling van de neiging tot pluizen en pillen van weefsels - Deel 2 : Gewijzigde Martindale-methode (ISO 12945-2:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 13937-2

Textiel - Scheureigenschappen van weefsels - Deel 2 : Bepaling van de scheurkracht met broekvormige proefstukken (Enkele scheurmethode) (ISO 13937-2:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 13937-3

Textiel - Scheureigenschappen van weefsels - Deel 3 : Bepaling van de scheurkracht met vleugelvormige proefstukken (Enkele scheurmethode) (ISO 13937-3:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 13937-4

Textiel - Scheureigenschappen van weefsels - Deel 4 : Bepaling van de scheurkracht met tongvormige proefstukken (Dubbele scheurproef) (ISO 13937-4:2000) (1e uitgave)

NBN EN 1414/A1

Klittenband-sluitingen - Cyclische sluit- en openingsprocedure voor aansluitende beproeving (1e uitgave)

NBN EN 12746

Schoeisel - Beproevingmethoden voor binnenzolen en inlegzolen - Wateropname en waterafgifte (1e uitgave)

NBN EN 12772

Schoeisel - Beproevingmethoden voor loopzolen - Maatvastheid (1e uitgave)

NBN EN 792-11

Machines portatives à moteur non électrique - Prescriptions de sécurité - Partie 11 : Grignoteuses et cisailles (1e édition)

NBN EN 792-12

Machines portatives à moteur non électrique - Prescriptions de sécurité - Partie 12 : Petites scies circulaires et petites scies oscillantes et alternatives (1e édition)

NBN EN 792-1

Machines portatives à moteur non électrique - Prescriptions de sécurité - Partie 1 : Machines portatives de pose d'éléments de fixation non-filetés (1e édition)

NBN EN 792-3

Machines portatives à moteur non électrique - Prescriptions de sécurité - Partie 3 : Perceuses et taraudeuses (1e édition)

NBN EN 792-10

Machines portatives à moteur non électrique - Prescriptions de sécurité - Partie 10 : Machines portatives à compression (1e édition)

NBN EN 792-6

Machines portatives à moteur non électrique - Prescriptions de sécurité - Partie 6 : Machines portatives d'assemblage pour éléments de fixation filetés (1e édition)

NBN EN 12732

Systèmes d'alimentation en gaz - Soudage des tuyauteries en acier - Prescriptions fonctionnelles (1e édition)

NBN EN ISO 8249

Soudage - Détermination de l'Indice de Ferrite (FN) dans le métal fondu en acier inoxydable austénitique et duplex ferritique-austénitique au chrome-nickel (ISO 8249:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 5183-1

Équipement de soudage par résistance - Allonges d'électrode à embout amovible, cône mâle 1 : 10 - Partie 1 : Emmanchement conique 1 : 10 (ISO 5183-1:1998) (1e édition)

NBN EN ISO 9454-2

Flux de brasage tendre - Classification et caractéristiques - Partie 2 : Prescriptions de performance (ISO 9454-2:1998) (1e édition)

NBN EN ISO 9455-10

Flux de brasage tendre - Méthodes d'essai - Partie 10 : Essais d'efficacité du flux, méthode d'étalement (ISO 9455-10:1998) (1e édition)

NBN EN 1492-1

Elingues textiles - Sécurité - Partie 1 : Elingues plates en sangles tissées, en textiles chimiques, d'usage courant (1e édition)

NBN EN 1492-2

Elingues textiles - Sécurité - Partie 2 : Elingues rondes, en textiles chimiques, d'usage courant (1e édition)

NBN EN ISO 12945-2

Textiles - Détermination de la propension des étoffes à l'ébouriffage en surface et au boulochage - Partie 2 : Méthode Martindale modifiée (ISO 12945-2:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 13937-2

Textiles - Propriétés de déchirement des étoffes - Partie 2 : Détermination de la force de déchirure des éprouvettes pantalons (Méthode de la déchirure unique) (ISO 13937-2:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 13937-3

Textiles - Propriétés de déchirement des étoffes - Partie 3 : Détermination de la force de déchirure des éprouvettes croissants (Méthode de la déchirure unique) (ISO 13937-3:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 13937-4

Textiles - Propriétés de déchirement des étoffes - Partie 4 : Détermination de la force de déchirure des éprouvettes en languette (Essai de la double déchirure) (ISO 13937-4:2000) (1e édition)

NBN EN 1414/A1

Fermetures auto-agrippantes - Appareil simulateur d'usage (1e édition)

NBN EN 12746

Chaussures - Méthodes d'essai applicables aux premières de montage et aux premières de propreté - Absorption et désorption d'eau (1e édition)

NBN EN 12772

Chaussures - Méthodes d'essai applicables aux semelles d'usure - Stabilité dimensionnelle (1e édition)

NBN EN 12773

Schoeisel - Beproevingmethoden voor loopzolen - Treksterkte van de naad (1e uitgave)

NBN EN 12826

Schoeisel - Beproevingmethoden voor voering en binnenzolen - Statische wrijving (1e uitgave)

NBN EN ISO 12777-2

Beproevingmethoden voor verbindingen in pallets - Deel 2 : Bepaling van de weerstand van nagels en nieten tegen uittrekken en het doortrekken van de kop (ISO 12777-2:2000) (1e uitgave)

NBN EN 12726

Verpakkingen - Kurkmond met een ingangsdiameter van 18,5 mm voor kurken van natuurlijke kurk en verzegelingscapsules (1e uitgave)

NBN EN 12928

Afsluitsystemen met gemonteerde flens voor stalen vaten met een inhoud van 17 l tot 230 l (1e uitgave)

NBN EN 13025

Verpakking - Dunwandige metalen verpakking - Nominale afvolumes voor ronde, cilindrische en conische houders voor algemeen gebruik tot 40 000 ml (1e uitgave)

NBN EN 13117-1

Transportverpakkingen - Herbruikbare stijve kisten van kunststof - Deel 1 : Toepassingen voor algemeen gebruik (1e uitgave)

NBN EN 13117-2

Transportverpakkingen - Herbruikbare stijve kisten van kunststof - Deel 2 : Algemene specificaties voor beproeving (1e uitgave)

NBN EN 13193

Verpakking - Verpakking en milieu - Terminologie (1e uitgave)

NBN EN 13044

Wissellaadbakken - Codering, identificatie en merken (1e uitgave)

NBN EN 12330

Corrosiebescherming van metalen - Elektrolytisch aangebrachte deklagen van cadmium op ijzer en staal (1e uitgave)

NBN EN 12476

Fosfaatconversielagen op metalen - Methode om de eisen op te geven (1e uitgave)

NBN EN 12487

Corrosiebescherming van metalen - Gespoelde en niet-gespoelde chromaatdeklagen op aluminium en aluminiumlegeringen (1e uitgave)

NBN EN 12500

Corrosiebescherming van metallieke materialen - Corrosiewaarschijnlijkheid in een atmosferische omgeving - Indeling, bepaling en schatting van de corrosiviteit in een atmosferische omgeving (1e uitgave)

NBN EN 12540

Corrosiebescherming van metalen - Elektrolytisch aangebrachte deklagen van nikkel, nikkel-chroom, koper-nikkel en koper-nikkel-chroom (1e uitgave)

NBN EN 13275

Cryogene vaten - Pompen voor cryogeen gebruik (1e uitgave)

NBN EN 13281

Schepen voor de binnenvaart - Veiligheidseisen voor gangpaden en werkplekken (1e uitgave)

NBN EN ISO 5778

Schepen en maritieme techniek - Kleine waterdichte stalen luiken (ISO 5778:1998) (1e uitgave)

NBN EN ISO 6042

Schepen en maritieme techniek - Waterdichte stalen deuren (enkelwandig) (ISO 6042:1998) (1e uitgave)

NBN EN 13086

Lood en loodlegeringen - Loodoxiden (1e uitgave)

NBN EN ISO 5267-1

Celstof - Bepaling van de ontwatering - Deel 1 : Schopper-Rieglermethode (ISO 5267-1:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 5269-1

Celstof - Vervaardiging van laboratoriumbladen voor fysische beproevingen - Deel 1 : Conventionele bladvormingsmethode (ISO 5269-1:1998) (1e uitgave)

NBN EN 12773

Chaussures - Méthodes d'essai applicables aux semelles d'usure - Résistance du point de vue de couture (1e édition)

NBN EN 12826

Chaussures - Méthodes d'essai pour la doublure et pour la première de propreté - Frottement statique (1e édition)

NBN EN ISO 12777-2

Méthodes d'essai des assemblages de palettes - Partie 2 : Détermination de l'arrachage et de la résistance de la tête des clous et clous cavaliers de palettes (ISO 12777-2:2000) (1e édition)

NBN EN 12726

Emballage - Bague plate ayant un diamètre d'entrée de 18,5 mm pour bouchage liège et capsule témoin d'effraction (1e édition)

NBN EN 12928

Système de fermeture à colerette (filetée) sertie pour fûts en acier d'une capacité totale de 17 l à 230 l (1e édition)

NBN EN 13025

Emballage - Emballages métalliques légers - Volumes nominaux de remplissage des récipients métalliques cylindriques ronds et coniques à usage général de volume < 40 000 ml (1e édition)

NBN EN 13117-1

Emballages de transport - Bacs de distribution en plastique, rigide, réutilisables - Partie 1 : Usage général (1e édition)

NBN EN 13117-2

Emballages de transport - Bacs de distribution en plastique, rigide, réutilisables - Partie 2 : Spécifications générales concernant les essais (1e édition)

NBN EN 13193

Emballage - Emballage et environnement - Terminologie (1e édition)

NBN EN 13044

Caisses mobiles - Codage, identification et marquage (1e édition)

NBN EN 12330

Protection contre la corrosion des métaux - Revêtements électrolytiques de cadmium sur fer ou acier (1e édition)

NBN EN 12476

Couches de conversion phosphatées des métaux - Méthode de spécifications des exigences (1e édition)

NBN EN 12487

Protection contre la corrosion des métaux - Couches de conversion au chromate rincées et non rincées sur l'aluminium et les alliages d'aluminium (1e édition)

NBN EN 12500

Protection des matériaux métalliques contre la corrosion - Risque de corrosion dans un environnement atmosphérique - Classification, détermination et appréciation de la corrosité des environnements atmosphériques (1e édition)

NBN EN 12540

Protection contre la corrosion des métaux - Revêtements électrolytiques de nickel, nickel plus chrome, cuivre plus nickel et cuivre plus nickel plus chrome (1e édition)

NBN EN 13275

Récipients cryogéniques - Pompes pour service cryogénique (1e édition)

NBN EN 13281

Bateaux de navigation intérieure - Prescriptions de sécurité relatives aux passages et lieux de travail (1e édition)

NBN EN ISO 5778

Navires et technologie maritime - Petits panneaux en acier, étanches aux intempéries (ISO 5778:1998) (1e édition)

NBN EN ISO 6042

Navires et technologie maritime - Portes en acier à un seul battant, étanches aux intempéries (ISO 6042:1998) (1e édition)

NBN EN 13086

Plomb et alliages de plomb - Oxydes de plomb (1e édition)

NBN EN ISO 5267-1

Pâtes - Détermination de l'égouttabilité - Partie 1 : Schopper-Riegler (ISO 5267-1:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 5269-1

Pâtes - Préparation des feuilles de laboratoire pour essais physiques - Partie 1 : Méthode de la formette conventionnelle (ISO 5269-1:1998) (1e édition)

NBN EN ISO 5269-2

Celstof - Vervaardiging van laboratoriumbladen voor fysische beproevingen - Deel 2 : Rapid-Köthenmethode (ISO 5269-2:1998) (1e uitgave)

NBN EN ISO 15318

Celstof, papier en karton - Bepaling van 7 gespecificeerde polychloorbidenylen (PCB) (ISO 15318:1999) (1e uitgave)

NBN EN 12625-7

Tissuepapier en tissueproducten - Deel 7 : Bepaling van optische eigenschappen (1e uitgave)

NBN EN 1069-1

Waterglijbanen met een hoogte van 2 m of meer - Deel 1 : Veiligheidseisen en beproevingsmethoden (2e uitgave)

NBN EN 13087-7

Veiligheidshelmen - Proeven - Deel 7 : Vlamweerstand (1e uitgave)

NBN EN 13503-3

Oogheelkundige implantaten - Intra-oculaire lenzen - Deel 3 : Mechanische eigenschappen en beproevingsmethoden (ISO 11979-3:1999, gewijzigd) (1e uitgave)

NBN EN 13503-8

Oogheelkundige implantaten - Intra-oculaire lenzen - Deel 8 : Basiseisen (ISO 11979-8:1999, gewijzigd) (1e uitgave)

NBN EN ISO 8321-2

Oogheelkundige optica - Specificaties voor materiaal, optische en dimensionele eigenschappen van contactlenzen - Deel 2 : Unifocale hydrogel contactlenzen (ISO 8321-2:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 9363-1

Optica en optische instrumenten - Contactlenzen - Bepaling van de cytotoxiciteit van materiaal voor contactlenzen - Deel 1 : Agar deklaagbeproeving en bepaling van het groeiremmend effect (ISO 9363-1:1994) (1e uitgave)

NBN EN ISO 11151-1

Lasers en aanverwante apparatuur - Standaard optische onderdelen Deel 1 : Onderdelen voor het ultraviolette, zichtbare en bijna-infrarode spectrale gebied (ISO 11151-1:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 11151-2

Lasers en aanverwante apparatuur - Standaard optische onderdelen Deel 2 : Onderdelen voor het infrarode spectrale gebied (ISO 11151-2:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 11254-1

Lasers en aanverwante apparatuur - Bepaling van de schadegrens van optische vlakken veroorzaakt door lasers - Deel 1 : 1 op 1 beproeving (ISO 11254-1:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 11978

Oogheelkundige optica - Contactlenzen en onderhoudsproducten voor contactlenzen - Door de fabrikant te verstrekken informatie (ISO 11978:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 11986

Oogheelkundige optica - Contactlenzen en verzorgingsproducten voor contactlenzen - Richtlijnen voor de bepaling van het opnemen en vrijkomen van conserveringsmiddelen (ISO 11986:1999) (1e uitgave)

NBN EN 1147

Draagbare brandweeladders (1e uitgave)

NBN EN 357

Glas voor gebouwen - Brandwerende glazen elementen met doorzichtige of doorschijnende producten van glas - Classificatie van brandwerendheid (1e uitgave)

NBN EN 1288-1

Glas in gebouwen - Bepaling van de buigtreksterkte van glas - Deel 1 : Grondbeginselen van de beproeving van glas (1e uitgave)

NBN EN 1288-2

Glas in gebouwen - Bepaling van de buigtreksterkte van glas - Deel 2 : Coaxiale-dubbele-ringproef op vlakke proefstukken met groot beproevingsoppervlak (1e uitgave)

NBN EN ISO 5269-2

Pâtes - Préparation des feuilles de laboratoire pour essais physiques - Partie 2 : Méthode Rapid-Köthen (ISO 5269-2:1998) (1e édition)

NBN EN ISO 15318

Pâtes, papiers et cartons - Détermination de 7 polychlorobiphényles (PCB) spécifiés (ISO 15318:1999) (1e édition)

NBN EN 12625-7

Papier tissue et produits tissues - Partie 7 : Détermination des propriétés optiques (1e édition)

NBN EN 1069-1

Toboggans aquatiques d'une hauteur supérieure ou égale à 2 m - Partie 1 : Exigences de sécurité et méthodes d'essai (2e édition)

NBN EN 13087-7

Casques de protection - Méthodes d'essai - Partie 7 : Résistance à la flamme (1e édition)

NBN EN 13503-3

Implants ophtalmiques - Lentilles intraoculaires - Partie 3 : Propriétés mécaniques et méthodes d'essai (ISO 11979-3:1999, modifié) (1e édition)

NBN EN 13503-8

Implants ophtalmiques - Lentilles intraoculaires - Partie 8 : Exigences fondamentales (ISO 11979-8:1999, modifié) (1e édition)

NBN EN ISO 8321-2

Optique ophtalmique - Spécifications des propriétés des matériaux et des propriétés optiques et dimensionnelles des lentilles de contact - Partie 2 : Lentilles de contact en hydrogel unifocales (ISO 8321-2:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 9363-1

Optique et instruments d'optique - Lentilles de contact - Détermination de la cytotoxicité des matériaux des lentilles de contact - Partie 1 : Essai de recouvrement par de l'agar-agar et essai d'inhibition de croissance (ISO 9363-1:1994) (1e édition)

NBN EN ISO 11151-1

Lasers et équipements associés aux lasers - Composants optiques standards - Partie 1 : Composants pour les plages spectrales UV, visible et proche de l'infrarouge (ISO 11151-1:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 11151-2

Lasers et équipements associés aux lasers - Composants optiques standards - Partie 2 : Composants pour la plage spectrale infrarouge (ISO 11151-2:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 11254-1

Lasers et équipements associés aux lasers - Détermination du seuil d'endommagement provoqué par laser sur les surfaces optiques - Partie 1 : Essai 1 sur 1 (ISO 11254-1:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 11978

Optique ophtalmique - Lentilles de contact et produits d'entretien des lentilles de contact - Informations à fournir par le fabricant (ISO 11978:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 11986

Optique ophtalmique - Lentilles de contact et produits d'entretien pour lentilles de contact - Lignes directrices pour la détermination de l'absorption/adsorption et le relargage des conservateurs (ISO 11986:1999) (1e édition)

NBN EN 1147

Echelles portables à l'usage des services d'incendie (1e édition)

NBN EN 357

Verre dans la construction - Eléments de construction vitrés résistant au feu incluant des produits verriers transparents ou translucides - Classification de la résistance au feu (1e édition)

NBN EN 1288-1

Verre dans la construction - Détermination de la résistance du verre à la flexion - Partie 1 : Principes fondamentaux des essais sur le verre (1e édition)

NBN EN 1288-2

Verre dans la construction - Détermination de la résistance du verre à la flexion - Partie 2 : Essais avec doubles anneaux concentriques sur éprouvettes planes, avec de grandes surfaces de sollicitation (1e édition)

NBN EN 1288-3

Glas in gebouwen - Bepaling van de buigtreksterkte van glas - Deel 3 : Beproeving met tweezijdig opgelegde proefstukken (vierpunts-buigproef) (1e uitgave)

NBN EN 1288-4

Glas in gebouwen - Bepaling van de buigtreksterkte van glas - Deel 4 : Beproeving van profielvormig glas (1e uitgave)

NBN EN 1288-5

Glas in gebouwen - Bepaling van de buigtreksterkte van glas - Deel 5 : Coaxiale-dubbele-ringproef op vlakke proefstukken met klein beproevingsoppervlak (1e uitgave)

NBN EN 12150-1

Glas voor gebouwen - Thermisch gehard natronkalkveiligheidsglas - Deel 1 : Definitie en beschrijving (1e uitgave)

NBN EN 12337-1

Glas in gebouwen - Chemisch versterkt natronkalkglas - Deel 1 : Definitie en beschrijving (1e uitgave)

NBN EN 71-3/A1

Veiligheid van speelgoed - Deel 3 : Migratie van bepaalde elementen (1e uitgave)

NBN EN ISO 9360-1

Anesthesie- en beademingsapparaten - Warmte- en vochtwisselaars (HME) voor het bevochtigen van ingeademde gassen bij mensen - Deel 1 : HME's voor gebruik met een minimum volume van 250 ml (ISO 9360-1:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 10555-5/A1

Steriele intravasculaire catheters voor eenmalig gebruik - Deel 5 : Randcatheters met binnenliggend kanaal (ISO 10555-5:1996/AM:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 4049

Tandheelkunde - Op polymeren gebaseerde vul-, herstel- en afdichtingsmaterialen (ISO 4049:2000) (4e uitgave)

NBN EN ISO 10477/A1

Tandheelkunde - Materialen gebaseerd op polymeren voor kronen en bruggen (ISO 10477:1992/AM1:1998) (1e uitgave)

NBN EN 12546-1

Materialen en artikelen bestemd om in contact te komen met voedingsmiddelen - Thermocontainers voor huishoudelijk gebruik - Deel 1 : Eisen voor vacuüm-artikelen, thermosflessen en thermoskanen (1e uitgave)

NBN EN 12546-2

Materialen en artikelen bestemd om in contact te komen met voedingsmiddelen - Thermocontainers voor huishoudelijk gebruik - Deel 2 : Eisen voor thermotassen en thermodozen (1e uitgave)

NBN EN 12546-3

Materialen en artikelen bestemd om in contact te komen met voedingsmiddelen - Thermocontainers voor huishoudelijk gebruik - Deel 3 : Eisen voor koelelementen (1e uitgave)

NBN EN 12980

Materialen en artikelen bestemd om in contact te komen met voedingsmiddelen - Niet-metalen artikelen voor industrieel keukengebruik en voor het transport van voedsel - Beproevingmethode voor de bepaling van de stootweerstand (1e uitgave)

NBN EN 12983-1

Kookgerei - Huishoudelijk kookgerei voor gebruik op een komfuur, een fornuis of een verwarmingsplaat - Deel 1 : Algemene eisen (1e uitgave)

NBN EN 1970

Verstelbare bedden voor gehandicapte personen - Eisen en beproevingsmethoden (1e uitgave)

NBN EN 1069-2

Waterglijbanen met een hoogte van 2 m of meer - Deel 2 : Instructies (2e uitgave)

NBN EN 1517

Sportvloeren en sportvelden - Bepaling van de slagvastheid (1e uitgave)

NBN EN 1969

Sportvloeren en sportvelden - Bepaling van de dikte van kunststof sportvloeren (1e uitgave)

NBN EN 1288-3

Verre dans la construction - Détermination de la résistance du verre à la flexion - Partie 3 : Essais avec éprouvettes supportées en deux points (flexion quatre points) (1e édition)

NBN EN 1288-4

Verre dans la construction - Détermination de la résistance du verre à la flexion - Partie 4 : Essais sur verre profilé (1e édition)

NBN EN 1288-5

Verre dans la construction - Détermination de la résistance du verre à la flexion - Partie 5 : Essais avec doubles anneaux concentriques sur éprouvettes planes, avec de petites surfaces de sollicitation (1e édition)

NBN EN 12150-1

Verre dans la construction - Verre de silicate sodocalcique de sécurité trempé thermiquement - Partie 1 : Définition et description (1e édition)

NBN EN 12337-1

Verre dans la construction - Verre de silicate sodocalcique renforcé chimiquement - Partie 1 : Définition et description (1e édition)

NBN EN 71-3/A1

Sécurité des jouets - Partie 3 : Migration de certains éléments (1e édition)

NBN EN ISO 9360-1

Matériel d'anesthésie et de réanimation respiratoire - Echangeurs de chaleur et d'humidité (ECH) utilisés pour humidifier les gaz respirés par les êtres humains - Partie 1 : ECH pour utilisation avec des volumes courants d'au moins 250 ml (ISO 9360-1:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 10555-5/A1

Cathéters intravasculaires stériles, non réutilisables - Partie 5 : Cathéters périphériques à aiguille interne (ISO 10555-5:1996/AM:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 4049

Art dentaire - Produits d'obturation, de restauration et de scellement à base de polymères (ISO 4049:2000) (4e édition)

NBN EN ISO 10477/A1

Art dentaire - Produits à base de polymère pour couronnes et ponts (ISO 10477:1992/AM1:1998) (1e édition)

NBN EN 12546-1

Matériaux et objets en contact avec les denrées alimentaires - Récipients isolants à usage domestique - Partie 1 : Spécifications concernant les récipients isolants, bouteilles et carafes isolantes (1e édition)

NBN EN 12546-2

Matériaux et objets en contact avec les denrées alimentaires - Récipients isolants à usage domestique - Partie 2 : Spécification pour les sacs et boîtes isolants (1e édition)

NBN EN 12546-3

Matériaux et objets en contact avec les denrées alimentaires - Récipients isolants à usage domestique - Partie 3 : Spécification pour les accumulateurs thermiques (1e édition)

NBN EN 12980

Matériaux et articles en contact avec les denrées alimentaires - Objets non métalliques à usage industriel pour la cuisine et le transport de nourriture - Méthode d'essai permettant de déterminer la résistance au choc (1e édition)

NBN EN 12983-1

Articles culinaires - Articles culinaires à usage domestique pour cuisinières et plaques de cuisson - Partie 1 : Prescriptions générales (1e édition)

NBN EN 1970

Lits réglables pour les personnes handicapées - Exigences et méthodes d'essai (1e édition)

NBN EN 1069-2

Toboggans aquatiques d'une hauteur supérieure ou égale à 2 m - Partie 2 : Instructions (2e édition)

NBN EN 1517

Sols sportifs - Détermination de la résistance au choc (1e édition)

NBN EN 1969

Sols sportifs - Détermination de l'épaisseur des sols sportifs synthétiques (1e édition)

NBN EN 12229

Sportvloeren en sportvelden - Methode voor de vervaardiging van proefstukken uit kunstgrasvelden en tapijten (1e uitgave)

NBN EN 13319

Duiktoebehoren - Dieptemeters en gecombineerde diepte- en tijdmeetinstrumenten - Functionele en veiligheidseisen, beproevingsmethoden (1e uitgave)

NBN EN 681-2

Afdichtingen van elastomeer - Materiaaleisen voor afdichtingen van buisverbindingen in water- en rioleringsbuizen - Deel 2 : Thermoplastische elastomeren (1e uitgave)

NBN EN 681-3

Afdichtingen van elastomeer - Materiaaleisen voor afdichtingen van buisverbindingen in water- en rioleringsbuizen - Deel 3 : Gevulcaniseerde schuimrubber (1e uitgave)

NBN EN 681-4

Afdichtingen van elastomeer - Materiaaleisen voor afdichtingen van buisverbindingen in water- en rioleringsbuizen - Deel 4 : Afdichtingselementen uit gegoten polyurethaan (1e uitgave)

NBN EN 12770

Schoeisel - Beproevingmethoden voor loopzolen - Slijtweerstand (1e uitgave)

NBN EN 12771

Schoeisel - Beproevingmethoden voor loopzolen - Scheurvastheid (1e uitgave)

NBN EN 12774

Schoeisel - Beproevingmethoden voor loopzolen - Bepaling van slijttreksterkte en weerstand tegen delaminatie (1e uitgave)

NBN EN 12782

Schoeisel - Beproevingmethoden voor binnenzolen - Weerstand tegen het uittrekken van het stiksel (1e uitgave)

NBN EN 12784

Schoeisel - Beproevingmethoden voor de hele schoen - Thermische isolatie (1e uitgave)

NBN EN 12785

Schoeisel - Beproevingmethoden voor de hele schoen - Hakbevestiging (1e uitgave)

NBN EN 12800

Schoeisel - Beproevingmethoden voor binnenzolen - Maatvastheid (1e uitgave)

NBN EN 12801

Schoeisel - Beproevingmethoden voor binnenzolen, voering en inlegzolen - Weerstand tegen zweet (1e uitgave)

NBN EN 12803

Schoeisel - Beproevingmethoden voor loopzolen - Treksterkte en rek bij breuk (1e uitgave)

NBN EN 12958

Schoeisel - Beproevingmethoden voor hielen - Weerstand tegen vermoeiing (1e uitgave)

NBN EN 12959

Schoeisel - Beproevingmethoden voor hielen - Stijfheid in de langsrchting (1e uitgave)

NBN EN 12671

Chemicaliën voor behandeling van water bestemd voor menselijke consumptie - Chloordioxide (1e uitgave)

NBN EN ISO 4617

Verven en vernissen - Lijst van equivalente termen (ISO 4617:2000) (2e uitgave)

NBN EN ISO 3262-14

Vulstoffen voor verf - Eisen en beproevingsmethoden - Deel 14 : Cristobaliet (ISO 3262-14:2000) (1e uitgave)

NBN EN 12229

Sols sportifs - Méthode de préparation d'éprouvettes en textile et en gazon synthétique (1e édition)

NBN EN 13319

Accessoires de plongée - Profondimètres et instruments combinant la mesure de la profondeur et du temps - Exigences fonctionnelles et de sécurité, méthodes d'essai (1e édition)

NBN EN 681-2

Garnitures d'étanchéité en caoutchouc - Spécification des matériaux pour garnitures d'étanchéité utilisées dans le domaine de l'eau et du drainage - Partie 2 : Elastomères thermoplastiques (1e édition)

NBN EN 681-3

Garnitures d'étanchéité en caoutchouc - Spécification des matériaux pour garnitures d'étanchéité pour joints de canalisation utilisés dans le domaine de l'eau et de l'évacuation - Partie 3 : Matériaux cellulaires en caoutchouc vulcanisé (1e édition)

NBN EN 681-4

Garnitures d'étanchéité en caoutchouc - Spécifications des matériaux pour garnitures d'étanchéité pour joints de canalisation utilisés dans le domaine de l'eau et de l'évacuation - Partie 4 : Polyuréthane moulé (1e édition)

NBN EN 12770

Chaussures - Méthodes d'essai applicables aux semelles d'usure - Résistance à l'abrasion (1e édition)

NBN EN 12771

Chaussures - Méthodes d'essai applicables aux semelles d'usure - Résistance au déchirement (1e édition)

NBN EN 12774

Chaussures - Méthodes d'essai applicables aux semelles d'usure - Détermination de la force de déchirure sur refente et résistance au délaminage (1e édition)

NBN EN 12782

Chaussures - Méthodes d'essai applicables aux premières de montage - Résistance au déchirement des points de couture (1e édition)

NBN EN 12784

Chaussures - Méthodes d'essai applicables à la chaussure entière - Isolation thermique (1e édition)

NBN EN 12785

Chaussures - Méthodes d'essai applicables à la chaussure entière - Fixation du talon (1e édition)

NBN EN 12800

Chaussures - Méthodes d'essai relatives aux premières de montage - Stabilité dimensionnelle (1e édition)

NBN EN 12801

Chaussures - Méthodes d'essai applicables aux premières de montage, doublures et premières de propreté - Résistance à la transpiration (1e édition)

NBN EN 12803

Chaussures - Méthodes d'essai applicables aux semelles d'usure - Résistance à la traction et allongement (1e édition)

NBN EN 12958

Chaussures - Méthodes d'essai pour cambrions - Résistance à la fatigue (1e édition)

NBN EN 12959

Chaussures - Méthodes d'essai pour cambrions - Rigidité longitudinale (1e édition)

NBN EN 12671

Produits chimiques utilisés pour le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine - Dioxyde de chlore (1e édition)

NBN EN ISO 4617

Peintures et vernis - Liste des termes équivalents (ISO 4617:2000) (2e édition)

NBN EN ISO 3262-14

Matières de charge pour peintures - Spécifications et méthodes d'essai - Partie 14 : Cristobalite (ISO 3262-14:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 3262-15

Vulstoffen voor verf - Eisen en beproevingsmethoden - Deel 15 : Glasachtig siliciumdioxide (ISO 3262-15:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 3262-16

Vulstoffen voor verf - Eisen en beproevingsmethoden - Deel 16 : Aluminiumhydroxiden (ISO 3262-16:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 3262-17

Vulstoffen voor verf - Specificaties en beproevingsmethoden - Deel 17 : Neergeslagen calciumsilicaat (ISO 3262-17:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 3262-18

Vulstoffen voor verf - Specificaties en beproevingsmethoden - Deel 18 : Neergeslagen natriumaluminiumsilicaat (ISO 3262-18:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 3262-19

Vulstoffen voor verf - Specificaties en beproevingsmethoden - Deel 19 : Neergeslagen siliciumdioxide (ISO 3262-19:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 3262-20

Vulstoffen voor verf - Specificaties en beproevingsmethoden - Deel 20 : Gerookt siliciumdioxide (ISO 3262-20:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 3262-21

Vulstoffen voor verf - Eisen en beproevingsmethoden - Deel 21 : Siliciumzand (niet gemalen natuurlijk kwarts) (ISO 3262-21:2000) (1e uitgave)

NBN EN 927-3

Verven en vernissen - Verf en verfsystemen voor hout voor buitengebruik - Deel 3 : Natuurlijke verouderingsbeproeving (1e uitgave)

NBN EN 927-4

Verven en vernissen - Verf en verfsystemen voor hout voor buitengebruik - Deel 4 : Beoordeling van de waterdampdoorlatendheid (1e uitgave)

NBN EN 927-5

Verven en vernissen - Verf en verfsystemen voor hout voor buitengebruik - Deel 5 : Beoordeling van de waterdoorlatendheid (1e uitgave)

NBN EN ISO 1522

Verven en vernissen - Slinger Dempingsproef (ISO 1522:1997) (2e uitgave)

NBN EN ISO 6808

Kunststofslangen en slangsamenvellen voor zuigen en persen onder lage druk van vloeibare aardolieproducten - Specificatie (ISO 6808:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 6945/A1

Rubberslangen - Bepaling van de slijtvastheid van de buitenlaag (ISO 6945:1991, Wijziging 1:1998) (1e uitgave)

NBN EN ISO 8330

Rubber- en kunststofslangen en -slangstellen - Woordenlijst (ISO 8330:1998) (1e uitgave)

NBN EN ISO 6603-1

Kunststoffen - Bepaling van het gedrag van harde kunststoffen na doorboring onder stootbelasting - Deel 1 : Niet-geïnstumenteerde stootproeven (ISO 6603-1:2000) (2e uitgave)

NBN EN ISO 8986-2/A1

Kunststoffen - Pers- en spuitgietmaterialen van polybuteen (PB) - Deel 2 : Bereiding van proefstukken en bepaling van de eigenschappen Amendement 1 (ISO 8986-2:1995/AM 1:2000) (1e uitgave)

NBN EN 1453-1

Kunststofleidingsystemen met buizen met een gestructureerde wand voor binnenriolering (lage en hoge temperatuur) - Ongeplasticiseerd polyvinylchloride (PVC-U) - Deel 1 : Specificaties voor de buizen en het leidingsysteem (1e uitgave)

NBN EN ISO 13845

Kunststofleidingsystemen - Mofverbindingen met een rubberringafdichting voor gebruik met buizen van ongeplasticiseerd polyvinylchloride (PVC-U) - Beproevingmethode voor de lektheid bij inwendige drukken met een hoekverdraaiing (ISO 13845:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 3262-15

Matières de charge pour peintures - Spécifications et méthodes d'essai - Partie 15 : Silice vitreuse (ISO 3262-15:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 3262-16

Matières de charge pour peintures - Spécifications et méthodes d'essai - Partie 16 : Alumines hydratées (ISO 3262-16:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 3262-17

Matières de charge pour peintures - Spécifications et méthodes d'essai - Partie 17 : Silicate de calcium précipité (ISO 3262-17:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 3262-18

Matières de charge pour peintures - Spécifications et méthodes d'essai - Partie 18 : Silicoaluminium de sodium précipité (ISO 3262-18:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 3262-19

Matières de charge pour peintures - Spécifications et méthodes d'essai - Partie 19 : Silice précipité (ISO 3262-19:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 3262-20

Matières de charge pour peintures - Spécifications et méthodes d'essai - Partie 20 : Silice pyrogénée (ISO 3262-20:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 3262-21

Matières de charge pour peintures - Spécifications et méthodes d'essai - Partie 21 : Sable de silice (quartz naturel non broyé) (ISO 3262-21:2000) (1e édition)

NBN EN 927-3

Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de peinture pour bois en extérieur - Partie 3 : Essai de vieillissement naturel (1e édition)

NBN EN 927-4

Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de peinture pour bois en extérieur - Partie 4 : Détermination de la perméabilité à la vapeur d'eau (1e édition)

NBN EN 927-5

Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de peinture pour bois en extérieur - Partie 5 : Détermination de la perméabilité à l'eau (1e édition)

NBN EN ISO 1522

Peintures et vernis - Essai d'amortissement du pendule (ISO 1522:1997) (2e édition)

NBN EN ISO 6808

Tuyaux et flexibles en plastique pour aspiration et refoulement basse pression des liquides pétroliers - Spécifications (ISO 6808:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 6945/A1

Tuyaux en caoutchouc - Détermination de la résistance à l'abrasion du revêtement extérieur (ISO 6945:1991, amendement 1:1998) (1e édition)

NBN EN ISO 8330

Tuyaux et flexibles en caoutchouc et en plastique - Vocabulaire (ISO 8330:1998) (1e édition)

NBN EN ISO 6603-1

Plastiques - Détermination du comportement des plastiques rigides perforés sous l'effet d'un choc - Partie 1 : Essais de choc non instrumentés (ISO 6603-1:2000) (2e édition)

NBN EN ISO 8986-2/A1

Plastiques - Polybutène (PB) pour moulage et extrusion - Partie 2 : Préparation des éprouvettes et détermination des propriétés - Amendement 1 (ISO 8986-2:1995/AM 1:2000) (1e édition)

NBN EN 1453-1

Systèmes de canalisations en plastique avec des tubes à paroi structurée pour l'évacuation des eaux-vannes et des eaux usées (à basse et à haute température) à l'intérieur des bâtiments - Poly(chlorure de vinyle) non plastifié (PVC-U) - Partie 1 : Spécifications pour tubes et le système (1e édition)

NBN EN ISO 13845

Systèmes de canalisations en plastiques - Assemblages par emboîture à bague d'étanchéité en élastomères pour tubes en poly(chlorure de vinyle) non plastifié (PVC-U) - Méthode d'essai d'étanchéité avec pression interne et avec déflexion angulaire (ISO 13845:2000) (1e édition)

NBN EN 12573-2

Gelaste, niet-verplaatsbare, drukloze tanks van thermoplasten - Deel 2 : Berekening van ronde staande tanks (1e uitgave)

NBN EN 12573-3

Gelaste, niet-verplaatsbare, drukloze tanks van thermoplasten - Deel 3 : Constructie en berekening van enkelwandige rechthoekige tanks (1e uitgave)

NBN EN 12573-4

Gelaste, niet-verplaatsbare, drukloze tanks van thermoplasten - Deel 4 : Constructie en berekening van flensverbindingen (1e uitgave)

NBN EN 241

Vloeibare aardolieproducten - Bepaling van het natriumgehalte - Atomaire absorptiespectrometrische methode (1e uitgave)

NBN EN ISO 3405

Aardolieproducten - Bepaling van de distillatiekarakteristieken bij atmosferische druk (ISO 3405:2000) (5e uitgave)

NBN EN ISO 12156-1

Dieselbrandstoffen - Beoordeling van het smerend vermogen met een op hoge frequentie heen-en-weer gaand proefstuk (HFFR) - Deel 1 : Beproevingmethode (ISO 12156-1:1997, inclusief Technisch Corrigendum 1:1998) (1e uitgave)

NBN EN 12302

Ruwe teer en ruwe benzeen - Termen en definities (1e uitgave)

NBN EN 12303

Op koolteer gebaseerde olie - Termen en definities (1e uitgave)

NBN EN ISO 7899-2

Water - Bepaling en telling van enterococci - Deel 2 : Membraanfiltratiemethode (ISO 7899-2:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 13734

Aardgas - Organische zwavelverbindingen gebruikt als geurstoffen - Eisen en beproevingsmethoden (ISO 13734:1998) (1e uitgave)

NBN EN 12484-3

Irrigatietechniek - Automatische besproeiingssystemen voor grasvelden - Deel 3 : Automatische besturing en systeembeheer (1e uitgave)

NBN EN 1374

Landbouwwerktuigen - Stationaire losapparaten voor ronde silo's - Veiligheid (1e uitgave)

NBN ENV ISO 11133-1

Microbiologie van voedingsmiddelen en diervoeders - Richtlijnen voor de voorbereiding en productie van kweekmedia - Deel 1 : Algemene richtlijnen voor kwaliteitsborging van de voorbereiding van kweekmedia in het laboratorium (ISO/TR 11133-1:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 3596-1

Dierlijke en plantaardige vetten en oliën - Bepaling van het gehalte aan onverzeepte bestanddelen - Deel 1 : Methode met gebruik van diëthyletherextractie (referentiemethode) (ISO 3596-1:1988, inclusief Wijziging 1:1997) (1e uitgave)

NBN EN ISO 9832

Dierlijke en plantaardige vetten en oliën - Bepaling van het gehalte aan resterend technisch hexaan (ISO 9832:1992, inclusief Wijziging 1:1998) (1e uitgave)

NBN EN ISO 1736

Melkpoeder en melkpoederproducten - Bepaling van het vetgehalte Gravimetrische methode (Referentiemethode) (ISO 1736:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 2450

Room - Bepaling van het vetgehalte - Gravimetrische methode (Referentiemethode) (ISO 2450:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 8381

Zuigelingsvoeding met melkbestanddelen - Bepaling van het vetgehalte - Gravimetrische methode (Referentiemethode) (ISO 8381:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 11816-1

Melk en melkproducten - Bepaling van de activiteit van alkalinefosfatase door gebruik van een fluorimetrische methode - Deel 1 : Melk en vloeibare melkproducten (ISO 11816-1:1997) (1e uitgave)

NBN EN 12573-2

Cuves statiques soudées en matières thermoplastiques sans pression - Partie 2 : Calcul des cuves cylindriques verticales (1e édition)

NBN EN 12573-3

Cuves statiques soudées en matières thermoplastiques sans pression - Partie 3 : Conception et calcul des cuves parallélépipédiques rectangles à simple paroi (1e édition)

NBN EN 12573-4

Cuves statiques soudées en matières thermoplastiques sans pression - Partie 4 : Conception et calculs des joints à brides (1e édition)

NBN EN 241

Produits pétroliers liquides - Détermination de la teneur en sodium - Méthode par spectrométrie d'absorption atomique (1e édition)

NBN EN ISO 3405

Produits pétroliers - Détermination des caractéristiques de distillation à pression atmosphérique (ISO 3405:2000) (5e édition)

NBN EN ISO 12156-1

Carburant diesel - Evaluation du pouvoir lubrifiant au banc alternatif à haute fréquence - Partie 1 : Méthode d'essai (ISO 12156-1:1997, Rectificatif Technique 1:1998) (1e édition)

NBN EN 12302

Goudron et benzol bruts - Terminologie (1e édition)

NBN EN 12303

Huiles de goudron issues du charbon - Terminologie (1e édition)

NBN EN ISO 7899-2

Qualité de l'eau - Recherche et dénombrement des entérocoques intestinaux - Partie 2 : Méthode par filtration sur membrane (ISO 7899-2:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 13734

Gaz naturel - Composés organiques soufrés utilisés comme odorants - Prescriptions et méthodes d'essai (ISO 13734:1998) (1e édition)

NBN EN 12484-3

Techniques d'irrigation - Installations avec arrosage automatique intégré des espaces verts - Partie 3 : Automatismes et gestion des installations (1e édition)

NBN EN 1374

Matériel agricole - Désileuses stationnaires pour silos cylindriques - Sécurité (1e édition)

NBN ENV ISO 11133-1

Microbiologie des aliments - Guide pour la préparation et la production des milieux de culture - Partie 1 : Guide général pour l'assurance de la qualité pour la préparation des milieux de culture en laboratoire (ISO/TR 11133-1:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 3596-1

Corps gras d'origines animale et végétale - Détermination de la teneur en matières insaponifiables - Partie 1 : Méthode par extraction à l'oxyde diéthylique (méthode de référence) (ISO 3596-1:1988, Amendement 1:1997 inclus) (1e édition)

NBN EN ISO 9832

Corps gras d'origines animale et végétale - Dosage de l'hexane technique résiduel (ISO 9832:1992, Amendement 1:1998 inclus) (1e édition)

NBN EN ISO 1736

Lait sec et produits à base de lait sec - Détermination de la teneur en matière grasse - Méthode gravimétrique (Méthode de référence) (ISO 1736:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 2450

Crème - Détermination de la teneur en matière grasse - Méthode gravimétrique (Méthode de référence) (ISO 2450:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 8381

Aliments à base de lait pour enfants en bas âge - Détermination de la teneur en matière grasse - Méthode gravimétrique (Méthode de référence) (ISO 8381:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 11816-1

Lait et produits laitiers - Détermination de l'activité de la phosphatase alcaline à l'aide de la méthode fluorimétrique - Partie 1 : Lait et boissons à base de lait (ISO 11816-1:1997) (1e édition)

NBN EN ISO 10075-2

Ergonomische principes met betrekking tot mentale werkbelasting - Deel 2 : Ontwerpprincipes (ISO 10075-2:1996) (1e uitgave)

NBN EN ISO 14042

Milieumanagement - Levenscyclusanalyse - Levenscycluseffectanalyse (ISO 14042:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 14043

Milieumanagement - Levenscyclusanalyse - Levenscyclusinterpretatie (ISO 14043:2000) (1e uitgave)

NBN ENV 12313-4

Verkeer en reizigersinformatie (TTI) - TTI-berichten via TMC - Deel 4 : Coderings-protocol voor Radio Data System - Traffic Message Channel (RDS-TMC) - RDS-TMC met ALERT Plus en ALERT C (1e uitgave)

NBN ENV 12435

Medische informatica - Uitdrukking van verslagen van metingen in gezondheidswetenschappen (1e uitgave)

NBN ENV 12443

Medische informatica - Gezondheidszorg Informatie Raamwerk (HIF) (1e uitgave)

NBN ENV 13106

Telematica voor wegverkeer en -vervoer - DATEX verklarende lijst met verkeers- en reisgegevens (versie 3.1a) (1e uitgave)

NBN ENV 13149-2

Openbaar vervoer - Schema- en beheersingssystemen voor wegvoertuigen - Deel 2 : WORLDFIP bekabelingsspecificaties (1e uitgave)

NBN ENV 13608-1

Medische informatica - Beveiliging van communicatie in de gezondheidszorg - Deel 1 : Concepten en terminologie (1e uitgave)

NBN ENV 13608-3

Medische informatica - Beveiliging voor communicatie in de gezondheidszorg - Deel 3 : Kanalen voor beveiligde gegevens (1e uitgave)

NBN ENV 13728

Medische informatica - Klinische analyse-interfaces voor laboratoriuminformatiesystemen (1e uitgave)

NBN ENV 13729

Medische informatica - Beveiligde gebruikeridentificatie - Sterke authenticatie met gebruik van microprocessorkaarten (1e uitgave)

NBN ENV 13777

Telematica voor wegvervoer en -verkeer - DATEX specificaties voor gegevensuitwisseling tussen verkeers- en reisinformatiecentra (versie 1.2a) (1e uitgave)

NBN ENV ISO 14815

Telematica voor wegvervoer en -verkeer - Automatische identificatie van voertuigen en materieel - Systeemspecificatie (ISO/TR 14815:2000) (1e uitgave)

NBN ENV ISO 14816

Telematica voor wegvervoer en -verkeer - Automatische identificatie van voertuigen en materieel - Nummering en gegevensstructuren (ISO/TR 14816:2000) (1e uitgave)

NBN EN 300 135-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Angle-modulated Citizens Band radio equipment (CEPT PR 27 Radio Equipment); Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.1. 2e uitgave)

NBN EN 300 135-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Angle-modulated Citizens Band radio equipment (CEPT PR 27 Radio Equipment); Part 2 : Harmonized EN covering essential requirements under article 3.2 of R&TTE Directive (V1.1. 1e uitgave)

NBN EN 300 152-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Maritime Emergency Position Indicating Radio Beacons (EPIRBs) intended for use on the frequency 121,5 MHz or the frequencies 121,5 MHz and 243 MHz for homing purposes only; Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.2. 2e uitgave)

NBN EN ISO 10075-2

Principes ergonomiques relatifs à la charge de travail mental - Partie 2 : Principes de conception (ISO 10075-2:1996) (1e édition)

NBN EN ISO 14042

Management environnemental - Analyse du cycle de vie - Evaluation de l'impact du cycle de vie (ISO 14042:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 14043

Management environnemental - Analyse du cycle de vie - Interprétation du cycle de vie (ISO 14043:2000) (1e édition)

NBN ENV 12313-4

Traffic and Traveller Information (TTI) - TTI Messages via Traffic Message Coding - Part 4 : Coding Protocol for Radio Data System - Traffic Message Channel (RDS-TMC) - RDS-TMC using ALERT Plus with ALERT C (1e édition)

NBN ENV 12435

Medical Informatics - Expression of results of measurements in health sciences (1e édition)

NBN ENV 12443

Medical Informatics - Healthcare Information Framework (HIF) (1e édition)

NBN ENV 13106

Road transport and traffic telematics - DATEX traffic and travel data dictionary (version 3.1a) (1e édition)

NBN ENV 13149-2

Public transport - Road vehicle scheduling and control systems - Part 2 : WORLDFIP cabling specifications (1e édition)

NBN ENV 13608-1

Health informatics - Security for healthcare communication - Part 1 : Concepts and terminology (1e édition)

NBN ENV 13608-3

Health informatics - Security for healthcare communication - Part 3 : Secure data channels (1e édition)

NBN ENV 13728

Health informatics - Clinical analyser interfaces to laboratory information systems (1e édition)

NBN ENV 13729

Health informatics - Secure user identification - Strong authentication using microprocessor cards (1e édition)

NBN ENV 13777

Télématique de la circulation et du transport routier - Spécifications DATEX pour l'échange des données entre les centres d'information routière (version 1.2a) (1e édition)

NBN ENV ISO 14815

Télématique de la circulation et du transport routier - Identification automatique des véhicules et équipements - Spécification des systèmes (ISO/TR 14815:2000) (1e édition)

NBN ENV ISO 14816

Télématique de la circulation et du transport routier - Identification automatique des véhicules et équipements - Codification et structure des données (ISO/TR 14816:2000) (1e édition)

NBN EN 300 135-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Angle-modulated Citizens Band radio equipment (CEPT PR 27 Radio Equipment); Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.1. 2e édition)

NBN EN 300 135-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Angle-modulated Citizens Band radio equipment (CEPT PR 27 Radio Equipment); Part 2 : Harmonized EN covering essential requirements under article 3.2 of R&TTE Directive (V1.1. 1e édition)

NBN EN 300 152-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Maritime Emergency Position Indicating Radio Beacons (EPIRBs) intended for use on the frequency 121,5 MHz or the frequencies 121,5 MHz and 243 MHz for homing purposes only; Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.2. 2e édition)

NBN EN 300 152-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Maritime Emergency Position Indicating Radio Beacons (EPIRBs) intended for use on the frequency 121,5 MHz or the frequencies 121,5 MHz and 243 MHz for homing purposes only; Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1. 1e uitgave)

NBN EN 300 328-1

Electromagnetic compatibility and Radio Spectrum Matters (ERM); Wideband Transmission systems; data transmission equipment operating in the 2,4 GHz ISM band and using spread spectrum modulation techniques; Part 1 : Technical characteristics and test conditions (V1.2. 2e uitgave)

NBN EN 300 328-2

Electromagnetic compatibility and Radio Spectrum Matters (ERM); Wideband Transmission systems; data transmission equipment operating in the 2,4 GHz ISM band and using spread spectrum modulation techniques; Part 2 : Harmonized EN covering essential requirements under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1. 1e uitgave)

NBN EN 300 356-31

Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System N° 7; ISDN User Part (ISUP) version 3 for the international interface; Part 31 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification for basic services (V3.0. 3e uitgave)

NBN ETS 300 392-10-2

Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D); Part 10 : Supplementary services stage 1; Sub-part 2 : Call report (2e uitgave)

NBN ETS 300 392-10-5

Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D); Part 10 : Supplementary services stage 1; Sub-part 5 : List Search Call (LSC) (2e uitgave)

NBN EN 300 402-7

Integrated Services Digital Network (ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol; Data link layer; Part 7 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the general protocol (V1.1. 2e uitgave)

NBN EN 300 422-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Wireless microphones in the 25 MHz to 3 GHz frequency range; Part 1 : Technical characteristics and test methods (V1.2. 2e uitgave)

NBN EN 300 422-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Wireless microphones in the 25 MHz to 3 GHz frequency range; Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1. 2e uitgave)

NBN EN 300 433-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Land Mobile Service; Double Side Band (DSB) and/or Single Side Band (SSB) amplitude modulated citizen's band radio equipment; Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.1. 2e uitgave)

NBN EN 300 433-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Land Mobile Service; Double Side Band (DSB) and/or Single Side Band (SSB) amplitude modulated citizen's band radio equipment; Part 2 : Harmonized EN covering essential requirements under article 3.2 of R&TTE Directive (V1.1. 2e uitgave)

NBN EN 300 454-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Wide band audio links; Part 1 : Technical characteristics and 1.1.2 test methods (V1.1. 2e uitgave)

NBN EN 300 454-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Wide band audio links; Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1. 1e uitgave)

NBN ETS 300 506

Digital cellular telecommunications system (Phase 2); Security aspects (GSM 02.09 version 4.5.1) (3e uitgave)

NBN EN 300 152-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Maritime Emergency Position Indicating Radio Beacons (EPIRBs) intended for use on the frequency 121,5 MHz or the frequencies 121,5 MHz and 243 MHz for homing purposes only; Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1. 1e édition)

NBN EN 300 328-1

Electromagnetic compatibility and Radio Spectrum Matters (ERM); Wideband Transmission systems; data transmission equipment operating in the 2,4 GHz ISM band and using spread spectrum modulation techniques; Part 1 : Technical characteristics and test conditions (V1.2. 2e édition)

NBN EN 300 328-2

Electromagnetic compatibility and Radio Spectrum Matters (ERM); Wideband Transmission systems; data transmission equipment operating in the 2,4 GHz ISM band and using spread spectrum modulation techniques; Part 2 : Harmonized EN covering essential requirements under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1. 1e édition)

NBN EN 300 356-31

Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No.7; ISDN User Part (ISUP) version 3 for the international interface; Part 31 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification for basic services (V3.0. 3e édition)

NBN ETS 300 392-10-2

Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D); Part 10 : Supplementary services stage 1; Sub-part 2 : Call report (2e édition)

NBN ETS 300 392-10-5

Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D); Part 10 : Supplementary services stage 1; Sub-part 5 : List Search Call (LSC) (2e édition)

NBN EN 300 402-7

Integrated Services Digital Network (ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol; Data link layer; Part 7 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the general protocol (V1.1. 2e édition)

NBN EN 300 422-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Wireless microphones in the 25 MHz to 3 GHz frequency range; Part 1 : Technical characteristics and test methods (V1.2. 2e édition)

NBN EN 300 422-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Wireless microphones in the 25 MHz to 3 GHz frequency range; Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1. 2e édition)

NBN EN 300 433-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Land Mobile Service; Double Side Band (DSB) and/or Single Side Band (SSB) amplitude modulated citizen's band radio equipment; Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.1. 2e édition)

NBN EN 300 433-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Land Mobile Service; Double Side Band (DSB) and/or Single Side Band (SSB) amplitude modulated citizen's band radio equipment; Part 2 : Harmonized EN covering essential requirements under article 3.2 of R&TTE Directive (V1.1. 2e édition)

NBN EN 300 454-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Wide band audio links; Part 1 : Technical characteristics and 1.1.2 test methods (V1.1. 2e édition)

NBN EN 300 454-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Wide band audio links; Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1. 1e édition)

NBN ETS 300 506

Digital cellular telecommunications system (Phase 2); Security aspects (GSM 02.09 version 4.5.1) (3e édition)

NBN ETS 300 508

Digital cellular telecommunications system (Phase 2); International Mobile station Equipment Identities (IMEI) (GSM 02.16 version 4.6.1) (3e uitgave)

NBN EN 300 698-1

Electromagnetic compatibility and Radio Spectrum Matters (ERM) Radio telephone transmitters and receivers for the maritime mobile service operating in the VHF bands used on inland waterways; Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.2. 1e uitgave)

NBN EN 300 698-2

Electromagnetic compatibility and Radio Spectrum Matters (ERM); Radio telephone transmitters and receivers for the maritime mobile service operating in the VHF bands used on inland waterways; Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1. 1e uitgave)

NBN EN 300 720-1

Electromagnetic compatibility and Radio Spectrum Matters (ERM); Ultra-High Frequency (UHF) on-board communications systems and equipment; Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.2. 1e uitgave)

NBN EN 300 720-2

Electromagnetic compatibility and Radio Spectrum Matters (ERM) Ultra-High Frequency (UHF) on-board communications systems and equipment; Part 2 : Harmonised EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1. 1e uitgave)

NBN EN 300 833

Fixed Radio Systems; Point to Point Antennas; Antennas for point-to-point fixed radio systems operating in the frequency band 3 GHz to 60 GHz (V1.2. 1e uitgave)

NBN EN 300 908

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Multiplexing and multiple access on the radio path (GSM 05.02 version 6.7.1 Release 1997) (V6.7. 1e uitgave)

NBN EN 300 908

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Multiplexing and multiple access on the radio path (GSM 05.02 version 7.3.1 Release 1998) (V7.3. 1e uitgave)

NBN EN 300 911

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Radio sub-system link control (GSM 05.08 version 6.7.2 Release 1997) (V6.7. 2e uitgave)

NBN EN 300 911

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Radio sub-system link control (GSM 05.08 version 7.3.2 Release 1998) (V7.3. 2e uitgave)

NBN ETS 300 920

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Security aspects (GSM 02.09 version 5.2.1 Release 1996) (3e uitgave)

NBN EN 300 920

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Security aspects (GSM 02.09 version 6.1.1 Release 1997) (V6.1. 1e uitgave)

NBN EN 300 920

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Security aspects (GSM 02.09 version 7.1.1 Release 1998) (V7.1. 1e uitgave)

NBN EN 300 925

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Voice Group Call Service (VGCS) - Stage 1 (GSM 02.68 version 7.0.2 Release 1998) (V7.0. 2e uitgave)

NBN EN 300 940

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Mobile radio interface layer 3 specification (GSM 04.08 version 6.7.1 Release 1997) (V6.7. 1e uitgave)

NBN EN 300 944

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Performance requirements on the mobile radio interface (GSM 04.13 version 8.0.1 Release 1999) (V8.0. 1e uitgave)

NBN ETS 300 508

Digital cellular telecommunications system (Phase 2); International Mobile station Equipment Identities (IMEI) (GSM 02.16 version 4.6.1) (3e édition)

NBN EN 300 698-1

Electromagnetic compatibility and Radio Spectrum Matters (ERM) Radio telephone transmitters and receivers for the maritime mobile service operating in the VHF bands used on inland waterways; Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.2. 1e édition)

NBN EN 300 698-2

Electromagnetic compatibility and Radio Spectrum Matters (ERM); Radio telephone transmitters and receivers for the maritime mobile service operating in the VHF bands used on inland waterways; Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1. 1e édition)

NBN EN 300 720-1

Electromagnetic compatibility and Radio Spectrum Matters (ERM); Ultra-High Frequency (UHF) on-board communications systems and equipment; Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.2. 1e édition)

NBN EN 300 720-2

Electromagnetic compatibility and Radio Spectrum Matters (ERM) Ultra-High Frequency (UHF) on-board communications systems and equipment; Part 2 : Harmonised EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1. 1e édition)

NBN EN 300 833

Fixed Radio Systems; Point to Point Antennas; Antennas for point-to-point fixed radio systems operating in the frequency band 3 GHz to 60 GHz (V1.2. 1e édition)

NBN EN 300 908

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Multiplexing and multiple access on the radio path (GSM 05.02 version 6.7.1 Release 1997) (V6.7. 1e édition)

NBN EN 300 908

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Multiplexing and multiple access on the radio path (GSM 05.02 version 7.3.1 Release 1998) (V7.3. 1e édition)

NBN EN 300 911

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Radio sub-system link control (GSM 05.08 version 6.7.2 Release 1997) (V6.7. 2e édition)

NBN EN 300 911

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Radio sub-system link control (GSM 05.08 version 7.3.2 Release 1998) (V7.3. 2e édition)

NBN ETS 300 920

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Security aspects (GSM 02.09 version 5.2.1 Release 1996) (3e édition)

NBN EN 300 920

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Security aspects (GSM 02.09 version 6.1.1 Release 1997) (V6.1. 1e édition)

NBN EN 300 920

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Security aspects (GSM 02.09 version 7.1.1 Release 1998) (V7.1. 1e édition)

NBN EN 300 925

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Voice Group Call Service (VGCS) - Stage 1 (GSM 02.68 version 7.0.2 Release 1998) (V7.0. 2e édition)

NBN EN 300 940

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Mobile radio interface layer 3 specification (GSM 04.08 version 6.7.1 Release 1997) (V6.7. 1e édition)

NBN EN 300 944

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Performance requirements on the mobile radio interface (GSM 04.13 version 8.0.1 Release 1999) (V8.0. 1e édition)

NBN ETS 300 946

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Radio Link Protocol (RLP) for data and telematic services on the Mobile Station - Base Station System (MS - BSS) interface and the Base Station System - Mobile-services Switching Centre (BSS - MSC) interface (GSM 04.22 version 5.6.1 Release 1996) (7e uitgave)

NBN EN 300 948

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Group Call Control (GCC) protocol (GSM 04.68 version 8.0.1 Release 1999) (V8.0.1e uitgave)

NBN EN 300 949

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Broadcast Call Control (BCC) protocol (GSM 04.69 version 8.0.1 Release 1998) (V8.0.1e uitgave)

NBN ETS 300 959

Digital cellular telecommunications system; Modulation (GSM 05.04 version 5.1.1 Release 1996) (2e uitgave)

NBN ETS 300 976

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General requirements on interworking between the Public Land Mobile Network (PLMN) and the Integrated Services Digital Network (ISDN) or Public Switched Telephone Network (PSTN) (GSM 09.07 version 5.10.1 Release 1996) (9e uitgave)

NBN EN 300 979

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); In-band control of remote transcoders and rate adaptors for half rate traffic channels (GSM 08.61 version 7.2.2 Release 1998) (V7.2.2e uitgave)

NBN EN 301 025-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); VHF radiotelephone equipment for general communications and associated equipment for Class "D" Digital Selective Calling (DSC); Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 025-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); VHF radiotelephone equipment for general communications and associated equipment for Class "D" Digital Selective Calling (DSC); Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 062-2

Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System N° 7; Support of Virtual Private Network (VPN) applications with Private network Q reference point Signalling System number 1 (PSS1) information flows; Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 062-3

Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System N° 7; Support of Virtual Private Network (VPN) applications with Private network Q reference point Signalling System number 1 (PSS1) information flows; Part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 082

Integrated Services Digital Network (ISDN); Outgoing Call Barring-Fixed (OCB-F) supplementary service; Service description (V2.1.1e uitgave)

NBN EN 301 084

Integrated Services Digital Network (ISDN); Outgoing Call Barring-User Controlled (OCB-UC) supplementary service; Service description (V2.1.1e uitgave)

NBN EN 301 178-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Portable Very High Frequency (VHF) radiotelephone equipment for the maritime mobile service operating in the VHF bands (for non-GMDSS applications only); Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.1.2e uitgave)

NBN EN 301 178-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Portable Very High Frequency (VHF) radiotelephone equipment for the maritime mobile service operating in the VHF bands (for non-GMDSS applications only); Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 245

Digital cellular telecommunications system (Phase 2); Enhanced Full Rate (EFR) speech transcoding (GSM 06.60 version 4.1.1) (V4.1.1e uitgave)

NBN ETS 300 946

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Radio Link Protocol (RLP) for data and telematic services on the Mobile Station - Base Station System (MS - BSS) interface and the Base Station System - Mobile-services Switching Centre (BSS - MSC) interface (GSM 04.22 version 5.6.1 Release 1996) (7e édition)

NBN EN 300 948

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Group Call Control (GCC) protocol (GSM 04.68 version 8.0.1 Release 1999) (V8.0.1e édition)

NBN EN 300 949

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Broadcast Call Control (BCC) protocol (GSM 04.69 version 8.0.1 Release 1998) (V8.0.1e édition)

NBN ETS 300 959

Digital cellular telecommunications system; Modulation (GSM 05.04 version 5.1.1 Release 1996) (2e édition)

NBN ETS 300 976

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General requirements on interworking between the Public Land Mobile Network (PLMN) and the Integrated Services Digital Network (ISDN) or Public Switched Telephone Network (PSTN) (GSM 09.07 version 5.10.1 Release 1996) (9e édition)

NBN EN 300 979

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); In-band control of remote transcoders and rate adaptors for half rate traffic channels (GSM 08.61 version 7.2.2 Release 1998) (V7.2.2e édition)

NBN EN 301 025-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); VHF radiotelephone equipment for general communications and associated equipment for Class "D" Digital Selective Calling (DSC); Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 025-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); VHF radiotelephone equipment for general communications and associated equipment for Class "D" Digital Selective Calling (DSC); Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 062-2

Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System N° 7; Support of Virtual Private Network (VPN) applications with Private network Q reference point Signalling System number 1 (PSS1) information flows; Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 062-3

Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System N° 7; Support of Virtual Private Network (VPN) applications with Private network Q reference point Signalling System number 1 (PSS1) information flows; Part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 082

Integrated Services Digital Network (ISDN); Outgoing Call Barring-Fixed (OCB-F) supplementary service; Service description (V2.1.1e édition)

NBN EN 301 084

Integrated Services Digital Network (ISDN); Outgoing Call Barring-User Controlled (OCB-UC) supplementary service; Service description (V2.1.1e édition)

NBN EN 301 178-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Portable Very High Frequency (VHF) radiotelephone equipment for the maritime mobile service operating in the VHF bands (for non-GMDSS applications only); Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.1.2e édition)

NBN EN 301 178-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Portable Very High Frequency (VHF) radiotelephone equipment for the maritime mobile service operating in the VHF bands (for non-GMDSS applications only); Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 245

Digital cellular telecommunications system (Phase 2); Enhanced Full Rate (EFR) speech transcoding (GSM 06.60 version 4.1.1) (V4.1.1e édition)

NBN EN 301 344

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); Service description; Stage 2 (GSM 03.60 version 6.6.1 Release 1997) (V6.6. 1e uitgave)

NBN EN 301 344

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); Service description; Stage 2 (GSM 03.60 version 7.3.1 Release 1998) (V7.3. 1e uitgave)

NBN EN 301 347

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); GPRS Tunnelling Protocol (GTP) across the Gn and Gp Interface; (GSM 09.60 version 6.6.1 Release 1997) (V6.6. 1e uitgave)

NBN EN 301 347

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); GPRS Tunnelling Protocol (GTP) across the Gn and Gp interface (GSM 09.60 version 7.3.1 Release 1998) (V7.3. 1e uitgave)

NBN EN 301 349

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); Mobile Station (MS) - Base Station System (BSS) interface; Radio Link Control/Medium Access Control (RLC/MAC) protocol (GSM 04.60 version 6.6.1 Release 1997) (V6.6. 1e uitgave)

NBN EN 301 349

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); Mobile Station (MS) - Base Station System (BSS) interface; Radio Link Control/Medium Access Control (RLC/MAC) protocol (GSM 04.60 version 7.2.1 Release 1998) (V7.2. 1e uitgave)

NBN EN 301 357-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Analogue cordless wideband audio devices using integral antennas operating in the CEPT recommended 863 MHz to 865 MHz frequency range; Part 1 : Technical characteristics and test methods (V1.1. 2e uitgave)

NBN EN 301 357-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Analogue cordless wideband audio devices using integral antennas operating in the CEPT recommended 863 MHz to 865 MHz frequency range; Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1. 1e uitgave)

NBN EN 301 454-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signaling protocol; Cordless Terminal Location Registration (CTLR) supplementary service; ECMA-QSIG-CTLR; Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.2. 2e uitgave)

NBN EN 301 479

Integrated Services Digital Network (ISDN); Line Hunting (LH) supplementary service; Service description (V1.1. 2e uitgave)

NBN EN 301 489-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services; Part 1 : Common technical requirements (V1.2. 1e uitgave)

NBN EN 301 489-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services; Part 2 : Specific conditions for radio paging equipment (V1.2. 1e uitgave)

NBN EN 301 489-3

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services; Part 3 : Specific conditions for Short-Range Devices (SRD) operating on frequencies between 9 kHz and 40 GHz (V1.2. 1e uitgave)

NBN EN 301 489-4

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM) ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services; Part 4 : Specific conditions for fixed radio links and ancillary equipment and services (V1.2. 1e uitgave)

NBN EN 301 489-5

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services; Part 5 : Specific conditions for Private land Mobile Radio (PMR) and ancillary equipment (speech and non-speech) (V1.2. 1e uitgave)

NBN EN 301 344

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); Service description; Stage 2 (GSM 03.60 version 6.6.1 Release 1997) (V6.6.1e édition)

NBN EN 301 344

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); Service description; Stage 2 (GSM 03.60 version 7.3.1 Release 1998) (V7.3.1e édition)

NBN EN 301 347

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); GPRS Tunnelling Protocol (GTP) across the Gn and Gp Interface; (GSM 09.60 version 6.6.1 Release 1997) (V6.6.1e édition)

NBN EN 301 347

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); GPRS Tunnelling Protocol (GTP) across the Gn and Gp interface (GSM 09.60 version 7.3.1 Release 1998) (V7.3. 1e édition)

NBN EN 301 349

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); Mobile Station (MS) - Base Station System (BSS) interface; Radio Link Control/Medium Access Control (RLC/MAC) protocol (GSM 04.60 version 6.6.1 Release 1997) (V6.6. 1e édition)

NBN EN 301 349

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); Mobile Station (MS) - Base Station System (BSS) interface; Radio Link Control/Medium Access Control (RLC/MAC) protocol (GSM 04.60 version 7.2.1 Release 1998) (V7.2. 1e édition)

NBN EN 301 357-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Analogue cordless wideband audio devices using integral antennas operating in the CEPT recommended 863 MHz to 865 MHz frequency range; Part 1 : Technical characteristics and test methods (V1.1. 2e édition)

NBN EN 301 357-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Analogue cordless wideband audio devices using integral antennas operating in the CEPT recommended 863 MHz to 865 MHz frequency range; Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1. 1e édition)

NBN EN 301 454-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signaling protocol; Cordless Terminal Location Registration (CTLR) supplementary service; ECMA-QSIG-CTLR; Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.2. 2e édition)

NBN EN 301 479

Integrated Services Digital Network (ISDN); Line Hunting (LH) supplementary service; Service description (V1.1. 2e édition)

NBN EN 301 489-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services; Part 1 : Common technical requirements (V1.2. 1e édition)

NBN EN 301 489-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services; Part 2 : Specific conditions for radio paging equipment (V1.2. 1e édition)

NBN EN 301 489-3

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services; Part 3 : Specific conditions for Short-Range Devices (SRD) operating on frequencies between 9 kHz and 40 GHz (V1.2. 1e édition)

NBN EN 301 489-4

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM) ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services; Part 4 : Specific conditions for fixed radio links and ancillary equipment and services (V1.2. 1e édition)

NBN EN 301 489-5

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services; Part 5 : Specific conditions for Private land Mobile Radio (PMR) and ancillary equipment (speech and non-speech) (V1.2. 1e édition)

NBN EN 301 502

Harmonized EN for Global System for Mobile communications (GSM); Base Station and Repeater equipment covering essential requirements under article 3.2 of the R&TTE directive (GSM 13.21 version 7.0.1 Release 1998) (V7.0. 1e uitgave)

NBN EN 301 688

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Technical characteristics and methods of measurement for fixed and portable VHF equipment operating on 121,5 MHz and 123,1 MHz (V1.1. 1e uitgave)

NBN EN 301 701

Digital Video Broadcasting (DVB); OFDM modulation for microwave digital terrestrial television (V1.1. 1e uitgave)

NBN EN 301 712

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Adaptive Multi Rate (AMR) speech; ANSI-C code for the AMR speech codec (GSM 06.73 version 7.3.1 Release 1998) (V7.3. 1e uitgave)

NBN EN 301 765

Private Integrated Services Network (PISN); Functional requirements for static circuit-mode inter-PINX connections [ISO/IEC 14474 (1998) modified] (V1.1. 1e uitgave)

NBN EN 301 776

Broadband Private Integrated Services Networks (B-PISNs); Inter-exchange signalling protocol; Separated Bearer Control (SBC) (V1.1. 1e uitgave)

NBN EN 302 091-3

Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN) and Broadband Private Integrated Services Network (B-PISN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2), Broadband Inter-Exchange Signalling (B-QSIG), and Signalling System N° 7 (SS7); Prenegotiation; Part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (V1.1. 1e uitgave)

NBN EN 302 092-3

Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN) and Broadband Private Integrated Services Network (B-PISN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2), Broadband Inter-Exchange Signalling (B-QSIG), and Signalling System N° 7 (SS7); Call control in a separated call and bearer control environment; Part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (V1.1. 1e uitgave)

NBN EN 302 406

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); GSM Cordless Telephony System (CTS), Phase 1; CTS radio interface layer 3 specification (GSM 04.56 version 8.0.1 Release 1999) (V8.0. 1e uitgave)

NBN EN 302 407

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); GSM Cordless Telephony System (CTS), Phase 1; CTS supervising system layer 3 specification (GSM 04.57 version 8.0.1 Release 1999) (V8.0. 1e uitgave)

NBN TBR 008/C1

Integrated Services Digital Network (ISDN); Telephony 3,1 kHz teleservice; Attachment requirements for handset terminals (1e uitgave)

2. De normen afgeleid van de Europese normen (EN) zijn in principe beschikbaar in het Engels, het Frans en het Duits; de normen afgeleid van de internationale normen (ISO) zijn in principe beschikbaar in het Engels en in het Frans.

3. Deze normen zijn verkrijgbaar bij het Belgisch instituut voor normalisatie, Brabançonnellaan 29, 1000 Brussel, tegen betaling van hun prijs.

4. De normen :

- NBN EN 378-1, 2e uitgave vervangt NBN EN 378-1, 1e uitgave
- NBN EN 1069-1, 2e uitgave vervangt NBN EN 1069-1, 1e uitgave
- NBN EN 1069-2, 2e uitgave vervangt NBN EN 1069-2, 1e uitgave
- NBN EN 10142, 3e uitgave vervangt NBN EN 10142, 2e uitgave
- NBN EN 10147, 3e uitgave vervangt NBN EN 10147, 2e uitgave + NBN EN 10147/A1, 1e uitgave
- NBN EN ISO 1522, 2e uitgave vervangt NBN T 22-105, 1e uitgave
- NBN EN ISO 3405, 5e uitgave vervangt NBN ISO 3405, 4e uitgave
- NBN EN ISO 4049, 4e uitgave vervangt NBN EN 24049, 3e uitgave
- NBN EN ISO 4617, 2e uitgave vervangt NBN T 20-001, 1e uitgave
- NBN EN ISO 6603-1, 2e uitgave vervangt NBN EN ISO 6603-1, 1e uitgave
- NBN EN 60598-1, 7e uitgave vervangt NBN EN 60598-1, 6e uitgave
- NBN EN 60950, 3e uitgave vervangt NBN C 77-950, 2e uitgave

NBN EN 301 502

Harmonized EN for Global System for Mobile communications (GSM); Base Station and Repeater equipment covering essential requirements under article 3.2 of the R&TTE directive (GSM 13.21 version 7.0.1 Release 1998) (V7.0. 1e édition)

NBN EN 301 688

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Technical characteristics and methods of measurement for fixed and portable VHF equipment operating on 121,5 MHz and 123,1 MHz (V1.1. 1e édition)

NBN EN 301 701

Digital Video Broadcasting (DVB); OFDM modulation for microwave digital terrestrial television (V1.1. 1e édition)

NBN EN 301 712

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Adaptive Multi Rate (AMR) speech; ANSI-C code for the AMR speech codec (GSM 06.73 version 7.3.1 Release 1998) (V7.3. 1e édition)

NBN EN 301 765

Private Integrated Services Network (PISN); Functional requirements for static circuit-mode inter-PINX connections [ISO/IEC 14474 (1998) modified] (V1.1. 1e édition)

NBN EN 301 776

Broadband Private Integrated Services Networks (B-PISNs); Inter-exchange signalling protocol; Separated Bearer Control (SBC) (V1.1. 1e édition)

NBN EN 302 091-3

Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN) and Broadband Private Integrated Services Network (B-PISN); Digital Subscriber Signalling System N° two (DSS2), Broadband Inter-Exchange Signalling (B-QSIG), and Signalling System N° 7 (SS7); Prenegotiation; Part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (V1.1. 1e édition)

NBN EN 302 092-3

Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN) and Broadband Private Integrated Services Network (B-PISN); Digital Subscriber Signalling System N° two (DSS2), Broadband Inter-Exchange Signalling (B-QSIG), and Signalling System N° 7 (SS7); Call control in a separated call and bearer control environment; Part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (V1.1. 1e édition)

NBN EN 302 406

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); GSM Cordless Telephony System (CTS), Phase 1; CTS radio interface layer 3 specification (GSM 04.56 version 8.0.1 Release 1999) (V8.0. 1e édition)

NBN EN 302 407

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); GSM Cordless Telephony System (CTS), Phase 1; CTS supervising system layer 3 specification (GSM 04.57 version 8.0.1 Release 1999) (V8.0. 1e édition)

NBN TBR 008/C1

Integrated Services Digital Network (ISDN); Telephony 3,1 kHz teleservice; Attachment requirements for handset terminals (1e édition)

2. Les normes dérivées des normes européennes (EN) sont en principe disponibles en anglais, en français et en allemand; les normes dérivées des normes internationales (ISO) sont en principe disponibles en anglais et en français.

3. Ces normes peuvent être obtenues contre paiement de leur prix à l'Institut belge de normalisation, avenue de la Brabançonne 29, 1000 Bruxelles.

4. Les normes :

- NBN EN 378-1, 2e édition remplace NBN EN 378-1, 1e édition
- NBN EN 1069-1, 2e édition remplace NBN EN 1069-1, 1e édition
- NBN EN 1069-2, 2e édition remplace NBN EN 1069-2, 1e édition
- NBN EN 10142, 3e édition remplace NBN EN 10142, 2e édition
- NBN EN 10147, 3e édition remplace NBN EN 10147, 2e édition + NBN EN 10147/A1, 1e édition
- NBN EN ISO 1522, 2e édition remplace NBN T 22-105, 1e édition
- NBN EN ISO 3405, 5e édition remplace NBN ISO 3405, 4e édition
- NBN EN ISO 4049, 4e édition remplace NBN EN 24049, 3e édition
- NBN EN ISO 4617, 2e édition remplace NBN T 20-001, 1e édition
- NBN EN ISO 6603-1, 2e édition remplace NBN EN ISO 6603-1, 1e édition
- NBN EN 60598-1, 7e édition remplace NBN EN 60598-1, 6e édition
- NBN EN 60950, 3e édition remplace NBN C 77-950, 2e édition

RECHTERLIJKE MACHT

[2000/09952]

Hof van beroep te Gent

Het hof, verenigd in algemene vergadering op 15 september 2000, heeft de heer Boudolf, P., raadsheer in het hof van beroep te Gent, aangewezen tot kamervoorzitter, voor een termijn van drie jaar met ingang van 22 september 2000.

[2000/09954]

Rechtbank van eerste aanleg te Aarlen

De rechtbank, verenigd in algemene vergadering van 28 september 2000, heeft de heer Rémont, Ph., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Aarlen, aangewezen tot ondervoorzitter, voor een termijn van drie jaar met ingang van 10 oktober 2000.

POUVOIR JUDICIAIRE

[2000/09952]

Cour d'appel de Gand

La cour, réunie en assemblée générale le 15 septembre 2000, a désigné M. Boudolf, P., conseiller à la cour d'appel de Gand, comme président de chambre, pour une période de trois ans prenant cours le 22 septembre 2000.

[2000/09954]

Tribunal de première instance d'Arlon

Le tribunal, réuni en assemblée générale le 28 septembre 2000, a désigné M. de Rémont, Ph., juge au tribunal de première instance d'Arlon, comme vice-président, pour une période de trois ans prenant cours le 10 octobre 2000.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2000/09951]

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de voordrachten van het hof van beroep te Antwerpen en van de provincieraad van Limburg tot een plaats van raadsheer vakant in het hof van beroep te Antwerpen

Kandidaten voorgedragen, in dezelfde orde, door het hof van beroep en door de provincieraad :

Eerste kandidaat :

— Mevr. De Pauw, G., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen.

Tweede kandidaat :

— de heer Van Haelst, K., toegevoegd rechter voor het rechtsgebied van het hof van beroep te Antwerpen.

[2000/09953]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekking

— rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Doornik : 1.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2000/09951]

Ordre judiciaire

Publication des présentations de la cour d'appel d'Anvers et du conseil provincial du Limbourg à une place de conseiller vacante à la cour d'appel d'Anvers

Candidats présentés, dans le même ordre, par la cour d'appel et par le conseil provincial :

Premier candidat :

— Mme De Pauw, G., juge au tribunal de première instance d'Anvers.

Second candidat :

— M. Van Haelst, K., juge de complément pour le ressort de la cour d'appel d'Anvers.

[2000/09953]

Ordre judiciaire. — Place vacante

— juge consulaire au tribunal de commerce de Tournai : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie van de BTW, registratie en domeinen

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek

[2000/53856]

Erfloze nalatenschap van Salmon, André

Salmon, André Henri Joseph, ongehuwd, geboren te Luik op 29 mei 1920, wonende te Dave, Sint-Hubertstraat 84, is overleden te Namen op 28 november 1998, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van het kadaster, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Namen, bij vonnis van 27 maart 2000, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 12 april 2000.

De gewestelijke directeur a.i. der registratie,
Jean Mathieu.

(53856)

MINISTERE DES FINANCES

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines

Publication prescrite par l'article 770 du Code civil

[2000/53856]

Succession en déshérence de Salmon, André

Salmon, André Henri Joseph, célibataire, né à Liège le 29 mai 1920, domicilié à Dave, rue Saint-Hubert 84, est décédé à Namur le 28 novembre 1998, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Namur a, par jugement du 27 mars 2000, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 12 avril 2000.

Le directeur régional a.i. de l'enregistrement,
Jean Mathieu.

(53856)

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2000/27451]

**Division de la Nature et des Forêts
Examen de Chasse 2001**

En application de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne, l'examen de chasse 2001 aura lieu comme suit :

épreuve théorique : le samedi 10 mars 2001;
première sous-épreuve pratique : les jours ouvrables du 2 au 11 mai 2001;
deuxième sous-épreuve pratique : les jours ouvrables à partir du 21 mai 2001.

Les demandes d'inscription à cet examen doivent être introduites au moyen du formulaire disponible à la Division de la Nature et des Forêts, avenue Prince de Liège 15, 5100 Namur (Jambes).

Ce formulaire dûment complété doit parvenir à cette adresse par pli recommandé à la poste avant le 1^{er} février 2001.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2000/27451]

**Afdeling van de Natuur en de Wouden
Jachtexamen 2001**

In toepassing van artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 tot organisatie van het jachtexamen in het Waalse Gewest, zal het jachtexamen 2001 plaatshebben als volgt :

theoretisch examen : op 10 maart 2001;
praktisch examen : eerste onderdeel, op werkdagen van 2 tot 11 mei 2001;
tweede onderdeel, op werkdagen vanaf 21 mei 2001.

De aanvragen tot deelneming aan dit examen moeten door middel van een bij de Afdeling van de Natuur en de Wouden, avenue Prince de Liège 15, 5100 Namur (Jambes) beschikbaar formulier worden ingediend.

Dit formulier moet volledig ingevuld vóór 1 februari 2001 bij ter post aangetekende brief toekomen op hogervermeld adres.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

**Abteilung der Natur und des Forstwesens
Jagdprüfung 2001**

[2000/27451]

In Anwendung von Artikel 4 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 2. April 1998 zwecks Organisation der Jagdprüfung in der wallonischen Region findet diese Prüfung in Jahre 2001 wie folgt statt:

Theoretische Prüfung : am 10. März 2001
Praktische Prüfung : 1ten Prüfungsteil, an Werktagen vom 2. bis 11. Mai 2001;
2ten Prüfungsteil wird, an den Werktagen von 21. Mai 2001 anfangen.

Die Prüfungseinschreibungen müssen mittels des bei der Abteilung der Natur und des Forstwesens, avenue Prince de Liège 15, 5100 Namur (Jambes) erhältlichen Formulars eingereicht werden.

Dieses Formular muss ordnungsgemäss ausgefüllt vor dem 1. Februar 2001 per Einschreibebrief an diese Anschrift verschickt werden.

**WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN
PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS**

Gewestelijke instellingen — Institutions régionales

**ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[2000/31379]

Convocation

Ordre du jour :

Vendredi 27 octobre 2000, à 8 h 30 m
(Rue du Lombard 69, salle 101)

Commission du Budget, de l'Administration, des Relations internationales
et des Compétences résiduelles

1. Les conséquences financières pour la Commission communautaire française des décisions du Gouvernement fédéral prises dans le cadre des accords de la Sainte-Perlette.

Echange de vues.

2. Divers.

Verschillende berichten

Avis divers

FACULTE UNIVERSITAIRE
DES SCIENCES AGRONOMIQUES DE GEMBLOUX

Résultat du concours organisé en vue de la constitution d'une réserve de recrutement de « techniciens » pour l'unité d'hydraulique et topographie avec une aide ou laboratoire d'aménagement des territoires.

Première : Berghmans, Katia, de Velaine-sur-Sambre.

Deuxième : Peiffer, Etienne, de Thy-le-Château. (19898)

ERASMUSHOGESCHOOL BRUSSEL

Externe vacature nr. H/OP/00/22 - 2 cycli.

Betrekking : 100 % praktijkassistent(e), vacant, vatbaar voor benoeming.

Profiel : diploma van de tweede cyclus van academisch onderwijs of diploma van de tweede cyclus van het hoger onderwijs van academisch niveau of hiermee gelijkgesteld, spec. licentiaat in de humane wetenschappen met bijzondere belangstelling voor filosofie en kunst, interdisciplinariteit, beschikken over organisatorische kwaliteiten.

Taakomschrijving :

praktijkassistent prod. stamvakken;

organisatie, planning, communicatie en productie van de stamvakken en alg. vakken en werkcolleges, 1^e kan. (15 %), 2^e kan. (10 %), MJ (15 %), afzonderlijke denkactiviteiten (10 %) - totaal = 50 %.

Deze vacature kan opgesplitst toegewezen worden.

Voor de bovenstaande betrekking geldt als ingangsdatum : datum beslissing BC en als einddatum 30 september 2001.

Kandidaatstelling :

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht een dossier samen te stellen bestaande uit :

een schriftelijke en gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae*;

afschriften van diploma's;

attesten tot staving van de pedagogische ervaring en/of ervaring binnen het vakgebied;

attesten van beroepservaring binnen en buiten het onderwijs.

Dit alles dient per aangetekend schrijven verstuurd te worden : Erasmus Hogeschool Brussel, ter attentie van de heer Frank Roos, algemeen directeur, Nijverheidskaai 170, 1070 Brussel, en dit tot en met de vijfde dag na het verschijnen van de oproep in het *Belgisch Staatsblad*, met vermelding van het vacaturnummer waarvoor men zich kandidaat stelt.

Voor meer inlichtingen betreffende deze vacature kunt u terecht bij Mevr. A. Meeus (02/559 02 68), tijdens de kantooruren of bij het departement in kwestie (dep. Rits, tel. : 02/507 14 51).

Uiteraard geldt dit niet voor de personeelsleden van wie er reeds een volledig dossier aanwezig is op de centrale administratie. Betrokkenen dienen dit wel te melden in hun sollicitatiebrief. (19918)

VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

Faculteit lichamelijke opvoeding en kinesitherapie

Te begeven betrekking zelfstandig academisch personeel : 2000/77bis

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature (10 %) om de hierna vermelde opdracht in de Faculteit lichamelijke opvoeding en kinesitherapie uit te oefenen.

Ingangsdatum : zo vlug mogelijk.

De opdracht in het vakgebied van de lichamelijke opvoeding omvat de onderstaande activiteiten :

OO : LK-BSVB : financieel management en economische aspecten : 2L lichamelijke opvoeding;

doceren en gastlessen, thesisbegeleiding en ondersteuning bij de uitbouw van de MBA sportmanagement.

Deze opdrachten vormen maximaal 10 % van een voltijdse opdracht.

De kandidaturen worden ingewacht één maand na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

onverminderd de wettelijke bepalingen wordt normalerwijze het diploma van doctor in de L.O. vereist.

Contactpersoon : prof. dr. P. De Knop, tel. : 02/629 27 45.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst personeel (tel. : 02/629 22 65) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel. Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19921)

Aankondigingen – Annonces

VENNOOTSCHAPPEN – SOCIETES

**Immoludéf, société civile sous forme de société anonyme,
chaussée de Bruxelles 127, 6020 Dampremy**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 4 novembre 2000, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Discussion des comptes annuels au 30 juin 2000. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (27298)

**Wavre Diesel Motor, société anonyme,
chaussée de Wavre 144b, 1390 Archennes**

R.C. Nivelles 31758 – T.V.A. 401.509.130

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 4 novembre 2000, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Divers.

Si cette assemblée ne réunit pas le quorum, une seconde assemblée se tiendra le même jour à 12 h 30 m et pourra délibérer valablement quel que soit le quorum atteint. (27299)

**Cogesi Holding, société anonyme,
avenue du Milieu du Monde 9, 5000 Namur**

R.C. Namur 46235 – T.V.A. 414.584.730

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 4 novembre 2000, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (27300)

**S.A. Etablissements Delince, société anonyme,
route du Condroz 57, 4100 Bonnelles**

R.C. Liège 157914 – T.V.A. 430.168.175

Assemblée générale ordinaire du 4 novembre 2000, au siège social, route du Condroz 57, à 4100 Bonnelles, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport des administrateurs.
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2000.
3. Décharge au conseil d'administration.
4. Répartition. (27301)

**Vienne Philippe, naamloze vennootschap,
Hille 169F, 8750 Zwevezele**

H.R. Brugge 38368 – BTW 405.232.742

Jaarvergadering in de zetel van de vennootschap op 4 november 2000, te 15 uur. — Agenda : jaarverslag. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2000. Aanwendig resultaat. Statutaire kwijting. Diverse. Zich schikken naar de statutaire bepalingen. (27302)

**Omnim Inter Fashions, naamloze vennootschap,
Zeswegestraat 22, 8750 Zwevezele**

H.R. Brugge 66125 – BTW 432.761.837

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 4 november 2000, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening op 30 juni 2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (27303)

**Hexagon, naamloze vennootschap,
Jozef Cardijnstraat 58, 9420 Erpe-Mere**

H.R. Aalst 69483 – BTW 457.314.022

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 4 november 2000, te 14 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen voor de vergadering. (27304)

**Darvan Invest, naamloze vennootschap,
Watervalstraat 39, 8850 Ardoonie**

H.R. Brugge 68152 – BTW 435.479.025

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 4 november 2000, te 13 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia. (27305)

**Fairimmo, naamloze vennootschap,
G. Verwilghensingel 36/1, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 93509

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 6 november 2000, te 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Venn.Wet.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 2000.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Ontslag en benoeming bestuurders.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83271)

**L & M Publishing Partners, naamloze vennootschap,
Leliestraat 72, 2860 Sint-Katelijne-Waver**

H.R. Mechelen 79843 — BTW 451.825.109

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 4 november 2000, om 19 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30 juni 2000 en bestemming resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Ontslagen en benoemingen.
5. Diversen.
De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (83272)

**Lufima, naamloze vennootschap,
Weynesbaan 1, 2820 Bonheiden**

H.R. Mechelen 80223 — BTW 458.613.228

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 4 november 2000, te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 2000 en bestemming resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

4. Ontslagen en benoemingen.
5. Diversen.
De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83273)

**Pan-All, naamloze vennootschap,
Industriezone Diebeke, 9500 Geraardsbergen**
H.R. Oudenaarde 24151 — BTW 417.629.738

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 7 november 2000, om 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (83274)

**Pivan, commanditaire vennootschap op aandelen,
Lindestraat, 8790 Waregem**
H.R. Kortrijk 146357

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal worden gehouden op 4 november 2000, te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83275)

**Texobytt, naamloze vennootschap,
Oudenaardestraat 110, 8570 Anzegem (Vichte)**
H.R. Kortrijk 117802

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 7 november 2000, om 17 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda : 1. jaarverslag; 2. goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 2000; 3. kwijting bestuurders; 4. Herbenoemen bestuurders; 5. Allerlei.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (83276) De raad van bestuur.

**Vogelhoek, naamloze vennootschap,
Gaversesteenweg 368A, 9820 Merelbeke**
H.R. Gent 157888 — BTW 440.549.749

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 4 november 2000, om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting aan bestuurders.
 5. Varia.
- Om toegelaten te worden tot de vergadering, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (83277)

**Steenbeke, naamloze vennootschap,
Heulsestraat 104, 8860 Lendeledede**

H.R. Kortrijk 128163 — NN 448.800.291

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal worden gehouden ten kantore van notaris Stefaan Laga, te Izegem, op 6 november 2000, om 14 uur, met volgende agenda :

1. Kapitaalverhoging met 1.563.793 frank om het kapitaal te brengen op 2.823.793 frank, door inlijving van beschikbare reserves ten belope van het overeenkomstig bedrag, zonder creatie en uitgifte van nieuwe aandelen. Vaststelling verwezenlijking kapitaalverhoging. Omzetting kapitaal in euro.

2. Na kennisname van het vereiste verslag en van een staat van activa en passiva die niet meer dan drie maanden voordien werd opgemaakt, schrapping in het doel van de activiteiten van « bijhouden en opvolgen van boekhoudingen alsmede het verlenen van adviezen hieromtrent. »

3. Na kennisname van de vereiste verslaggeving, toekennen van een toegestaan kapitaal ad 1.250.000 euro en de mogelijkheid van verwerven van eigen aandelen in voordeel van de raad van bestuur.

4. Herformulering van de modaliteiten van : de uitoefening van het voorkeurrecht bij kapitaalverhoging in speciën, de bevoegdheid, werking en samenstelling van de raad van bestuur, de bijeenkomst, werking van en toelatingsvoorwaarden tot de algemene vergadering en de winstverdeling.

5. Wijziging van de algemene vertegenwoordiging van de vennootschap.

6. Aanneming van volledig nieuwe statuten overeenkomstig te nemen besluiten en actualisering.

7. Opdracht tot coördinatie van de statuten.

8. Ontslag/(her)benoeming bestuurders - volmachten. (83278) De raad van bestuur.

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

Administrations publiques et Enseignement technique

OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brugge

Het O.C.M.W. van Brugge schrijft een vergelijkend aanwervings-examen uit met het oog op de aanwerving in vast verband van 1 voltijds verantwoordelijke atelierwerking (m/v) (weddenschaal B4).

1. Diplomavereisten :

een diploma van hoger onderwijs buiten de universiteit met sociale, pedagogische, psychologische, artistieke of paramedische oriëntatie;

vier jaar ervaring in de werking met kansarmen.

2. Aan de diplomavereisten moet voldaan zijn bij de kandidatuurstelling.

3. Op rekeningnummer 091-0009088-96 van het O.C.M.W.-Brugge de som storten van BEF 400 met vermelding van het examen.

Als volledig uitkeringsgerechtigde werkloze of bestaansminimum-trekker, woonachtig te Brugge, geniet u vrijstelling van deze bijdrage.

Kandidaatstelling met kopie van het diploma en bewijs van de nuttige ervaring tegen uiterlijk 30 oktober 2000 te sturen aan de personeelsdienst van het O.C.M.W.-Brugge, t.a.v. Nicky Verstraete, Kartuizerinnenstraat 4, te 8000 Brugge.

De psychotechnische proef vindt plaats op 18 november 2000. De schriftelijke proef zal plaatsvinden op 25 november 2000, de mondelinge proef op 7 december 2000.

Voor verdere informatie kunt u terecht bij de personeelsdienst van het O.C.M.W.-Brugge, vragen naar Nicky Verstraete, tel. 050/44 95 00. (27178)

Commune de Rixensart

L'administration communale de Rixensart procède à la constitution d'une réserve de recrutement :

d'employés d'administration de niveau D1 (secondaires inférieures);

d'employés d'administration de niveau D4 (secondaires supérieures).

Principales conditions :

être citoyen d'un pays membre de l'U.E.;

jouir de ses droits civils et politiques et être de bonnes vie et mœurs;

être âgé de 18 ans minimum et avoir satisfait aux lois sur la milice;

être en possession d'un certificat d'études en rapport avec l'emploi;

satisfaire aux épreuves de sélection.

Les conditions particulières peuvent être obtenues, sur simple demande, au service du personnel (02/652 01 10). L'inscription ne sera autorisée que pour l'une des deux épreuves.

Les candidatures, accompagnées d'une photo récente, d'un *curriculum vitae* détaillé, d'une copie certifiée conforme du diplôme, d'un certificat de nationalité et de milice et d'un certificat de bonnes vie et mœurs doivent parvenir, par lettre recommandée, au collège des bourgmestre et échevins, avenue de Mérode 75, à 1330 Rixensart pour le 13 novembre 2000 au plus tard. (27306)

Commune de Koekelberg

La commune de Koekelberg recrute (m/f) :

1. Un architecte-urbaniste;
2. Un ingénieur industriel-surveillant des travaux;
3. Un coordinateur contractuel (quartier d'initiatives);
4. Plusieurs auxiliaires de police.

Candidatures à envoyer, par lettre recommandée, au collège des bourgmestre et échevins de et à 1081 Bruxelles, place H. Vanhuffel 6, pour le 30 novembre 2000 au plus tard.

Renseignements : n^{os} 1, 2, 3 : 02/412 90 22, n^o 4 : 02/412 14 60. (27307)

Gemeente Koekelberg

De gemeente Koekelberg werft aan (m/v) :

1. Een architect-urbanist;
2. Een industrieel ingenieur-opzichter der werken;
3. Een contractuele coördinator (initiatiefwijk);
4. Verscheidene hulppolitieagenten.

Kandidaturen per aangetekende brief te sturen naar het college van burgemeester en schepenen van en te 1081 Brussel, H. Vanhuffelplein 6, uiterlijk op 30 november 2000.

Inlichtingen : nrs. 1, 2, 3 : 02/412 90 22, nr. 4 : 02/412 14 60. (27307)

Commune d'Auderghem

La commune d'Auderghem recrute des auxiliaires administratifs (huissiers-messagers) (m. ou f.) des deux rôles linguistiques. Trois (3) emplois sont vacantes.

Les conditions d'admission peuvent être obtenues auprès du secrétariat communal, rue Emile Idiers 12, à 1160 Bruxelles, 4^e étage, tél. 02/676 48 04-05.

Lors de l'entrée en service, les candidats devront être en possession du certificat relatif à la connaissance élémentaire de la seconde langue, niveau 4, article 9 (oral) délivré par le Selor (Secrétariat Permanent de Recrutement de l'Etat).

Les candidatures sont à adresser sur formulaire d'inscription au collège des bourgmestre et échevins d'Auderghem, pour le 17 novembre 2000, au plus tard. (27308)

Gemeente Oudergem

De gemeente Oudergem werft aan administratief hulpbedienden (bode-kamerbewaarder) (m. of v.) van beide taalgroepen. Drie (3) betrekkingen zijn vrij.

De toelatingsvoorwaarden kunnen bekomen worden bij het gemeentesecretariaat, Emile Idiersstraat 12, te 1160 Brussel, 4^e verdieping, tel. 02/676 48 04-05.

Bij de indiensttreding, moeten de kandidaten in het bezit zijn van het getuigschrift betreffende de elementaire kennis van de tweede taal, niveau 4, artikel 9 (mondeling) afgeleverd door Selor (Vast Wervingssecretariaat van de Staat).

De candidaturen moeten gericht worden op het inschrijvingsformulier aan het college van burgemeester en schepenen van Oudergem, vóór 17 november 2000 ten laatste. (27308)

Stad Lier

Openstaande betrekking
2^e oproep

1 welzijnscoördinator in vast dienstverband (niveau B) met werfreserve van twee jaar.

Hij/zij is hoofd van de dienst Sociaal Impulsfonds onder de leiding van het diensthoofd burgerzaken.

Als verantwoordelijke zal hij/zij instaan voor de optimale voorbereiding en uitvoering van het stedelijk beleid m.b.t. het verbeteren van de leef- en omgevingskwaliteit in de stad en de risicobuurtens evenals de bestrijding van de kansarmoede en de bevordering van het welzijn.

Hij/zij is ook verantwoordelijk voor het ontwikkelen en coördineren van een welzijnseenheid.

Aanwervingsvoorwaarden :

Houder zijn van een diploma van sociaal onderwijs van het korte type of van een diploma van hoger onderwijs van één cyclus van het studiegebied sociaalagogisch werk.

Slagen voor een vergelijkend aanwervingsexamen.

Op de laatste dag van het indienen van de candidaturen de minimumleeftijd van 21 jaar bereikt hebben.

Verdere inlichtingen (functieprofiel en -inhoud) en inschrijvingsformulieren zijn te bekomen bij de personeelsdienst van het stadsbestuur van Lier op tel. 03/491 13 20.

De candidaturen dienen aangetekend met bijvoeging van kopie diploma en *curriculum vitae* toe te komen uiterlijk op 10 november 2000 bij het college van burgemeester en schepenen, Grote Markt 57, 2500 Lier. (27309)

Gemeente Knesselare

—

Het gemeentebestuur van Knesselare werft aan (m/v).

In statutair verband :

1 voltijds gemeenteontvanger.

Algemene voorwaarden :

burger zijn van de Europese Unie;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

aan de dienstplichtwetten voldoen;

minimum 18 jaar oud zijn;

van goed zedelijk gedrag zijn;

slagen in een niet-vergelijkend aanwervingsexamen;

lichamelijk geschikt zijn.

Bijzondere voorwaarden :

diploma's : doctor of licentiaat in de rechten, licentiaat in de administratieve wetenschappen, notariaat, politieke wetenschappen, economische wetenschappen, handelswetenschappen, gediplomeerde, na een cyclus van vijf jaar, van de afdeling administratieve wetenschappen van het « Institut d'enseignement supérieur Lucien Cooremans » te Brussel en van het Hoger Instituut voor bestuurs- en handelswetenschappen te Elsene, of van het Provinciaal Hoger Instituut voor bestuurswetenschappen te Antwerpen, of licentiaat wiens schappelijk diploma uitgereikt werd door de Koloniale Hogeschool van België te Antwerpen of door het Universitair Instituut voor Overzeese gebieden te Antwerpen, wanneer de studies ten minste over vier jaar liepen;

andere : deze functie niet cumuleren met een andere beroepsactiviteit.

Inlichtingen :

een gedetailleerde beschrijving van de functie, de aanwervingsvoorwaarden en het examenprogramma kan verkregen worden bij de personeelsdienst van het gemeentebestuur, De Plaats 14, te Knesselare (gemeentehuis);

personeelsdienst : 09/325 74 75.

Kandidaturen :

ten laatste aangetekend verstuurd op 15 november 2000, vergezeld van het *curriculum vitae* en kopijen van de vereiste diploma's en/of getuigschriften, aan het college van burgemeester en schepenen, De Plaats 14, te 9910 Knesselare. (27310)

I.V.I.O., Intercommunale voor Vuilverwijdering en -verwerking voor Izegem en Ommeland

—

De raad van bestuur van de intercommunale I.V.I.O. gaat over tot de aanwerving en de aanleg van een wervingsreserve van een voltijdse parkwachter/parkwachster in contractueel verband (38 u. prestaties per week).

De aanwervingsvoorwaarden zijn te bekomen bij het secretariaat (Mevr. C. Schelpe, directiesecretaresse, tel. 051/31 17 96).

De kandidaturen dienen per aangetekend schrijven toe te komen uiterlijk op 6 november 2000 bij de intercommunale I.V.I.O., Lodewijk de Raetlaan 9, te Izegem (de poststempel geldt als bewijs van de inschrijvingsdatum). (27311)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brugge

—

Wij zijn op zoek naar gebrevetteerd of gediplomeerd psychiatrisch verpleegkundigen (m/v) voor een tewerkstelling in één van onze rust- en verzorgingstehuizen (aanwervingsexamen met kans op vaste benoeming).

Voorwaarden :

In het bezit zijn van het vereiste diploma of laatstejaars in de studierichting.

Sterke interesse voor de zorg van bejaarden.

Bereid mee te werken aan een nieuwe taakinfilling voor verpleegkundigen.

Wij bieden :

Werkzekerheid en kans op vaste benoeming.

Ruime keuze van plaats van tewerkstelling.

Extra legaal verlof.

Veel formules van deeltijds werk op eigen vraag.

Correcte bezoldiging op basis van de loonschalen van de sector.

Bent u geïnteresseerd ?

Richt dan uw handgeschreven kandidatuur aan de personeelsdienst van het O.C.M.W.-Brugge, Kartuizerinnenstraat 4, te 8000 Brugge, vóór 3 november 2000 (informatie bij Mevr. Nicky Verstraete, tel. 050/44 95 00).

Voeg hierbij een afschrift van uw diploma (indien reeds in uw bezit) en stort BEF 400 op rekeningnummer 091-0009088-96 met vermelding « examen psychiatrisch verpleegkundige ».

Als volledig uitkeringsgerechtigde werkloze of bestaansminimum-trekker, woonachtig te Brugge, geniet u vrijstelling van deze bijdrage.

Examendata :

Deel I : schriftelijke proef op 2 december 2000.

Deel II : mondelinge proef op 13 januari 2001. (27312)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Alveringem

—

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Alveringem werft aan :

1. Hoofdverpleegkundige (m/v) voltijds in statutair dienstverband.

Aanwervingsvoorwaarden :

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

minstens houder zijn van het diploma van gegradueerd verpleegkundige;

het bewijs leveren van vier jaar relevante ervaring;

slagen voor een aanwervingsexamen.

2. Ergotherapeut (m/v) 19/38 in statutair dienstverband.

Aanwervingsvoorwaarden :

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

houder zijn van het diploma van ergotherapeut;

slagen voor een aanwervingsexamen.

3. Gebrevetteerd verpleegkundige (m/v) voltijds in contractueel dienstverband.

Aanwervingsvoorwaarden :

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

houder zijn van het diploma van gebrevetteerd verpleegkundige;

slagen voor een aanwervingsexamen.

Voor al deze functies wordt tevens een wervingsreserve aangelegd voor drie jaar, die maximaal tweemaal met één jaar kan verlengd worden.

Voor alle bijkomende inlichtingen (algemene toelatingsvoorwaarden, weddeschaal, functiebeschrijving en -profiel, examenprogramma) kan u zich wenden tot de administratieve diensten van het O.C.M.W. van Alveringem, Dorp 1B, 8690 Alveringem, tel. 058/28 08 20, e-mail: Jo.Sclep@publilink.be.

Alle kandidaturen, vergezeld van een uitgebreid *curriculum vitae* en een kopie van het vereiste diploma moeten aangetekend verzonden worden aan de voorzitter van het O.C.M.W., Dorp 1B, 8690 Alveringem.

De inschrijving voor deze wervingsexamens worden afgesloten uiterlijk op maandag 13 november 2000. (27313)

Katholieke Universiteit Leuven

Voor K.U.Leuven, Campus Kortrijk (KULAK) zoeken wij een verantwoordelijke financiële dienst (m/v), VB/B/2000/32/W, verlenging.

Situering KULAK.

De KULAK is de West-Vlaamse campus van de Lauvense Katholieke Universiteit. KULAK biedt kandidatuuronderwijs aan in zes faculteiten en verricht wetenschappelijk onderzoek in verschillende onderzoekscentra. KULAK verzorgt ook een uitgebreid aanbod aan postacademische vormingsactiviteiten en levert een belangrijke bijdrage op het vlak van maatschappelijke dienstverlening.

Doel van de functie :

Als verantwoordelijke financiële dienst volgt u het financieel gebeuren van de KULAK en staat u in voor de financiële rapportering. U beschikt daarvoor over een medewerker in de financiële dienst en over de financiële informatieverwerking in de andere diensten en faculteiten van de KULAK. In deze functie onderhoudt u nauwe contacten met de beleidsverantwoordelijken van de KULAK en met de financiële en logistieke diensten van de K.U.Leuven. U rapporteert rechtstreeks aan de directeur algemeen beheer.

Profiel :

U bezit een universitair diploma in de richting economische of toegepaste economische wetenschappen, bij voorkeur richting accountancy.

U hebt kennis van CUBIS en van SAP of bent bereid u onmiddellijk in te werken in deze pakketten. U bent vertrouwd met administratieve PC-toepassingen en gegevensbeheer en -verwerking.

U werkt zeer nauwkeurig en kunt financiële gegevens interpreteren en op een heldere wijze voorstellen en toelichten.

U hebt leidinggevende capaciteiten en kunt collega's motiveren.

U beschikt over uitstekende organisatorische en communicatieve vaardigheden en een klantvriendelijke ingesteldheid.

Wij bieden een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur.

Afhankelijk van de kwalificaties en de relevante ervaring zal u tewerkgesteld worden in een graad 7 of graad 8.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Stuur dan uw gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae* naar de Personeelsdienst ATP, ter attentie van Monique Aelbrecht, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016/32 20 13, fax 016/32 29 98, e-mail: Monique.Aelbrecht@pers.kuleuven.ac.be.

De kandidaturen moeten binnen zijn op de Personeelsdienst ATP, uiterlijk op 12 november 2000. (27314)

Universiteit Antwerpen Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen

UFSIA, één van de drie universitaire instellingen, gevestigd in het centrum van de stad, heeft een vacature voor een :

Voltijds secretaris
voor de dienst Studieadvies en Studentenbegeleiding

Functie-inhoud :

Eerstelijnsopvang (zowel telefonisch, persoonlijk als via de post).

Verstrekken van basisinformatie i.v.m. studierichtingen aan de UFSIA.

Verwerken van allerhande administratieve taken in opdracht van het diensthoofd en andere medewerkers.

Beheer van voorraden (brochures e.d.).

Profiel :

Opleiding : hoger secundair onderwijs.

Contactvaardig, flexibel en stressbestendig.

Algemene kennis van het onderwijssysteem in Vlaanderen in het bijzonder van het universitair en hoger onderwijs is een pluspunt.

Computerkennis : goede kennis van tekstverwerking, databases en spreadsheets.

Praktische kennis van vreemde talen is noodzakelijk, vooral mondeling (telefoon + balie).

Kandidaatstelling :

De sollicitatiebrieven met *curriculum vitae* dienen uiterlijk op 10 november 2000 toe te komen bij Ilse Huyghe, personeelsdienst UFSIA, Venusstraat 35, te 2000 Antwerpen. Voor bijkomende inlichtingen i.v.m. de functie kan u terecht bij de heer Lionel Vandenberghe (tel. 220 48 68). (27315)

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Actes judiciaires et extraits de jugements

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er} du Code civil

Aanstelling voorlopig bewindvoerder
Désignation d'administrateur provisoire

Vrederegerecht van het eerste kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Antwerpen, verleend op 13 oktober 2000, werd Van Put, Josephus, geboren te Putte (Nederland) op 11 februari 1917, wonende te 2060 Antwerpen, Duinstraat 21, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Schryver, Yves, advocaat, met kantoor te 2018 Antwerpen-1, Peter Benoîtstraat 32.

Antwerpen, 19 oktober 2000.

De griffier, (get.) Braeken, Godelieve. (67096)

Vrederegerecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 28 september 2000, werd De Bleecker, David, geboren te Gent op 24 september 1977, wonende te 9000 Gent, Wondelgemstraat 163, verblijvende in het P.C. Sint-Jan-Baptist te Zelzate, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Marc Herssens, advocaat, met kantoor te 9000 Gent, Recollettenlei 43.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 28 september 2000.

Gent, 10 oktober 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Verspeet, Magda. (67097)

Vrederecht van het vierde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het vierde kanton Gent van 12 oktober 2000 werd Vermeulen, Elza Elodia Felix, geboren te Zaffelare op acht januari negentienhonderd zeventien, gepensioneerde, weduwe van de heer Wille, Albert, wonend en verblijvende te Lochristi (Zaffelare), P.J. Triestlaan 4, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mr. Peter Van Caenegem, advocaat te 9000 Gent, Savaanstraat 7.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 29 september 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Stephaan De Pessemier. (67098)

Vrederecht van het kanton Haacht

Beschikking d.d. 16 oktober 2000:

verklaart Antonus, Albert, geboren te Heverlee op 26 april 1915, wonende te 3140 Keerbergen, Domien Liekenslaan 24A, opgenomen in de instelling Geriatriesch Ziekenhuis, SP-dienst, Pater Damiaanstraat 33A, te 3120 Tremelo, niet in staat zelf zijn goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder: Herbots, Karel, advocaat, wonende te 3010 Kessel-Lo, Tiense Vest 29.

Haacht, 16 oktober 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Vangeel, Rudiger. (67099)

Vrederecht van het tweede kanton Hasselt

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Hasselt, verleend op 9 oktober 2000, werd Dsinter, Laurie, geboren te Kerala (India) op 14 mei 1982, samenwonende bij haar ouders te 3560 Lummen, Linkhoutstraat 116, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Dsinter, John, geboren te Rotterdam (Nederland) op 20 juli 1946, wonende te 3560 Lummen, Linkhoutstraat 116.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 19 september 2000.

Hasselt, 18 oktober 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Yvan Janssens. (67100)

Vrederecht van het tweede kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 8 oktober 2000, werd Nackaerts, Constant Albert, geboren te Korbeek-Lo op 27 januari 1916, gedomicilieerd Fred. Lintsstraat 33, 3000 Leuven, verblijvende Kapucijnenvoer 35, blok G, 3000 Leuven, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Nackaerts, Antoinette, zijn dochter, wonende Aarschotsesteenweg 47, 3012 Leuven (Wilsle).

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Gilbert Schruers. (67101)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 9 oktober 2000, werd Dekeyser, Jean Paul Gilbert, geboren te Torhout op 27 april 1957, gedomicilieerd Baron August de Becker-Remyplein 22/202, 3010 Leuven (Kessel-Lo), verblijvende in het U.P.C. Sint-Kamillus, Krijkelberg 1, 3360 Bierbeek, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Demin, Geert, advocaat, J.P. Minckelersstraat 70, 3000 Leuven.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Gilbert Schruers. (67102)

Vrederecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 19 oktober 2000, werd Van San, Francine, geboren op 30 mei 1952, wettelijk gedomicilieerd te 2830 Willebroek, Res. Herselaar 105, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Van den Plas, Christel, met kantoor te 2500 Lier, Guldensporenlaan 136.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 2 oktober 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Van den Plas, Ulrik. (67104)

Vrederecht van het eerste kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 19 oktober 2000, werd Van Gucht, Maria, geboren op 21 juli 1921, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Baron Dhanisstraat 52, verblijvende A.Z. Waasland Campus Stadskliniek Sint-Niklaas, Lodewijk De Meesterstraat 5, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Amelinckx, Daniël, advocaat, met kantoor te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 19 oktober 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Moonen, Fanny. (67107)

Vrederecht van het tweede kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Sint-Niklaas, verleend op 18 oktober 2000, werd Van De Voorde, Rosalia, geboren te Sint-Pauwels op 20 december 1919, wonende en verblijvende in het R.V.T. Ennea, te 9100 Sint-Niklaas, Lepelhoekstraat 17-19, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Vercauteren, Etienne, wonende te 9111 Belsele (Sint-Niklaas).

Sint-Niklaas, 19 oktober 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Staut, Hilde. (67108)

Vrederecht van het kanton Sint-Kwintens-Lennik

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Kwintens-Lennik, verleend op 13 oktober 2000, werd Op'Teyndt, Julien, geboren te Stokkem op 5 september 1950, gedomicilieerd te 2000 Antwerpen, Raapstraat 13, verblijvende te 1602 Sint-Pieters-Leeuw, Inkendaalstraat 1, Ziekenhuis « De Bijtjes », niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Van Eeckhoudt, Marc, advocaat, kantoorhoudende te 1082 Brussel, Dr. A. Schweitzerplein 18.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 6 oktober 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Vera De Gendt. (67109)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Kwintens-Lennik, verleend op 13 oktober 2000, werd Renaut, Marthe, geboren te Tubize op 17 november 1921, gedomicilieerd te 9600 Ronse, Blauwsteenstraat 54, verblijvende te 1602 Sint-Pieters-Leeuw, Inkendaalstraat 1, Ziekenhuis « De Bijtjes », niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vanbutsele, Paul, Mariannestraat 31, te 1180 Brussel.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 19 september 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Vera De Gendt. (67110)

Justice de paix du second canton de Charleroi

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Charleroi en date du 19 octobre 2000, la nommée Gottelmann, Ghislaine, née à Charleroi le 4 octobre 1992, domiciliée à Montignies-sur-Sambre, avenue Gillieaux 19, résidant actuellement à Marcinelle, Résidence Notre Foyer, rue Cambier Dupret 47, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Herinne, Eric, avocat, domicilié à Charleroi, rue Tumelaire 23/18.

Pour extrait certifié conforme: le greffier adjoint principal, (signé) M.P. Dumay. (67112)

Justice de paix du canton de Fosses-la-Ville

Suite à la requête déposée le 6 septembre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Fosses-la-Ville rendue le 18 octobre 2000, Mme Cordier, Jeanne, née le 29 mars 1922, domiciliée rue de Moignelée 131, à 6220 Lambusart, résidant à l'établissement Gai Logis, rue de l'Institut 5, à 5060 Auvelais, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Henry, Antoinette, avocat, domiciliée rue Célestin Hastir 35, à 5150 Floreffe.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Watelet, Paul. (67113)

Justice de paix du second canton d'Ixelles

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Ixelles en date du 3 octobre 2000, la nommée Zaslavsky, Rebecca, veuve Kaplan Mendel, née à Bruxelles le 9 août 1921, domiciliée à Ixelles, avenue des Abeilles 16, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Kaplan, Viviane, domiciliée à 1050 Bruxelles, avenue Adolphe Buyl 182.

Pour extrait certifié conforme: le greffier adjoint délégué, (signé) Ceruluss, Madeleine. (67114)

Justice de paix du canton de Lessines

Suite à la requête déposée le 27 septembre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Lessines rendue le 16 octobre 2000, M. Jacques Delapierre, né à Brugelette le 28 septembre 1929, domicilié à Lessines, Home « La Solidarité », rue René Magritte 89, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Vannoote, Evelyne, avocat, dont les bureaux sont sis à Lessines, rue de Grammont 97.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Derobertmeasure, Jean-Marie. (67115)

Justice de paix du canton de Leuze-en-Hainaut

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Leuze-en-Hainaut rendue le 11 septembre 2000, M. Guy Bruniau, né le 27 avril 1954, domicilié à 7000 Mons, rue d'Enghien 51/1, mais résidant actuellement à l'Institut Psychiatrique Saint-Jean de Dieu, avenue de Loudun 126, à 7900 Leuze-en-Hainaut, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Maindiaux, Xavier, avocat, domicilié rue de la Terre du Prince 17, à 7000 Mons.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Delbecq, Jean-Claude. (67116)

Justice de paix du canton de Marche-en-Famenne

Suite à la requête déposée le 26 septembre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Marche-en-Famenne rendue le 10 octobre 2000, M. Daniel Stache, né le 8 juin 1950, retraité, domicilié rue Béverée 7, bte 15, à 6900 Marche-en-Famenne, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Luc Boelpaep, avocat, rue du Petit Bois 31, 6900 Waha.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint délégué, (signé) Jacob-Lebrun, Liliane. (67117)

Justice de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean

Par ordonnance du juge de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean en date du 16 octobre 2000, le nommé Devis, Jan-Baptiste, né à Woluwe-Saint-Pierre le 1^{er} avril 1915, domicilié à Molenbeek-Saint-Jean, avenue du Karreveld 31, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Devis, Hendrik, domicilié à Molenbeek-Saint-Jean, avenue du Karreveld 19.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef de greffe, (signé) Rimaux, Martine. (67119)

Justice de paix du second canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Namur en date du 18 octobre 2000, le nommé Roquet, Jean-Marie, né à Natoye le 31 mai 1956, domicilié et résidant à 5334 Florée, rue du Rowis 1, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : M. Jean Tasiaux, domicilié rue de Wagnée 7, à 5334 Florée.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) Annie Grégoire. (67120)

Justice de paix du canton de Saint-Josse-ten-Noode

Par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Josse-ten-Noode en date du 19 octobre 2000, le nommé Cecere, Pietro, né à Cisternino (Italie) le 18 octobre 1941, domicilié à 1140 Bruxelles, rue Verdonck 12, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Vlaeminck, Jimmy-Fernand, avocat, domicilié rue du Méridien 13, à 1210 Bruxelles.

Pour extrait certifié conforme: le greffier adjoint délégué, (signé) Lardot, D. (67121)

Justice de paix du troisième canton de Schaerbeek

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek en date du 17 octobre 2000, le nommé Borgheys, François, né à Schaerbeek le 28 janvier 1932, résidant actuellement à 1030 Bruxelles, rue Thomas Vinçotte 36, Maison de repos A. Latour, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Marcel-Henri Moerens, avocat, domicilié à 1050 Bruxelles, avenue du Pesage 61/18.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Christiane Vanden Wijngaert. (67122)

Justice de paix du canton de Tubize

Suite à la requête déposée le 2 octobre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Tubize en date du 13 octobre 2000, la nommée Chevalier, Rachel, née à Rebaix le 30 septembre 1934, domiciliée à 1430 Bierghes, rue Anne Croix 37, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Jean-François Malengreau, avocat, dont les bureaux sont sis rue de Mons 145, à Tubize.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Lambert, Sylvianne. (67123)

Suite à la requête déposée le 19 octobre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Tubize en date du 12 octobre 2000, la nommée Debraekeleer, Ferdinand, né à Lembeek le 25 décembre 1923, domicilié à 1480 Tubize, rue des Déportés 51, à la « Résidence Goffin », a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Pascal Duquesne, avocat, dont les bureaux sont sis chaussée d'Hondzocht 71.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Lambert, Sylvianne. (67124)

Suite à la requête déposée le 19 octobre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Tubize en date du 12 octobre 2000, la nommée Denblinden, Madeleine, née à Lembeek le 18 mai 1923, domiciliée à 1480 Tubize, rue des Déportés 51, à la « Résidence Goffin », a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Pascal Duquesne, avocat, dont les bureaux sont sis chaussée d'Hondzocht 71.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Lambert, Sylvianne. (67125)

Justice de paix du canton de Wavre

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre en date du 11 octobre 2000, la nommée Delise, Marie Astrid, domiciliée rue de la Cité 17, à 5000 Namur, a été désignée administratrice provisoire des biens de Delise, Nathalie, née à Namur le 19 mars 1968, domiciliée à 5000 Namur, avenue Baron Fallon 28, résidant actuellement à 1340 Ottignies, Centre neurologique William Lennox.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) V. Smekens. (67126)

Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind

Vrederegerecht van het kanton Beringen

Bij beschikking van Mevr. de vrederechter van het kanton Beringen, Huysmans, Chris, verleend op 17 oktober 2000, werd een einde gesteld aan de opdracht van Mevr. Mertens, Jacqueline, wonende te 2440 Geel, Retieseweg 90, als voorlopige bewindvoerder aangesteld bij beschikking van 1 december 1999, over Mevr. Heyligen, Maria Eugenia, geboren te Koersel op 21 augustus 1910, gedomicilieerd te 3582 Beringen, Albert I-laan 3, doch verblijvende te 3582 Beringen, Residentie Karen, Laakstraat 20, en dit ingevolge het overlijden van de beschermde persoon op 1 oktober 2000 te Beringen.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) De Ridder, R. (67127)

Bij beschikking van Mevr. de vrederechter van het kanton Beringen, Huysmans, Chris, verleend op 17 oktober 2000, werd een einde gesteld aan de opdracht van Mevr. Thielens, Margaretha, wonende te 3980 Tessenderlo, Houterenberg 8, als voorlopig bewindvoerder aangesteld bij beschikking van 13 oktober 1999, over Mevr. Huysmans, Maria Ludovica, geboren te Tessenderlo op 9 oktober 1915, verblijvende te 3980 Tessenderlo, Rusthuis Heuvelheem, Solveld 32, en dit ingevolge het overlijden van de beschermde persoon op 24 september 2000 te Tessenderlo.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) De Ridder, R. (67128)

Rechtbank van eerste aanleg te Ieper

Algemene rol nummer der verzoekschriften : 00/518/B.

Rep. nr. : 00/2997.

In de zaak :

de heer Segers, Serge, wonende te 8900 Ieper, Maloulaan 27, verzoeker in hoger beroep, hebbende als raadslieden Mr. De Jaegere, Philippe, advocaat te 8500 Kortrijk, Groeningestraat;

tegen :

het vonnis d.d. 8 september 2000, op tegenspraak gewezen door de vrederechter van het tweede kanton Ieper, in de zaak aldaar gekend onder A.R. nr. 00/B/86, waarbij de heer Vanryckeghem, Luc, advocaat te 8900 Ieper, Basculestraat 11, ambtshalve als voorlopig bewindvoerder werd toegevoegd;

heeft de rechtbank van eerste aanleg te Ieper, zesde kamer, met drie rechters, zetelend in graad van hoger beroep tegen beslissingen van de vrederechter, wijzende in burgerlijke zaken, het volgende vonnis verleend :

Gelet op de artikelen 2, 24, 36, 37, 41 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Gelet op artikel 5, § 1, wet van 26 juni 1990, art. 488bis, b e.v. B.W.

Gelet op artikel 30 van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

Gezien het verzoekschrift houdende hoger beroep, neergelegd ter griffie van deze rechtbank op 4 oktober 2000.

Gezien het bestreden vonnis van de vrederechter van het tweede kanton te Ieper, d.d. 8 september 2000.

Gelet op de overige stukken van het geding.

Gehoord verzoekende partij in zijn middelen en besluiten.

Bij toepassing van artikel 5, § 1, van de wet van 26 juni 1990 en artikel 488bis, b e.v. B.W. De voorwaarden voorzien in die bepaling werden niet toegepast.

Gezien de maatregel bevolen op datum van 1 september 2000 door de vrederechter waarbij verzoeker ter observatie werd opgenomen. De maatregel bevolen op datum van 15 september 2000 door de vrederechter inzake de verlenging van de beschermingsmaatregel van verzoeker werd opgeheven bij vonnis van heden.

Om deze redenen, de rechtbank,

wijzende in burgerlijke zaken, in graad van hoger beroep, rechtdoende op tegenspraak, alle verdere besluiten afwijzend.

Verklaart het hoger beroep ontvankelijk en gegrond.

Doet het bestreden vonnis van de vrederechter van het tweede kanton Ieper, uitgesproken op 8 september 2000, in de zaak aldaar gekend onder nr. A.R. 00/B/86, teniet.

Verklaart de oorspronkelijke vordering tot aanstelling van een voorlopig bewindvoerder ongegrond.

Legt de kosten ten laste van de Staat.

Aldus gewezen en uitgesproken in openbare terechtzitting van de rechtbank van eerste aanleg te Ieper, zesde burgerlijke kamer met drie rechters, zetelend in hoger beroep van woensdag 18 oktober 2000.

Aanwezig :

de heer Guido Sedeyn, voorzitter;

de heer Michel Ryde, rechter;

de heer Luc Lamerant, rechter;

de heer Thierry Verbaeys, eerste substituut-procureur des Konings;

Mevr. Jeannine Froyman, adjunct-griffier.

(Get.) J. Froyman; L. Lamerant; M. Ryde; G. Sedeyn.

De adj. griffier, (get.) J. Froyman. (67129)

Vrederegerecht van het kanton Mechelen

—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mechelen, verleend op 17 oktober 2000, werd de beschikking van de vrederechter van het kanton Mechelen, met rolnummer 00B171, en ingeschreven in het repertorium van de vrederechter nr. 2823/2000, waarbij Huysmans, Armand Emma Karel, geboren te Mechelen op 20 januari 1933, wonende te 2800 Mechelen, Arme-Clarenstraat 15, niet in staat werd verklaard zijn goederen te beheren en toegevoegd kreeg als voorlopige bewindvoerder Grooten, Ellen, advocaat, kantoorhoudende te 2820 Rijmenam (Bonheiden), Rijmenamseweg 171, vernietigd.

Mechelen, 19 oktober 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Mia Discart. (67105)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mechelen, verleend op 17 oktober 2000, werd de beschikking van de vrederechter van het kanton Mechelen, verleend op 14 september 2000, met rolnummer 00B172, en ingeschreven in het repertorium van de vrederechter nr. 2824/2000, waarbij Vertommen, Bertha Julia, geboren op 12 november 1932, wonende te 2800 Mechelen, Arme-Clarenstraat 15, niet in staat werd verklaard haar goederen te beheren en toegevoegd kreeg als voorlopige bewindvoerder Grooten, Ellen, advocaat, kantoorhoudende te 2820 Rijmenam (Bonheiden), Rijmenamseweg 171, vernietigd.

Mechelen, 19 oktober 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Mia Discart. (67106)

Justice de paix du canton de Philippeville

—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Philippeville en date du 18 octobre 2000, il a été mis fin au mandat de M. De Greef, Marcel, domicilié à 5600 Jamagne, Belle Ruelle 46, en sa qualité d'administrateur provisoire de son épouse, Mme Gobert, Julia, née à Forchies-la-Marche le 6 février 1923, domiciliée à 5600 Jamagne, Belle Ruelle 46, cette dernière personne étant décédée.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) R. Trevis. (67130)

Justice de paix du canton de Rochefort

—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Rochefort rendue le 18 octobre 2000, il a été mis fin au mandat de Mme Valérie Pirson, avocat à Rochefort, rue de Behogne 78, en sa qualité d'administratrice provisoire des biens de Mme Anne-Christy Henin, actuellement domiciliée à 4560 Clavier, rue d'Atrin 20.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Hendrickx, Albert. (67131)

Justice de paix du canton de Barvaux

—

Suite à la requête déposée le 18 septembre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Barvaux rendue le 19 octobre 2000, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 9 février 2000, et publiée au *Moniteur belge* du 26 février 2000, à l'égard de Mme Marganne, Sandrine, née le 5 juin 1980 en Inde, domiciliée rue Neuve Voie 3, 6940 Durbuy, cette personne étant redevenue capable de gérer ses biens, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir : Me Renaud Duquesne, avocat, Grand-Rue 13, 6940 Barvaux.

Pour extrait conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Leruth, Corine. (67111)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

—

Vrederegerecht van het kanton Sint-Kwintens-Lennik

—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Kwintens-Lennik, verleend op 22 september 2000, kreeg De Vriendt, Alfons, geboren te Okegem op 31 juli 1956, verblijvende te 9620 Velzeke-Zottegem, Penitentenlaan 7-9, Sint-Franciscus, gedomicilieerd te 9400 Ninove, Burgemeester A. Couckstraat 6, toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Eeckhoudt, Marc, advocaat, kantoorhoudende te 1082 Brussel, Dr. A. Schweitzerplein 18, ter vervanging van De Vriendt, Jeannine, wonende te 1770 Liedekerke, Pijnegemstraat 6.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 8 september 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Vera De Gendt. (67132)

Vrederecht van het tweede kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 9 oktober 2000, werd Claes, Astrid, geboren te Tremelo op 8 juli 1964, gedomicilieerd en verblijvende Alvinnenberg, G. Fere-manslaan 27, 3001 Leuven (Heverlee), niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Demin, Geert, advocaat, J.P. Minckelersstraat 70, 3000 Leuven, en werd een einde gesteld aan de opdracht van De Keyser, Ludo.

Leuven, 9 oktober 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Gilbert Schruers. (67103)

Justice de paix du canton de Dour

Par ordonnance du juge de paix du canton de Dour, rendue le 12 octobre 2000, il a été mis fin au mandat de M. Honorez, Léon, domicilié à 6120 Ham-sur-Heure, allée de Morfayt 102, décédé le 23 septembre 2000, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Brasseur, Mariette, domiciliée à 7382 Quiévrain, section d'Audregnies, rue du Calvaire 7, et il a été pourvu à son remplacement par Mme Honorez, Michèle, domiciliée à 6120 Ham-sur-Heure, chemin des Trois Arbres 90.

Pour extrait conforme : le greffier-adjoint délégué, (signé) Charensol-Galland, Wendy. (67133)

Justice de paix du canton de Gembloux

Par ordonnance du juge de paix du canton de Gembloux, rendue le 5 octobre 2000, il a été mis fin au mandat de M. Georges Lutel, décédé, domicilié de son vivant à Lonzée, rue de Lonzée 30, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Godfroid, Marie-Louise, née le 21 janvier 1926 à Lonzée, domiciliée rue de Lonzée 30, à 5030 Lonzée, a été nommée pour le remplacer Mme Lutel, Cécile, domiciliée rue du Stordoir 43, à 5030 Sauvenière.

Pour extrait conforme : le greffier-adjoint principal, (signé) Denil, Véronique. (67134)

Justice de paix du premier canton de Huy

Suite à la requête déposée le 25 mars 1998, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy, rendue le 28 septembre 2000, il a été donné décharge à Me Nathalie Tobola, avocate à Huy, de sa mission d'administratrice provisoire des biens de : Mme Mouret, Odette, née le 7 septembre 1920 à Awans, veuve, « Résidence Notre-Dame », avenue de la Croix Rouge 1, à 4500 Huy, et a été désigné en qualité de nouvel administrateur provisoire : Me Innaurato, Patricia, avocate, dont l'étude est établie rue Delloye Matthieu 4, à 4500 Huy.

Pour extrait conforme : le greffier-adjoint principal, (signé) Beaudinet, Francine. (67135)

Justice de paix du canton de Marchienne-au-Pont

Par ordonnance du juge de paix du canton de Marchienne-au-Pont, en date du 18 octobre 2000, il a été mis fin au mandat de Wilmart, René, domicilié 59460 Jeumont (France), rue du Vieux Camp Turc 60, né à Jeumont (France) le 7 septembre 2000, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de : Challe, Marie Andrée, veuve de Fourez, Arthur, née à Sivry le 14 septembre 1928, résidant à Montigny-le-Tilleul, rue de Gozée 706, résidence Oasis, actuellement à Farcennes, rue Destrée 10, home « Le Bel Abri », domiciliée à Soignies, chaussée de Mons 227, actuellement à Houdeng, rue Saint-Donat 80 (Moniteur belge du 8 juillet 1995, p. 19257).

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à cette personne protégée, à savoir : Wilmart, Guy, rue Joseph Wauters 169, 6560 Grand-Reng.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Vanden Brande, Alain. (67118)

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek**Publication prescrite par l'article 793 du Code civil***Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving
Acceptation sous bénéfice d'inventaire*

Tribunal de première instance de Dinant

L'an deux mille, le mardi 17 octobre, par-devant nous, Georgette Feret, greffier en chef du tribunal de première instance séant à Dinant, province de Namur, a comparu au greffe de ce tribunal, Liegeois, Annabel Betty Flore, née à Namur le 9 avril 1961, domiciliée à 5575 Gediinne (Rienne), rue Gilbert-Lepropre 23A, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de sa fille mineure, domiciliée avec elle : Lenoir, Adélaïde Betty, née à Namur le 7 septembre 1984, laquelle comparante, faisant choix de la langue française, et pour se conformer à la délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de Mme le juge de paix du canton de Gedinne en date du 27 septembre 2000, et dont extrait conforme restera annexé au présent acte, nous a déclaré, au nom de sa fille mineure préqualifiée, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui lui dévolue par le décès de Lenoir, Christian, né à Malvoisin le 3 janvier 1954, en son vivant demeurant et domicilié à Gedinne, rue de Charleville 26, et décédé à Gedinne le 28 août 2000.

Dont acte, que la comparante a signé avec nous, greffier en chef, après lecture faite.

(Signé) G. Feret; A. Lenoir.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion.

Cet avis doit-être adressé à Me Castermans, notaire, place Chasseurs Ardennais 5, 5575 Gedinne.

Pour copie conforme délivrée à Mme Liegeois, Annabel : le greffier en chef, (signé) Georgette Feret. (27317)

Tribunal de première instance d'Arlon

L'an deux mille le dix-huit octobre, au greffe du tribunal de première instance d'Arlon et par-devant nous, P. Schmickrath, greffier-adjoint principal, ont comparu :

Tries, Anne-Michèle Marie Pierre, née à Ougrée le 6 août 1963, domiciliée chemin de Clairefontaine 40, à 6700 Arlon, en son nom personnel et agissant en sa qualité de mère et de tutrice légale de la personne et des biens de ses enfants mineurs :

de Grand Ry, Nicolas, écolier, né à Luxembourg le 21 septembre 1991;

de Grand Ry, Charline, écolière, née à Luxembourg le 29 juin 1994;

de Grand Ry, Guillaume, écolier, né à Luxembourg le 29 juillet 1996, tous trois domiciliés à 6700 Arlon, chemin de Clairefontaine 40,

ce en vertu d'une décision du conseil de famille tenu devant M. le juge de paix du canton d'Arlon en date du 18 octobre 2000;

de Grand Ry, Bernard Pierre Pie M.J.G., né à Knokke le 29 août 1956, domicilié à Hannekensboslaan 21, à 3090 Overijse, en tant que subrogé tuteur,

lesquels comparants ont déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. de Grand Ry, Frédéric René Gabriel Paul Marie Joseph Ghislain, né à Liège le 13 juillet 1963, en son vivant domicilié chemin de Clairefontaine 40, à 6700 Arlon, y décédé le 18 août 2000.

Dont acte dressé sur réquisition expresse des comparants qu'après lecture faite, il ont signé avec nous, greffier-adjoint principal.

Les créanciers et légataires éventuels dudit défunt sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion. Cet avis doit être adressé à Me Ensich, Jacques, notaire, rue Léon Castilhon 47, à 6700 Arlon.

Arlon, le 19 octobre 2000.

Le greffier adjoint principal, (signé) P. Schmickrath. (27319)

Tribunal de première instance de Verviers

L'an deux mille, le 18 octobre, au greffe du tribunal de première instance séant à Verviers, a comparu :

M. Smetz, Patrick, clerc de notaire, domicilié à Wegnez-Pepinster, rue des Doux Fonds 4, agissant en qualité de mandataire de :

Mme Adriaenssens, Jacqueline Jeanne Josette, née à Stembert le 29 mai 1942, domiciliée à Spa, avenue Georges Doppagne 4, fille de la défunte;

Mme Adriaenssens, Annie Jeanne Jacqueline, née à Stembert le 6 septembre 1951, domiciliée à Héron, rue Bel Horizon 2, fille de la défunte, agissant en nom personnel;

M. Adriaenssens, Marc Odile Jean, né à Verviers le 23 novembre 1964, domicilié à Stembert, rue Transversale 5, petit-fils de la défunte, agissant en nom personnel;

Mme Adriaenssens, Magda Roger Jacqueline, née à Verviers le 8 juin 1967, domiciliée à Stembert, rue des Leups 15, petite-fille de la défunte, agissant en nom personnel,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Spa le 10 octobre 2000, laquelle restera ci-annexée, lequel comparant a déclaré, es dites qualités, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Corroyez, Joséphine Armande Guillemine, née à Andrimont le 26 mars 1915, veuve Adriaenssens, Nicolas, domiciliée à Verviers, rue Darimont 35, et décédée à Verviers le 22 septembre 2000.

Dont acte signé, lecture faite par le comparant et le greffier.
(Signé) P. Smetz; Cl. Ansiaux.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion, par pli recommandé, à Me Guyot, notaire à la résidence de Spa.

Le greffier, (signé) Cl. Ansiaux. (27320)

Tribunal de première instance de Liège

L'an deux mille, le dix-neuf octobre, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu : Delahousse, Claudine, née à Seraing le 18 octobre 1948, domiciliée à Ans, rue Georges Clémenceau 28, laquelle comparante a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Lovinfosse, Désiré, né à Rocourt le 3 novembre 1951, de son vivant domicilié à Ans, rue Georges Clémenceau 28, et décédé le 23 mai 1999 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Robert Debatty, notaire à Liège, rue Foidart 53.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (27321)

Rechtbank van eerste aanleg te Hasselt

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt op 19 oktober 2000, blijkt dat Lambeets, Geert, advocaat te 3800 Sint-Truiden, Toekomststraat 22, handelende in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder, aldus aangesteld bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, op 24 januari 2000 (rolnummer 99B687 - Rep.R. 276/2000), over de persoon en de goederen van Reekmans, Irma, wonende te 3850 Nieuwerkerken (Limburg), Tegelijstraat 79, teneinde dezer handeling bijzonder gemachtigd ingevolge beschikking verleend door de heer vrederechter Nollet, Joseph, van het vredegerecht te Sint-Truiden d.d. 29 september 2000, in het Nederlands verklaard heeft de nalatenschap van wijlen Creten, Joannes Clement, geboren te Nieuwerkerken op 23 januari 1915, in leven laatst wonende te 3850 Nieuwerkerken (Limburg), Tegelijstraat 79, en overleden te Nieuwerkerken op 28 maart 2000, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving en teneinde dezer woonst te kiezen ter studie van notaris Ph. Odeurs, Plankstraat 13, 3800 Sint-Truiden.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van voornoemde notaris.

Hasselt, 19 oktober 2000.

De griffier, (get.) A. Thomas. (27322)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Op 21 september 2000, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, voor ons, Anne Pauwels, griffier-hoofd van dienst van dezelfde rechtbank, is verschenen :

Van Peteghem, Natalie, advocaat te 9060 Zelzate, Westkade 19, handelend als gevolmachtigde van :

Vandevelde, Vincent, advocaat te 9060 Zelzate, Westkade 19, aangesteld als voorlopig bewindvoerder over :

Meul, Marcel Alfons, geboren te Stekene op 5 april 1943, wonende te 9060 Zelzate, Suikerkaai 81.

De comparante verklaart ons, handelend in haar gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Meul, Petrus Theodoor, geboren te Sint-Pauwels op 26 september 1916, in leven laatst wonende te 9190 Stekene, Riet 21, en overleden te Stekene op 22 april 1999.

Tot staving van haar verklaring heeft de comparante ons een onderhandse volmacht en een afschrift vertoond van de beslissing van de vrederechter van het kanton Zelzate d.d. 5 oktober 1999, waarbij Mr. V. Vandevelde gemachtigd werd om in naam van de voornoemde beschermde persoon de nalatenschap van wijlen Meul, Petrus, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Zij heeft ons tevens verklaard om in deze procedure, en bij toepassing van artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek, woonplaats te kiezen ter studie van Mr. V. Vandevelde, Westkade 19, 9060 Zelzate, alwaar de schuldeisers en legatarissen zich bekend dienen te maken.

Waarvan akte, welke de comparante, na gedane lezing, met ons, griffier-hoofd van dienst, heeft ondertekend.

(Get.) N. Van Peteghem; A. Pauwels.

Dendermonde, 10 oktober 2000.

Voor overeenkomstig uittreksel afgeleverd aan Vandevelde, Vincent.

De griffier-hoofd van dienst, (geet.) A. Pauwels. (27318)

Gerechtigd akkoord – Concordat judiciaire

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij vonnis d.d. 16 oktober 2000 der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, werd een voorlopige opschorting van betaling toegekend voor een periode eindigend op 16 februari 2001, aan de B.V.B.A. Brouwershuis, met maatschappelijke zetel te 9280 Lebbeke, Wiezeplein 14, H.R. Dendermonde 52944, BTW 459.427.929, met als handelsactiviteit : uitbating van restaurant.

Commissaris inzake opschorting: Marc Peeters, advocaat te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52.

De schuldeisers worden opgeroepen aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, uiterlijk op vrijdag 1 december 2000.

Uitspraak over een eventuele definitieve opschorting: maandag 5 februari 2001, te 9 u. 30 m., ter zitting van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31.

Dendermonde, 18 oktober 2000.

De griffier, (get.) Chr. Borms. (27324)

Faillissement – Faillite

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles du 29 septembre 2000, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Fine Catering Counter, rue Franz Merjay 167, à 1050 Ixelles, R.C. Bruxelles 501381, T.V.A. 406.140.978, ont été déclarées closes faute d'actif.

La faillie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Diane Ossieur.
(Pro deo) (27338)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 29 september 2000 werd het faillissement van de B.V.B.A. Fine Catering Counter, Franz Merjayastraat 167, te 1050 Elsene, H.R. Brussel 501381, BTW 406.140.978, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Diane Ossieur.
(Pro deo) (27338)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 octobre 2000, ont été déclarées closes, faute d'actif, les opérations de la faillite de la S.C.R.I.S. Piko, place de la Paix 26, à 1140 Evere, R.C. Bruxelles 622741, T.V.A. 426.974.961.

Le tribunal a déclaré que la faillie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Frederik De Vulder.
(Pro deo) (27339)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 oktober 2000 werden de verrichtingen van het faillissement van de S.V.O.S.A. Piko, Vredeplaats 26, te 1140 Evere, afgesloten verklaard bij gebrek aan actief, H.R. Brussel 622741, BTW 426.974.961.

De rechtbank heeft verklaard dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Frederik De Vulder.
(Pro deo) (27339)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 octobre 2000 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Pierrot Bistro, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue Neuve 2, R.C. Bruxelles 609120, T.V.A. 459.336.273.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateurs : Me Jean-Pierre Vander Borghet et Me Ronald Parijs.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 22 novembre 2000, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : les curateurs, (signé) J.-P. Vander Borghet et Ronald Parijs. (27340)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 oktober 2000 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. Pierrot Bistro, in vereffening, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Nieuwstraat 2, H.R. Brussel 609120, BTW 459.336.273.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curatoren : Mr. Jean-Pierre Vander Borghet en Mr. Ronald Parijs.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 22 november 2000, te 14 uur, in zaal A, rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) J.-P. Vander Borghet en Ronald Parijs. (27340)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 17 octobre 2000 du tribunal de commerce de Bruxelles a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de P.P. Café, avec exploitation de salle de cinéma sous le nom Kladaradatsch, ayant son siège à 1000 Bruxelles, rue J. Van Praet 28, R.C. Bruxelles 611200, T.V.A. 460.088.816, et avec comme activité principale : café-cinéma.

Juge-commissaire : M. Koenraad Dellaert.

Curateur : Me Bertrand Asscherickx, avocat à 1070 Bruxelles, chaussée de Ninove 643.

Les créanciers sont invités à déposer au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, la déclaration de leurs créances dans les trente jours à compter de la date de faillite.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le mercredi 22 novembre 2000, à 14 heures, à la salle G, situé au niveau 01, du palais de justice.

Le curateur, (signé) Bertrand Asscherickx. (27341)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 17 oktober 2000 van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd, op aangifte, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. P.P. Café, met uitbating van cinemazaal onder de naam Klada-radatsch, met zetel te 1000 Brussel-1, J. Van Praetstraat 28, H.R. Brussel 611200, BTW 460.088.816, en met als voornaamste handels-activiteit : café-cinema.

Rechter-commissaris : de heer Koenraad Dellaert.

Curator : Mr. Bertrand Asscherickx, advocaat te 1070 Brussel, Ninoofsesteenweg 643.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van de schuldvorderingen : op woensdag 22 november 2000, te 14 uur, in zaal G, op niveau 01, van het gerechtsgebouw.

De curator, (get.) Bertrand Asscherickx. (27341)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 3 octobre 2000, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a déclaré closes, pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Challenger Express Transport, déclarée par jugement du même tribunal en date du 6 mai 1991.

Le tribunal a dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité de la faillie.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Xavier Dehom-breux. (27342)

Par jugement du 4 septembre 2000 (RG 2000/04751), la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a fixé au 26 décembre 1999 la date définitive de la cessation des paiements de M. Michel Demeyer, né à Charleroi le 18 février 1952, R.C. Charleroi 196007, T.V.A. 715.352.927, domicilié à Wangenies, rue A. Barbier 40/1, déclaré en faillite par jugement de ce tribunal du 26 juin 2000.

Le curateur, (signé) H. Born. (27343)

Tribunal de commerce de Dinant

Par jugement du 10 octobre 2000, le tribunal de commerce de Dinant a clôturé, pour absence d'actif, les opérations de la faillite de dame Marie-Josée Brasseur, R.C. Dinant 44892, domiciliée à Beauraing (Dion), avenue du Champia 14, faillite déclarée par jugement de ce tribunal du 9 mai 2000.

Le même jugement dit y avoir lieu à l'excusabilité de la faillie.

Pour extrait conforme : la curatrice, (signé) Graziella Martini, avocat. (27344)

Par jugement du 10 octobre 2000, le tribunal de commerce de Dinant a clôturé, pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite du sieur Damien, François, R.C. Dinant 36056, domicilié à Godinne, rue Charlemagne 19, faillite déclarée par jugement de ce tribunal du 21 décembre 1993.

Le même jugement dit y avoir lieu à l'excusabilité du failli.

Pour extrait conforme : la curatrice, (signé) Graziella Martini, avocat. (27345)

Tribunal de commerce de Huy

Par jugement du 18 octobre 2000, a été déclarée ouverte, sur aveu, après révocation du concordat judiciaire, la faillite de S.C.R.L. Berna Llisa, ayant son siège social et son établissement à 4500 Huy, rue des Fouarges 16, y exploitant un commerce de lingerie, sous la dénomination « Lingerie Silhouette », R.C. Huy 39135.

Juge-commissaire : M. Jean-Charles François, juge consulaire.

Curateur : Me Nahema Mokeddem, avocat à 4520 Wanze, place Faniel 18.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Huy dans les trente jours à compter dudit jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 29 novembre 2000, à 8 h 45 m, au greffe de ce tribunal.

Le curateur, (signé) N. Mokeddem. (27346)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 18 octobre 2000, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de la S.A. Nouveaux Etablissements Vandevliet, quai de Conronmeuse 28, à 4000 Liège, R.C. Liège 175174, T.V.A. 426.372.210.

Date de début des opérations commerciales : 30 septembre 1988.

Juge-commissaire : M. Robert-Henri Fransolet.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 28 novembre 2000, à 9 h 30 m, salle des faillites, cabinet de Mme le greffier en chef, palais de justice de Liège, 1^{er} étage.

Les créanciers sont invités à déposer leur déclaration de créances au greffe dans les trente jours à compter du jugement déclaratif.

Les curateurs, (signé) Jean Caeymaex, avocat, quai Godefroid Kurth 12, à 4020 Liège; Me Didier Grignard, avocat, quai Orban 52, 4020 Liège. (Pro deo) (27347)

Par jugement du 18 octobre 2000, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de M. Jean-Michel Langlois, né le 13 juin 1951, époux de Mme Franca Baglioni, domicilié rue S. Passeux 17, à 4100 Seraing, R.C. Liège 151542, T.V.A. 597.425.275.

Date de début des opérations commerciales : 1^{er} juillet 1985.

Juge-commissaire : M. André Close.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 28 novembre 2000, à 9 h 30 m, salle des faillites, cabinet de Mme le greffier en chef, palais de justice de Liège, 1^{er} étage.

Les créanciers sont invités à déposer leur déclaration de créances au greffe dans les trente jours à compter du jugement déclaratif.

Les curateurs, (signé) Jean Caeymaex, avocat, quai Godefroid Kurth 12, à 4020 Liège; Me Didier Grignard, avocat, quai Orban 52, 4020 Liège. (Pro deo) (27348)

Par jugement du 3 octobre dernier, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite de Christian Schneider, né à Ougrée le 21 décembre 1951, domicilié rue Hullos 135, à 4000 Liège, R.C. Liège 189694, faillite prononcée en date du 11 octobre 1999.

Failli inexcusable.

Le curateur, (signé) Me Sophie Bertrand. (27349)

Par jugement du 3 octobre dernier, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Aux Fontaines de Tunis, dont le siège social était situé à 4020 Liège, rue Grétry 28, R.C. Liège 153750, faillite prononcée en date du 2 avril 1999.

Faillie inexcusable.

Le curateur, (signé) Me Sophie Bertrand. (27350)

Tribunal de commerce de Marche-en-Famenne

Par jugement du 16 octobre 2000, le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne a déclaré ouverte la faillite de la société privée à responsabilité limitée Al P'tite Bicoque, dont le siège social est établi à 6670 Gouvy (Limerlé), rue du Roy 36, R.C. Marche-en-Famenne 17592, pour l'exploitation d'un débit de boissons et de petite restauration, T.V.A. 450.127.015.

Il a nommé juge-commissaire : M. Manfred Linden, et curateur : Me Eric Maurice Marie Christian Robert, avocat à 6690 Vielsalm, rue Chars à Bœufs 4.

Il ordonne aux créanciers de déposer au greffe du tribunal de commerce, rue V. Libert 19, à 6900 Marche-en-Famenne, pour le 15 novembre 2000, les déclarations de créances avec leurs titres.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le lundi 4 décembre 2000, à 14 h 30 m, au local habituel des audiences du tribunal de commerce, palais de justice, rue V. Libert 19, à Marche-en-Famenne.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Eric Robert. (Pro deo) (27351)

Le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne, par jugement rendu en date du 16 octobre 2000, a été déclarée ouverte la faillite de M. Christian Balthasar, domicilié rue de Soy 9, à 6940 Oppagne, R.C. Marche-en-Famenne 11924.

Juge-commissaire : M. Philippe Jamagne.

Curateur : Me Benoit Chamberland, avocat, place de l'Etang 11, à 6900 Marche-en-Famenne.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le lundi 4 décembre 2000, à 14 h 30 m, en la salle d'audience du palais de justice, extension du palais de justice, rue Victor Libert, à 6900 Marche-en-Famenne.

Les débats sur les contestations de créances auront lieu à la date fixée par M. le juge-commissaire lors de la séance de clôture du procès-verbal de vérification.

La date peut en être obtenue par tout intéressé soit lors de cette séance, soit ultérieurement, au greffe du tribunal de commerce.

Le jugement fixe provisoirement la date de cessation des paiements au 16 octobre 2000.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Benoit Chamberland. (Pro deo) (27352)

Le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne, par jugement rendu en date du 16 octobre 2000, a été déclarée ouverte la faillite de Mme Marie-Christine Robert, domiciliée rue des Brasseurs 17, à 6900 Marche-en-Famenne, ayant effectué le commerce sous la dénomination « Vanille-Canelle », R.C. Marche-en-Famenne 18788.

Juge-commissaire : M. Dominique Poumay.

Curateur : Me Benoit Chamberland, avocat, place de l'Etang 11, à 6900 Marche-en-Famenne.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le lundi 4 décembre 2000, à 14 h 30 m, en la salle d'audience du palais de justice, extension du palais de justice, rue Victor Libert, à 6900 Marche-en-Famenne.

Les débats sur les contestations de créances auront lieu à la date fixée par M. le juge-commissaire lors de la séance de clôture du procès-verbal de vérification.

La date peut en être obtenue par tout intéressé soit lors de cette séance, soit ultérieurement, au greffe du tribunal de commerce.

Le jugement fixe provisoirement la date de cessation des paiements au 16 octobre 2000.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Benoit Chamberland. (Pro deo) (27353)

Par jugement du 16 octobre 2000, le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne a déclaré clôturées, par liquidation, les opérations de la faillite de Mme Sabine Kaskiw, domiciliée rue du Manoir 4, à 6900 Marche-en-Famenne, et actuellement rue du Beau Revoir 10A, à 6900 Hargimont, déclarée ouverte par jugement du tribunal du 15 juillet 1999.

Le tribunal a déclaré la faillie excusable.

Marche, le 20 octobre 2000.

Le curateur, (signé) B. Chamberland. (27354)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 16 octobre 2000 du tribunal de commerce de Mons a été déclarée la faillite de Mme Gobaux, Francine, née à Mons le 10 août 1950, domiciliée actuellement à 7033 Cuesmes, rue de la Fraide 59A, ayant exercé les activités d'intermédiaire commerciale, R.C. Charleroi 160064, T.V.A. 665.762.523.

Date de cessation des paiements : provisoirement le 16 octobre 2000.

Curateur : Me Pierre-Henry Bataille, avocat, rue des Telliers 20, à 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent parvenir au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, au plus tard pour le 15 novembre 2000.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au tribunal de commerce de Mons, à 8 h 30 m, le 14 décembre 2000.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.H. Bataille. (Pro deo) (27355)

Par jugement du 16 octobre 2000 du tribunal de commerce de Mons a été déclarée la faillite de la S.P.R.L. Comptoir d'Assurances obourgeois, en abrégé « C.A.O. », dont le siège social était Brisée de Saint-Denis 302, à 7034 Obourg, ayant exercé l'activité de courtage en assurances, R.C. Charleroi 104166, T.V.A. 423.666.801.

Date de cessation des paiements : provisoirement le 16 octobre 2000.

Curateur : Me Pierre-Henry Bataille, avocat, rue des Telliers 20, à 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent parvenir au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, au plus tard pour le 15 novembre 2000.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au tribunal de commerce de Mons, à 8 h 30 m, le 14 décembre 2000.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.H. Bataille.
(Pro deo) (27356)

Par jugement du 16 octobre 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur assignation, M. Fabiani, Bruno, né le 1^{er} novembre 1958, domicilié à 7191 Ecaussinnes-Lalaing, rue de la Marlière 49, exerçant les activités de vente de châssis, volets et vérandas, R.C. Mons 130246, T.V.A. 669.343.055.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 55.

Dépôt des déclarations de créances pour le 15 novembre 2000 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 13 décembre 2000, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (Pro deo) (27357)

Par jugement du 16 octobre 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur assignation, la S.P.R.L. ABC des Affaires, en liquidation, dont le siège social est sis à 7110 Strépy-Bracquenies, rue Saint-Joseph 28/1, exerçant les activités de commerce de gros et détail à départements multiples, bureau d'expertise, R.C. Mons 141365, T.V.A. 442.046.321.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 52.

Dépôt des déclarations de créances pour le 15 novembre 2000 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 13 décembre 2000, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (Pro deo) (27358)

Par jugement du 16 octobre 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur assignation, la S.C. Toutravo, en liquidation, dont le siège social est sis à 7090 Hennuyères, rue du Grand Péril 108, exerçant les activités de terrassement et démolition de bâtiments, R.C. Mons 123081, T.V.A. 428.501.260.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 52.

Dépôt des déclarations de créances pour le 15 novembre 2000 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 13 décembre 2000, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (Pro deo) (27359)

Par jugement du 16 octobre 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur aveu, la S.P.R.L. Le Thé à la Menthe 2, dont le siège social est sis à 7110 Houdeng-Gœgnies, chaussée du Pont du Sart 42, R.C. Mons 130393, T.V.A. 452.396.716, exerçant l'activité de vente de plats préparés à 7130 Binche, rue Zéphirin Fontaine 164, sous la dénomination « Le Thé à la Menthe 2 », R.C. Charleroi 180568.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 52.

Dépôt des déclarations de créances pour le 15 novembre 2000 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 13 décembre 2000, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (Pro deo) (27360)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 12 octobre 2000, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de la S.C. Toits Services, dont le siège social est établi à 5380 Fernelmont (Marchovelette)n rue du Calvaire 28, ayant pour activité principale l'entreprise de couverture de constructions métalliques et non métalliques, de travaux de revêtement par asphaltage et bitumage, T.V.A. 431.087.695.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 1^{er} juin 2000, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Tasseroul, Claude, juge consulaire.

Curateur : Me Marchal, Pierre Luc, rue de Dave 459, 5100 Jambes (Namur).

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 7 décembre 2000, à 10 heures, au palais de justice de cette ville, 1^{er} étage.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) C. Lepage.
(Pro deo) (27361)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij vonnis van woensdag 18 oktober 2000 van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, derde kamer, werd, op bekentenis, voor geopend verklaard, het faillissement van Divine B.V.B.A., gevestigd te 8400 Oostende, Adolf Buylstraat 49, H.R. Oostende 47636, voor groot- en kleinhandel in lederwaren en zadelmakerswerk, schoeisel, fantasiejuwelen, regenschermen en mercerieartikelen onder de benaming « Divine », BTW 444.358.978.

Staking van betaling : voorlopig bepaald op 18 oktober 2000.

Aangiftes van schuldvordering : vóór 18 november 2000, ter griffie van de rechtbank van koophandel, Canadaplein, 8400 Oostende.

Verificatie van schuldvorderingen : vrijdag 24 november 2000, om 9 uur, rechtbank van koophandel, Canadaplein, 8400 Oostende.

Curator : Mr. Dennis Tavernier, advocaat te 8400 Oostende, Nieuwpoortsesteenweg 64.

Rechter-commissaris : de heer Vincent Neyman.

De curator, (get.) D. Tavernier. (27362)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, van 19 oktober 2000, werd de B.V.B.A. « M & D », met zetel te 8400 Oostende, Gistelsesteenweg 1, doch bij bijzondere algemene vergadering d.d. 25 augustus 2000, overgebracht naar 9000 Gent, Koolkapperstraat 16, was ingeschreven in het H.R. Oostende 52780 tot 25 augustus 2000, voor holdingmaatschappij, BTW 456.475.367, failliet verklaard.

Staking van de betaling bepaald bij vonnis van zelfde datum : 19 oktober 2000.

Verificatie van de schuldvorderingen : 1 december 2000, om 16 uur, in de gehoorzaal van bovengenoemde rechtbank.

Termijn aangifte schuldvorderingen : vóór 18 november 2000.

Curator : Stefaan Van Imschoot, advocaat te Oostende, Stockholmstraat 27.

Rechter-commissaris : de heer Luc Vandaele.
(Get.) Van Imschoot, S., curator. (27363)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij vonnis d.d. 16 oktober 2000 van de vierde kamer in de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, is het faillissement van de B.V.B.A. A 3 Speedy Colli, gevestigd te 9230 Wetteren, Jan Broeckaertlaan 23, H.R. Dendermonde 50727, BTW 454.700.960, gesloten verklaard bij gebrek aan actief en is de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J. Bogaert.
(Pro deo) (27364)

Bij vonnis d.d. 16 oktober 2000 van de vierde kamer in de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, is het faillissement van de B.V.B.A. Hals, gevestigd te 9220 Hamme, Roodkruisstraat 1A, H.R. Dendermonde 46411, BTW 445.289.782, gesloten verklaard bij gebrek aan actief en is de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J. Bogaert.
(Pro deo) (27365)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, d.d. 19 oktober 2000 werd, op aangifte, in staat van faillissement verklaard de N.V. Grafische Machinefabriek Mercedes, met maatschappelijke zetel te 3900 Overpelt, Lodewijk de Raedtlaan 2, H.R. Hasselt 47744, BTW 414.967.713, met als aard van handelsactiviteiten : magazijnfabrikant.

Rechter-commissaris : de heer R. Eraly.

Curatoren : Mrs. Daniël Libens, advocaat te 3800 Sint-Truiden, Beekstraat 26, en Mr. Paul Odeurs, advocaat te 3800 Sint-Truiden, Beekstraat 9.

Het vonnis beveelt dat de aangifte van de schuldvorderingen dient te gebeuren ter griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 9 november 2000.

Het onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen zal doorgaan in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt, zelfde adres, op 23 november 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) P. Odeurs. (27366)

Bij vonnis d.d. 19 oktober 2000 van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt, werd de heer Bessemans, Daniël, geboren op 7 augustus 1954, wonende te 3800 Sint-Truiden, Tongersesteenweg 285, H.R. Hasselt 103387, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Vandekerckhove.

Curatoren : Mr. Herman Driessen, advocaat te 3500 Hasselt, en er kantoorhoudende aan het Catharinaplein 15; Mr. Hubert Berghs, advocaat te 3500 Hasselt, en er kantoorhoudende aan de Guffenslaan 84; Mr. Patrick Vanhoutvin, advocaat te 3550 Heusden-Zolder, Sint-Jobstraat 246.

Datum staking van betalingen : op heden.

Indienen van de schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, vóór 9 november 2000.

Sluiting proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 23 november 2000, om 14 uur.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curatoren, (get.) Herman Driessen; Hubert Berghs; Patrick Vanhoutvin. (27367)

Bij vonnis d.d. 19 oktober 2000 van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt, werd de B.V.B.A. Iberia 2000, voorheen met maatschappelijke zetel te 3530 Houthalen-Helchteren, Vredelaan 31, bus 7, thans met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Jaargetijdenlaan 100-102, H.R. Hasselt 102634, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Vandekerckhove.

Curatoren : Mr. Herman Driessen, advocaat te 3500 Hasselt, en er kantoorhoudende aan het Catharinaplein 15; Mr. Hubert Berghs, advocaat te 3500 Hasselt, en er kantoorhoudende aan de Guffenslaan 84; Mr. Patrick Vanhoutvin, advocaat te 3550 Heusden-Zolder, Sint-Jobstraat 246.

Datum staking van betalingen : op heden.

Indienen van de schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, vóór 9 november 2000.

Sluiting proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 23 november 2000, om 14 uur.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curatoren, (get.) Herman Driessen; Hubert Berghs; Patrick Vanhoutvin. (27368)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 12 oktober 2000, werd het faillissement Intermatic B.V.B.A., Hundelgemsesteenweg 168, 9820 Merelbeke, H.R. Gent 150011, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Bekaert, F. Rooseveltlaan 222, 9000 Gent. (27369)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 10 oktober 2000, werd het faillissement Bepo C.V.O.H.A., Sint-Lievenslaan 264, 9000 Gent, H.R. Gent 176777, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) J. De Paepe. (27370)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Faillissement : N.V. J.P.K. (Dancing De Molen), met zetel te 3060 Bertem, Molenstraat 3, H.R. Leuven 77370, BTW 440.848.964.

Vonnissen rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 18 oktober 2000.

Rechter-commissaris : J. Boon.

Curator : D. De Maeseneer, Predikherenstraat 20, 3000 Leuven.

Indienen schuldvorderingen : vóór 10 november 2000.

Nazicht schuldvorderingen : 20 november 2000, om 14 uur.

De curator, (get.) Dirk De Maeseneer. (Pro deo) (27371)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 17 oktober 2000, werd het faillissement Juliet, Willy, geboren te Tienen op 1 april 1943, wonende voorheen te Tienen, Eeuwfeestlaan 51, en thans te 3300 Tienen, Aandorenstraat 48/8, werkplaats voor het herstellen van schoenen, H.R. Leuven 65488, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (27372)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 17 oktober 2000, werd het faillissement N.V. Bouwconcept, met zetel te 3200 Aarschot, Nieuwlandlaan 407B, algemene bouwonderneming, H.R. Leuven 92247, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (27373)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 17 oktober 2000, werd het faillissement N.V. Bogaerts Productie, met zetel te 3320 Hoegaarden, Kloosterstraat 29, fabricatie van geperfectioneerde toebehoren voor de kledingnijverheid, H.R. Leuven 87669, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (27374)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 16 oktober 2000, werd, op aangifte, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Lingerie Stephania, met maatschappelijke zetel te Mechelen, Borzestraat 24, H.R. Mechelen 66884, BTW 438.192.253.

De rechtbank bepaalde het tijdstip van staking van betaling voorlopig op 16 oktober 2000.

Rechter-commissaris : Mevr. Gils, J.

Curator : Mr. Lambrechts, M.F., advocaat te Mechelen, kantoorhoudende te 2590 Berlaar, Markt 9.

De schuldvorderingen dienen ingediend te worden ter griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7, ten laatste op 16 november 2000.

Het nazicht van de schuldvorderingen zal doorgaan ter zitting van voormelde rechtbank : op 27 november 2000, te 9 uur.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Lambrechts, M.F. (27375)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, in datum van 19 oktober 2000, werd, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Delectro, met maatschappelijke zetel te 9700 Oudenaarde, Dijkstraat 47, H.R. Oudenaarde 42410, BTW 459.849.185.

Rechter-commissaris : de heer F. Valcke, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. R. Cooman, advocaat te 9700 Oudenaarde, Kasteelstraat 15.

Staking van betaling : bepaald op 19 oktober 2000.

Indienen schuldvorderingen : binnen de dertig dagen vanaf datum van het vonnis ter griffie van de rechtbank van koophandel te 9700 Oudenaarde, Bekstraat 14.

Sluiting nazicht schuldvorderingen : donderdag 23 november 2000, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van de rechtbank van koophandel.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) R. Cooman. (27376)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van 19 oktober 2000 werd het faillissement van de B.V.B.A. M & W Import Export, met zetel te 3665 As, A. Dumontlaan 24, gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Guy Hermans. (27377)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, d.d. 28 september 2000, werd het faillissement van de B.V.B.A. Cima Chape en Vloerwerken, met maatschappelijke zetel gevestigd te 3600 Genk, voorheen Nieuwe Kempen 14, bus 22, thans Z. Grammestraat 52, H.R. Tongeren 77878, BTW 454.853.883, bouwonderneming, overeenkomstig art. 73 van de faillissementswet afgesloten wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Geert Reniers. (27378)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, d.d. 19 oktober 2000, werd het faillissement van de N.V. Begrota, met maatschappelijke zetel te 3630 Maasmechelen, Kringloopstraat 4, gesloten verklaard bij vereffening.

Dit vonnis zegt voor recht dat er geen redenen voorhanden zijn om gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. E. Vanbergen. (27379)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 12 oktober 2000 is Groep Ide N.V., vennootschap naar recht van de Staat Delaware (U.S.A.), met zetel te U.S.A., 19810 New Castle County Delawaren Renner Road 701, 2° Floor-Wilmington, met uitbatingszetel te 2170 Merksem, Van Praetlei 135, H.R. Antwerpen 330572, BTW 464.005.537, import en export in beroeps-kledij, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Peeters, Edouard.

Curator : Mr. Joris, Wilfried, Marktplein 22, 2110 Wijnegem.

Datum van de staking van betaling : 12 oktober 2000.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 13 november 2000.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 13 december 2000, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Joris, Wilfried.

(Dit bericht vervangt datgene verschenen in het Belgisch Staatsblad van 19 oktober 2000, onder nr. 26822.) (Pro deo) (27297)

Intrekking faillissement – Faillite rapportée

Rechtbank van koophandel te Mechelen

De ondergetekende, M. Van Rompaye, adjunct-griffier bij de rechtbank van koophandel te Mechelen, verklaart dat de genaamde naamloze vennootschap Info'Products België, Generaal De Wittelaan 17, bus 3, 2800 Mechelen, H.R. Mechelen H 84265, gedurende de laatste vijf jaar, niet in faillissement werd verklaard en geen aanvraag heeft gedaan tot het bekomen van een gerechtelijk akkoord, bij de rechtbank van koophandel te Mechelen.

Mechelen, 6 oktober 2000.

De adjunct-griffier, (get.) M. Van Rompaye. (27323)

Zaak nr. 1997/AR/774 B.V.B.A. Linaco tegen Mr. Roland Cassiers.

Doet het bestreden vonnis dat appellante in staat van faillissement verklaarde teniet;

zegt rechtens dat appellante niet in staat van faillissement verkeerde op het tijdstip dat het bestreden vonnis werd uitgesproken; heft het faillissement op.

Aldus gedaan en uitgesproken in openbare terechtzitting van 7 april 1997.

(Get.) Van Putte, Mark, zaakvoerder. (27380)

Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

Par requête du vingt juin deux mil, M. Van Muylder, Joseph Carol, pensionné, né à Chambéry (France) le neuf mars mil neuf cent vingt-sept, et son épouse, Mme Charlet, Nelly Hélène Henri Ghislaine, pensionnée, née à Grez-Doiceau le sept septembre mil neuf cent vingt-trois, domiciliés ensemble à Grez-Doiceau, section de Grez-Doiceau, rue du Stampia 6, ont introduit devant le tribunal de première instance de Nivelles, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé aux termes d'un acte reçu par le notaire Bernard Houet, à Wavre, en date du vingt-neuf mai deux mil.

(Signé) B. Houet, notaire. (27325)

Bij beschikking van 18 oktober 2000 hebben de heer van Dooren, Nicolaas Wilhelmus, systeemanalist, geboren te Valkenswaard (Nederland) op 22 februari 1949, en zijn echtgenote, Mevr. Donckers, Anna Hendrika Hilda, boekbindster, geboren te Achel op 2 juli 1951, wonende te Hamont-Achel, Meester Saklaan 21, aan de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de homologatie aangevraagd van de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel, verleden voor Mr. Peter Hendrik Evrard Berben, notaris te Neerpelt. Deze wijziging betreft overgang van het stelsel van scheiding van goederen, ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Evrard Berben, te Neerpelt, op 5 november 1971, naar het wettelijk stelsel van gemeenschap van goederen met toevoeging van een verblijvingsbeding.

(Get.) P. Berben, notaris. (27326)

Bij verzoekschrift van 25 september 2000 hebben de heer Loopmans, Dionisius Thierré, geboren te Wuustwezel op 24 augustus 1942, en zijn echtgenote, Mevr. Theuns, Rosa Francisca Maria Fernande, geboren te Wuustwezel op 19 augustus 1944, wonende te 2990 Wuustwezel, Kerkplaats 26, de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen de homologatie gevraagd van de akte wijziging huwelijkscontract verleden voor notaris Herman Verschraegen, te Wuustwezel, op 25 september 2000, inhoudende de inbreng van een eigen onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen en de opname van een beding van vooruitmaking op keuze.

Namens de verzoekers, (get.) Herman Verschraegen, notaris. (27327)

Bij verzoekschrift in dato 5 oktober 2000 hebben de echtgenoten Karl Debusschere-Dieryckx, Céline, wonende te 8890 Moorslede, Pater Lievensstraat 12, de rechtbank van eerste aanleg te Ieper verzocht om homologatie van de wijziging aan hun huwelijkscontract, blijkens akte verleden voor notaris Ludo Debucquoy, te Passendale, in dato 5 oktober 2000, houdende overgang van het wettelijk stelsel naar het stelsel van scheiding van goederen.

(Get.) L. Debucquoy, notaris. (27328)

Bij verzoekschrift in dato 3 oktober 2000 hebben de echtgenoten Jacques Lernout-Pauwelyn, Brigitte, wonende te 8980 Zonnebeke (Passendale), Kraaiveldstraat 12, de rechtbank van eerste aanleg te Ieper verzocht om homologatie van de wijziging aan hun huwelijkscontract, blijkens akte verleden voor notaris Ludo Debucquoy, te Passendale, in dato van 3 oktober 2000, houdende overgang van het wettelijk stelsel naar het stelsel van scheiding van goederen.

(Get.) L. Debucquoy, notaris. (27329)

Bij verzoekschrift de dato 16 oktober 2000 hebben de heer Beauprez, Rene, gepensioneerde, geboren te Sint-Boniface (Canada) op 3 mei 1919, en zijn echtgenote, Mevr. Cornette, Rachel Margaretha, gepensioneerde, geboren te Zarren op 16 februari 1921, samenwonende te Kortemark (Zarren), Roeselarestraat 39, voor de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, een verzoek ingediend tot homologatie van de akte van wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, inhoudende inbreng door de man van eigen onroerende goederen in het gemeenschappelijk vermogen, verleden voor notaris Bertrand Desmaricaux, te Diksmuide, op 16 oktober 2000.

Namens de echtgenoten, (get.) Desmaricaux, Bertrand, notaris te Diksmuide. (27330)

Bij verzoekschrift van 14 september 2000, neergelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 19 oktober 2000, hebben de heer Bart Marcel Maria Coucquyt, wonende te 9000 Gent, Koningin Astridlaan 208C, en zijn echtgenote, Mevr. Els Denise Rachel Lenaert, wonende te 9050 Gent (Gentbrugge), Merelbekestationplein 2/M, de homologatie gevraagd aan de rechtbank van eerste aanleg te Gent, van de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Jan Bael, te Gent, op 14 september 2000.

Voor de verzoekers, (get.) Jan Bael, notaris. (27331)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge de dato vijf september tweeduizend, werd gehomologeerd de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Véronique De Schepper, te Wingene, op vijftieng mei tweeduizend, tussen de heer Kindt, Andy Alfons Gerard, bediende, geboren te Tielt op zeventieng augustus negentienhonderd vierenzeventig (rijksregisternummer 740827 315-97, identiteitskaartnummer 237.0037028-41), en zijn echtgenote, Mevr. Debaere, Sofie Jeannette Josephine, bankbediende, geboren te Tielt op drieëntwintig april negentienhonderd vijfenzeventig (rijksregisternummer 750423 026-14, identiteitskaartnummer 237-0040940-73), samenwonende te Tielt, Leiaardboomstraat 2.

Deze wijziging betreft de inbreng van een eigen onroerend goed door Mevr. Debaere, Sofie in het gemeenschappelijk vermogen.

Wingene, 18 oktober 2000.

Voor ontleidend uittreksel, (get.) Véronique De Schepper, notaris te Wingene. (27332)

De heer Van Cauteren, Patrick Marcel Maria, onderzoeksrechter, geboren te Oudegem op veertien december negentienhonderd negenenvijftig, en zijn echtgenote, Mevr. Vanlaer, Anne Margaretha Josephine, griffier, geboren te Leuven op zeventieng oktober negentienhonderd negenenvijftig, samenwonende te 9200 Dendermonde (Oudegem), Hofstraat 24, zijn gehuwd onder het wettelijk stelsel ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Christian De Wulf, te Dendermonde, op zestien maart negentienhonderd eenenveertig.

Zij verlangen het op hen toepasselijk stelsel te wijzigen in die zin dat zij gehuwd willen blijven onder het wettelijk stelsel zoals geregeld door de artikelen 1398 en volgende van het burgerlijk wetboek, met inbreng door de heer Van Cauteren, Patrick, voornoemd van een onroerend goed, met inlassing van een beding van toebedeling van het gemeenschappelijk vermogen.

Daartoe hebben zij een akte wijziging van huwelijkscontract ondertekend voor notaris Astrid De Wulf, te Dendermonde, op zestien oktober tweeduizend.

Bij verzoekschrift de dato zeventien oktober gericht aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde hebben de echtgenoten Van Cauteren-Vanlaer de homologatie van voormelde akte wijziging huwelijkscontract aangevraagd.

(Get.) A. De Wulf, notaris.

(27333)

Onbeheerde nalatenschap – Succession vacante

Déclare vacante la succession de M. Talmasse, Arthur, né à Ombret Rawsa le 18 février 1916, veuf de Marlaire, Georgette, domicilié de son vivant à 4480 Hermalle-sous-Huy, cité Vandeweghe 45, décédé à Liège le 20 octobre 1999.

Nomme Me Christine Collignon, avocat, à 4540 Amay, rue Joseph Wauters 19, curateur à la succession dont s'agit.

(Signé) Christine Collignon, avocat.

(27334)

Bij beschikking van de 3^e kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen d.d. 5 oktober 2000, werd Mr. Erwin Vangoidsenhoven, advocaat, te 2800 Mechelen, kantoorhoudende Zoutwerf 10, aldaar benoemd als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Thys, Rita Emma Jan, geboren te Boom op 2 augustus 1949, in leven laatst wonende te 2880 Bornem, Duiventilstraat 33, overleden te Bornem op 30 september 1999.

De schuldeisers worden verzocht hun schuldvordering in te dienen bij de curator binnen de drie maanden na huidige publicatie.

(Get.) E. Vangoidsenhoven, advocaat.

(26336)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij beschikking behandeld en uitgesproken in raadkamer door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 6 april 2000, werd op vordering van de heer procureur des Konings te Gent, advocaat Frank Van Vlaenderen, kantoorhoudende te 9000 Gent, Krijgslaan 47, benoemd tot curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Camilla De Waele geboren te Adegem, thans Maldegem, op 21 mei 1918, in leven laatst wonende te 9900 Eeklo, Tielstesteeweg 25, en overleden te Eeklo op 24 juni 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) M. De Vriese.

(26335)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 11 september 2000 verleende de eerste B-kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een vonnis waarbij Mr. Roland Pockele-Dilles, advocaat en plaatsvervangend rechter te Antwerpen, kantoorhoudende te 2018 Antwerpen, Mechelsesteenweg 166, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Nobels, Franciscus Alphonsus, geboren te Kontich op 10 januari 1916, ongehuwd, laatst wonende te Kapellen, Albertdreef 2, en overleden te Antwerpen, district Antwerpen op 15 maart 1999.

Antwerpen, 18 oktober 2000.

De griffier, (get.) A. Rasschaert.

(27337)